

BIBLIOTHECA VALLESIANA

IO

ANDRÉ GUEX

Le demi-siècle de Maurice Troillet

Essai
sur l'aventure d'une génération

III

1953-1970

1971

Imprimerie Pillet Martigny
Diffusion : Payot, Lausanne

BIBLIOTHECA VALLESIANA

1920 Martigny, avenue de la Gare 19
Etudes, témoignages et documents pour servir
à l'histoire du Valais
Collection dirigée par André Donnet

*

ANDRÉ GUX

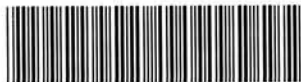
LE DEMI-SIÈCLE DE MAURICE TROILLET

Essai
sur l'aventure d'une génération
1913-1970

En quelques années, les effets simultanés et convergents de trois forces exerçant leur pression sur une terre pauvre l'ont rendue méconnaissable. La richesse des alluvions du Rhône maté, l'énergie emprisonnée derrière les hauts murs des barrages, les ressources neuves d'une civilisation de loisirs ont fait du Valais ce qu'il est.

Mais constater un fait n'est pas nécessairement le comprendre. Aussi avons-nous tenté, pendant cinq ans, de surprendre

Médiathèque VS Mediathek



1010392900

BIBLIOTHECA VALLESIANA

IO

DU MÊME AUTEUR :

- Art baudelairien*. Lausanne, Rouge, 1934.
A bord du vent. Vevey, Au Bourg Franc, 1943.
Le Rêve de pierre. Vevey, Au Bourg Franc, 1944.
Voiles et carènes. Préface de Louis Noverraz.
Vevey, Au Bourg Franc, 1946.
Léman. Photographies de B. Rast. Lausanne, Marguerat, 1947.
Barrages. Préface d'Arnold Reymond.
Lausanne, Rencontre, 1956 (Prix Schiller 1957).
Altitudes. Lausanne, Marguerat, 1957.
Trad. allem., Zurich et Stuttgart, 1958.
Vent debout, Lausanne, Au Bourg Franc, 1960.
Voile. Lausanne, Payot, 1962.
Finlande. Lausanne, Rencontre, 1965.
Forêt. Préface de Jean-François Robert. Photographies d'Henriette Guex-Rolle. Neuchâtel, Le Griffon, 1966 (*Trésors de mon pays*, 125).
De l'eau, du vent, des pierres. (Textes choisis.) Préface de Jacques Mercanton. Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, 1969.

EN COLLABORATION AVEC HENRIETTE GUEX-ROLLE :

- Corse*. Lausanne, Marguerat, 1957.
Trad. allem., Zurich et Stuttgart, 1958.
Rhin. Lausanne, Marguerat, 1958.
Trad. allem., Zurich et Stuttgart, 1959.
Lausanne de « A » jusqu'à « S ». Lausanne, Marguerat, 1964.

EN COLLABORATION AVEC RENÉ CALOZ :

- Le sang et la peine. Italie 45*. Vevey, Au Bourg Franc, 1945.

AVEC D'AUTRES COLLABORATEURS :

- Avant-première à l'Everest*. Grenoble, Arthaud, 1953.
Trad. anglaise, Londres, 1954. - Trad. italienne, Milan, 1954.
Geiger, pilote des glaciers. Lausanne, Marguerat, 1954 ;
Grenoble, Arthaud, 1955 (Grand Prix de la Montagne 1956).
Trad. allem., Berlin, 1956.

A PARAÎTRE :

- VALAIS NAGUÈRE. Lausanne, Payot, 1971.

BIBLIOTHECA VALLESIANA

IO

ANDRÉ GUEX

Le demi-siècle de Maurice Troillet

Essai
sur l'aventure d'une génération

III

1953-1970

1989795

1971

Imprimerie Pillet Martigny
Diffusion : Payot, Lausanne

N 696/10



71/3416

Ouvrage publié avec l'appui d'un grand nombre de particuliers, d'institutions officielles et privées du Valais, et des amis de la « Bibliotheca Vallesiana ».

DEUXIÈME PARTIE

L'adieu à la politique

CHAPITRE PREMIER

L'AVENIR ENTRE EN SCÈNE

On connaît ces films tournés avec une longue patience et qui permettent, en quelques minutes, de voir sortir de terre, pousser et fleurir une plante. Tout se passe comme si la mutation valaisanne, en gestation depuis plus de quarante ans, avait attendu pour germer soudain et donner ses fruits, que le protagoniste quitte le devant de la scène et qu'après quarante ans de gouvernement Maurice Troillet passe la main et laisse le pouvoir à d'autres. On a vu déjà les raisons de cette retraite qui, sans doute, malgré son âge, lui fut amère et, je ne suis pas loin de le penser, s'il a consacré les dix années suivantes à foncer contre les obstacles conjugués pour rendre à vues humaines irréalisable le tunnel du Grand Saint-Bernard, ce fut sans doute pour percer une montagne et ouvrir une voie vers le Sud mais aussi pour prouver, à lui-même et aux autres, que sa force restait entière. L'aventure du Grand Saint-Bernard, ébauchée ici et là dans les pages qui précèdent, nous la raconterons pour elle-même plus loin, après avoir tenté de retracer en perspective cavalière, et déjà manquant de recul, les faits les plus saillants de cette période si cruciale qu'un observateur pressé pourrait soutenir que l'évolution a duré dix ou quinze ans et non pas quarante comme nous le pensons, car le travail souterrain qui s'opère avant que les premières pousses, seules susceptibles d'être captées par l'objectif, sortent de terre, compte autant que la floraison, si explosive et colorée qu'elle soit.

Primauté de l'économie

émerger de la pauvreté

Dès le seuil de ces dix années, l'économie a si résolument pris le pas sur la politique que tous les partis semblent unis par une visée commune : émerger enfin de la pauvreté ancestrale en assurant au Valais l'expansion matérielle que les circonstances ont rendue possible. Ce qui ne signifie pas bien sûr que l'opposition cesse pour autant de donner de la voix mais elle le fait moins par la bouche des ténors que par celle de figurants mal lunés qui, lors de la session prorogée de novembre 1953 par exemple, rappelaient que l'ingénieur chargé de travaux par l'Etat avait « lamentablement échoué à ses examens d'ingénieur », dénombraient les « tours de passe-passe » de la comptabilité gouvernementale, taxaient de plaisanteries les soumissions des entreprises qui s'entendaient pour les prix, ou accusaient Fritz Ruchenstein d'avoir travaillé pendant des années avec tel chef de service « d'une façon particulièrement cordiale ». Mis en demeure de prouver ses dires par le conseiller d'Etat Anthamatten, l'orateur fut moins éloquent et l'emprunt de dix millions contre lequel il luttait fut voté¹. Il semble qu'on n'entende plus que l'écho, très affaibli, des grandes empoignées de naguère.

radicaux

A peine attachera-t-on plus d'importance au fait que lors des élections de 1957, le succès des conservateurs fut assuré par les électeurs du Haut-Valais alors que les partis d'opposition, sous les drapeaux — mais sont-ce encore des drapeaux ? — radicaux, socialistes et paysans sociaux, recueillaient le 51,8 % des voix, ce qui n'empêcha pas les conservateurs, en vertu des effets connus du quorum, de s'assurer 46 mandats de députés contre 44 à l'opposition et 4 fauteuils de conseillers d'Etat sur 5, et inspira ces mots à Karl Dellberg : Il faut relancer la demande de la proportionnelle pour l'élection au Conseil d'Etat. « Il n'y a pas d'autre chemin qui conduit... à Rome ! »²

Contrôle

La question de la participation des membres du Conseil d'Etat, pour quelque 2000 francs par an, aux conseils d'administration des grandes compagnies, n'apparaît guère plus importante car, de quelque manière qu'on règle la chose, il reste que l'Etat doit pouvoir surveiller leur gestion. Et le gouvernement, raisonnant par

analogie, a pu admettre en toute bonne foi que, son droit de participer aux conseils d'administration des compagnies de chemins de fer privées ou à la Banque cantonale, entreprises d'intérêt public, étant admis, il pouvait au même titre s'occuper des entreprises hydro-électriques, comme c'était le cas dans presque tous les cantons suisses, et à Berne en particulier. Malgré tout, l'idée prévalut que, pour mieux résister à toutes les formes de pression exercées par les grandes compagnies sur un membre gouvernemental du conseil d'administration, et surtout au chantage fiscal que traduit la formule: « si vous ne légiférez pas conformément à nos vœux, nous partons », il valait mieux que le Conseil d'Etat tînt sa promesse et renonçât à ses mandats, ce qu'il fit, déclarant caducs tous ceux qu'il détenait dans des compagnies à but financier. D'où il suivit que Marcel Gard fut dès lors délégué sans titre au conseil du Mauvoisin et Maurice Troillet, ancien conseiller d'Etat, membre du conseil d'administration³.

Politique étrangère

Au cours de ces dix ans qui verront la fin des guerres de Corée et d'Indochine, la révolution de Budapest et le rideau de fer tombant sur la Hongrie, le débarquement franco-anglais à Suez et ses suites, enlisées à l'ONU, les deux Grands luttant d'influence sur les confins asiatiques, les 84 kilos du premier spoutnik échappant à la traction terrestre et la signature des premiers accords du Marché commun, l'essor du monde et de l'Europe se poursuit malgré tous les problèmes qui restent pendants: ceux de l'Autriche, la question allemande, celle de l'Algérie, et j'en passe.

Cependant, la Suisse s'interroge sur l'opportunité d'engager sa neutralité dans ce Marché commun qui tend à la liberté complète des mouvements des personnes, des biens et des capitaux, en vue d'une harmonisation économique et politique, propre à mettre l'Europe en état de concurrencer les deux Grands.

L'essor des grands travaux

Quant au Valais, son essor s'affirme d'abord grâce aux grands travaux. En cinq ans, de 1950 à 1954, les salaires vont passer de dix à cinquante millions. Ailleurs, nous avons longuement, minutieusement raconté et décrit ces travaux, tenté d'en établir le bilan actif et passif⁴. Partout, presque partout dans la montagne valaisanne, les perforatrices, les bétonneuses, la gamsite et les hommes sont à l'œuvre, nuit et jour. La main-d'œuvre indigène étant relativement instable parce que, paysanne dans une large mesure, elle est aux champs pendant l'été, on fait appel à la main-d'œuvre étrangère, mineurs, maçons, tailleurs de pierre, mécaniciens, manœuvres. Diminuer la demande ? c'est difficile car les travaux de génie civil ne sont pas contingentés. Imposer un rythme plus lent ? les maîtres de l'œuvre renonceraient peut-être. Et les cahiers des charges imposent une hâte, peut-être excessive⁵. Elle permet, dans certains cas, Lizerne par exemple et Mauvoisin, d'achever les travaux une année d'avance, ce qui représentait des millions de kilowattheures et provoqua peut-être plus d'un accident. Il y en eut 87, mortels, en 1953 et 1954 alors que le percement du Simplon avait fait 57 victimes en six ans. La cadence, les délais, les 9272 mètres cubes de béton coulés en vingt-quatre heures exigent leur rançon⁶.

Alors qu'on a pu craindre en 1953 que la loi fiscale ne fût pas la panacée espérée, et que le canton ne restât pauvre⁷, les comptes révélèrent bientôt de substantiels bonis (1 088 961 francs en 1954⁸). La conjoncture exceptionnelle et la progression économique vertigineuse entraînent une augmentation proportionnelle des charges de l'Etat. Ses dépenses avaient atteint 43 millions en 1952 alors que le budget en prévoit 59 pour 1955 !

On conçoit dans ces conditions que le nouveau projet de loi sur les successions et donations ait suscité quelque opposition au Grand Conseil. Pourquoi des impôts plus lourds alors que certains députés apostrophent le gouvernement qui « n'a pas assez dépensé » ? La loi fut cependant adoptée en premiers débats le 16 novembre 1955 par le Grand Conseil, impressionné, à l'accoutumée, par le pessimisme suscité par le budget qui renouvelle, chaque année,

l'occasion de peindre le diable sur la muraille, tantôt en noir, tantôt en rouge, et de prouver que le pays vit au-dessus de ses moyens, alors que, depuis quelque temps, la tradition se perpétue d'un déficit au budget compensé par un boni des comptes. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir la loi sur les successions finalement repoussée par le même Grand Conseil par 39 voix contre 30 lors de la prorogée de novembre 1956^o. C'était, depuis trente ans, le quatrième projet réservé au même sort.

Comme tous les pays en plein essor, le Valais a besoin de crédits et souffre d'être barré dans son élan par l'action concertée des gardiens du coffre-fort helvétique. Du fait de sa pauvreté congénitale, le Valais, ne réussissant pas à financer lui-même, est plus touché qu'un autre car il doit mettre en place les structures de demain, celles d'après les barrages, qui ont été le fait d'un argent étranger au canton.

dependance

Ressources hydro-électriques et péréquation

Aussi voit-on revenir devant le Grand Conseil, à intervalles réguliers, pendant toutes ces années, le triple problème des mesures législatives propres à augmenter les recettes provenant de la houille blanche, de la participation du canton à l'exploitation de ses forces et des projets capables de parer aux inégalités entre communes découlant du fait que les unes ont de l'eau et des bassins tandis que les autres n'en ont pas.

Le dernier point est assurément le plus vital, aussi ne sera-t-il réglé, et dans une certaine mesure seulement, que le dernier. Les inégalités entre communes sont si flagrantes, le taux de l'impôt communal allant de 1 à 25 %, que, dès 1953, le Conseil d'Etat a adopté le principe d'une péréquation, soit d'une caisse de compensation servant à atténuer ces différences. Mais il y a aussi loin du principe à l'application que de la coupe aux lèvres et, en 1956, lors de la prorogée de novembre, Karl Dellberg pouvait adjurer le Conseil d'Etat de ne pas se déjuger, évoquer publiquement Judas et le chant du coq et, en bon chrétien, l'encyclique *Rerum novarum*, qui fait un devoir au gouvernement d'avoir

également soin de toutes les classes de citoyens. Lier les ressources hydrauliques et la péréquation communale était une idée défendable dans un canton où la fortune, par tête de population, était de 669 francs à Törbel et 10 880 francs à Hérémence, et le revenu de 84 francs à Zeneggen et de 37 439 francs à Chippis¹⁰. Mais il ne suffit pas qu'une idée soit éminemment défendable pour qu'elle soit acceptée d'emblée et, dix ans plus tard, son application posera plus d'un problème encore.

Société valaisanne des forces motrices

En 1956, le président d'Hérémence Camille Sierro développe sa motion tendant à décider le canton à participer au capital des sociétés hydro-électriques pour s'assurer non pas des dividendes mais du courant. En vingt-cinq ans, la consommation a triplé, passant de 40 millions de kilowattheures en 1932 à 130 millions en 1954. Si l'Aluminium, la Lonza et Ciba se sont rendus indépendants dès longtemps, les autres industries ne le sont pas. Or, seules des garanties relatives au courant permettront de promouvoir des industries nouvelles. Il faut prolonger l'élan économique au-delà de l'ère des barrages et on ne peut attendre des fournisseurs actuels qu'ils fassent, à l'avenir, beaucoup plus qu'ils ne font aujourd'hui; on ne peut obliger les partenaires à dépenser leur énergie en Valais car leurs propres affaires les intéressent plus que le développement du canton. L'Etat doit donc participer, c'est le seul moyen pour lui de réserver cette force qu'il n'a pas pu ou qu'il n'a pas voulu, mais les faits démontrent que la première hypothèse est la plus solide, s'assurer jusqu'ici. Les moyens de la participation sont l'emprunt ou la création d'une société; ils ne s'excluent pas et ne sont périlleux ni l'un ni l'autre; tout au plus, le second entraînera-t-il la création d'un bureau, d'un service de plus. Une société anonyme, au capital de 30 millions, constituée par l'Etat majoritaire, les communes, l'industrie et les fournisseurs actuels, pourrait sur cette base emprunter de 90 à 100 millions. Les risques, encore une fois, sont mineurs, la menace de l'énergie atomique n'est pas

pour demain; il ne sera pas nécessaire de placer cette énergie en Valais tout de suite; enfin, il n'est pas trop tard. Si, naguère, les grandes compagnies ont eu quelque peine à placer leur courant, et ce fut là peut-être la plus valable des réticences de l'Etat hésitant à s'engager dans une affaire qui ne semblait pas sûre, la demande est aujourd'hui constante.

Investir 30 millions, avec ou sans société valaisanne, dans les grandes entreprises réalisées ou en cours, équivaldrait à réserver à l'industrie du canton 200 000 000 de kilowattheures. En participant d'autre part à la réalisation des nouveaux travaux prévus sur le Rhône, le Valais s'assurerait 200 autres millions de kilowattheures. Les 400 millions ajoutés aux réserves actuelles et à ce qu'on peut tirer des concessions, suffiraient aux besoins du Valais pendant un demi-siècle. Sans doute, il y a dix ans, on aurait pu obtenir des participations à meilleur compte, mais qui aurait trouvé 300 ou 400 millions en Valais pour faire le Mauvoisin il y a dix ans? ¹¹

Malgré les objections, dont la plus forte était l'absence d'un réseau de distribution, donc l'obligation d'en passer par les exigences de partenaires qui ne feraient pas de cadeau, le Conseil d'Etat propose de participer, grâce à un emprunt de 40 millions, aux usines à construire sur le Rhône, ainsi qu'au capital de la plupart des sociétés implantées en Valais. Il propose en outre la création d'une Société des forces motrices valaisannes pour s'assurer de l'énergie et consolider les positions des services industriels. La part de l'Etat sera de 55%, le 45% étant réservé aux communes et aux sociétés ¹². Lors des deuxièmes débats, après qu'on eut rappelé que les forces bernoises avaient fait la fortune du canton et qu'il fallait faire en sorte que ces FMV soient d'abord valaisannes, le décret fut adopté et la société sera bientôt créée, au capital de 40 millions dont 51% au canton, le reste étant réparti entre cinquante-cinq communes et quelques sociétés: SI Sion, SI Sierre, Aluminium, Lonza, EOS ¹³.

Quant à l'accroissement des ressources tirées directement des grandes compagnies hydro-électriques par le moyen ancestral de l'impôt, on y songeait aussi bien sûr et les 17 centimes par cheval de 1893 sont devenus 10 francs environ. Dix francs qu'on augmenterait volontiers encore. Un rapport du conseil d'administra-

tion du Mauvoisin se fait l'écho du tollé soulevé par un projet d'augmentation substantielle prévu par une nouvelle loi des finances encore en gestation. M. Meierhans, conseiller d'Etat zuricois, aurait dit: «Le Valais n'aura plus besoin de faire de la propagande pour la vente de ses produits dans la ville de Zurich¹⁴.» A toutes les étapes, on réentend ces menaces de boycott, ce chantage au départ. Mais on n'abandonne de gaieté de cœur ni un filon d'or ni un bassin d'accumulation.

Industrie

acier
La grande, celle des trois grands, Lonza, Aluminium, Ciba, est prospère. Grâce dans une large mesure aux grands travaux, l'ascension économique est constante. La somme des salaires augmente et, dans un climat d'euphorie, les investissements se multiplient, inconsiderés parfois, entraînant les risques de suréquipement dans tous les domaines. La Lonza occupe 1500 ouvriers venant de quarante communes, la Confédération se montre maintenant disposée à assurer l'égalité de traitement entre Ems et Lonza et à empêcher la concurrence de la première dans les sphères de production de la seconde. Ems d'ailleurs, dans les quinze années à venir, va devenir, par une adaptation intelligente et souple, l'une des pièces maîtresses de la prospérité grisonne.

Aluminium
L'Aluminium continue à bénéficier de l'électricité qui lui appartient, car il faut 20 000 kilowattheures pour une tonne d'aluminium. L'affaire reste brillante malgré la concurrence internationale. En 1890, le 40 % de l'aluminium mondial venait de Suisse, il n'en fabrique plus que le 1,4 % en 1953. Quant à la Ciba, implantée à Monthey, elle assure l'essentiel de la prospérité d'une ville à laquelle concourent de plus en plus vigoureusement Giovanola et la fabrique de pierres artificielles, vieille d'un demi-siècle déjà¹⁵.

En revanche, les industries moyennes et petites se heurtent à des difficultés qui ne sont pas exclusivement matérielles. Lors des débats de mai 1953 au Grand Conseil autour de la loi sur le

développement des industries, celle-ci souleva des objections. Loi inutile, soutient le député Edouard Morand, car les moyens d'agir existent et d'autre part les subventions prévues iraient à des particuliers, ce que la Constitution interdit, et seraient d'ailleurs si faibles qu'elles ne tenteraient que des industriels peu sérieux¹⁶; une certaine méfiance aussi se fait jour à l'égard de la Société de recherches économiques et sociales dont les brochures ont un caractère livresque, presque de séminaire. Les Valaisans sont portés à penser que les professeurs sont de piètres hommes d'action¹⁷. Les réticences s'accusent encore lors de la session prorogée de mai où la question apparaît sous son vrai jour: la Société de recherches économiques et sociales deviendra-t-elle l'exécutif? Sera-t-elle chargée de l'application de la loi? On témoigne d'un certain scepticisme à l'égard d'un « bureau d'aspect, mon Dieu, insuffisamment important en présence du problème à résoudre¹⁸ » et qui risque d'accentuer les concentrations industrielles, donc de contribuer au dépeuplement de la campagne; sans compter qu'au premier signe de récession industrielle, les ateliers décentralisés valaisans seront les premiers fermés. La spéculation sur les terrains, tendant à pourrir le climat foncier, entrave les efforts de la petite industrie.

industrielle
de peuple
compagne

Cependant, poussé par un optimisme congénital, irréversible et inconditionnel, Joseph Dionisotti reprend, en 1957 et 1958, une concession de mine retombée dans le domaine public. Il y a du fer au Mont-Chemin, du plomb, du spath et de la fluorine aux Trappistes. Mais les mines valaisannes retombant au domaine public rapporteront moins à leurs exploitants que les écrivains retombant eux aussi dans le domaine public ne rapportent aux grandes sociétés de consommation littéraire qui commencent à cette même époque à les exploiter systématiquement!

En fait, ce qui manque en Valais, plusieurs députés le soulignent, ce sont les techniciens qualifiés, et c'est là surtout que l'Etat doit faire porter son effort¹⁹. L'avenir, nous le verrons, n'infirmera pas cette vue des choses. Il y avait 460 apprentis en 1936, il y en aura 2400 en 1956. En dix ans, entre 1950 et 1960, le nombre des fabriques a augmenté de 49; celui des ouvriers, de 2700²⁰.

Apprenti

Tourisme

Parallèlement à l'essor industriel, le tourisme devient l'une des assises les plus solides de l'économie valaisanne. En 1954, l'UVT annonce 2 500 000 nuitées et juge dérisoire le chiffre de 60 millions auquel on estime l'apport financier du tourisme à l'économie du canton. D'ailleurs, en 1959, pour un même nombre de nuitées, le rapport de la Chambre de commerce évaluera cet apport à 200 millions. Chaque année bat le record précédent, l'hiver rivalise avec l'été et l'emporte souvent. Depuis la fin de la guerre, cent concessions de téléphériques et de télésièges ont été accordées. L'euphorie tend à faire oublier complètement la déconfiture des années 30 et les difficultés du temps de la dernière guerre. A peine s'inquiète-t-on des charges sociales qui s'accusent, du personnel de plus en plus introuvable, du taux d'occupation qui tend à baisser, tant le nombre des lits augmente depuis qu'en 1952 les libertés accordées ont déclenché une ruée qu'on tentera d'enrayer dès 1959. L'optimisme balaye les craintes, on néglige la fragilité congénitale et trop de fois prouvée du secteur tourisme. Les hôtels, les appartements, le camping, les camps de jeunesse, promettent un revenu double de celui des vignes et des arbres réunis, ils apparaissent comme la panacée, le seul remède au dépeuplement²¹.

Agriculture

Face à cette puissante poussée de sève industrielle et touristique, le travail de la terre est seul à connaître encore de mauvaises heures, cela malgré l'effort intelligent et souvent efficace de ceux qui, sous l'impulsion tenace de Maurice Troillet, ont depuis un demi-siècle misé sur la destinée du sol agricole valaisan. Au sortir de la guerre, l'élan de solidarité et de reconnaissance, qui devait aboutir à la loi sur l'agriculture, a pu donner le change et faire croire que le sort des paysans, de ceux d'en haut comme de ceux de la plaine, allait trouver sa solution équitable et qu'on pourrait vivre de la terre comme on vit des usines et des loisirs d'autrui. Mais on fit preuve d'une telle « prudence » dans l'appli-

personnel
un-nouveau
croissance
social

cation, on ménagea avec tant d'égards d'autres intérêts, ceux des consommateurs, des industriels et des importateurs, que l'on vit le revenu agricole diminuer aussi régulièrement qu'augmentaient les salaires dans tous les autres secteurs²³. Bref la loi, battue en brèche par trop d'égoïsmes, ne tint pas ses promesses et l'élan de générosité, de simple équité plutôt, fit long feu. Il arriva même parfois, paradoxalement, que la loi devienne un obstacle aux réalisations qu'elle préconise. En effet, la Confédération aidera... à condition que le canton fasse sa part. Or, lorsqu'il s'agit par exemple d'une ferme avec un bâtiment rural, les exigences de la Confédération et des techniciens sont telles et le coût devient si élevé que le canton ne peut prendre à sa charge les subsides correspondants. Et l'entreprise avorte puisque la participation du canton reste la condition de toute réalisation. De plus en plus, la paysannerie apparaît inutile aux yeux de la plus grande partie de la population qui la tient pour une minorité anachronique. La famine, c'est « de l'histoire ancienne, ou indienne » peut-être, suisse en aucun cas. L'histoire moderne, c'est celle des produits africains, français, italiens, dont les prix sont victorieux²³.

Les difficultés avec lesquelles les agriculteurs sont aux prises sont si sévères qu'on peut craindre de les voir abandonner la partie. J'en veux pour preuve le seul fait qu'en 1953, évoquant ce malaise paysan, Albert Luisier, le directeur de Châteauneuf, pouvait dire : « Il n'y a plus de jeunes gens qui veulent suivre l'enseignement agricole. Allons-nous faire de notre Ecole d'agriculture un asile de vieillards ? »²⁴ Les maux dont souffre l'agriculture procèdent de quatre causes surtout : la loi, les exigences de l'importation, l'abondance elle-même, les méfaits des forces naturelles auxquelles se joignent les poux de San José. Le gel, anéantissant partiellement les récoltes, n'a pas épargné la plaine au cours de ces dix années. Les fraises et les abricots ne furent pas ses seules victimes, en 1956, les eucalyptus de Corse et de la Côte d'Azur, les oliviers de Provence, les cèdres centenaires et même des épicéas du Jura y laissèrent leur écorce, donc la vie. Les arbres à pépins résistèrent aux moins 13,5 degrés du 10 février à Sion, aussi la récolte totale atteignit-elle 43 millions de kilos. Mais l'année suivante, les poires ni les pommes ne survécurent au gel d'avril,

plus tardif, et plus meurtrier de ce fait. Un an encore et cette fois c'est l'abondance de la récolte qui devient fléau. Pas de gel cette fois, mais plus de 61 millions de kilos de fruits et de légumes. Dans les caves, les granges, les piscines et au pied des arbres, les fruits s'accumulent.

Les producteurs et les vendeurs sont donc sur la corde raide, en équilibre instable entre le spectre des excédents et la menace de pénurie, sachant bien que le Marché commun et la concurrence accrue qu'il entraînera sont inscrits dans la logique de l'histoire. Il faut simultanément mettre au point les techniques propres à protéger les tendres pousses contre le gel et construire des entrepôts frigorifiques où les fruits ne seront pas à la merci des ventes forcées. Il faut maîtriser en même temps les excédents d'importation. Or celle-ci ne se laisse pas réduire aisément, bien que la rapacité des importateurs ou les exigences des consommateurs ne soient pas seules en cause. La Suisse, vivant de ses exportations, est condamnée à importer... ce que les autres veulent bien lui vendre, aussi les priorités qu'on voudrait ou veut ménager sur le plan national restent-elles subordonnées aux accords qu'il faut signer avec cette communauté économique européenne que l'Angleterre essaiera de rejoindre dès 1961 alors que sa réplique, l'AELE, semble condamnée à plus ou moins brève échéance. Ce Marché commun où la Confédération entrerait peut-être si elle pouvait sauvegarder sa neutralité politique. Qu'elle le veuille ou non, la Suisse vit de et par l'Europe. L'histoire du Valais ne s'écrit plus à Sion, même plus à Berne, mais au-delà des frontières. Diminuez les droits de douane? le plus fort gagnera. Or le Valais, on le sait bien, n'est pas le plus fort car la main-d'œuvre, les machines, le sol y sont plus coûteux qu'ailleurs. Les bulletins du Grand Conseil et les rapports annuels de l'UVFL expriment sans ambiguïté parfois les colères, toujours l'angoisse qui tenaille les responsables de l'économie victime d'une certaine manière de sa réussite même. L'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, fondée en 1934, a vu quadrupler en vingt ans la production dont l'écoulement lui incombe. Qu'il s'agisse des fruits ou du vin, c'est la quadrature du cercle. Le système des trois phases successives ne suffit pas, parce que l'on sature le marché

avant et parce qu'il n'existe aucun moyen d'empêcher les importateurs de stocker. Le Valais souffre sans doute plus que d'autres mais la crise de l'agriculture est mondiale. Seuls les paysans sont tenus à l'écart de la joyeuse abondance, de ce bien-être qui pénètre toutes les couches de la population. La vente à crédit augmente, on travaille pour payer radio, frigidaire et auto, et les vendeurs sont d'ailleurs peu soucieux de la solvabilité de leurs clients.

Si Berne et les grandes associations économiques étaient mieux disposés, les solutions seraient moins malaisées à découvrir, mais dans un temps où l'économie monte en flèche, où les comptes de la Confédération se soldent par un boni, où la course au salaire poursuit la hausse des prix, le risque de la spirale inflationniste n'inquiète guère et les partisans de la stabilité, qui comporte des sacrifices, sont peu nombreux. En quelques années, la dette paysanne a doublé ou peu s'en faut et ses 8 milliards en 1959 représentent le 60 % du total des capitaux investis dans l'agriculture²⁵. En mai 1958, les délibérations du Grand Conseil, lors de la discussion d'un projet de décret d'emprunt de 30 millions pour l'agriculture, la formation professionnelle et l'instruction publique, mettent en pleine lumière les préoccupations des Valaisans relatives aux améliorations foncières, à la formation des apprentis, à l'instruction secondaire et primaire.

« La transformation industrielle du Valais exige des mesures immédiates et efficaces pour conserver une classe paysanne forte et saine et éviter un déséquilibre néfaste », dira le message du Conseil d'Etat²⁶. Les circonstances européennes changent, le Marché commun va révolutionner l'économie terrienne du continent et le Valais agricole « entre dans l'histoire », cédant devant le flot des intérêts nouveaux : industrie, commerce, administration, banques, assurances, arts, tourisme, hôtellerie. Cela après quarante ans d'une action mise en service constant mais non pas exclusif de l'agriculture²⁷.

En fait, les dix millions qui doivent revenir à l'agriculture sont un dû, et non pas une aide, tant les promesses du temps de la guerre ont été peu tenues. Si boiteux qu'il soit, le remaniement parcellaire apparaît une fois de plus comme le remède aux maux dont souffre la terre. Pourtant, quelques chiffres inclinent au

rêve... ou au cauchemar: le revenu imposable de la commune d'Ayent s'élève à 547 000 francs et les devis du remaniement, à 2 400 000 francs, cinq fois environ la valeur cadastrale! On espère cependant que les modalités nouvelles du droit successoral résoudront le problème car ceux qui abandonnent la terre ne pourront pas exiger la vente de leur part, s'ils l'exigent, au prix vénal de la terre mais au prix de sa valeur de rendement. Le député Roger Bonvin aborde le problème sous un autre angle: si l'on veut le seul rendement du sol, il faut, selon lui, organiser l'exode et ne garder que les grandes propriétés. Mais l'aspect humain des choses doit primer. De ce point de vue d'ailleurs, le panachage ouvrier-paysan est sain car l'ouvrier de Chippis, de la Ciba, de la Lonza, a son coin de terre qui joue pour lui le rôle assigné au stade construit à proximité des usines en Finlande, en Norvège, en Suède. Il faut donc maintenir les petites parcelles²⁸. Finalement, le décret de 30 millions en prévoit 10 pour les améliorations foncières, 5 pour les collèges et l'Ecole normale, 10 pour la construction et l'équipement d'écoles professionnelles décentralisées, ou rendues indispensables du fait que les 460 apprentis de 1936 sont devenus 2585, 5 millions enfin de subsides aux communes pour leurs constructions scolaires²⁹.

Deux ans plus tard, en 1960, lors de la prorogée de mai, on débatta la loi des améliorations foncières qui doit prendre le relais de celles de 1917 et 1937 dépassées. Loi délicate à élaborer et dont l'objectif, mettre le paysan en mesure de vivre de sa terre comme n'importe quel artisan de son atelier, semble difficile à atteindre. Il faut pour cela pousser l'étude des méthodes et de la possibilité de les adapter au Valais, guider les agriculteurs, autrement dit leur faire accepter un contrôle et peut-être des ordres, établir une sorte de péréquation afin que le taux de participation des communes soit fonction de leur situation financière. Sans oublier que certaines communes de montagne, actuellement pauvres, cesseront de l'être quand les forces hydrauliques donneront à plein, tenir compte du fait, très particulier au Valais, d'une activité agricole qui, dans une notable proportion, est complémentaire d'une autre activité³⁰. Cette loi, qui aurait dû réviser parallèlement le droit successoral, ne le fit pas. Elle fut votée, en

seconds débats, le 2 février 1961³¹. Lors des discussions, certains auraient voulu réserver l'aide aux entreprises « viables », mais l'opinion prévalut que la notion de viabilité était incertaine comme l'avenir. On ignore l'évolution, on ne la dirige guère, les modifications de structure se font d'elles-mêmes, aussi décida-t-on d'aider également les exploitations d'ouvriers-paysans, même si cette formule doit cesser d'exister, n'étant donc pas viable à longue échéance. La loi doit aider en 1960 et non en l'an 2000³². Et peut-être le sabotage au plastic d'un pylône de Mauvoisin à Saxon dans la nuit du 8 au 9 juillet 1961 fut-il l'effet de la colère de vignerons contre les mesures d'arrachage des vignes prises par le Conseil d'Etat le 2 juin précédent. Il est certain que des menaces contre des installations électriques furent proférées à cette occasion par les viticulteurs qui considéraient sans doute que leurs vignes étaient « viables »³³.

CHAPITRE II

RETRAITE CONDITIONNELLE

Septembre 1955. Quelques semaines avant l'ultime décision, Maurice Troillet s'adresse, à Saillon, aux Valaisans à qui finalement, dans des circonstances que nous verrons à la fin de ce chapitre, il ne demandera pas de le porter une fois encore au Conseil des Etats. Ce discours de Saillon révèle un homme approchant du soir de sa vie mais conservant intacts son goût de l'action, son esprit d'entreprise, les forces vives de la jeunesse qui trouvent et vont trouver jusqu'à sa mort leur emploi dans le percement d'une montagne considéré par tous, presque tous, comme une irréalisable chimère. A Saillon, son évocation du passé, son analyse du présent et ses vues sur l'avenir témoignent de sa lucidité, de sa fierté, et d'un pouvoir de prévision auquel un recul de quinze ans confère un caractère prophétique. Le cadre de Saillon s'accorde au propos de l'orateur. Le bourg est en effet antique et moderne, antique par ses tours et ses maisons anciennes, moderne par la vision qui s'ouvre sur l'agriculture neuve de la plaine, sa production intensive, ses méthodes rationnelles. L'âme patriarcale du pays semble y veiller sur les réalisations et les problèmes nouveaux.

Maurice Troillet rappelle le droit qu'il s'est acquis d'appeler ce pays son foyer, sa famille, en renonçant à ses attaches personnelles immédiates, à toute préoccupation privée primordiale. Sa vocation a été la vie publique; jeune il a tout laissé pour la suivre. La gestion d'une commune puis les charges cantonales lui ont dès l'abord paru plus dignes de passion que celles d'un bureau ou d'une firme. Qu'il y ait mis de l'ambition, il n'en disconvient pas

mais c'est une denrée nécessaire et que légitime la réalisation d'œuvres utiles à tous.

Du même point de vue, ou presque, il apparaît que, parmi les activités humaines, l'activité paysanne est peut-être celle qui unit le plus parfaitement l'intérêt particulier et l'intérêt général. Le paysan tire son revenu du sol et non de la spéculation, il nourrit le pays pendant les guerres et, dans les périodes de paix, il constitue le plus puissant facteur d'équilibre social. La paysannerie patriarcale d'autrefois reste encore accrochée aux pentes des montagnes mais le mouvement du monde la condamne à disparaître. Ce Valais énergique, misérable de condition, de situation dédaignée, solide terrien, il ne doit pas périr, il faut lutter. Et pour qu'il existe ailleurs que dans les chants patriotiques, il a fallu lui donner des armes, des moyens plus efficaces, un outillage, des routes, de nouvelles terres prises au Rhône, des écoles, des laiteries, des caves, des chalets d'alpage habitables. Cette paysannerie fragmentée en poussière, il fallait la cimenter. Poussant plus loin l'analyse de son action, Maurice Troillet démonte devant ses auditeurs les mécanismes qui ont eu pour effet, de par leur réussite même, d'agrandir les problèmes. Il fallait se transformer pour survivre mais le succès de l'entreprise, la survivance paysanne, a entraîné de nouvelles difficultés, de nouvelles revendications, de nouvelles nécessités. « Et certes, dit-il, je me trouve de par mes propres créations le grand responsable en quelque sorte de ces nouvelles difficultés. » Plus le changement a été rapide, plus l'énergie a été ardente, plus l'aide de l'Etat a été importante, plus les problèmes sont considérables. On n'évite pas les crises de croissance. Et les solutions, qui doivent être réfléchies, mesurées, pour étayer une agriculture à la fois épanouie et menacée, n'ont pas été facilitées par l'incompréhension de certains, par les trusts des importateurs, par les bureaux sourds à l'angoisse paysanne. L'avenir doit être celui d'une promotion sociale paysanne vraiment voulue par l'Etat. Il faut poser clairement la double question : qui est le plus utile ? et où va le profit ? et admettre que la notion d'utilité comporte aussi bien les valeurs morales que les bénéfices matériels. Au cours des années qui viennent, il faudra simplifier encore les moyens de production, empêcher les ponctions excessives opérées

par les intermédiaires, cautériser les hémorragies financières supportées par les seuls producteurs. Et pour y parvenir, veiller à ce que le statut de l'agriculture soit appliqué avec intelligence et bonne foi.

A ces tâches, on le sent bien, Maurice Troillet est disposé à vouer encore ses forces : ambition, intelligence, ténacité. Et il ne cherche pas à donner le change, il le dit avec une fierté qui confine à l'humilité, si l'humilité vraie comporte un jugement assuré de sa propre valeur : « Amis et paysans de Saillon, vous me jugerez peut-être encore assez impétueux, mais c'est à vous et ici que je veux parler en premier lieu : la vocation de travailler sur le plan politique à l'avenir, à la prospérité du Valais entier ne m'a pas entièrement quitté. L'âge, certes, est venu, mais grâce à Dieu ni la vieillesse ni la maladie. »

D'une richesse et d'une fermeté exceptionnelles, ce discours de Saillon contient plus d'un trait encore propre à faire réfléchir les hommes après plus de quinze ans. Parmi ces traits, celui-ci : « ...maintenir coûte que coûte une paysannerie saine. [...] La paysannerie doit s'organiser professionnellement mais ce serait une erreur de créer des partis politiques économiques et de confondre profession et principes. Ce serait accepter le jeu des féodalités économiques, des dictatures anonymes qu'il convient justement de mettre à la raison. »

Avec lucidité, Maurice Troillet discerne la voie où s'engage le Valais. Elle conduit sur un champ où l'économique et le politique s'affrontent. L'orateur de 1955 espère et croit que ce problème d'équilibre entre l'argent et le sens de la vie s'éclaircira. Dans quelle mesure le temps présent répond à cet espoir, c'est ce que nous tenterons de voir à la fin de cet ouvrage.

Face aux toutes proches élections au Conseil des Etats, Maurice Troillet ne cache pas, nous venons de le voir, son désir de mettre encore son expérience des hommes et des choses au service des causes anciennes ou neuves qu'il a toujours servies, ces œuvres « d'une portée non négligeable et où j'ai ma part d'initiative : la législation agricole, ses conséquences, ses applications d'abord ; les travaux préparatoires ensuite qui visent à donner la première

place au Valais dans les communications intercantionales et internationales à travers les Alpes¹.»

Maurice Troillet est de ceux qui ne croient pas aux retraites. Quand un homme a lutté pendant quarante ans, il ne faut pas lui demander d'abandonner la lutte.

En trois semaines, la face des choses va changer, Maurice Troillet ne sera pas candidat au Conseil des Etats en octobre. Voici pourquoi. Le 18 septembre, se tient à Martigny une assemblée du groupe des jeunes conservateurs, présidée par Michel Evéquoz, directeur du pénitencier de Crêtelongue. Ce groupe adressa à Maurice Troillet une mise en demeure aussi nette dans la forme que brutale dans le fond. La *Gazette de Lausanne* du 28 septembre la résume en quatre mots: « Retirez-vous sans discussion². » C'était ce qu'on appelle, en langage d'escrime, une « flèche ». D'une manière moins sèche, mais sans excès de ménagements, les comités du parti conservateur, alléguant la nécessité de rajeunir les cadres, exercèrent leur pression dans le même sens. A cette mise en demeure, elle tendait moins à le remplacer par un jeune comme on le proclamait qu'à l'écarter de l'échiquier pour y placer d'autres pièces, le vieux lutteur répond par un tour qui le montre en possession de tous ses moyens. Sans s'inquiéter des jeunes Turcs et des comités, il s'adresse directement aux délégués du Bas-Valais, comme il s'était adressé aux habitants de Saillon, leur rappelle l'œuvre à laquelle il a consacré sa vie, les chances qu'une prolongation de son mandat à Berne donnerait à la réalisation si controversée du tunnel du Saint-Bernard et les fait juges de la décision qu'ils doivent prendre. Il met toutefois à son éventuel départ une condition: « Si vous estimez, malgré les services que je puis encore rendre, que l'heure a sonné pour moi de donner mon congé à la politique, qui a été, dans le sens de la cité, la passion de ma vie, alors vous devez procéder au renouvellement de mon siège en nommant à ma place un des jeunes conseillers d'Etat de la partie française du canton. [...]

» Je vous fais remarquer que cette solution raisonnable de renouvellement ne m'a jamais été proposée. Elle correspondrait aux nécessités actuelles [Maurice Troillet pense sans doute au

Saint-Bernard], [...] elle donnerait un gage authentique à la jeunesse. [...]

» Cette solution, je vous la propose et je vous prie de la discuter. [...]

» Sous cette condition de renouvellement qui serait vraiment un rajeunissement, je mets bien volontiers ma candidature à votre disposition³.»

Etait-ce là un geste, une proposition « généreuse » comme l'écrit le *Nouvelliste*⁴, par euphémisme peut-être ? Etait-ce, comme le pense André Marcel, un ultimatum propre à prendre ses « amis politiques » à leur propre piège ?⁵ Il vaut la peine, c'est la dernière fois que nous tenterons de voir clair dans le jeu subtil et dur à la fois de la politique intérieure valaisanne, d'y regarder d'assez près pour voir, ou deviner, le dessous des cartes.

La condition posée par Maurice Troillet faisait échouer la combinaison élaborée, disait-on, par les divers groupes, et qui pourrait bien avoir été la suivante : souhaitant d'envoyer au Conseil national le populaire ingénieur Roger Bonvin, à condition qu'il quittât le Mauvoisin pour devenir président de la ville de Sion, il fallait libérer, pour lui faire place, le fauteuil occupé au National par Joseph Moulin en présentant celui-ci aux Etats. Le Haut-Valais offrirait le second siège aux Etats à Karl Anthamatten qui accepterait alors de quitter le Conseil d'Etat en libérant un fauteuil recherché. Pour que la combinaison réussît, il fallait que Maurice Troillet partît sans condition.

Sous le coup de la « proposition généreuse », le comité cantonal se réunit à plusieurs reprises, accepte à contrecœur l'ultimatum de Maurice Troillet et désigne Marius Lampert, conseiller d'Etat romand, comme candidat au Conseil des Etats. Plus question, pour le Haut-Valais, d'envoyer Karl Anthamatten aux Etats, la Constitution ne permettant pas à plus d'un conseiller d'Etat d'y siéger. Une compétition assez âpre se déroula dans le Haut-Valais entre le parti conservateur et son parti frère, dit chrétien-social, le premier proposant M. Anton Imsand, préfet du district de Conches, et le second, M. Leo Guntern, de Brigue. Finalement le premier l'emporta de quelques voix et la liste conservatrice porta les noms de Lampert et Imsand⁶.

Le dernier acte politique de la carrière de Maurice Troillet est bien dans sa manière. Il accepte de recevoir des coups, mais il les rend. Au temps de sa puissance, il ne fut pas tendre pour ceux qui lui barraient la route. Bien des têtes tombèrent qui prétendaient l'empêcher de disposer à sa guise de la majorité gouvernementale conservatrice. Sur le plan électoral, ses services, devenus tentaculaires, son département de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie et de... l'Intérieur, lui permettaient de « tenir » tout le canton. Il mit fin aux pouvoirs de la vieille aristocratie et assura l'essor du Valais moderne, auquel son nom est définitivement attaché, avec des mains... de maître. Seuls, au Conseil d'Etat, Joseph Escher et Cyrille Pitteloud osèrent lui tenir tête, dans une lutte tantôt ouverte, tantôt souterraine, qui ne s'acheva vraiment qu'en 1953, lors des dernières élections au Conseil d'Etat, chacun des deux adversaires en présence — Joseph Escher n'y étant plus — subordonnant son départ à celui de l'autre.

Quand un magistrat s'est comporté pendant toute sa carrière avec une autorité dictatoriale, il peut s'attendre, en vieillissant, à recevoir des mauvais coups, fruits d'un courage à retardement. Comme l'écrit André Marcel, le « coup de pied de l'âne, il le reçoit généralement de ceux qui, ayant passé leur vie à quatre pattes, sont bien placés pour le lui donner ! »

Maurice Troillet rendit le coup : le Conseil des Etats, c'est moi... ou mon ami M. Lampert ! Et l'on doutait de sa jeunesse, de sa verdeur. Comme il a bouté dehors jadis Joseph Burgener et Joseph de Chastonay, il place aujourd'hui au Conseil des Etats celui qu'il y veut voir. C'est la réaction d'un homme fort, et seul, au milieu de ceux qui ont oublié.

Pour lui, la dernière page politique est tournée. Mais il va bander ses forces, et sa foi, si elle ne transporte pas les montagnes, va du moins en percer une, le Saint-Bernard.

CHAPITRE III

UN SUEZ ALPIN : LE TUNNEL DU GRAND SAINT-BERNARD

S'il a fallu comme toujours un homme pour que l'idée prenne corps, la résurrection du passage du Grand Saint-Bernard était pourtant écrite dans les constantes de l'histoire. Encore fallait-il savoir lire. Dès la plus haute antiquité et durant des millénaires, l'Entremont fut le passage obligé entre l'Italie et la Germanie. Les silex néolithiques de Sembrancher, les objets de l'âge du bronze trouvés à Liddes, les reliques du premier âge du fer découvertes au Plan de Jupiter l'attestent. Et les collections du musée de l'Hospice évoquent, monnaies gauloises ou monnaies romaines, portant l'effigie de presque tous les empereurs, les siècles pendant lesquels esclaves et patriciens comptaient avec impatience les pierres milliaires jalonnant la route, large de trois mètres septante et partiellement dallée. Dès la fin du V^e siècle, l'insécurité accompagne le déclin de l'empire et fait du passage du Mont-Joux un coupe-gorge. Installés au X^e siècle sur les deux versants, les Sarrasins brûlent les villages et massacrent les voyageurs. Ce sont probablement les plaintes des pèlerins qui, au siècle suivant, incitèrent saint Bernard, archidiacre d'Aoste, à jeter les bases de la maison célèbre, sur le col¹.

Longtemps le Saint-Bernard fut seul à concurrencer le Brenner sur l'axe nord-sud. Plus tard d'autres cols, mieux aménagés malgré des difficultés plus grandes, firent décroître son importance économique et le chemin de fer parut lui donner le coup de grâce. Mais le sort a de singuliers retours et Töpffer se trompait quand,

dînant avec un inconnu à l'Hospice en 1839, il déclare que « l'entretien va bien jusqu'à ce que nous venions à découvrir que ce bon monsieur s' imagine que le Bas-Valais veut percer un tunnel par-dessous la montagne! »² Il se trompait. Mais lui, l'un des premiers touristes, pouvait-il prévoir la formidable — le mot est pris ici dans son sens étymologique de redoutable — expansion du tourisme avec ce qu'elle comporte d'inévitable et d'insupportable fatalité en matière d'embouteillages, d'accidents et de papiers gras ?

Au cours des années, posant quelques jalons, notre chronique fait mention plus d'une fois des projets, chemins de fer, routes ou tunnels destinés à doubler le Gothard et le Simplon en ouvrant une nouvelle Porte du Sud. Notre propos n'est pas tant de refaire l'histoire du tunnel moderne, il est encore dans toutes les mémoires, que de montrer la nature des obstacles, dont la montagne est sans doute le moindre, auxquels se heurte l'esprit d'entreprise, et la somme de ténacité, d'intelligence, de jeunesse qu'il fallut à un homme âgé de septante ans pour arriver à ses fins. Car si on peut disputer à Maurice Troillet telles réalisations auxquelles d'autres ont efficacement collaboré, tous s'accordent à dire que sans lui le tunnel du Saint-Bernard n'existerait pas.

L'idée de relier Martigny à Aoste en passant sous la terre n'est pas nouvelle puisque, vers 1850, l'ingénieur sarde Gualini perfore une centaine de mètres de galerie sous le col de Menouve. En 1873, un projet présenté par Henri Lefèvre, député à l'Assemblée nationale, et Juvénal Dorsaz, de Liddes, prévoyait un tunnel ferroviaire avec station souterraine au milieu du tunnel d'où deux galeries pour piétons rejoindraient les versants italien et suisse, permettant aux voyageurs de faire leurs ascensions et de rentrer chez eux rapidement ! En 1884, le baron de Vauthéleret, ingénieur, établit lui aussi un projet dont la conclusion affirme que « la traversée des Alpes par le Grand Saint-Bernard est, sans comparaison sérieuse possible, la voie alpine principale de l'avenir »³.

La percée de Menouve était symbolique et chimérique sans doute mais les symboles ont la vie plus dure qu'on ne croit et, Gaston Bachelard l'a bien vu, « les véritables intérêts puissants sont les intérêts chimériques » parce qu'ils mettent en œuvre les forces de l'âme plus efficacement que les vues réalistes et positives.

A cet égard, alors que passaient entre mes mains des pièces de toute nature rassemblées aux Archives cantonales, à Sion, dans le fonds Troillet, deux notes m'ont paru significatives. La première, autographe et sans date, rassemble quelques arguments en faveur du Grand Saint-Bernard: « Il n'y a pas de guerre des tunnels. » Le Mont-Blanc dessert la France; le Saint-Bernard, la Suisse et l'Allemagne. L'un et l'autre servent l'Italie. « Que le Mont-Blanc se fasse ou ne se fasse pas, le Saint-Bernard se fera. » D'ailleurs il sert aussi la France. D'autres tunnels suivront. Le Mont-Cenis a amené le Gothard, puis le Simplon et le Lötschberg. La trouée Valais-Berne n'est concevable que si le Saint-Bernard se fait⁴. » L'autre note, chargée des rêves antérieurs, pourrait bien être l'ébauche des paroles prononcées par Maurice Troillet à l'heure de la première volée: Gênes et Savone deviennent nos ports. Au Simplon-Express répond le Saint-Bernard-Orient-Route. Les pays du Nord se mettent en mouvement vers le Sud. « Nous avons inscrit ici dans notre sol, par le tunnel, un des grands rythmes du monde. [...] Nous créons une spirale d'affaires s'engendrant les unes les autres. » Nous sous-estimons le bond, l'essor provoqué par une grande artère. Déjà tunnel signifie oléoduc. Par crainte, par des campagnes mensongères, pour défendre des positions acquises, on voudrait empêcher l'œuvre. « On ne se défend pas par des privilèges, mais par des créations. [...] C'est une erreur de figer la vie par des mesures de fausse prudence. Il faut au contraire aller au-devant de la vie et, vous le voyez, elle vous le rend au centuple. [...] Nous avons besoin d'être branchés sur l'univers », de nous confronter avec autrui. Cette dernière phrase frappe un coup de marteau sur les intérêts d'argent de toute nature et les fait éclater. Un homme d'Etat n'est rien s'il n'est pas, d'abord, un visionnaire. Mais quelle distance à parcourir entre le rêve et le premier coup de mine ébranlant la montagne sous la Combe des Morts en 1959!

Un mois avant sa mort, dans le silencieux chalet du Clou, dominant le bourdonnement de Verbier, Maurice Troillet m'a raconté les péripéties de sa dernière grande entreprise à laquelle, depuis dix ans, il consacrait toutes ses dernières forces. Je me souviens, et les pages qui suivent ne sont pas autre chose que ce

souvenir, précisé par quelques documents tirés de l'ombre où dorment les archives.

En 1937, Maurice Troillet avait reçu à Martigny l'ingénieur E. Chauvie, de Turin, pour discuter d'un projet de liaison routière élaboré en 1936 par son bureau et par les ingénieurs Henri Chenaud et L. Du Bois, du Bureau technique Anthelme Boucher, à Prilly, dans le canton de Vaud. E. Chauvie était envoyé par Mussolini pour examiner sur place la possibilité de franchir les Alpes, d'Orsières à Courmayeur, par un tunnel sous le col Ferret. Il s'agissait de canaliser le flot des visiteurs attendus à Rome pour 1942, année de l'Exposition universelle. Le 31 octobre 1938, Gustave Deslex, de Turin, adressait à Maurice Troillet une lettre dans laquelle il conseillait vivement une visite à Mussolini propre à faire avancer l'affaire. C'était, disait-il, un bon moment, vu « l'apaisement politique international⁵ ». Des événements imprévus ont modifié, on s'en souvient, les projets du Duce. Quant à l'état-major suisse, il considère cette route comme d'autant moins désirable que son importance économique n'apparaît guère⁶.

En 1946, la graine retrouve une terre où germer. Une commission d'étude et un comité d'action se constituent, l'une à Lausanne, l'autre en Italie et, le 27 mars 1947, le Conseil d'Etat du Valais mandate Maurice Troillet pour le représenter⁷. Au début, l'on put espérer des appuis officiels. En effet, un rapport d'Enrico Celio, chef du département des Postes et Chemins de fer, adressé confidentiellement le 16 février 1948 à Philippe Etter, chef du département de l'Intérieur, est très favorable à ce projet qui raccourcirait sensiblement le trajet Gênes-Lausanne et dont la réalisation compenserait la perte de trafic qui résulterait du percement du Mont-Blanc, dont on parle beaucoup en Italie⁸. Mais ces dispositions n'eurent guère d'effets tangibles, on va le voir. Dès 1949, les oppositions se manifestent. En mars, le colonel commandant de corps Louis de Montmollin motive l'attitude négative de l'armée: la route ne présente aucun intérêt militaire pour la Suisse mais pourrait en revanche comporter un danger grave en cas d'invasion⁹. Quelques mois plus tard, sous la pression de la France et de Genève d'une part, en raison de la facilité et du négativisme du Conseil fédéral d'autre part, le vent tourne en

Italie où l'on était jusque-là favorable au Saint-Bernard¹⁰. Au mois de juin, les gouvernements valaisan et vaudois adressent au Conseil fédéral une lettre pressante, lui demandant de se prononcer sans tarder, ce à quoi le conseiller fédéral Etter tient d'autant moins qu'une délégation de l'ONU, sans doute influencée par les réticences du Conseil fédéral, s'est déclarée pour le Mont-Blanc¹¹. Le 19 juillet, le conseiller fédéral Etter écrit au Conseil d'Etat du canton du Valais. Il est très pessimiste quant aux données de construction, à l'amortissement, au financement. En tout état de cause, le Conseil fédéral ne financera ni le tunnel du Saint-Bernard ni celui du Mont-Blanc¹².

Au début de 1950, le gouvernement fédéral semble avoir pris implicitement parti pour le tunnel du Mont-Blanc. Son attitude est-elle dictée par des considérations politiques ou militaires, par les CFF, par l'amour inconditionnel de Berne pour le Gothard? Je l'ignore. Le 15 février 1950, le comité d'action présidé par Maurice Troillet constate «une fois de plus que le Conseil fédéral est d'avis qu'aucun tunnel ne se fera et qu'il est par conséquent dans l'impossibilité de s'y intéresser directement d'une manière quelconque¹³». Dès septembre, les CFF dressent à leur tour leurs batteries. Raisonnant comme une entreprise privée, ils subordonnent l'intérêt général à leur crainte d'un déficit possible. En soi, la crainte d'un déficit honore les CFF, mais la crainte de voir des trains de camions internationaux déferlant dans l'Entremont semble leur donner des cauchemars¹⁴.

Des deux côtés des Alpes, la balance semble pencher vers la solution Mont-Blanc. Pourtant l'optimisme de Maurice Troillet ne fléchit pas et, lors d'une séance du comité d'action, le 26 septembre 1950, il rappelle les difficultés financières auxquelles se heurte le projet franco-italien¹⁵. Le comte Lora Totino ne promet-il pas plus qu'il ne peut tenir? La volonté de l'Italien n'est pourtant pas négligeable car, si le trou creusé au-dessus d'Entrèves en 1947 est aussi symbolique que celui de Menouve en 1850, c'est Totino qui réussira, là où les autres auront échoué, à construire le téléphérique de l'Aiguille du Midi. Si on l'avait laissé faire, il serait monté aussi, de fil en aiguille, du Breuil au sommet italien du Cervin.

Une correspondance échangée en 1951 entre Ferdinando Cena, président de la Société Aoste-Martigny, et l'ingénieur Henri Chenaud, montre que les partisans italiens du Saint-Bernard sont loin de mettre les pouces. Malgré l'hostilité démo-chrétienne à Aoste, malgré les pressions et l'obstruction gouvernementale, le syndicat italien pour le Saint-Bernard est constitué en novembre¹⁶. En Suisse, on se bat aussi. En 1952, les conclusions d'un rapport de Walter Schurter, inspecteur en chef des Travaux publics, sont absolument défavorables : les promoteurs sont trop optimistes, malgré les 50 millions, on n'obtiendrait « aucune amélioration notable des conditions de circulation existantes ». D'une manière pour le moins sujette à caution, ces conclusions se fondent sur une statistique des passages des cols en juillet 1950 : 12 camions au Saint-Bernard, 617 au Simplon, 3494 au Gothard. Si le rapport avait tenu compte aussi des passages au col du Lion, rendu célèbre par Mummery et Burgener, il eût été plus défavorable encore !¹⁷ Le 9 avril 1952, Maurice Troillet écrit au conseiller fédéral Petitpierre, déplorant le manque d'appui du gouvernement. La France, dit-il, va se décider pour le Mont-Blanc afin de ne pas rester « en dehors du réseau de routes reliant l'Italie aux pays de l'Europe du Nord ». Le raisonnement vaut aussi pour la Suisse¹⁸. Il aurait pu rappeler que, de 1946 à 1950, l'accroissement du passage automobile du Saint-Bernard avait été de 104 %.

Les incrédules, les sceptiques ne manquent pas, en Suisse plus qu'en Italie, pour des raisons, nous venons de le voir, mais ce n'est pas fini, qui ne sont pas toutes louables. A qui aurait voulu appuyer, il y a six ans encore, me disait Maurice Troillet, une campagne électorale sur le projet du tunnel, les adversaires auraient répondu : « Si vous n'avez que ça à nous proposer !... » Il ne fut pas facile de convaincre les gens, tant l'évidence se cache volontiers tout d'abord. A Maurice Troillet qui sollicitait son appui, Philippe Etter, un conseiller fédéral sérieux — ne le sont-ils pas tous ? — répondait : « Monsieur Troillet, je vous ai toujours considéré comme un réaliste. Et je découvre que vous êtes un poète ! » Et le directeur d'une des plus grandes banques suisses concluait par ces mots : « Je vous admire, mais jamais cela ne se fera. » Jamais cela ne se fera ! Constante réponse de ceux à qui on

parle de ce qui ne s'est jamais fait. Or il n'existait aucun tunnel routier à travers les Alpes. Les plus optimistes, ceux qui connaissaient bien Maurice Troillet, allaient jusqu'à dire: « Il n'y arrivera pas..., mais il est tellement entêté... »

1953 sera l'année par excellence de la guerre des tunnels. Maurice Troillet ayant signalé au conseiller fédéral Max Petitpierre une nouvelle de presse selon laquelle la France réclamerait le monopole des transports d'Italie en France à travers les Alpes, le conseiller fédéral lui promet, le 11 mars, de s'opposer à ce monopole si la nouvelle se confirme¹⁹; le gouvernement suisse semblera dès lors plus disposé à prendre contact avec l'Italie pour sonder l'opinion gouvernementale. Une lettre encore de Max Petitpierre, du 20 avril, prouve à Maurice Troillet que l'accord entre la France et l'Italie amène le Conseil fédéral à reconsidérer la question²⁰. En avril, le comte Marone, président de la Chambre de commerce de Turin, renseigne ses partenaires suisses. A son sens, les chances du Saint-Bernard croissent, assez paradoxalement, au moment même où le projet Mont-Blanc prend plus de consistance. Et il ajoute une note ultra-confidentielle: Fiat prendrait à sa charge 5 milliards de lires du financement italien²¹. Toutefois, les adversaires suisses ne désarment pas. Le 26 juin 1953, sous la signature de Jean-Frédéric Rouiller, la *Tribune de Genève* publie entre autres les lignes suivantes: « On se demande pourquoi une grande partie de notre pays, au lieu de prendre fait et cause pour ce malencontreux Saint-Bernard, n'envisage pas avec plus de sérieux la jonction entre le plateau et le Tessin par le Gothard. [...] Or, tout indique qu'au contraire le funeste Martigny-Aoste a la faveur des milieux plus étendus et pourrait bien devenir une réalité²². » Les adversaires, disons les sceptiques, ont des alliés en Valais même, j'en veux pour preuve l'extrait suivant d'une lettre adressée le 12 juin 1953 par le directeur de la Banque cantonale valaisanne, Oscar de Chastonay, au Syndicat pour la réalisation du tunnel routier du Grand Saint-Bernard, à Lausanne: « ... Je vous informe de ce qui suit: ce projet est très discuté en Valais où l'on estime que dans l'intérêt du tourisme valaisan la liaison hivernale entre la Suisse et l'Italie devrait être assumée par le Simplon. Il est dès lors difficile au directeur de la Banque cantonale de prendre

parti et d'assurer sa collaboration à votre projet. J'ai soumis la question au comité de banque qui me conseille de m'abstenir. Je regrette dès lors de ne pas pouvoir vous donner satisfaction...²³ » Cette fin de non-recevoir s'inspire de raisons apparentées à celles qui, cinq ans plus tard, susciteront un appel assez singulièrement rédigé de « Pro Sempione » et de la Société de développement de Brigue. Ce ne sera un progrès, dit cet appel, que si on peut maintenir ouvertes les routes... Qui bénéficiera ? Fiat, riche à milliards. Qui perdra en avant de Martigny ? Les CFF, le Lötschberg, les agriculteurs car les fruits passeront le tunnel. Le tunnel, « vrai cheval de Troie », « se muera en boomerang économique²⁴ ». Le 21 septembre 1953, cri d'alarme de l'ingénieur Cena à Maurice Troillet : « La situazione sta precipitando a favore del traforo del Monte Bianco ed è assolutamente necessario uno scambio di idee²⁵. » En décembre, la situation reste très incertaine, le Conseil fédéral n'a pas pris position, celle-ci est toujours en suspens. Le 20 janvier 1954, Max Petitpierre écrit à Maurice Troillet, l'informant du fait que, selon le ministre Enrico Celio à Rome, le gouvernement italien n'a été saisi d'aucun projet « et qu'il n'existe aucun dossier mais le comte Lora Totino, « la personnalité la plus active et financièrement la plus puissante », considère le projet du Saint-Bernard comme « assez vague et loin d'être réalisé²⁶. »

Le mois de février 1954 fit renaître l'espoir au cœur de ceux qui... ne désespéraient pas. Le Conseil économique français s'est prononcé contre le tunnel du Mont-Blanc²⁷. En revanche, les Grisons commencent à parler de l'utilité d'un tunnel au San Bernardino²⁸. Rien n'est joué encore. C'est en 1954 que les partisans du projet Ferret lâchèrent la partie. Il était défendu par les Italiens surtout parce que le parcours routier aurait été beaucoup plus court. Les risques d'avalanche et les faits établis par le géologue Oulianoff entraînèrent la décision. La percée sous Ferret, dans des roches plus instables et dans des failles, eût imposé d'importants et coûteux boisages²⁹.

Pour tenter de s'assurer, enfin, un appui officiel de la Confédération, le comité du Syndicat renonce, le 8 juillet 1955, à toute subvention fédérale, réservant cependant le cas où d'autres tunnels bénéficieraient d'une aide financière³⁰. Mais le 12 juillet, le comte

Marone écrit à Maurice Troillet, en termes assez désabusés, car le nouveau ministre de Suisse à Rome, Alfred Escher, a parlé du tunnel au ministre italien des Affaires étrangères. Ses déclarations ont été « très peu satisfaisantes ». Le Conseil fédéral n'a pas pris de décisions, le San Bernardino sera le premier des tunnels à être fait ! Paradoxalement, c'est le secrétaire d'Etat italien qui a défendu avec fougue la réalisation du Saint-Bernard³¹. La veille, le conseiller fédéral Max Petitpierre, gagné dès longtemps à la cause du Saint-Bernard, écrivait à Maurice Troillet que la France pourrait bien demander à l'Italie de ne pas s'engager de longtemps au Saint-Bernard si le Mont-Blanc se faisait. Et lui donne le conseil d'accélérer les travaux mais d'« y donner le moins de publicité possible³² ».

Le 27 juillet, Maurice Troillet écrivait au comte Marone pour prévoir une rencontre importante à Rome : « Je suis d'accord de prévoir notre visite à Rome pour le 13 septembre. La chasse au chamois s'ouvrant le 15, j'aimerais pouvoir rentrer le 14³³. » En fait, l'entrevue n'eut lieu que plus tard, et le ministre Martino se déclara prêt à appuyer un projet techniquement en ordre. Les pourparlers avec Berne devenaient nécessaires. Le 2 décembre, le conseiller fédéral Petitpierre reçoit les syndicats suisse et italien. Maurice Troillet insiste sur le développement de l'automobile, sur le fait que la route était actuellement dans la situation du rail un siècle plus tôt. Le projet technique est au point, il sera financé par Vaud, Valais, Lausanne d'une part, l'Italie d'autre part. Constitutionnellement, les cantons sont compétents. Le comte Marone souligne l'intérêt que l'Italie porte au projet dont le financement est assuré et suggère la possibilité d'utiliser le tunnel pour un pipe-line. Le conseiller fédéral Petitpierre répond avec une grande courtoisie mais rappelle que le problème est lié à un ensemble complexe. Si le Conseil fédéral ne s'est pas déterminé encore, cela tient au fait que d'autres projets intéressent d'autres régions. Le sujet, dit-il, sera étudié dans le cadre d'un plan d'ensemble. « Actuellement, ni personnellement, ni au nom du Conseil fédéral, je ne peux vous donner une assurance, sinon que le projet sera étudié comme il mérite de l'être, et que le Conseil fédéral prendra ses décisions d'une manière entièrement objective. » Pour les

démarches diplomatiques envisagées, le Département politique étudiera les modalités³⁴.

L'année 1956 fut celle des expertises fédérales, de l'étude sérieuse et « objective ». Trouvant le temps long et la réserve du gouvernement excessive, les Conseils d'Etat de Vaud et du Valais reviennent à la charge le 26 mai, insistant auprès du Conseil fédéral pour être autorisés à engager des négociations avec l'Italie. Ils ne demandent que cela. La compétence des cantons étant établie en matière de routes et de tunnels, on pourrait penser que « les cantons du Valais et de Vaud seraient mis, dans des circonstances analogues, sur le même pied que le canton de Genève pour les négociations auxquelles il [le Conseil fédéral] a participé pour le tunnel du Mont-Blanc³⁵.

Avant que la réponse ne vînt, le conseiller national Sollberger interpelle le gouvernement: Le Conseil fédéral considère-t-il le tunnel comme étant d'un intérêt considérable? Si oui, est-il disposé à encourager les efforts entrepris? Quelles sont, sur cet important problème, les intentions du gouvernement?³⁶ Le 17 juillet, la commission du département fédéral de l'Intérieur pour l'étude du plan d'ensemble du réseau des routes s'est occupée du tunnel du Saint-Bernard. Ses conclusions: la ligne du Simplon peut suffire à assumer jusqu'en 1980 le trafic automobile hivernal des véhicules à moteur. Un tunnel routier sous le Saint-Bernard n'offre pas de caractère d'urgence. Il pourrait se justifier si le tunnel du Mont-Blanc ne se fait pas. Dans ces conditions, le chef du département fédéral de l'Intérieur, Philippe Etter, demande si les promoteurs du tunnel maintiennent leurs revendications relatives à l'ouverture de négociations avec l'Italie³⁷. On devine la réponse de Vaud, Valais et Lausanne³⁸. La *Tribune de Genève* du 5/6 septembre 1956 exulte à l'idée « qu'un projet d'intérêt purement régional » a du plomb dans l'aile³⁹. Pourtant, le Conseil fédéral accepte de conduire les négociations, précisant bien, le 30 novembre 1956, que le Conseil fédéral n'assumera aucune responsabilité financière⁴⁰.

Sentant le succès proche, Maurice Troillet veut pousser les choses. Le 3 février 1958, il écrit à Max Petitpierre: Les Italiens sont prêts, Fiat assure 4 milliards et demi. Si la question des péages

ne se règle pas, c'est en Suisse qu'on ne trouvera pas de capitaux⁴¹. La question des péages se régla, le département fédéral de Justice et Police statuant que le droit de les autoriser ou de les interdire appartient aux cantons⁴². Dès lors, les événements se précipitent. La convention italo-suisse est signée le 23 mai 1958 et le Grand Conseil vaudois et le Conseil communal de Lausanne votent à l'unanimité leur participation respective aux travaux. Au Grand Conseil valaisan, quelques députés du Haut-Valais cherchèrent à s'opposer à l'entrée en matière en soutenant que d'autres travaux étaient plus importants, en particulier la route de Goppenstein, le tunnel de la Gemmi et l'aménagement de la route du Simplon. Le député Gérard Perraudin leur rappelle qu'ils avaient eu le Lötschberg alors que tout le Centre et le Bas-Valais souhaitaient un tunnel de base sous le Wildstrubel et les conjure d'oublier qu'en 1887 le district d'Entremont avait refusé de voter le décret de participation au tunnel du Simplon: « Ne devenez pas des maquignons, des gens qui n'accordent que donnant donnant. [...] Soyez sportifs. Rendez-vous!⁴³ » Et l'unanimité fut acquise, c'était le 25 juin 1958, au décret portant à 3 350 000 francs l'aide financière du canton, après que le député socialiste René Favre eut chaleureusement remercié Maurice Troillet de s'être « substitué à l'Etat cantonal et à l'Etat fédéral⁴⁴ ».

Le 18 juin 1959, le vacarme des perforatrices s'empara de la montagne pour de longs mois.

L'une des premières conséquences du percement du tunnel a été la création de la raffinerie de la plaine du Rhône, donc de l'oléoduc Gênes-Aigle qui emprunte le tunnel à la suite d'un accord financier allégeant sensiblement les charges découlant de l'entretien. Mais cette conséquence n'est pas la seule. La vie de la vallée sera transformée en ce sens qu'elle cessera, elle cesse déjà, de souffrir de l'hémorragie d'hommes, de la saignée de jeunes qui a vidé Vichères et qui vidait Liddes et Bourg-Saint-Pierre comme, de plus en plus rapidement, toutes les hautes vallées. Les terrains retrouvent une valeur, on verra renaître, sous une autre forme, les soutes, ces entrepôts qui ont longtemps fait la fortune d'Orsières, de Sembrancher, de Martigny, et dont les ruines évoquent

encore le vieux commerce de l'Entremont, assuré jadis par les caravanes de chars ou de mulets, bâtés et lourdement chargés.

Depuis la fin de la guerre, le Valais s'est battu pour échapper à un isolement déterminé par la géographie qui a fait de lui ce long couloir fermé à une extrémité par la barrière des Alpes, à l'autre par l'étranglement de Saint-Maurice. Il y a plus qu'une nécessité routière, il y a une part de symbole dans les explosifs qui ont élargi le verrou de Saint-Maurice en le faisant sauter. Volonté de se donner de l'air, d'échapper à l'asphyxie.

Dès 1945, le Valais entrait dans l'ère des barrages qui a fondamentalement transformé ses conditions de vie. Il est entré dans l'ère des routes qui en est la suite obligée. Celle du Saint-Bernard ne sera pas la seule, elle en commandera d'autres. Celle de la Forclaz, achevée, drainera des milliers de voitures. Un jour celle du Rawyl ou celle du Sanetsch, ou les deux, franchissant en tunnel le faite des Alpes, relieront Berne et le Valais, permettant aux habitants de Sierre, quand il pleuvra chez eux, d'aller chercher le soleil dans l'Oberland.

Tout cela constitue un atout pour la Suisse occidentale en voie d'industrialisation. La question n'est pas de savoir si l'industrialisation rend les hommes plus heureux, mais de reconnaître que la refuser, c'est se vouer à l'asphyxie et à la mort. C'est une affaire qui regarde l'instinct de conservation.

Un paradoxe amer veut que l'acceptation inconditionnelle de cette même industrialisation voue elle aussi l'humanité à l'asphyxie et à la mort. Ce sera l'une des conclusions de ce travail.

Il est émouvant de constater que Maurice Troillet, cheville ouvrière de la plupart des entreprises qui ont contribué à transformer le Valais en un demi-siècle, parvenu à la fin d'une période de quarante ans de gouvernement, a consacré les forces intactes de sa vieillesse à repenser et à recréer cette voie du Saint-Bernard qu'il appelait volontiers le Suez alpin ou le Septième méridien, qui irriguera peut-être la Suisse occidentale comme les eaux du Rhône mises à la raison ont irrigué et enrichi la plaine qu'elles avaient ravagée depuis l'aube des temps.

Maurice Troillet pouvait mourir.

TROISIÈME PARTIE

Le présent et l'avenir face à face

INTRODUCTION

UN CITADIN PEUT-IL JUGER ?

Il est difficile à un citadin de parler de la condition paysanne. Difficile surtout s'il n'aime guère la ville ou si, témoin quotidien des cancers de la civilisation urbaine, il a noué avec la campagne, la forêt ou l'altitude des liens qui sont devenus une partie de lui-même. Le besoin de retrouver la nature est devenu vital, aussi est-il porté à envier le sort de ceux dont la condition même est d'y vivre, à identifier ses goûts avec une vue objective d'une réalité, à penser que les montagnards sont heureux parce que lui-même aime courir les pâturages, comblant ainsi les exigences de sa seconde « nature ». Difficile, parce qu'il oublie que, vivant avec les pierres, les oiseaux et les plantes, les paysans ne leur portent pas un intérêt d'ornithologues, de géologues, de botanistes ; ils les connaissent... de naissance.

Mieux que personne Mme Marie Follonier-Quinodoz a su parler de ces relations entre citadins et montagnards, faciles en apparence parce qu'elles sont cordiales, amicales souvent et d'autant plus spontanées et heureuses que le citadin en vacances, détendu, se livre volontiers car il éprouve, retrouvant les montagnards au même travail, semblables aujourd'hui à ce qu'ils étaient hier, un sentiment de stabilité, d'équilibre, de bonheur. Pourtant, les différences entre citadins et campagnards sont si essentielles que ces relations sont peut-être moins profondes qu'il n'y paraît au premier abord. Le premier vit dans un monde dont il peut se croire le maître, il y crée la lumière et la nuit, le chaud et le froid, il y échappe aux servitudes de la nature et du temps.

Le second doit compter avec le soleil, la pluie, le vent, le gel qui lui font des années pauvres, des années riches, laissent jusqu'à leur issue planer le doute sur la justesse de ses décisions, lui imposent une prudence qui peut passer pour de l'indécision, et lui donnent le sens du relatif, du provisoire. Cette différence fondamentale en détermine d'autres qui, pour être secondaires, ne sont pas négligeables. Lors d'une rencontre, le paysan ne tend pas la main. Manque de courtoisie, pense le citadin ; politesse, pense le paysan dont la main a manié la terre ou pansé une bête. Le montagnard, quant à lui, s'étonne de voir garer au milieu d'un pré une voiture conduite par des gens qui viennent de lui parler avec tant de ferveur de ses coutumes, du paysage, des fleurs et des récoltes.

Une promesse faite par un paysan s'achève souvent par les mots « peut-être » ou « j'espère » ; il compte avec l'imprévu que le temps ou son travail lui ménage et que le citadin ne connaît plus guère. « Lorsque vous lui racontez vos maladies, écrit Mme Marie Follonier-Quinodoz s'adressant à des citadins, les opérations que vous avez subies, les ennuis de votre ménage ou les soucis d'amour de vos enfants et que, confidence pour confidence, il vous parle d'une vente peu satisfaisante ou de sa peur du dentiste, vous penserez qu'il n'a que des soucis mineurs. Mais vous ignorez qu'un paysan ne parle que rarement de ses soucis graves et de ses ennuis importants¹ ». C'est ainsi, s'il a des difficultés financières, qu'il vous parlera d'un habit qu'il a payé trop cher ou d'un outil qu'il voudrait bien acquérir, mais il ne vous dira rien de l'annuité qu'il devra verser dans quelques jours à la banque, sans qu'il sache où il trouvera l'argent.

Ainsi donc, les paysans et les citadins ne parlent pas la même langue, il leur est difficile non pas de s'aimer, je crois, mais de se bien comprendre. D'autre part le citadin, s'il est honnête, éprouve quelque scrupule à s'exprimer quand il souffre de voir exploiter commercialement la neige, le soleil et le silence. Pour ma part, je ressens une certaine gêne à voir des citadins s'ériger en juges de ce qui se fera ou de ce qui ne se fera pas en montagne. De quel droit les hommes des villes, bénéficiaires quotidiens de ce qu'on appelle le progrès, et fort peu disposés à s'en priver, prétendent-ils interdire aux habitants des vallées alpestres d'exploiter

leur sol à leur guise et de gagner de l'argent à leur tour, comme eux ? Il conviendrait que ceux qui prétendent donner des leçons à autrui aient fait eux-mêmes la preuve de leur propre sagesse. Or nous avons fait tant de sottises, en bas, que nous sommes mal venus à empêcher les montagnards d'en faire à leur tour chez eux, en haut, si ça leur convient. Même s'ils ont tort. On peut se demander d'ailleurs si ce sont en effet des montagnards qui traitent les Alpes comme on les traite aujourd'hui ! Quoi qu'il en soit, bien que nous réglions notre vie sur nos montres alors que les paysans la règlent sur les saisons, les questions qui nous tourmentent les uns et les autres sont les mêmes, essentiellement. Nous nous demandons tous ceci : « Qu'avons-nous gagné, qu'avons-nous perdu dans l'aventure dont notre génération a été l'acteur et le témoin ? aventure si rapide en Valais qu'elle semble un effet de la foudre, plus lente en plaine où elle s'est amorcée au XIX^e siècle. Mais la même, essentiellement. Car nous approchons ensemble des points de crise, peut-être de rupture. D'où naissent l'angoisse et, qui sait ? la drogue pour les jeunes. La rapidité de l'évolution, de la mutation valaisanne fait de ce petit pays un terrain d'observation, d'expérimentation, exemplaire aux yeux de qui se pose des questions sur aujourd'hui et sur demain. La civilisation contemporaine commence à s'interroger sur elle-même, cela ne fait plus de doute. Et le mot de contestation n'a de sens qu'entendu ainsi. Nous sommes les témoins d'une prise de conscience de la civilisation issue de la technique. Depuis Valéry, la nôtre se sait mortelle, comme les autres, mais elle découvre aujourd'hui qu'elle n'est pas seule en cause, et que l'humanité tout entière périra asphyxiée dans trois cents ans si les technologues gardent les mains libres. Un Boeing consomme 36 tonnes d'oxygène en un seul voyage de Paris à New York. C'est trop pour la forêt qui fait pourtant son possible et que la loi ne protège pas assez efficacement pour lui laisser faire son métier puisque 40 mètres carrés de terre agricole sont détruits en Suisse à chaque minute. Dans trois siècles, l'air de la terre ne sera plus respirable pour les hommes... s'ils continuent.

Longuement, minutieusement, le plus honnêtement possible, nous avons raconté, année après année, l'histoire des forces qui ont fait passer le Valais du pain de seigle au kilowatt, du mulet

à l'hélicoptère et de la pauvreté ancestrale à plus d'aisance matérielle. Nous ne nous sommes pas contenté de scruter les chiffres, les courbes des rendements, les statistiques. Il nous a paru important de montrer les mécanismes d'une action politique, le jeu des forces en présence, les obstacles dressés devant la volonté des hommes, sa lenteur finalement alors que pourtant, embrassée d'un seul coup d'œil, elle semble avoir la rapidité de l'éclair. Nous avons montré comment Maurice Troillet, pour arriver à ses fins, a joué les bonnes cartes qu'il avait dans son jeu, et en particulier l'atout des subventions fédérales mises au service du canton tout entier et non des particuliers. Nous n'avons pas caché sa ruse, son habileté manœuvrière, son absence de scrupules lorsqu'il s'agissait de s'assurer une majorité lui permettant de mener le pays où il voulait le conduire.

D'autres ont déjà décrit l'évolution économique du Valais, je pense à Bojen Olsommer évoquant l'histoire de la Banque cantonale², à Cyrille Michelet, celle des cinquante ans de la Fédération des producteurs de lait³, pour ne citer que les plus récentes monographies.

Notre propos n'était pas exactement le même, ayant voulu d'abord montrer des hommes aux prises avec la vie et faisant avancer leurs desseins pas à pas, avec une ténacité lucide, mais ignorant, comme tous les hommes politiques, ce que l'avenir ou le destin feront de leurs actes. Pareils en cela à ces savants de génie, découvrant la vérité, mais ignorant où elle conduira l'humanité, ceux que Koestler appelle les Somnambules, Laplace, Einstein. J'en veux ici une seule preuve, il y en aura d'autres. Maurice Troillet a voulu les routes pour relier les villages à la plaine. Il les a voulues pour sauver l'agriculture de montagne, pour que ceux d'en haut puissent descendre ou remonter. Ils sont descendus sans remonter. Et les routes servent aujourd'hui, bien plus que les paysans, les citadins et les touristes.

Après ce long parcours attentif dans les méandres, dans les rapides de cette rivière à quoi s'apparente l'action politique, nous allons tenter de la confronter avec le Valais d'aujourd'hui. Au fil des jours, des mois, des années, nous avons parlé Rhône, agriculture, vigne, fruits, industrie, barrages, argent. Lentement nous

avons vu le Valais émerger de son isolement paysan, faire éclater les contraintes d'une autonomie déterminée par l'histoire, la géographie, le sol et ses ressources. Nous avons vu que l'histoire du Valais, après s'être longtemps écrite en Valais, devait déborder ses frontières pour s'écrire à Berne aussi, puis dans les bourses de Paris, de Londres ou d'ailleurs.

Nous allons essayer de voir maintenant où il est aujourd'hui et nous demander où il sera demain. Questions sans réponses certaines car, plus que les hommes politiques encore, l'historien est un somnambule. Il ne palpe dans ses mains que les apparences sensibles, leur ombre parfois, d'un présent en quête d'un avenir prodigue de surprises.

CHAPITRE PREMIER

SAUVER L'AGRICULTURE DE MONTAGNE ?

*Il faut veiller à ce que le statut de l'agriculture
soit appliqué avec intelligence et bonne foi.*

Maurice Troillet.

(Discours de Saillon, septembre 1953.)

Pourquoi la sauver, pourquoi l'abandon de la haute terre nous tourmente-t-il alors que tant de changements survenus dans l'affectation des forces humaines nous laissent indifférents ? Le passage des pouvoirs des diligences aux chemins de fer et de ceux-ci à la route n'a guère ému que les seuls intéressés. Ces changements sont dans l'ordre de la vie. Ceux qui connaissent la mer ont été plus sensibles à l'élimination de la voile par la vapeur et cela peut-être, je suis porté à le croire, parce que le problème des marins est de même nature que celui des paysans. Dans un cas comme dans l'autre, nous savons bien qu'avec ces hommes-là, qu'ils vivent de la terre et de la pluie, ou de l'eau et du vent, disparaîtront des métiers qu'ils sont seuls à connaître et que nous ne réapprendrons plus. Le métier de marin, comme celui de paysan, ne s'étudie pas à l'école, sinon à celle d'une vie transmettant de proche en proche des secrets lentement assimilés. Et puis, le paysan offre aujourd'hui encore à notre imagination l'exemple d'un homme qui se suffit à lui-même, d'un homme complet en ce sens-là. Vieille hantise et vieux rêve.

Mais tous ne pensent pas ainsi, il s'en faut. Pour une majorité qui va croissant, 3000 ouvriers licenciés chez Renault suscitent l'alarme mais 33 000 fermes disparaissant en Suisse de 1939 à

1955 et 40 mètres carrés de terre agricole disparaissant à chaque minute constituent un succès.

Vue de Sirius, ou même du Pakistan ou du Japon, la reconversion de quelques paysans suisses abandonnant leur terre est un souci dérisoire, une préoccupation d'enfants gâtés, et ceux qui font face chaque année aux dégâts du fleuve Jaune doivent nous trouver bien douilletts. Ce que nous sommes, d'une certaine manière, vivant protégés par notre neutralité, par les tièdes bouillottes des assurances, prémunis contre les risques de feu, de rhume des foin et de manque de foin, de gel. Aussi bien appelons-nous catastrophe nationale la mort accidentelle et tragique de cent hommes dans le temps même où un tremblement de terre en tue dix mille ailleurs. Pourtant, il serait faux d'incriminer notre seule inaptitude à souffrir quand nous réagissons avec cette vivacité anxieuse à l'abandon forcé de la terre par des milliers de paysans. En effet, s'ils l'abandonnent, c'est parce que la culture, devenant industrielle, scientifique, compétitive, a besoin de plus en plus de connaissances techniques et de machines, de moins en moins de bras et de la simple connaissance expérimentale du sol, du ciel, des bêtes, des plantes. Industrialiser l'agriculture, c'est étudier le sol dans les laboratoires, le climat dans des observatoires, la croissance des plantes au microscope, c'est mesurer la pluie et le beau temps, rassembler ces données, les apporter au paysan dans des formules applicables à son domaine et lui dire : « Va, fais ce que nous te disons de faire, tout ira bien, ta ferme te rapportera 5750 francs au lieu de 3240. Plante ceci tel jour, arrose cela tel autre, voici ton horaire ! Au travail ! » A quoi s'ajoute un appel ultime : « Aie de l'initiative, sois enthousiaste, sauve-toi toi-même, aide-toi puisque nous t'aiderons. » En d'autres termes, exception faite du couplet terminal, les responsabilités, les décisions, les choix sont transférés des épaules des paysans à celles des ingénieurs agronomes, des chimistes, des conseillers agricoles et, dans cet ultime refuge de la liberté d'action qu'a été l'agriculture, il se passe ce qui s'est passé dans tous les domaines de l'activité humaine : les hommes tendent à devenir de simples exécutants et l'acte créateur se localise dans les laboratoires de recherche où quelques cerveaux vivent seuls l'aventure de la découverte, de l'invention, tout le reste n'étant plus qu'application,

administration, subordination, paperasse et comptabilité. Phénomène si général que les lieux où se déterminent les orbites ou les trajectoires des fusées sont, je le crains, les derniers où l'on s'amuse, une poignée de savants ayant le monopole de l'aventure moderne qui se résout au cœur des ordinateurs interrogés par eux. Tous les autres sont à leur service, dessinateurs, bureaucrates, techniciens, comptables, ils appliquent des recettes. Comment aimeraient-ils leur travail ? Comment aimer un métier dont les mécanismes et les actes successifs vous sont imposés par d'autres ? un métier où vous êtes réduit au rôle d'intermédiaire entre le cerveau qui pense, les instituts d'agronomie, de génétique, d'écologie et le sol qu'on vous demande d'aimer, par-dessus le marché ?... Pas plus qu'un ouvrier de Chippis n'aime la bauxite, un paysan ne saurait aimer ses produits en raison de leur seul rendement financier. On aime un bœuf, on n'aime pas un tracteur.

Je connais les objections, depuis des années je les entends dans la bouche de ceux qui « savent », je les lis sous leur plume : « Nous n'avons pas le choix. Dans dix ans, il n'y aura plus un paysan au-dessus de 800 mètres, où les remaniements seront faits et quelques fermes viables, rationalisées, assureront à leur propriétaire un standard de vie décent, comparable à celui auquel peuvent prétendre des citadins. » Le métier de paysan, ajoutent-ils, sera ainsi revalorisé, ce qui signifie chambre de bain, chrome, chauffage au mazout et télévision. Au sortir de l'« atelier », le paysan douché, rasé, cravaté, pourra se confondre avec le représentant de commerce de passage. Il pourra oublier la terre, faire des projets pour le samedi, un roulement communautaire assurant à chacun son jour de congé. Pouvoir oublier son travail, tout semble être là. Et cela lui sera possible, ou facile, dans la mesure précise où on aura réussi à lui enlever non pas toute responsabilité — l'ouvrier lui aussi est responsable de la régularité et de la précision minutieuse avec lesquelles il accomplit les gestes quotidiens — mais la responsabilité de décisions à prendre, de choix, d'options d'où dépendent le sort de sa propriété, le sien propre, celui de ses enfants. Il pourra devenir à son tour pendant trois semaines un « vacancier », sa vie sera semblable à celle du 90 % des êtres humains, la « course au samedi » dont parlait un vieux maître

qui n'aimait guère son métier pour aimer trop les bisces, les forêts, les fleurs.

Le paysan de naguère ne pouvait oublier son travail ni le samedi, ni le dimanche, ni jamais. Or, oublier, c'est mourir; la vie est mémoire. La mémoire contient le présent, le passé et l'avenir. Qui peut oublier son travail ne peut l'aimer. On oublie aisément les choses mortes, la bauxite, le minerai de fer, on n'oublie pas ce qui vit, le sol, les plantes, les bêtes. La terre est vivante, elle a faim, elle a soif; la plante est gourmande, elle exige cette nourriture et refuse telle autre; la vache est vulnérable, elle a peur de ceci, elle a besoin de chaleur, et peut-être d'une claque sur l'échine. Quand on met une machine à traire entre le pis et le seau, on accroît le rendement de la ferme en diminuant le prix de la main-d'œuvre mais on supprime un contact entre la main et la vie, une connaissance, une mémoire. Qui remplace le berger par le courant, par des pâtres électriques, fait plus que diminuer les frais imposés par l'alpage, il supprime l'attention de chaque instant, une observation, une mémoire. Un pacage enclos par un fil où passe un courant n'est qu'un espace; un terrain où l'œil, la voix et le fouet d'un berger maintiennent un troupeau, c'est une terre aux chemins creusés par les sabots des bêtes, c'est l'herbe tondue où elle est bonne, délaissée où elle est mauvaise, c'est une connaissance, une mémoire. Celui qui toute la journée a observé un sol ou des animaux ne les oublie pas le soir, ni le samedi, ils constituent sa vie même, ils nourrissent son imagination parce que sa mémoire les lui représente, sa pensée parce qu'ils commandent son action, ses projets, son passé, son avenir. Qu'est-ce que vivre, sinon s'identifier à son acte? Pourquoi les derniers resteraient-ils, si on leur ôte cela aussi, ce rythme continu d'une vie qui est un voyage ininterrompu et non pas un horaire découpé à coups de sirène?

Je vois les épaules excédées des réalistes se hausser et des yeux implorer le ciel. Des yeux qui refusent de regarder une réalité autre que celle du rendement financier qui tuera l'humanité en trois siècles en la privant du capital d'oxygène que mangent quotidiennement les Boeing et autres réacteurs au nom de la Super-Concorde. Car, on le sait maintenant, c'est la mort de l'homme et

non pas le salut qui nous viendra du ciel. Aussi, à mille signes, il apparaît aujourd'hui que la civilisation commence à s'interroger sur elle-même. Le mythe d'un progrès matériel placé sur une trajectoire indéfiniment ascendante se lézarde. Et l'on peut refuser aux affairistes le droit qu'ils s'arrogent d'être seuls réalistes. La réalité a plus d'une face.

Le paysan valaisan de montagne disparaît parce que, les distances ayant disparu avant lui, les fruits de son travail peuvent être remplacés par ceux d'un Canadien ou d'un Javanais. N'étant plus irremplaçable, il n'est plus guère qu'une assurance contre la guerre ou la famine. Or les primes d'assurances sont payées sans plaisir, surtout quand le risque semble illusoire. D'ailleurs, sur leur propre terre, les paysans cessent d'être leurs maîtres, car, dans les communes de montagne, si le nombre des agriculteurs a diminué, leur influence a fléchi d'une manière plus décisive encore. Les dirigeants des communes sont des instituteurs, des hôteliers, des employés. A Evolène, sur quinze conseillers, un seul était paysan en octobre 1966, comme l'écrivait Mme Marie Follonier-Quinodoz. Elle ajoutait ceci: «De plus en plus, les décisions importantes, essentielles pour la vie paysanne, sont prises à l'extérieur, par des gens compétents bien sûr, mais pour qui la campagne n'est qu'un souvenir de jeunesse ou de vacances. Ainsi le paysan se sent-il chaque jour un peu plus solitaire, un peu plus dépendant, un peu plus mené, parfois contre son gré¹.» D'autre part, la sollicitude dont on fait preuve, l'attendrissement, les subsides, s'accompagnent de conseils, de statistiques et de thèses prouvant que s'il savait s'adapter, s'organiser, planifier, calculer, tout changerait. Tous les efforts tendant à sauver l'agriculture de montagne sont centrés sur l'espoir d'assurer un rendement supérieur par une rationalisation plus efficace. Encore faudrait-il que la conjugaison des efforts n'aille pas à fins contraires; les fédérations et l'Etat facilitent les démarches pour engager les étrangers mais lorsque ceux-ci arrivent, ils n'ont jamais vu de bétail. Or un berger qui ne connaît pas son métier ruine un alpage en peu de saisons.

De toutes les activités paysannes, l'élevage est la plus menacée. En dix ans, la situation s'est aggravée, le diagnostic est sombre et le pronostic, plus sombre encore. La régression du cheptel n'est

pas stoppée, sa rapidité s'accroît à un rythme vertigineux. Et l'on semble, malgré les efforts incessants du vétérinaire cantonal René Cappi, se résigner assez facilement à perdre ce qui a représenté si longtemps le 75 % des recettes de l'agriculture. Jusqu'en 1959, le cheptel bovin resta relativement stable, le nombre des propriétaires oscillant entre 15 000 et 14 000, celui des bêtes entre 60 000 et 63 000. Dès 1960, c'est la courbe descendante, de 10 % environ par an jusqu'en 1968, de près de 15 % en 1969. Mais, dira-t-on, 40 000 bêtes en 1969 représentent le poids et la production de 80 000 bêtes de jadis, c'est vrai et c'est une consolation sans doute. Il reste qu'aujourd'hui déjà, la production animale ne suffit plus aux besoins de la population et le Valais lui-même importe du lait, du fromage et de la viande en quantités impressionnantes. Il faut dire que le Suisse consomme 68 kilos de viande par an, aussi n'est-il pas étonnant que des firmes d'outre-Sarine s'installent en Valais et y débitent 200 tonnes de viande chaque année. Qui s'arrête au défilé de Saint-Maurice voit passer en sens inverse du fleuve, les camions des bouchers alémaniques, Migros et Coop, chargés d'aloyaux et de biftecks alternant avec les camions important du fumier.

Une «troupe» de chèvres destinée à défiler soir et matin dans les rues de Zermatt est un remède insuffisant à la disparition des troupeaux. Dès 1955, les marchés de bestiaux de la Planta durent vider les lieux et céder la place aux voitures. Depuis longtemps déjà, les propriétaires de bétail sédunois se sentaient indésirables en ville; ils ne voulaient plus être vus dans l'étable... et empêchaient les odeurs d'en sortir en fermant portes et fenêtres. Si les foires disparaissent, les marchés de bétail de boucherie font de bonnes affaires et, du 1^{er} avril au 30 juin 1969, sur les places de Monthey, Martigny, Sion et Brigue, 1069 bovins furent vendus pour abattage. Cette élimination, à la veille de l'estivage, représentait la suppression d'une dizaine d'alpages. Et les subsides de la Confédération à l'abattage aggravent les choses. Le jour pourrait bien venir où il faudra subsidier ceux qui consentiront à garder du bétail. La grande raison, ici comme dans toutes les questions relatives à l'abandon de la terre, est la mauvaise volonté des vaches à célébrer le week-end, elles s'obstinent à manger, à boire, à don-

ner du lait le samedi et le dimanche. L'odeur du fumier n'est plus odeur de sainteté, le bétail impose des servitudes que les jeunes hommes, leurs fiancées et leurs épouses ne sont pas disposés à subir. Le temps n'est plus où parlant de l'esclavage, et des chevaux, Montaigne écrivait : « Il ne me semble point que les plus abjects serviteurs fassent volontiers pour leurs maîtres, ce que les princes s'honorent de faire pour ces bêtes... »

Actuellement un jeune agriculteur cherchant, par la voie des annonces, à rencontrer jeune fille pour éventuel mariage ne reçoit pas une réponse, le jeune technicien de la branche horlogère qui a les mêmes projets, en reçoit quinze. J'ai déjà cité le vieux proverbe : *Z'amou van pâ à rebo de l'iwoue*, « les amours ne vont pas à rebours de l'eau ».

Les moyens de sauvetage mis en œuvre

Vaut-il la peine d'y revenir encore ? Si souvent ce sujet a été débattu, repris, rebattu au Grand Conseil ou au gouvernement que tout semble avoir été dit de ces remèdes, des guérisons qu'on en attendait, des doses qu'il convenait d'en administrer et des difficultés de son application. A en croire les ténors théoriciens de la moderne agriculture, le remaniement serait la panacée contre tous les maux. A tendre l'oreille à la voix toujours prudente de certains montagnards, il s'agirait plutôt d'un emplâtre sur une jambe de bois, d'une drogue prescrite à un mort. Encore que la mort, dans le cas particulier du morcellement, pose à nouveau, renouvelle et aggrave le problème à chaque génération. Il ne saurait s'agir ici de trancher la question, mais tout au plus de faire entendre quelques voix. On a assez souvent divisé le nombre des hectares en nombre des parcelles et celui-ci par le nombre des propriétaires, le résultat de ces opérations arithmétiques est connu et l'on sait qu'il reste des champs qu'on ne saurait cultiver sans avoir un pied au moins dans le champ du voisin. D'autres calculs établissent combien il faut de pré pour nourrir une vache. Il est des communes où le 60 % du temps de travail est absorbé par les déplacements. On a dû mettre en vente un quarantième de mazot.

Le système est incompatible avec une gestion rentable, cela ne fait pas de doute. S'il a résisté longtemps, s'il résiste encore sur des espaces qui ne sont pas négligeables, il y a fallu, il y faut encore des raisons et d'abord le droit successoral, inspiré par le droit romain et fondé sur le principe du partage des terres entre les héritiers. A supposer que le paysan ait réussi par des remaniements amiables et par des achats à constituer une propriété d'un seul tenant, sa mort la désintègre. A supposer que le remaniement parcellaire officiel ait établi cette unité, sa mort aura le même effet, tout sera à refaire. Toile de Pénélope tissée pendant toute une vie et que la mort défait. Le temps d'un testament. Telle est la loi à laquelle on a apporté maint correctif permettant de passer à un émiettement sans appel. L'héritier qui gardera le sol devra à ses cohéritiers leur part, non de la valeur vénale, mais de celle de rendement. S'il réalise avant un long délai, déterminé, leur part de la valeur vénale reviendra aux frères et sœurs. De toute manière, peu ou beaucoup, le preneur s'endette. Toutefois, on ne verra vraisemblablement plus, comme on peut le lire dans le *Bulletin officiel* de janvier 1902 un avis de vente aux enchères: Poursuite n° 873. Part de maison s'élevant au 1/5 des 2/3 du 1/4 et taxée 14 francs².

Le président de la commune de Trient, mon ami Fernand Gay-Crosier, a dû découvrir à qui revenait le cinquième quart d'un mazot aux Jours. Les effets du droit successoral ont été partiellement palliés par l'obligation de restituer les subventions en cas de morcellement nouveau, et de répartir entre les héritiers leur part de bénéfice en cas de vente de terrain agricole pour une construction.

Dans certaines régions, en particulier dans le val d'Ille, la coutume, plus forte que le droit, veut qu'à la mort du chef un seul descendant reprenne la terre. Il ne s'agit pas d'un droit d'aînesse car il lui incombera de payer leur part aux autres. Grâce à cet usage, les propriétés ont résisté à l'éclatement dans une assez large mesure et l'agriculture y est moins menacée qu'ailleurs. Il reste que, dans l'ensemble du pays, on ne peut empêcher le droit successoral de permettre un morcellement nouveau tous les trente ans. Chaque génération doit racheter la terre. L'édition définitive

du plan cadastral n'est pas pour demain et le lourd, l'énorme atlas sur lequel on peut se pencher pour y suivre du doigt, comme sur un poème de la terre, les lignes qui figurent un champ, des haies, des barrières, des bornes, des ventes, des achats, des échanges, des signatures, l'énorme atlas sera « remanié » lui aussi, aussi longtemps qu'on ne sera pas revenu à un régime aristocratique assez acceptable pour qu'aucune révolution justifiée ne vienne une fois de plus faire la preuve de ses mortels inconvénients.

Malgré ce démantèlement chronique, congénital parce que sanctionné par le droit, les efforts tenaces, coûteux, pour augmenter la rentabilité de la terre par le remaniement ont abouti à des résultats positifs, concrets. Cela, malgré les frais, supérieurs de loin à la valeur de rendement du sol, on les évalue de 6000 à 8000 francs à l'hectare, ce qui représente 800 000 francs pour la centaine d'hectares remaniés chaque année. La Confédération en assume en montagne le 50 % ; le canton, de 20 à 30 % ; aux communes et aux particuliers à se charger du solde. Selon qu'on parle aux chefs de service, ingénieurs ou géomètres à l'œuvre, ou aux bénéficiaires, qui se considèrent souvent comme des victimes, on passe de l'optimisme au pessimisme. Il n'entre pas dans mon propos de publier les chiffres ni l'état statistique et local de la question car les données techniques, variables, sont à la portée de quiconque souhaite les consulter. En revanche, les réactions humaines méritent qu'on essaie de les comprendre. Il n'est pas étonnant qu'en plaine les difficultés soient plus aisément surmontables qu'en montagne, parce que l'industrialisation des cultures spécialisées impose des solutions rationnelles. C'est une condition de vie ou de mort. Mais ces difficultés restent sévères car les échanges portent sur des terres de valeurs inégales selon qu'elles ont été bien ou mal labourées, fumées, cultivées. Quant aux vignes, indépendamment des vertus incomparables que tout vigneron reconnaît à son propre vin, il est de fait qu'un hectare de vigne n'a pas la même valeur selon qu'elle a trois ou deux feuilles.

En montagne et sur le coteau, les problèmes sont plus complexes encore et plusieurs remaniements importants ont été votés, en particulier de 1956 à 1959 parce qu'ils constituaient la condition *sine qua non* d'un subside aux chemins, lesquels importent souvent plus

que la géométrie parce qu'un chemin conduit sans doute aux prés, aux champs, mais aussi aux chalets, aux hôtels, aux télésièges virtuellement en puissance sur toutes les pentes valaisannes. Tel terrain peut valoir un franc au mètre carré aujourd'hui, qui en vaudra cent ou davantage demain. Certains chemins d'accès aux alpages, devenus routes, ont mis les habitants de quelques communes dans une situation de force enviable face aux amateurs d'alpages plus soucieux de superstations que de l'amélioration des races d'Hérens, rouge ou tachetée.

Dès lors, le problème auquel doit faire face le gouvernement valaisan ne relève plus des seules améliorations foncières propres à accroître le rendement de la terre, mais de la nécessité chaque jour accrue d'élaborer et d'imposer des plans de zone à trois faces : alpages, terres agricoles, terres à construire. On le devine, les attributions ne sont pas allées, ne vont pas et n'iront pas sans lutte, car les intérêts en jeu sont énormes. Tel terrain marécageux, acheté pour rien, peut valoir une fortune s'il est classé zone à bâtir ; tel pré superbe, en bordure du marécage, ne vaudra plus rien s'il est déclaré de vocation agricole. Est-ce en pensant à ces choses que le député Zwicky s'opposait, lors de la session de mai 1968 du Grand Conseil, à un décret de remaniement dont il se borna à dire qu'un tel décret était « dépassé par les événements³ » ? D'où il suit que toute étude de remaniement parcellaire doit être fonction d'un plan d'aménagement qu'il incombera aux communes de prévoir et d'imposer à des propriétaires portés à définir terres à bâtir toutes celles où il n'y a pas de danger évident à le faire. Pour imposer leur volonté, les autorités disposent d'un argument de poids : hors du périmètre prévu des surfaces à construire, les services publics de l'eau, de l'électricité, des égouts cesseront d'être publics et tomberont à la charge de ceux qui auront construit outre les bornes des zones d'extension. Les communes ont usé et useront sans doute toujours davantage de cet « art de persuader », car l'expérience de certaines d'entre elles, cuisante à leurs finances, les a instruites. Et le gouvernement cantonal utilise la même arme contre les communes qui s'obstineraient à voir trop grand, trop loin : « Amenez l'eau vous-mêmes, ensuite épurez-la, à vos frais ! »

Depuis quelques années, on a beaucoup de sollicitude pour les paysans montagnards, une sollicitude qui semble croître au rythme même auquel le dépeuplement des zones rurales s'accuse. Les primes de mouture et de culture sont fonction de l'altitude, les subventions sont plus fortes qu'en plaine: remaniements, constructions d'étables, centrales laitières, chemins forestiers, réductions sur les frais de transport, tout cela — et j'en passe — semble excessif à beaucoup de citadins qui, incertains quant à la question de savoir si ce dépeuplement est un mal ou un bien, sont portés à penser que la Suisse est le paradis des montagnards.

Pourtant, à y regarder de près, les chiffres des subventions restent modestes et l'appui aux montagnards coûte moins cher que l'appui aux paysans de la plaine. Un village de 300 habitants ne touche pas plus qu'une exploitation de plaine de 100 hectares à céréales. Mais celles qui vont aux montagnards sont directes, donc aisées à reconnaître. Celles qui vont à la plaine, et c'est d'abord le soutien des prix, sont indirectes et passent plus inaperçues. Des études précises démontrent qu'en montagne l'agriculture n'est plus la source principale du revenu; que les activités secondaires, génie civil et constructions surtout, sont dans une large mesure fonction du tourisme; que le tertiaire augmente avec le tourisme; que les subventions n'excèdent pas la moyenne suisse. Le montagnard n'est pas favorisé.

Dans ces conditions, que va devenir l'agriculture? Des efforts de rationalisation peuvent-ils être efficaces? Est-ce un problème de gestion ou une question intéressant l'âme humaine d'une population, sa raison d'être? La solution actuelle des ouvriers-paysans est une solution transitoire, elle ne semble pas, à vues humaines, devoir dépasser la durée d'une génération.

L'abandon de la terre en tant qu'activité première est déjà presque un fait accompli. Ceux qui s'en accommodent ou qui le souhaitent ne devraient pas oublier que, si les efforts pour maintenir une population agricole coûtent cher, ceux qu'impose l'implantation des émigrés de la montagne dans les villes coûtent cher eux aussi. Ils ne devraient pas oublier non plus que la grande crise de 1930 a commencé par la crise agricole en Amérique et qu'on

pourrait voir dans le monde la question paysanne succéder à la question ouvrière. Un premier mai paysan aurait aujourd'hui sa raison d'être autant que le défilé d'ouvriers souvent plus riches que les bourgeois.

Si l'on veut réellement sauver l'agriculture de montagne, ce que les subventions permettent d'admettre, il faut respecter l'indépendance de ces hommes, qui sont libres en ce sens seulement qu'ils sont les maîtres de leurs décisions professionnelles. Pour le reste, on sait bien qu'ils sont des esclaves, comme tous les autres hommes, qui n'ont le choix qu'entre diverses formes d'esclavage, les bureaucrates en savent quelque chose. Plutôt que le mot libre, il faudrait employer le mot d'individualiste, et peut-être de solitaire. Et c'est pourquoi les tentatives d'organisation communautaire de travail en montagne n'ont pas eu les effets heureux qu'en attendaient leurs promoteurs. Pourtant la solidarité paysanne est une réalité. Les consortages d'alpages, la construction des bisses l'ont prouvé depuis des siècles. Mais les montagnards, s'ils sont disposés à prêter leur mulet, à cultiver le champ ou à rentrer la moisson d'un malade, sont trop individualistes pour en partager la possession. De ce point de vue, les Russes ont fait des expériences qui paraissent décisives. Le travail efficace de la terre est lié à sa propriété.

Le malheur des populations montagnardes provient du fait qu'elles cultivent, à grand-peine, des produits qui valent peu d'argent, n'étant pas payés plus cher que ceux qui poussent, sans peine, dans la plaine, et plus facilement encore à l'étranger. On commence à voir apparaître sur les marchés des grandes villes des légumes et des fruits dont une pancarte annonce qu'ils sont « naturels ». Ils sont beaucoup plus coûteux que les autres, les amateurs sont nombreux. La montagne ne pourrait-elle pas produire des légumes, des fruits naturels qui coûteraient très cher et se vendraient très bien ?

Il existe au Canada des espèces de saumons qui se reproduisent en eau douce, dans les rivières, et n'ont pas besoin de faire leur voyage annuel à la mer. Ces saumons trouveraient dans les lacs et dans les eaux d'altitude les conditions mêmes de leur pisciculture. Le chinchilla trouverait lui aussi, en altitude, l'habitat

même qui est le sien dans les pays qui en élèvent. Le saumon et le chinchilla coûtent cher et se vendent bien.

C'est peut-être dans ces directions qu'il faudrait chercher des remèdes à l'abandon de la terre par celui qui a « chaque jour un peu moins d'indépendance, un peu moins d'espoir et de certitude pour son avenir et celui de sa famille. Il n'a plus le sentiment de faire œuvre durable et il se dit que, si son but ne consiste qu'à gagner son pain quotidien et à décorer le paysage, il peut tout aussi bien faire un autre métier où l'on travaille quarante-huit heures par semaine et où le salaire arrive à la fin de chaque mois⁴. » On oublie, je le crains, une chose : trois paysans ont fait un pays ; trois banquiers auraient fait un holding.

CHAPITRE II

LES ARBRES ET LES FRUITS DE LA PLAINE

Quand, en 1812, Hildebrand Schiner, docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, parlait des noyers de Riddes¹, il ne se doutait pas sans doute que les derniers d'entre eux, presque les derniers, seraient transformés en crosses de fusils en 1914. Pas plus qu'en 1913, lorsqu'il prophétisait la métamorphose des marais de la plaine en un jardin, Maurice Troillet ne pouvait prévoir que, cinquante ans plus tard, les angoissantes difficultés de l'heure proviendraient de la réussite même de son action. De l'assainissement à la surabondance, quel chemin parcouru ! Au cours des années, nous en avons reconnu les étapes, une à une. Pas plus que le Rhône lui-même, il pose encore des problèmes au gouvernement valaisan, la plaine ne s'est laissé asservir en un jour et si les difficultés d'aujourd'hui sont différentes de celles d'hier, elles sont à coup sûr aussi ardues à dominer car leurs solutions ne dépendent plus des seules vertus et de la seule intelligence des Valaisans. En 1970, l'histoire du Valais s'écrit au-delà de ses frontières.

Quelques pages suffiront à retracer les moments de cette longue histoire dont le sol, la mode, la concurrence et l'importation sont les acteurs. Les polders ne sont pas devenus un verger ou un jardin potager par miracle. Lentement, et pour longtemps, la prairie s'est substituée au marécage. De l'herbe d'abord, des chevaux et des vaches sur des terres appartenant aux bourgeois qui en conservèrent tant qu'ils purent l'usufruit, transmissible par héritage, puis ils vendirent, à 50 centimes environ le mètre carré, les terrains déjà cultivés, de 5 à 12 centimes ceux qui n'étaient que

défrichés et dont il fallut défoncer les sols alluviaux, étanches et compacts. Dès 1921, les cultures commencèrent à remplacer les prés ou les champs. Aucun lotissement judicieux. Sur des parcelles de 10 ares, on essaie simultanément des abricots, des poires, des pommes en plein vent, en espaliers, en cordons, en hautes et basses tiges. La nature ne se lasse pas de donner ses leçons avant d'imposer sa loi. Sur les polders gorgés d'eau, la luxuriance est telle que les frondaisons empêchent la lumière de pénétrer. Les hautes tiges sont gênées par les racines des basses tiges qui, elles, montent à la recherche du soleil. Guerre dans le ciel et guerre souterraine. Les vignerons devenus arboriculteurs ne furent pas très longs à trouver le remède, celui-là même qu'ils appliquaient à leurs vignes : des vergers homogènes, aux espèces semblables, exigeant le même traitement au même moment, un écartement de six mètres environ, permettant le développement des couronnes et celui des racines.

L'écologie d'alors balbutiait son vocabulaire et l'expérience en enseigna les premiers éléments, en des leçons souvent coûteuses. Il fallut déchiffrer les caprices de la nappe phréatique, nocive ou bénéfique selon les cas, localiser les cuvettes où le gel est si meurtrier qu'on ne peut rien contre lui, apprendre à se protéger là où c'est possible, essayer sans succès les écrans protecteurs de fumée, mesurer l'efficacité du rayonnement des chaufferettes et des brûleurs, fixer entre 200 et 300 à l'hectare leur nombre nécessaire, découvrir que l'eau d'aspersion, en gelant, peut permettre de maintenir à zéro degré des fleurs de pommier par une température de moins 6 degrés. Il fallut admettre que les cônes d'alluvions des rivières latérales, seuls cultivés au temps où le Rhône était maître des lieux, avaient des pouvoirs que la plaine n'avait pas. Reconnaître que l'abricotier est vulnérable, périssable comme son fruit, sensible au froid, au föehn, aux parasites, aux maladies. Ni la plaine ni la hauteur excessive ne lui conviennent. Son domaine est le coteau et il faut, pour chaque arbre, si l'on veut du fruit mûr, passer cinq ou dix fois et livrer à la gare avant 16 heures, pour partir à 20 heures et arriver à destination à l'aube du lendemain. Si l'on veut du fruit mûr ! Le grossiste préfère le dur... plus durable, il l'exige souvent et quand le consommateur se plaint, la réponse est prête : « C'est le Valais. Ils sont trop tachés pour la

conserve, trop verts pour la confiture, trop irréguliers pour la table.» S'il y a le sol, il y a aussi le client et les intermédiaires, plus difficiles à contrôler que le producteur et l'expéditeur. Tous les cageots ne sont pas nés coiffés !

La mode

Si la nappe souterraine a ses caprices, les goûts du consommateur sont fantasques aussi et plus imprévisibles. Depuis le début de l'expansion du verger valaisan, la reinette du Canada, maîtresse du marché, semblait constituer le fonds le plus sûr, le moins menacé, de la fortune en devenir, cela d'autant plus que les excédents trouvaient preneurs en France. Mais, dès la fin de la guerre, le verger français put satisfaire la demande et le marché se ferma. Cinq cent cinquante wagons de dix tonnes avaient pris le chemin de la France en 1954-1955, il n'y en eut que 26 en 1964-1965. Les perspectives et les réalités du Marché commun, les craintes qu'elles suscitaient, ne pouvaient qu'aggraver les choses. En quelques années, souvent avant même qu'ils aient produit, on abattit plusieurs centaines de milliers de pommiers de canadas, tant il est vrai que le XX^e siècle a porté malheur aux derniers trônes. On put espérer un temps que la belle de boscoop prendrait le relais et que grâce à cette pointe d'acidité qui manquait à la reinette, elle pourrait se faire une place aussi sur les marchés d'outre-Sarine où elle était d'ailleurs dès longtemps la vedette de la production locale. La belle de boscoop durerait, les oracles l'affirmaient, c'était un dogme. Mais les dogmes sont vulnérables aujourd'hui, autant que les trônes. On la condamna soudain au nom même de cette acidité qui avait assuré et garanti son succès. Et les producteurs de boscoop, aussi bien Suisses-allemands que Valaisans, durent gravir à leur tour le calvaire des « Canadiens ».

Les causes de cette décadence : l'engouement soudain pour une pomme nouvelle, venue des Amériques, la golden delicious. Le mot de révolution serait plus juste ici que celui de mode. La faveur immédiate du public pour ce nouveau péril jaune fut telle qu'on put redouter l'impossibilité de satisfaire la demande. Mais, dans

le même temps, les progrès des techniques de production étaient si rapides qu'on put faire face. Les délais entre la plantation et le premier fruit s'abrègent, l'unité de surface multiplie sa productivité, aux dépens sans doute de la longévité des plantes, mais qu'importe ? Traitant un arbre comme une automobile, on assigne à l'un tant d'années à vivre, à l'autre tant de kilomètres jusqu'à l'usure et au remplacement. Un vilebrequin qui dure plus que prévu manque à ses devoirs.

Mais l'équilibre ainsi rétabli entre l'offre et la demande se trouva rompu à son tour par le trop grand succès de la contre-offensive et l'offre dépassa bientôt la demande au point que les prix furent menacés par la surabondance. On en est là en 1969. Le seul remède, la seule défense plutôt, ne peut procéder que de la qualité, arme de toutes les concurrences. Il faut déterminer les propriétés qui assureront à la golden le plus grand attrait sur le consommateur, exercer sur elle un contrôle à tous les niveaux, depuis la racine jusqu'à la table. Peut-être en viendra-t-on pour la pomme, comme pour la vigne, à des « appellations contrôlées », on aura des crus de golden comme des crus de dôle ou de johannisberg, des zones déterminées où l'on pourra faire les golden les meilleures et où l'arboriculteur refusera de charger ses arbres comme le vigneron, soucieux de la qualité de son vin, refuse de surcharger ses ceps et taille court².

La golden durera-t-elle toujours ? Qui prétendra connaître son avenir ? Certains producteurs valaisans, audacieux, c'est l'un des traits les plus constants de la race, abattent déjà des pommiers golden en plein rendement, pour mettre sur le marché, dans quelques années, des espèces nouvelles sur lesquelles ils misent leur fortune³.

L'importation

Le total de la production des fruits et légumes valaisans a passé de 15 000 tonnes environ en 1939 à 27 000 tonnes en 1948, 62 000 tonnes en 1958 et 92 000 tonnes en 1968. On conçoit que cette courbe ascendante ait provoqué en contrepartie des problèmes d'écoulement d'autant plus ardues à résoudre que les débou-

chés étrangers se fermaient progressivement. Aussi n'est-il pas étonnant que le gouvernement valaisan, soucieux d'assurer la parité du revenu agricole avec celui des autres professions, ait cherché, en septembre 1968, à obtenir en particulier de la Confédération: 1° un contrôle plus efficace de la qualité sur le marché et à l'importation; 2° une application de la loi fédérale sur l'agriculture conforme à l'esprit du législateur; 3° une restriction de l'importation de certains produits dits « semblables »; 4° des restrictions relatives au stockage des fruits et légumes importés; 6° la constitution d'un fonds fédéral de compensation; 7° une législation antidumping⁴. La réplique de la Société pour le développement de l'économie suisse, porte-parole des intérêts industriels et commerciaux, ne se fit pas attendre. Ce fut une fin de non-recevoir et un réquisitoire qui peut se résumer ainsi: un contrôle à la frontière manque de bases légales, sa mise sur pied et son entretien exigeraient des frais considérables couverts par des taxes sur l'importation, donc une protection accrue des produits indigènes; la progression de la production valaisanne est telle qu'on ne saurait prétendre que la protection est insuffisante, l'accroître serait violer les accords existants; le peuple suisse doit rester libre dans le choix des produits qu'il consomme; les stockages intempestifs, dont on a d'ailleurs exagéré l'existence et l'importance, sont contrôlés suffisamment par les ordonnances en vigueur; tout durcissement provoquerait vraisemblablement des mesures de rétorsion; un fonds de compensation aurait pour conséquence un renchérissement des produits importés; une loi antidumping entraînerait des difficultés considérables et de toute nature; la notion même du dumping est trop complexe pour que le Conseil fédéral puisse entreprendre quoi que ce soit sans violer des accords internationaux et risquer par voie de conséquence des mesures de rétorsion encore⁵.

Que répondre à une démonstration aussi rigoureuse? Ceci peut-être: il est vrai que la production valaisanne — fruits et légumes — a passé de 8,16 millions de kilos en 1935-1937, à 59,26 millions en 1965-1967. Mais il est vrai aussi que, dans le même temps, l'importation a passé, elle, de 234,9 millions de kilos à 528,7 millions de kilos de fruits et de légumes. Le moins qu'on puisse dire, c'est

que la production valaisanne n'a pas freiné l'importation. A une augmentation de 28 millions de kilos valaisans en dix ans, de 1957 à 1967, répond une augmentation de 100 millions de kilos importés. Le consommateur n'est pas précisément sacrifié, puisque les seuls achats d'oranges, 96,4 millions de kilos, en 1965-1967, dépassent largement le total des récoltes de fruits et de légumes valaisans, 59,26 millions !⁶

Le rapport production consommation est plus facile à maîtriser en industrie qu'en agriculture où les lois de la nature se jouent parfois des prévisions et de la volonté humaines. Ni Bührlé, que je sache, ni Brown-Boveri n'ont jeté leurs canons, leurs machines dans la Limmat. On a jeté des tomates dans le Rhône, à Fully, et des golden delicious en France, déjà.

Peut-être après tout les affrontements du Valais avec la concurrence étrangère comportent-ils leur part de chance, celle qui découle de toute compétition, la volonté de faire mieux. La position des oranges, il en est d'acides, et celle des bananes, il en est de farineuses, n'est peut-être pas inexpugnable. L'oignon valaisan a déjà battu l'oignon étranger importé. L'action offensive et intelligente est parfois plus efficace que la protection, paralysante, des pouvoirs publics. C'est ce que suggérait le conseiller national Félix Carruzzo en signant dans la *Terre valaisanne*, en février 1968, un article intitulé : « L'importation : une chance⁷. » La création d'un fonds de compensation valaisan, prélevé sur les ventes indigènes, est l'une des manifestations de cet esprit d'initiative suscité par la lutte. Un article aussi courageux et lucide ne devait pas plaire à tout le monde car la vérité est plus acide que la belle de boscoop.

CHAPITRE III

LA VIGNE

Nous l'avons vue émerger de la misère et refaire surface grâce à la création des coopératives. Avant 1930, le vignoble était menacé de ruine. Aux incertitudes fondamentales des saisons, du gel, de la pluie et du soleil, s'ajoutait celle de la vente. Le déséquilibre entre les possibilités de production et les moyens commerciaux la conduisait à sa perte et, quand l'automne était généreux ou simplement normal, la vendange tombait à des prix dérisoires, aux mains de quelques marchands puissants et durs qui dictaient leurs lois. Appuyé par le conseiller fédéral Schulthess, Maurice Troillet créa les coopératives dont les possibilités d'encavage permirent à leurs membres d'échapper à la vente forcée. A l'origine, les caves n'avaient pas d'autre objectif que l'encavage. Les réactions irréflechies des négociants : « Votre récolte ne nous intéresse pas » amenèrent les coopératives à se donner une administration et à vendre du vin. Parce que Maurice Troillet était un gastronome, il s'appliqua à jouer la carte de la qualité que seul à son sens pouvait garantir le caractère naturel. Ni sucrage, ni coupage, et un contrôle serré des cépages et des récoltes, rendu possible par un raisin livré au pressoir dans des caissettes et non plus dans des brantes et des bossettes où tous les mélanges étaient à craindre, à la vigne même. Cette révolution dans les méthodes de vendange, cette obligation de renouveler un matériel ancestral n'allèrent pas sans résistance. Maurice Troillet ne céda pas. Le vignoble valaisan conquit ainsi la confiance des acheteurs et les cépages fins, les pinots surtout, triplèrent de surface. Dès 1934, quatre ans après

la création des caves, la première chaîne de mise en bouteilles était créée. L'Union des négociants s'est défendue, emmenée par les plus puissants d'entre eux, Alphonse Orsat, Léopold Imesch, Charles Bonvin. Des encaveurs solides, Edmond Giroud, Henri Carron, mènent avec eux une bataille dont les uns et les autres ont finalement bénéficié. Aujourd'hui, les relations entre caves et négociants sont celles de concurrents. L'antagonisme initial a disparu, des solutions communes ont été adoptées.

Les portes du progrès, le mot est pris une fois de plus au sens économique, de plus-value régulière, étaient ouvertes et l'on vit dès lors le travail de la vigne « s'industrialiser » en vue d'un rendement accru. Et le parent pauvre de jadis devint l'oncle d'Amérique, ce qui est à peine une image puisque les plants américains, réfractaires au phylloxéra, avaient de proche en proche « reconstitué » tout le vignoble valaisan, modifiant à la longue le paysage lui-même en faisant abandonner le provignage, les anciennes versannes, on en voit encore quelques-unes sur les côtes de Visperterminen, qui modelaient le sol en larges sillons aux bords arrondis, semblables aux vagues que creuse la houle sur une mer verte, quand le vent ne les travaille plus. Déjà, dès la fin du XIX^e siècle, les vieux crus indigènes, rëze, gouais, humagne, muscat, avaient cédé la place aux grands cépages internationaux. Déjà, à la taille ancienne ont succédé le gobelet vaudois ou le fil Guyot et la vigne est devenue ce dessin géométrique de droites que l'œil combine à sa guise.

Qui dit industrie dit extension, expansion. En matière commerciale on le sait bien, on commence même à le savoir trop, qui n'augmente pas son chiffre d'affaires court à la faillite ou prétend y courir. Telle une bicyclette qui tombe quand elle s'arrête. 2700 hectares en 1900; 3200 en 1934; 3600 en 1960; 4500 environ en 1970, dont le 90% sur les coteaux et les cônes d'alluvions entre Plan-Cerisier sur Martigny et Loèche. Les vieux cépages cultivés à l'ancienne ne donnaient leur récolte au compte-gouttes, au compte-fine-goutte, que sur les terres avares, caillouteuses, méprisées pour l'herbe et les céréales. Dans la plaine enfin conquise, le terrain plat peut en Valais, ou pourrait, grâce au soleil, donner des crus très acceptables. Et l'on aurait vu sans doute s'épanouir sur les bords du Rhône maté des vignobles immenses,

capables de donner des vins naturels à 11 ou 12°, non sucrés, comparables avantageusement à l'algérien, au hongrois ou au beaujolais importés et sucrés à x kilos l'hectolitre. Mais la Confédération y a mis bon ordre. Dès l'entrée en vigueur de la loi sur l'agriculture, elle prend en charge mais, du même coup, elle commande, en vertu d'un très vieil adage. Or, pour vivre, la Confédération doit importer car l'aisance proverbiale du Suisse dépend de son exportation industrielle. Aussi la Suisse importe-t-elle ce que ses clients étrangers veulent lui vendre pour équilibrer la balance, soit du vin et des fruits, entre autres produits. Que faire dès lors ? Décider de la vocation des zones, soumettre à une autorisation une création de vignes en dehors des périmètres classés vinicoles, interdire, amender, arracher, faire tomber le feu du ciel d'un hélicoptère sur les plantations hors la loi. Berne ordonne, les cantons exécutent... ou n'exécutent pas. Le Valais a brûlé à l'acide ou arraché des plants et... des cris bien sûr.

Réduire les surfaces tout en augmentant la production, cela ne peut se faire sans une discipline rigoureuse à laquelle les vignerons valaisans se sont pliés, obéissant à des ordres précis qu'ils reçoivent écrits, une semaine à l'avance : à telle date, vous vendangerez tel cru, à tel endroit. Les vendanges, cette fête d'une semaine, sont devenues un travail réglé, avec des avantages financiers indiscutables. Ces vendanges organisées, au cours desquelles chaque cru à son tour est pressé et mis en fût, permettent de personifier les vins des cépages jusqu'à la mise en bouteille, de déterminer la qualité, donc le prix, avec certitude. Les vins valaisans, on le sait, portent tous, d'où qu'ils viennent, le nom de leurs cépages : fendant, gamay, goron, dôle, et non pas, comme tant de vins vaudois, ceux du domaine, du clos ou du parchet où ils ont été cultivés. La nécessité de cette industrialisation du vin a été rendue plus urgente encore par le manque de main-d'œuvre, car un hectare exige de 2000 à 3000 heures de travail, dans ces terrains souvent morcelés à l'extrême et d'accès difficile. L'espace entre les ceps a augmenté pour que le mototreuil puisse passer et le sulfatage même se pratique couramment aujourd'hui à l'aide d'une pompe dont le moteur est ajusté par des bretelles aux épaules du vigneron qui va par ses vignes, vibrant comme une mobilette, respirant le bon oxyde de

carbone. Ouvrier de plein air, il respire un air aussi pollué et aussi bruyant que son frère l'ouvrier citadin. Aussi veut-il, et on l'approuve, grâce à son activité professionnelle, accéder au niveau d'aisance du citadin, de l'ouvrier, du contremaître ou du patron. Rien de plus légitime. Les petits bénéfices du métier, la sieste au soleil et la pipe entre deux hottes ne sont plus d'aujourd'hui. On parle affaires, on parle rendement, on parle argent.

Les cépages principaux, le fendant, le chasselas, le rhin ou sylvaner, le pinot noir et le gamay, sont les grands maîtres du marché. Les vieux crus, l'hermitage, la malvoisie, le pinot gris, l'arvine, l'amigne, et l'humagne, cépages autochtones, le païen dit l'ancien dans le Haut-Valais, le muscat n'occupent guère plus de 4 % du vignoble. Quant au goron, c'est un nom qu'on a donné, après maintes discussions, au rouge léger vendu en litres. Curieuse appellation qui provient d'un parchet situé au fond du vallon de la Drance, près de Bovernier, où les apparitions du soleil sont plus rares que celles du verglas. Le nom s'est répandu cependant et pour une fois la qualité de la marchandise a sauvé l'étiquette. Dès 1953 et pendant de nombreuses années, on a poussé la production des rouges, cela surtout parce que les subsides fédéraux, dès cette date, favorisent la reconstitution en cépages rouges. Mais on découvre bientôt que la production augmentait plus vite que la consommation, qu'un marché nouveau ne se crée pas en un jour et que le fameux goût du consommateur pour le rouge tenait davantage au prix qu'à la couleur. Or, sur le terrain du prix, les rouges importés resteront imbattables. Et les menaces du Marché commun ne sont pas de nature à apaiser les angoisses.

Il reste que les mesures prises en faveur des vins indigènes en 1959, et reconduites pour dix ans en 1969, ont assaini le marché indigène et en ont fait un secteur calme et prospère. Au prix, on s'en doute, de quelque dirigisme. En favorisant financièrement non seulement la reconstitution mais les plantations nouvelles, l'administration s'est gagné le droit de généraliser ce qu'on appelle la culture rationnelle et de punir les contrevenants aux interdictions de planter d'amendes pouvant aller jusqu'à 5 francs au mètre carré, assorties de l'obligation d'arrachage. S'ils s'y refusent, le canton arrachera lui-même.

Si bonne que soit actuellement la situation du vignoble valaisan, elle n'est pas comparable à celle des grandes industries comme l'Aluminium, Ciba ou Geigy. Les bénéfices du vigneron restent à l'échelle humaine, contrairement à ceux de certains cafetiers. La prospérité improprement dite générale se fait à ses dépens et aux frais des paysans et de beaucoup de travailleurs citadins gagne-petit. Le vigneron prend conscience de deux mythes, inhumainement mercantiles, l'intouchabilité des cafetiers et la suprématie de l'industrie concurrentielle de chaque pays qui réussissent à tenir les paysans de toutes les nations en servage¹.

La question est même d'une importance telle que, malgré les apparences d'une santé florissante et enviable, malgré le prix de la terre de vigne et du raisin, l'un des meilleurs connaisseurs du vignoble valaisan, Jean Nicollier, peut, en 1970, intituler un article: «La survie du vignoble valaisan» et conclure qu'il est en danger de mort, pour une série de raisons dont les plus graves sont les suivantes: d'une part, la relève ne s'opère plus, les jeunes Valaisans préfèrent d'autres activités, la plupart des vignerons ont plus de quarante ans, leur effectif diminue, il est à peine suffisant aujourd'hui, il cessera de l'être avant dix ans. D'autre part, les vignes louées sont de plus en plus grandes et de plus en plus nombreuses et les offres dépasseront bientôt la demande. Enfin, dans des vignobles remaniés, des parcelles sont déjà destinées à des centres résidentiels, et l'on peut estimer à près de 400 hectares les surfaces que leurs propriétaires considèrent comme terrains de construction, dont ils estiment le prix à 50 francs ou plus le mètre carré.

On a vu à quel rythme l'agriculture de montagne s'est dégradée; en peu d'années, des alpages entiers et leur équipement sont devenus inutiles. On s'en est étonné, peut-être s'étonnera-t-on dans vingt ans de voir les caves coopératives ou autres devenues musées et souvenirs du passé. Peut-être les 2000 kilomètres de murets, grâce auxquels les mains de l'homme ont donné à la vigne tant de parchets de terre arable, s'effondreront-ils un jour. Cette évolution est écrite, avec quelques autres, parmi les irréversibles fatalités de l'avenir si l'on ne trouve pas une solution équitable au déséquilibre de deux situations, celle de ceux qui vivent de la terre et celle de ceux qui y ont renoncé².

CHAPITRE IV

TOURISME

Si la progression des cultures de la vigne, des vergers et des jardins est impressionnante pour qui en observe les raisons et les effets, l'explosion touristique est si lumineuse qu'elle aveugle ceux-là mêmes qui ne voudraient pas voir. Le verger valaisan a poussé comme une fleur de serre, le tourisme a pris l'allure d'une marée envahissant une plage au galop. Et si l'on discerne les difficultés qu'entraîne la surproduction des pommes, on voit mal qu'une surabondance de touristes puisse entraver les efforts, neutraliser les rêves, atténuer les espoirs de ceux qui font métier de monter de fil en aiguille jusqu'aux sommets les mieux défendus, de raboter les pistes avec des engins larges, trapus et sonores, de multiplier les lits, d'organiser les loisirs d'une société occidentale économiquement forte. C'est la course aux millions de « nuitées », pour employer un mot répandu par un langage pollué. Le cap des trois millions a été atteint et franchi pour la première fois en 1968. On fait route sur de nouveaux caps de Bonne-Espérance, les caps sont là pour être doublés ! Et il ne s'agit ici que de l'escalade hôtelière. Si l'on comptait la petite batellerie, les auberges de jeunesse, les chalets de vacances, les instituts, les pensionnats, les campings où l'on dort aussi... sans que cela compte, on en serait déjà à cinq millions ou plus. Qui dit mieux ? Chaque année, on peut envoyer les couleurs plus haut sur le mât de cocagne dont on admet, c'est un dogme aujourd'hui, qu'il n'a pas de faîte, qu'il n'en aura pas. Une marée sans jasant. *Quo non ascendam ?* « Jusqu'où ne monterai-je pas ? » disait l'écureuil de Fouquet.

Il est facile et malsain de cultiver la nostalgie du mulet dans un coupé roulant à 160 à l'heure chrono mais il n'est pas interdit de garder les yeux ouverts et de dire, sans passion, ce qu'on voit.

Loisirs et tourisme

Tout le malheur des hommes, écrivait Pascal, vient de ce qu'ils ne savent pas rester seuls, en repos dans une chambre. Et s'ils ne peuvent s'y résoudre, ajoutait-il, c'est parce que dans la solitude ils prennent conscience de leur fondamentale, de leur essentielle misère. Le divertissement ne leur est qu'un moyen d'échapper à la réflexion sur leur condition. L'humanité d'aujourd'hui semble plus disposée à adopter les vues de Mark Twain prouvant qu'il est plus dangereux de rester chez soi que de voyager par cet argument incontestable : les hommes meurent plus nombreux dans leur lit qu'en chemin de fer !

Les populations des pays dits développés ont des loisirs. Ce qui ne signifie pas qu'elles ne travaillent pas, au contraire. Il faut bien qu'elles aient des loisirs pour compenser l'impérieuse, l'urgente, la bruyante pression à laquelle elles sont soumises au bureau, à l'usine, à l'école. A l'école surtout, car les jeunes d'aujourd'hui, ceux qui acceptent la règle du jeu, sont astreints à un régime auquel ne résisteraient pas les adultes. Ils commencent un apprentissage à six ans. Pendant douze ans, c'est le minimum toujours dépassé, on ne leur donne pas une culture, on les gave de connaissances et de notions tout en s'attendrissant sur le sort des petits garçons qui, au siècle dernier, travaillaient dans les mines dès l'âge de douze ans. Ils étaient donc libres jusqu'à douze ans ! sans compter qu'ils n'absorbaient pas leur ration quotidienne de gaz carbonique. Pour beaucoup de contemporains, et peut-être pour moi qui écris ceci, le travail est une drogue, à peine plus respectable à ce titre que l'alcool ou le haschich, et dont ils font le même usage. Travailler, on le sait, ce n'est plus prier comme ce l'était, disait-on, au temps jadis, mais c'est faire tant de bruit et de poussière qu'on ne puisse plus se voir ni s'entendre, c'est se donner l'illusion d'être important. Cesser de travailler, c'est aussitôt découvrir qu'on n'est

pas important. Découverte insupportable à laquelle on pare au moyen de loisirs actifs et parfois plus éprouvants pour les muscles et les réflexes que l'exercice de n'importe quel métier. De ce fait, l'organisation des loisirs est devenue en peu d'années un commerce d'autant plus puissant qu'il est soutenu par une loi singulière qui veut que chaque progrès de l'industrialisation ait pour contrepartie une admiration accrue du passé sauvage. A mesure que les véritables primitifs disparaissent, l'admiration qu'on leur voue va croissant. Les styles mazot montagnard et paillote caraïbe n'ont pas d'autre origine. Il n'est donc pas surprenant que des hommes d'affaires aient entrepris de transformer ces loisirs et ce goût d'un mode de vivre polynésien en francs, marks, livres, drachmes et dollars. La station d'Aminona annonce un style tibétain : Lhassa, sans les Chinois.

Un plaisir nouveau, la vitesse

Servies par ces circonstances, les sociétés anonymes fournissant l'outillage du plaisir ont d'autre part eu la chance inestimable de disposer, pour l'exploiter, d'un plaisir nouveau, ce que n'offraient ni la radio, ni le cinéma, ni la télévision qui se bornent, mais ce n'est pas peu de chose, à mettre à la portée de tous des plaisirs qui jusque-là étaient réservés à quelques-uns mais qui ne se différencient pas, essentiellement, des plaisirs connus depuis l'antiquité. Entre le théâtre grec et le drame cinématographique, le combat de gladiateurs, la corrida ou les jeux des dompteurs, la palette des Romains et la roulette de Monte-Carlo, les festins du *Satiricon* et la gastronomie moderne, il n'y a pas de différence de nature. La vitesse est un plaisir nouveau et celle du skieur, plus que toute autre. Ce plaisir, on l'aimait, on le recherchait depuis longtemps mais le cheval ne dépasse guère 50 kilomètres à l'heure, le train est trop stable et l'avion, trop éloigné des points de repère pour la transformer en plaisir. L'auto améliore les choses sensiblement mais la voiture reste un intermédiaire entre la vitesse et le corps. Le skieur s'identifie à sa propre rapidité. Il devient, à proprement parler, vitesse pure. Il la crée. En un sens, c'est une

victoire sur la pesanteur; plus précisément, c'est le moyen de métamorphoser les effets pénibles de la gravitation en griserie. Tour de passe-passe magique transformant en moteur la force qui ordinairement nous cloue au sol. Toute victoire sur la pesanteur est enivrante et le langage même suffirait à en administrer la preuve: la bourse est bonne quand elle monte, comme la carrière d'une vedette, comme l'humanité de Voltaire ou de Teilhard de Chardin. Le progrès est une ascension. Seule l'expression « descendre du singe » semble infirmer cette tradition orale. Semble infirmer !

Les champs de neige sont par excellence les anneaux de vitesse, les pistes où se battent les records. Et c'est pourquoi les stations modernes les plus hardies sont les stations d'hiver, c'est pourquoi le nombre des nuitées hivernales approche, atteint ou dépasse le nombre des nuitées d'été. Car la compétition constitue l'appoint publicitaire le plus efficace aux efforts des entrepreneurs de loisirs. Un champion assure une plus-value importante à la station et au pays qu'il représente. C'est la raison pour laquelle le sport du ski a fait sauter plus vite que les autres la cloison entre professionnels et amateurs. Déjà Arnold Lunn, à qui les hôteliers de Mürren offraient d'organiser des concours pour les hôtes anglais, leur répondait que les Anglais préféreraient être battus par Otto Furrer et David Zogg plutôt que vaincre des fonctionnaires de Londres. Les champions, qu'ils soient professionnels, amateurs ou marrons, offrent un spectacle à voir et permettent à quiconque appartient au pays victorieux de penser: « Nous avons gagné ! » La télévision diffuse le spectacle des concours de descente ou de slalom si parfaitement que le caractère dramatique de la lutte est rendu avec une force singulière. Elle a réussi à filmer aussi, ce ne devait pas être facile, l'une des plus impressionnantes acrobaties du skieur Sylvain Saudan qui fait métier de descendre, skis aux pieds, des couloirs choisis parmi les plus raides des hautes Alpes, imposant lui aussi sa volonté à la pesanteur, non pas pour aller vite, mais pour contrôler et maîtriser ce que la moindre erreur transformerait en chute presque libre et à coup sûr mortelle.

En alpinisme, cet autre atout du tourisme, le problème se pose autrement. D'abord, le centième de seconde n'y existe pas, et les

gradins réservés au public manquent. Le hasard a pu parfois servir le spectacle, par exemple à la Petite-Scheidegg où les télescopes sont à portée de la paroi nord de l'Eiger. Mais il serait faux de penser que les alpinistes ont choisi l'Eiger à cause des télescopes. J'en veux pour preuve le fait que la paroi nord de l'Eiger est la seule qui se développe sous les yeux de touristes spectateurs.

Toutes les autres sont infiniment solitaires et se dressent dans des régions désolées où seuls des individualistes qui n'ont pas besoin de galerie vont se mesurer avec la roche, la glace et probablement surtout avec eux-mêmes. Pourtant, la publicité cherche là aussi à implanter ses pannonceaux. La télévision, servie par des grimpeurs habiles et téméraires, a réussi quelques coups gagnants. Certaines escalades extrêmes ont été filmées, télévisées, parce que, si amateurs de solitude qu'ils soient de nature, les alpinistes éprouvent le besoin de faire partager leurs émotions et leurs plaisirs à autrui, de communiquer leur expérience, de l'enseigner, de la montrer à d'autres. Dans tout passionné dort un maître en quête de disciples, de prosélytes, même dans l'âme de celui dont la passion est le silence, la solitude. Paradoxes du cœur.

Et puis, ces expéditions extrêmes coûtent cher et ceux qui les abordent sont rarement riches, car la richesse ouvre, dès l'adolescence, la porte d'autres paradis que ceux du sixième degré de l'escalade artificielle. Or un article, un livre, un film, un reportage, une émission de télévision rapportent un peu, parfois beaucoup d'argent qui n'ira pas grossir un bas de laine mais paiera le solde des dettes de l'expédition précédente et amortira les frais du projet en cours. Pas plus que Saudan, ils n'y vont pour gagner de l'argent, ils ont besoin d'argent pour y aller, ou pour vivre. Whymper était payé par son journal pour ses dessins et ses récits alpins. Avec cet argent-là, il a payé Antoine Carrel, Michel Croz, les Taugwalder pour le conduire ou pour l'accompagner dans ses tentatives au Cervin.

Au reste, je m'égare en ce sens que l'alpinisme ni le ski alpin n'ont besoin d'être défendus, mais j'aime tant la montagne qu'il m'est difficile d'en parler sans redire ce que j'ai dit ailleurs et de m'en tenir, comme c'est mon propos ici, aux seules incidences du tourisme sur une société moderne.

La bruyante exploitation du silence

Quand on examine sur une carte les projets de certains meneurs de jeu du tourisme hivernal valaisan, les vallées reliées par un réseau de câbles, Verbier débordant sur Riddes, Nendaz, Bruson, Hérens sur Anniviers, Montana se dédoublant comme une cellule vivante, le gigantesque saut-de-mouton d'une station à l'autre à travers cols, sommets et glaciers, on se dit que les rubans à couper vont manquer pour les inaugurations et l'on conclut que l'Europe, quand elle aura mis au point son usine et groupé ses champs, aura le Valais pour chalet de week-end, un chalet d'ailleurs mal insonorisé car, si l'on poursuit sa réflexion, on se surprend à penser que dans un proche avenir il n'y aura plus de silence le dimanche que dans les villes désertées. On interdit l'accès des autos à certaines stations, on les parque dans les garages ou dans les environs ; c'est bien, encore qu'il s'agisse parfois de ménager les privilèges d'autres moyens de transport. Mais les puissants moteurs des chenilles pisteuses ronflent et soufflent leur haleine de mazout et de gaz carbonique. On n'ouvre une piste que préalablement battue, la neige poudreuse est à l'index. Déjà des champions du volant ont organisé leur ronde à Villars, dans le canton de Vaud, sur les motochenilles mises au point par les inlassables inventeurs. A quand les courses de côte ? Pourquoi pas ? Je vois le combiné 2 : montée à chenille, descente à ski. Les engins regagneront la station en téléphérique. Il faut bien que le pétrole du Biafra ou d'ailleurs se vende, à n'importe quel prix. Et que Luna Park gagne de l'argent. Or, pour avoir de l'argent, il faut avoir vendu quelque chose, comme disait le *Garcia* de Landry. Ici, on vend le Silence, l'Oxygène, la Solitude. S. O. S.

A Saas-Fee, on a inauguré le « taxi des neiges » qui grimpe aisément à plus de 3000 mètres, s'aventure sur les pentes les plus abruptes et « promène dans un décor unique les touristes avides de neige et d'espace et qui ne peuvent pas faire du ski¹. »

En 1919, Arnold Lunn, l'inventeur des courses de slalom et l'un des fondateurs du club fameux *Downhill Only*, « descente seulement », écrivait : Soudain, un bourdonnement désagréable « vint troubler la tranquillité des hautes Alpes. [...] Contre le bleu

du ciel, un seul aéroplane tournoyait. [...] C'était encore un indice fâcheux que le jour viendra où des aërobus sans vergogne déposeront leurs bandes de touristes dans les sanctuaires les plus reculés des Alpes².»

En janvier 1970, dans l'*Observer*, Roland Huntford «enterre avec tristesse le Zermatt de Whympers»: «Les pressions d'une société industrielle et l'expansion des loisirs envoient des hordes de gens dans les Alpes, à la recherche de détente, amenant une prospérité folle aux stations de sports d'hiver. [...]

» Les Zermattois ont une plus grande résistance à ce genre de pression que beaucoup d'autres habitants des montagnes. Etant Suisses, ils sont têtus, et puisqu'ils sont parmi les premiers à s'occuper de l'industrie des vacances de nos jours, ils ont eu le temps de s'adapter à une nouvelle manière de vivre. Tout d'abord paysans, ils devinrent guides, il y a environ cent ans, [...] mais c'étaient deux occupations également pénibles.

» Il y a un siècle, les Zermattois travaillaient dur et souvent dangereusement. Mais les dix dernières années ont apporté un changement radical. La vie est tout d'un coup devenue facile. La seule chose nécessaire, c'est l'un des plus vieux habitants du village qui le dit, c'est «d'équiper un chalet, de louer des chambres, de » choisir les locataires, et d'attendre que l'argent arrive.» [...]

» Les banques sont tout disposées à financer des constructions de ce genre et dès lors plus rien ne pousse les villageois à entreprendre le difficile apprentissage de guide. Les jeunes préfèrent devenir instructeurs de ski — s'ils décident de prendre un métier alpin — parce que l'entraînement est plus facile et les gains, plus grands. [...]

» La commercialisation a pris beaucoup d'ampleur ces dix dernières années. Pour garder sa part de tourisme hivernal, le village doit se vendre continuellement. [...]

» Les prix des terrains sont montés en flèche, [...] c'est tellement exorbitant que maintenant il n'est plus avantageux de construire davantage d'hôtels, même de luxe. La seule manière d'investir est de construire de grands blocs d'appartements. Ainsi le petit village aux chalets de bois se hérissé de grands buildings³.»

Ainsi un certain tourisme massacre la beauté même du pays, qui est pourtant sa raison d'être et sa condition. Aucun indice ne permet de prévoir un renversement quelconque de la situation. Les courbes démographiques restent optimistes, le nombre des nuitées augmente, l'eugénisme n'est pas pour demain.

Pourtant, le secteur touristique est plus qu'un autre exposé aux aléas de la conjoncture, des récessions, mais qui se souvient des répercussions de la crise des années 30 sur la modeste hôtellerie d'alors ? Tout au plus fronce-t-on le sourcil quand le franc français vacille, quand les Anglais restreignent le contingent de devises accordées à ceux d'entre eux qui veulent voyager, quand le gouvernement américain recommande à ses nationaux de visiter... l'Amérique. La poussée du nomadisme international est si vigoureuse qu'à vues humaines tout ira bien et personne ne croit que la loi du profit décroissant dont parle Aldous Huxley quelque part à propos du bourgogne qui rend d'abord euphorique puis saturé, querelleur, et enfin misérable, puisse s'appliquer au tourisme sous la forme suivante : plus on sera libre d'aller dans la nature, moins cette liberté aura de prix. Le tourisme non seulement se défend, mais il fortifie ses positions chaque année. Une forme nouvelle de snobisme y contribue : certains ne peuvent skier qu'à Saint-Moritz, d'autres à Zermatt, ou à Verbier, ou à Montana, ou ailleurs. Il n'est plus de bons souliers que ceux dans lesquels il n'est plus possible de faire un pas à pied, chrysalide de plastique enfermant une pantoufle. Il est des petits points blancs qui classent une spatule et son propriétaire comme une Dunhill. De ce point de vue, les stations créées de toutes pièces ont maints avantages sur les villages voués au tourisme depuis un siècle. Toutes les audaces y sont possibles, les architectures futuristes ou volontairement primitives s'y donnent libre cours. Elles ont cet avantage encore de pouvoir prendre les dispositions assurant les amenées d'eau, d'électricité, les égouts mêmes, que sais-je ? alors que dans certains villages pris au dépourvu par des crises de croissance incontrôlables, il a fallu pallier les inconvénients d'un urbanisme de fortune. En revanche, ces stations nouvelles prennent le risque de s'établir dans des régions dont l'hiver est mal connu parce qu'elles restaient désertes pendant la mauvaise saison. Or l'hiver alpin peut être meurtrier.

Jamais, de mémoire d'homme, une avalanche n'est tombée là, dit-on. Mais comment garderait-on la mémoire de ce qu'on n'a pas pu voir parce qu'on n'y était pas? D'ailleurs, se souvenir serait-il d'une quelconque utilité? A peine refroidies les laves de l'Etna, les paysans s'y réinstallent parce que les cendres sont fertiles. Qui pense aujourd'hui que les Dents-du-Midi sont soumises aux mêmes accidents géologiques, aux mêmes poussées qu'au temps où, en s'effondrant, elles ont barré la route au Rhône, au Bois-Noir? On campe ou on construit là où la nature a fait ses preuves. La mémoire d'homme est courte. Et le mètre carré coûte moins cher sur les terres menacées. René Berthod va jusqu'à écrire: « Dans une station du Valais, on vit même cet hiver un membre de cette corporation [les hommes d'affaires] tenter de s'opposer à ce que l'administration communale informât les locataires d'un immeuble en danger, sous prétexte qu'il en subissait un préjudice financier⁴. »

Spéculation

Le rendement réel du tourisme est difficile à mesurer car ses revenus directs, hôtels, remontées, transports, sont négligeables comparés à la somme de travail et de gains qu'ils assurent à la population entière. Une station et sa vallée sont un univers où peuvent vivre désormais ceux qui devaient quitter les lieux, faute d'emploi. Tous les corps de métier et tous les commerces sont les débiteurs immédiats du tourisme irriguant les artères et jusqu'au dernier vaisseau sanguin. La richesse réelle, le bien-être, le confort matériel suivent une courbe parallèle à celle des nuitées. Cela n'est pas négligeable, il s'en faut, et les organisateurs du tourisme sont, jusqu'à un certain point, fondés à se dire les fidèles exécuteurs de je ne sais quelle encyclique qui enseignait ceci: Ce n'est pas aux hommes à se déplacer à la poursuite du travail, mais à celui-ci à être apporté aux hommes là où ils ont leurs racines, là où la vie leur a été apprise, là où ils ont été le plus naturellement portés à vivre. Toute exportation de main-d'œuvre, tout exode peuvent être considérés comme un pis-aller et comme une mise en danger de ceux que l'économie et ses impératifs aveugles forceraient à se transplanter. C'est là un terrain où les nuances

sont de rigueur car les problèmes de l'agriculture de montagne et ceux du tourisme s'interpénètrent et se combinent dans un ensemble si complexe que toute tentative de dissociation risque de dégénérer en simplification arbitraire.

Les indigènes travaillent sur place mais, à servir à longueur de journée les loisirs et les plaisirs des autres, il est probable et il serait humain qu'ils nourrissent le secret désir et forment le projet de s'assurer, et le plus vite sera le mieux, des loisirs à eux-mêmes. On n'accepte, au sens plein du mot, sa condition que dans la mesure où on la partage avec la société qui vous entoure. Les différences sociales constituent le terreau où germe l'envie. Ils sont là donc, et satisfaits en ce sens que leur condition s'est améliorée sensiblement. Ils sont là, et il faut qu'ils y restent non seulement pour faire marcher la machine à plaisirs mais, en tant qu'agriculteurs, pour animer le paysage. Les « vacanciers », les estivants, les hivernants ne veulent pas d'un désert et il y a quelque chose de vrai dans le mot cynique de l'Anglais : « Il ne suffit pas de s'amuser, il faut encore que les autres travaillent. » Les instances touristiques en sont bien conscientes, aussi considèrent-elles que l'organisation du travail communautaire en montagne est la prochaine étape indispensable. Il faut que le paysan reste ; il faut donc qu'il ait son samedi, son dimanche, au moins à tour de rôle, et des vacances. Ainsi les touristes verront le pays vivre autour d'eux... et les prés seront fauchés, ce qui est indispensable non pas pour nourrir les vaches, mais pour prévenir les risques d'incendie. Il n'y a pas loin de là aux costumes endossés le dimanche, aux réserves d'indigènes, aux fêtes folkloriques achevant ce qu'elles prétendent ressusciter, faisant une représentation scénique de ce qui était la vie. Depuis longtemps pour ma part, je n'ai vu de vraie fête en Valais, et ailleurs, qu'à l'avancement des galeries d'amenée d'eau, au percement, à l'heure où les équipes venues de deux vallées s'embrassent quand le dernier mur a éclaté au dernier coup de mine. Dans les heures qui suivaient, c'était fête partout, explosion des cœurs et de la joie.

Jusqu'ici néanmoins, la lettre de l'encyclique est respectée, sinon peut-être son esprit. Le tourisme est lié à la prospérité du Haut-Pays. Il est lié aussi, nous l'avons vu, à la mode, donc à la publi-

cité et à la spéculation, sa fille légitime qui fait monter le prix de la terre. Le sol ne nourrit plus l'homme qui le cultive mais il nourrit celui qui le vend et engraisse celui qui le revend. Le prix de la peau de chagrin est à la hausse. Aliéner la terre était jadis un signe de gêne grave, de manque de crédit; en acheter, un signe de prospérité. Aujourd'hui, la terre est monnaie d'échange. La vendre est signe de confiance en soi, d'esprit d'entreprise, d'audace, signe de prospérité. Tel paysan hardi a vendu sa terre il y a longtemps, à bas prix, et recréé difficilement un petit domaine en plaine. Tel autre, paresseux peut-être, a végété sur place jusqu'à ce que la vocation touristique de son vallon lui offre une fortune. Parlant des derniers paysans authentiques, comme le disait un conseiller de Bagnes à l'occasion d'un essai de spéculation par accaparement de fonds d'alpage: « Ils sont destinés à disparaître, il ne faut pas cependant que ce soit la commune qui leur donne le coup de grâce. » Pays à vendre! Les banques de Zurich ne sont pas le seul refuge de l'or étranger, la terre tessinoise est aux enchères, l'impôt sur la plus-value est inefficace. Si on gagne du 100 ou du 200%, on peut abandonner du 30% avec le sourire. Ce pourcentage, il faudrait le prendre sur la plus-value à la réalisation et le fixer à 90%. Mais vendre, même à ces conditions, c'est vendre la poule aux œufs d'or à son poids de viande. Ces transferts de propriétés foncières prennent des proportions si importantes qu'on peut craindre pour les Valaisans qu'ils ne soient un jour des étrangers sur leur propre terre. Ce sont des choses qui arrivent. L'opinion des indigènes d'Ascona ou de Locarno serait intéressante à connaître sur ce point. S'il faut exploiter, que l'indigène au moins exploite lui-même, et qu'on l'aide à le faire. Qu'il construise à son compte, qu'il loue, et qu'il encaisse les intérêts du capital neige, silence et soleil. Un vigneron ne vend pas ses ceps. Puisque son travail est rendu impossible et qu'on traite ses traditions comme de vieilles défroques à pendre au clou, qu'il n'échange au moins pas sa terre contre des actions, comme il a échangé ses bahuts contre du formica et ses channes d'étain contre du verre aux armes des Treize Etoiles.

Sous l'effet de la spéculation, les autres centres nerveux subissent des distorsions et des tensions telles qu'ils éclatent. La possi-

bilité de gagner énormément d'argent sans contre-partie en services rendus mine l'équilibre d'une société, et celui d'une société paysanne bien plus gravement que celui d'une société industrielle et artisanale où les activités sont, dans une large mesure, interchangeables, tandis que le paysan exilé ou soumis à des transformations radicales est atteint parfois irrémédiablement. La clochardisation parisienne est alimentée par la société paysanne déracinée.

C'est pourquoi l'industrialisation partielle des hautes vallées, même si elle n'est pas rentable immédiatement, est souhaitable, car elle maintiendrait intact l'un des facteurs au moins de l'équilibre, celui de l'implantation dans le sol originel. C'est une étape, comme l'état d'ouvrier-paysan, ou, plus souvent, d'ouvrier-vigneron, en est une, vers la conversion à des activités neuves. Le tourisme peut être lui aussi une étape de cette nature, c'est sa justification et, de ce point de vue, les efforts tendant à rendre certaines entreprises touristiques autonomes — en ce sens que ses employés, au service des clients en été et en hiver, deviennent maçons, mécaniciens, électriciens en saison morte — sont un exemple à suivre. Mais vendre à qui veut placer son argent, c'est oublier que certaines valeurs ne sont pas le monopole d'une génération, c'est oublier que l'idée de progrès peut servir souvent à sanctifier la somme de l'ambition personnelle, de la volonté de puissance et de la rapacité des hommes d'argent. Cette idée de progrès, jointe à celle d'un bien-être universel, les justifie à leurs propres yeux. Et cette hypocrisie est insupportable car, à qui leur reproche de s'épuiser pour devenir riches, ils répondent qu'ils luttent pour la prospérité de tous, pour le progrès, pour la société.

Protection de la nature

Aux prises avec ces forces de l'argent, les efforts des amoureux de la nature, sentimentaux et nostalgiques souvent, ont peu de chances d'aboutir. Les conduites forcées ont eu raison des cascades. On a chassé les chèvres des forêts parce qu'elles mangeaient les pousses mais l'espoir de voir les jeux olympiques en Valais a suffi pour qu'en quelques heures huit hectares de forêt

tombent. Un coup de téléphone d'un conseiller fédéral a suffi, dit-on, pour que les articles les plus formels de la loi soient envoyés, avec les vieilles lunes, au magasin des décors.

Et le malheur veut que les régions protégées soient parfois envahies à tel point qu'il faut les protéger à leur tour, baliser des cheminements d'où les promeneurs ne doivent pas s'écarter, sous peine d'amende, mais où ils trouvent, aux endroits où on peut voir des bêtes, des gens qui louent des jumelles pour cinq ou dix minutes. Dans certains parcs nationaux, les cerfs ne se reproduisent plus parce que le temps de rut attire les amateurs photographes en si grand nombre que ça les dérange dans leurs amours. S'ils étaient sages, les amateurs de solitude suivraient le conseil de l'Écriture: « Rentre dans ta maison et garde le silence sur toutes ces choses. » Mais ils éprouvent le singulier besoin de faire partager leur passion à la foule.

Le seul espoir que puissent nourrir les adversaires de l'érosion humaine repose sur le fait que respecter la beauté c'est, en dernière analyse, assurer sa rentabilité. On ne permet pas aux visiteurs du Louvre de toucher les estampes de Dürer.

A cet espoir s'ajoute un fait nouveau: l'humanité a pris une conscience claire des dangers qu'elle court en raison des menaces de toutes les formes de la pollution, aussi les hommes politiques pourront-ils désormais s'assurer la clientèle électorale de tous ceux qui craignent la pourriture de la planète et, pour leurs enfants, la mort par asphyxie. Les campagnes contre la pollution sont en passe de devenir politiquement payantes. On peut donc s'attendre à voir bientôt les gouvernements faire preuve d'une fermeté d'autant plus vigoureuse qu'elle leur vaudra des voix.

CHAPITRE V

Le RHÔNE

Ultime adieu au passé

Le fleuve a cessé d'être le roi de la plaine mais il en reste l'éminence grise et son autorité, devenue paradoxalement souterraine, règle encore le sort des polders qu'on lui a, en un siècle, dérobés. Avant de définir le rôle joué par le Rhône aujourd'hui, j'évoque une fois encore la plaine de jadis que j'ai connue enfant, les îles, les grands pâturages communaux où couraient les chevaux à demi sauvages et les taureaux roux, en liberté sur des îlots de sable couverts de jonc et d'osier, avec de l'eau parfois jusqu'au poitrail. Vraie Camargue indivise, favorable aux seuls riches propriétaires de bêtes. Quand ces terres furent gagnées, les riches et les autorités, ils ne faisaient qu'un, dépossédèrent aussitôt les pauvres qui n'avaient ni vaches ni engrais. Ce qui était terres, ou marais communs, est devenu propriété privée avec, bientôt, le droit d'aliéner, de vendre. Le drainage des marais, la saignée comme on disait alors, a arraché à la communauté des biens ancestraux pour en faire une richesse foncière privée. Et l'on vit les montagnards de la rive gauche, descendus des ubacs, plus durs à l'ouvrage que ceux de la plaine et de la rive droite, des adrets ensoleillés, mettre la main sur ces biens nouveaux. Plus paresseuse peut-être parce que privilégiée, la population d'en bas se laisse absorber par ceux de la montagne. Mais laissons le passé. A vues humaines, les tracteurs ont à tout jamais fait taire le chant des grenouilles et chassé les bécasses, les sauvagines et les canards.

Fini de jouer

Aujourd'hui le Rhône a cessé de jouer, les hommes le lui ont interdit et ils l'ont, de surcroît, contraint à travailler à la fabrication de kilowatts. Du pont de Sierre, de Finges au Léman, le Rhône est « corrigé », comme disent les ingénieurs. Cela n'a pas été sans surprises et l'expérience a plus d'une fois « corrigé », elle aussi, les calculs et les prévisions des techniciens. On lui a d'abord, tronçon après tronçon, assigné un axe qu'on prétendit lui imposer par des épis de pierre. On escomptait que les alluvions combleraient les espaces entre les épis et assureraient au courant une vitesse suffisante. Mais les choses se sont passées autrement, le cours du fleuve s'est exhaussé d'année en année, de près de 2 mètres entre 1860 et 1930. Pour lutter contre les inondations, il fallut monter les digues. Des essais de laboratoire effectués à Zurich sur modèles réduits fournirent la solution : celle d'un lit mineur, obtenu en reliant les têtes des épis par une digue continue. On essaya d'abord de relier les tronçons seulement, de 2 kilomètres, intermittents, de Sion à Dorénaz. Le fleuve continua à monter, comme le cours inférieur du Pô, dans la plaine italienne, avec les risques qu'on sait. Dès 1948, on entreprit de relier les épis de manière continue. L'opération coûta 12 millions mais le Rhône reperdit 1,50 mètre et l'on accrut la sécurité. Malgré tout, le fleuve domine encore la plaine, presque partout, à Sion, à Vétroz, à Riddes, à Fully. Il fallut donc renforcer le lit majeur en exhaussant la digue extérieure pour parer à toutes les crues prévisibles. En 1948, lors de la dernière rupture, on avait enregistré 11 100 mètres cubes seconde au pont de Sion. On se mit à l'œuvre dès 1948, pour permettre aux digues extérieures de contenir une crue de 13 000 mètres cubes seconde, et en prévoyant 1 mètre encore de marge supplémentaire. La sécurité de la plaine du Centre et du Bas semble donc acquise aujourd'hui.

Entre la Souste et Sierre

Entre la Souste et le pont de Finges à Sierre, on a dépensé 3 millions pour contenir le fleuve dans un lit de 200 mètres de

large, aux digues en enrochements. Sur ce parcours de quelque 8 kilomètres, le fleuve joue désormais le rôle de régulateur, il digère les matériaux apportés par l'érosion de l'Illgraben, ronge les blocs, les réduit en gravier que le fleuve pourra ensuite prendre en charge, de plus en plus fin jusqu'aux sables de l'embouchure. Les riverains, les habitants de Salquenen en particulier, n'acceptèrent pas volontiers de voir leur Rhône réduit à l'état de « dépôt » comme ils disaient ; ils voulaient eux aussi leur lit mineur, large de 80 mètres, et souhaitaient quelques hectares de terrain gagnés à la culture... ou à la construction. Céder à leurs désirs, c'eût été compromettre tout le cours inférieur chargé par un courant trop rapide de matériaux trop lourds, c'était aussi prendre le risque de voir le fleuve s'enfoncer dans la nappe comme le Rhin l'a fait, de Bâle à Neuf-Brisach, obligeant les agriculteurs à abandonner les rives desséchées pendant que les navigateurs voyaient des écueils émerger des alluvions trop profondément affouillées.

De Brigue à Loèche

Si le sort du Rhône semble scellé pour longtemps de la Souste au Léman, il n'en va pas de même en amont de Loèche ; les crues dévastatrices de 1920, 1935, 1948 et 1958 l'ont cruellement prouvé, surtout dans la zone qui s'étend de Naters à Rarogne. En 1920, toute la région de Brigue à Loèche fut transformée en quelques heures en un lac dont émergeaient seuls des arbres et des maisons. Routes coupées, communications interrompues, cultures anéanties, les images de ce septembre cruel ne sont pas effacées des mémoires. Aussi le Valais a-t-il décidé, en 1969, d'engager de vastes travaux qui dureront près de dix ans et coûteront 8 millions, dernière étape de l'œuvre commencée en 1862.

En aval de Baltschieder, le plafond du lit est resté stable, et la correction sera relativement aisée. Entre Brigue et le pont de Lalden en revanche, le lit s'est exhaussé fortement, aussi faudra-t-il élever la digue, la renforcer pour protéger la terre et assainir définitivement la plaine de Glis. En aval de Tourtemagne, on prévoit de dévier le cours du fleuve en supprimant l'une de ses courbes

pour assurer un tracé rectiligne à la future autoroute. La Confédération, le canton, les communes, les CFF, les grandes industries, Lonza et Aluminium, participeront financièrement à cette entreprise de longue haleine. Un dernier projet tendant à récupérer les terrains dans la vallée de Conches mettra le point final. Quand ? on ne le sait pas encore.

Et la nappe phréatique ?

On s'en souvient peut-être : quand l'ingénieur Fritz Ruchenstein s'avisait de penser, et de dire, que les marais provenaient des infiltrations des coteaux et non pas du Rhône, il s'attira la réponse d'un avocat : « Mon grand-père voyait la cause du mal dans les infiltrations du Rhône, mon père partageait ses vues et moi je suis du même avis ; un jeune ingénieur de la Suisse allemande ne saurait nous faire changer d'idée. » Ruchenstein avait pourtant raison, mais pas absolument, la correction du Rhône allait en faire la preuve. Tant que le fleuve avait erré librement dans la plaine, quittant un bras pour en creuser un autre, se conduisant comme en pays conquis, il mêlait son eau à celle des sources ou des ruisseaux souterrains descendus des versants. Dès le jour où il fut mis dans l'impossibilité de quitter son lit, ses rives, en peu d'années, se colmatèrent et devinrent un ciment de limon imperméable. Seules les très hautes eaux trouvaient encore, près du faite des digues extérieures, une terre moins étanche, moins impénétrable. En fait, le Rhône corrigé cessa absolument, ou presque, d'alimenter la nappe. Dès lors, la nature même de l'eau souterraine, eau de source, eau de ruissellement, changea. Elle était douce, car le Rhône est d'abord eau de neige, elle se durcit, comme on dit, et devient de plus en plus calcaire. Ainsi la nappe est exposée à de multiples agressions dont trois au moins sont graves. D'une part, elle descend au fur et à mesure que le fleuve rendu plus rapide creuse son lit ; on sait qu'en quatre-vingts ans la nappe du Danube régularisé s'est enfoncée de huit mètres dans la plaine de Vienne. D'autre part, elle est sollicitée, pour l'irrigation et l'aspersion contre le gel, aux limites de ce qu'elle peut fournir. Enfin, son degré de

dureté a augmenté en moins de dix ans dans des proportions inquiétantes, passant de 17 ou de 20 degrés français, ce qui est normal, à 37 ou 40 degrés, ce qui cesse de l'être. L'équilibre naturel est si instable, si précaire, qu'il est bien rare de voir l'homme tirer bénéfice de l'un de ses facteurs sans en compromettre un autre. Le sort de la nappe en est un exemple, ce n'est pas le seul.

Le Rhône, fournisseur de courant électrique

Notre époque n'empêche pas seulement les fleuves de jouer, elle les oblige à travailler car ses besoins en énergie doublent tous les dix ans. Sans tenir compte de la grosse industrie, qui dispose de ses propres ressources, on constate qu'en Valais par exemple, les besoins du réseau, de l'agriculture et de l'artisanat, qui atteignaient 250 millions de kilowattheures en 1963 atteindront 500 millions en 1973 et plus d'un milliard avant la fin du siècle. L'échéance est proche. Si les eaux des hautes vallées, même celles du haut Rhône, sont toutes concédées à des sociétés privées, le canton a pu toutefois se réserver 20% des forces du futur bassin de Gletsch, 20% aussi de celles de la Massa, 160 millions de kilowattheures sur 800 millions, à peine la cinquième partie de ce que réclamera l'an 2000.

Restent le Rhône moyen, de Sierre à Lavey il appartient au seul Valais, et le bas Rhône, valaisan et vaudois de Saint-Maurice au Léman. C'est-à-dire 6 milliards de mètres cubes passant chaque année sous le pont de la Porte du Sex, 4 en été, 2 en hiver, jusqu'au jour où les grands lacs artificiels, en régularisant son cours, ont réparti les masses d'eau des deux saisons à 3 ou 4 milliards environ. Ce Rhône, jusqu'ici, n'est « maîtrisé » pour employer le terme dont use volontiers la vanité humaine aux prises avec la nature, qu'à 15% de sa puissance, soit un milliard sur six.

C'est dans une large mesure pour exploiter ces forces et les mettre au service du canton que s'était constituée, sous l'effet de la pression publique, lasse de voir fuir ses kilowatts, la Société des forces motrices valaisannes, société anonyme dont le canton détient le 51% des actions, le solde étant souscrit par les com-

munes et les grandes sociétés déjà implantées en Valais, Lonza, Aluminium, Ciba, EOS, sans compter les services industriels de Sion et de Sierre. Les statuts de la société ont été votés par le peuple et, se trouvant inchangeables de ce fait, prévoient un dividende de 4,5 % par un de ces paradoxes optimistes chers au jeu démocratique qui met volontiers la charrue devant les bœufs et parfois les turbines devant le courant !

Des raisons techniques amenèrent les auteurs des ultimes projets du Rhône à s'intéresser au tronçon Saint-Maurice-Léman, remettant à plus tard la mise en œuvre des quelque 100 millions de kilowatts en puissance dans le parcours Chippis-Collonges. Constituant un « front commun » rhodanien, les Conseils d'Etat vaudois et valaisan ont signé l'un et l'autre, c'était la première fois dans leur histoire, une lettre aux termes de laquelle ils confiaient à un syndicat formé du bureau du Rhône à Lausanne et de celui d'Electrowatt à Zurich le mandat d'étudier en commun tous les problèmes afférents au projet. Le problème était ancien puisque les premiers levés avaient été faits en 1919 déjà, puis repris en 1956 après l'achèvement de la centrale de Lavey. On repartit à zéro car, depuis lors, les études tendant à utiliser la force des marées avaient abouti à des solutions révolutionnaires qui se trouvaient applicables aux usines au fil de l'eau. Le projet fut poussé si avant qu'on put croire à une réalisation prochaine tant le génie civil, disposant d'engins efficaces, se joue de ce qui aurait arrêté ses maîtres il y a trente ans encore.

Il ne se réalisa pas pour plusieurs raisons dont l'une des plus fortes semble avoir été la crainte de perturber la vie secrète de la plaine en modifiant le niveau et la nature de la nappe phréatique sur laquelle « flotte » le sol cultivable et qui lui donne sa richesse. L'exemple du Rhin d'Alsace a prouvé que les eaux souterraines ne se laissent pas impunément altérer. Pourtant, après maintes études et maints sondages, on crut pouvoir garantir l'intégrité de la nappe nourricière. On crut pouvoir. On craignit aussi de compromettre le rôle du fleuve lui-même, digesteur des eaux usées de toute la vallée d'amont, en imposant à ses flots une relative stagnation entre les usines. Faudrait-il que Viège, Sierre, Sion, Martigny, Saint-Maurice mettent en chantier sans plus tarder

les usines d'épuration des eaux polluées, capables de se substituer à l'action millénaire du Rhône? Et puis, de toute évidence, les financiers et les ingénieurs escomptent que, dans un avenir prochain, les thermiques et les usines nucléaires prendront le relais des grandes réalisations hydro-électriques. La puissance de Chavalon n'est pas pour les démentir. Le Grand Emosson pourrait bien être le dernier des grands lacs alpins de retenue. La topographie et la banque sont d'accord sur ce point.

Les lacs de retenue, réservoirs d'eau douce?

Rhône

On peut même pousser la réflexion plus loin et hasarder une hypothèse audacieuse, ou paradoxale, en apparence seulement. Les besoins en eau d'irrigation et en eau potable croissent à un rythme plus spectaculaire encore que les impératifs de l'énergie. La vigne et la terre, pour produire davantage, veulent être gorgées d'eau. Et les hommes aujourd'hui exigent toujours plus d'eau, plus même que les fruits. Une journée de touriste, c'est 500 litres d'eau, et bientôt 1000. Or, les sources sont d'autant moins inépuisables que nombre d'entre elles, surprises dans leur cheminement souterrain, sont déviées dans les galeries d'adduction des grands lacs. Le souci des villages ou des stations d'étrangers qui sortent de terre partout où il suffit d'abattre une forêt pour que les skieurs puissent s'affairer à leur plaisir, le plus grave souci est de remplir les baignoires à longueur de journée. Quand on parle de société de consommation, on pense à la consommation de produits finis, on oublie que la société moderne consomme avec frénésie les matières premières fondamentales, l'air et l'eau, et l'on se demande si elle n'en viendra pas ainsi à consommer... sa propre ruine!

Montana, Crans, Verbier, toutes les vallées s'équipent, se propagent, se multiplient. Vertigineuse croissance dominée par la crainte de manquer d'eau. Déjà les promoteurs de la future superstation de l'Arpille négocient avec les constructeurs du Grand Emosson l'achat de l'eau potable qu'ils pomperaient dans le Trient, entre la source glaciaire et la prise d'eau déjà concédée. Déjà Martigny, de peur de perdre ses sources, elles se trouvent dans la

région de Champex, à 1300 mètres d'altitude environ, refuse au Grand Emosson le droit de capter, à 1500 mètres, les eaux du val d'Arpette.

Et voici l'hypothèse: il faut de l'eau, à tout prix. Pourquoi pas celle des lacs? Hypothèse? A peine. Réalité partielle déjà. Certaines communes rachètent, pour la boire, l'eau qu'elles ont cédée aux financiers contre espèces sonnantes. Pendant soixante-dix ans, jusqu'à ce que les concessions de la Lienne lui reviennent, Lens devra racheter l'eau qu'elle a vendue naguère. On peut faire confiance aux financiers, un litre d'eau potable coûtera plus cher qu'un kilowatt, l'affaire restera bonne. Quand on a vraiment soif, on paye volontiers ce qu'on boit.

L'ultime destin des barrages, dont j'ai longuement raconté, alors qu'ils se faisaient, l'exaltante création¹, sera-t-il de fournir la Suisse en eau potable, après avoir été l'accumulateur de houille blanche? Verra-t-on des bouteilles avec garantie d'origine: Mauvoisin, Dixence, Gougra, Emosson?

Ainsi, comme il arrive parfois, les maux portent en eux-mêmes leurs propres remèdes. Restituant de l'eau potable, les barrages rétabliront un équilibre qu'ils ont contribué à troubler en captant des eaux souterraines, en tarissant au passage des sources, en freinant l'inappréciable pouvoir d'épuration des rivières par des dotations insuffisantes, en les empêchant aussi de purger leurs lits des détritiques, des immondices ou des accumulations d'alluvions apportés par leurs affluents. Pour parer à ces derniers dangers, la loi impose aujourd'hui aux entreprises hydro-électriques deux jours de vidange annuelle. Le 28 et 29 juin 1969, 1 600 000 mètres cubes d'eau ont été lâchés à Mauvoisin et à Fionnay. A raison de 25 mètres cubes par seconde, charriant les gros matériaux du lac de retenue à Fionnay, puis les graviers, le sable... et quelques poissons « surpris » sans doute jusqu'au Rhône qui reste, malgré les stations d'épuration réalisées ou projetées, le grand collecteur qu'il a toujours été, entraînant jusqu'aux grilles de Lavey d'abord, et souvent par-dessus et jusqu'au Léman, pendant les mois d'été où les écluses sont ouvertes, des centaines de tonnes (3000 mètres cubes et 900 tonnes en quatre mois) de déchets, d'ordures, d'animaux crevés, d'arbres, d'arbustes, d'herbes et de plastiques, fûts

flottantes emportées par le circuit des courants vers Saint-Gingolph, Lutry, Cully, Vevey et la plaine, entre l'embouchure et Villeneuve. Il faudrait un barrage à l'ancre, profond de 5 ou 8 mètres, au large de l'embouchure, et une usine d'incinération. Le barrage coûterait 300 000 francs et plus et l'usine, 470 000. 800 000 francs, à amortir en quinze ans. Le service de la dette s'élèverait à 80 000 francs par an.

Le Rhône, débordé, c'est bien son tour, ne peut plus suffire à la tâche. Les villages, les stations devront épurer leurs eaux. Mais les décisions, comme partout ailleurs, entreront dans le domaine des réalisations le jour seulement où la conscience d'un besoin, d'une urgence, donnera leur force aux mesures prévues par le législateur. Les conseils des communes restent maîtres de l'œuvre, le canton peut prescrire mais ne peut guère imposer de date. Il est difficile de remonter le courant d'habitudes ancestrales, surtout en des lieux où « ce n'est pas encore si sale » ! A Verbier, l'odeur du torrent a facilité les choses, car une puanteur ne se discute pas. Verbier s'équipe pour épurer les eaux de 20 000 habitants. A Vouvry, les travaux s'achèvent aussi, pour 3500 personnes. Les ressources de Chavalon permettent à Vouvry d'engager des dépenses non rentables financièrement parlant, que d'autres régions n'osent pas assumer, et qui seront lourdes, parce que les villages sont clairsemés et que les kilomètres de canalisation coûteront cinq fois le prix de la station elle-même.

Les concentrations urbaines ne sont que la moitié du canton ; plus de 160 communes, hameaux et villages, ne sentent pas la nécessité d'agir. Assainir à Zurich coûte cinq fois moins cher qu'en Valais, qui a cinq fois moins d'habitants. Il faudra bien pourtant. Le bien-être, le confort, une relative aisance, coûtent cher à la communauté.

CHAPITRE VI

LA RELÈVE DES BARRAGES LE VALAIS S'INDUSTRIALISE

Le rêve d'autarcie est interdit à la Suisse. Elle la condamnerait à l'asphyxie à brève échéance car ce pays, le plus enfermé sur lui-même par ses montagnes et par son caractère, le plus enclavé, le plus retranché politiquement, est contraint de pratiquer l'économie la plus internationale dans laquelle, les faits l'ont prouvé jusqu'ici, le libre-échange lui donne aussi malgré tout ses chances. Partout aujourd'hui les armatures sautent. L'industrie multiplie les besoins matériels de telle manière que les hommes ne peuvent plus lui échapper.

Quelles que soient les défenses que les poètes — et l'instinct de conservation peut-être — lui opposent, le progrès technique, semblable au sang qui se propulse jusqu'aux vaisseaux les plus éloignés du cœur, pénètre les terres qui semblaient le mieux protégées contre lui. Chose surprenante, en montagne tout se passe comme si le progrès avait fait le vide devant lui dès avant son arrivée, comme pour se préparer la place, et ce vide même a été son meilleur atout et l'a rendu indispensable, du moins si l'on essaie d'en juger avec nos pauvres yeux d'hommes à courte vue, si incapables de savoir avec sûreté ce qui leur sera mauvais.

L'abandon des hautes vallées par les paysans montagnards est un peu moins récent qu'on n'a tendance à le croire. Dès avant 1914, donc avant que la mécanisation à outrance ait pu produire ses effets, certaines vallées ont commencé à se dépeupler. Toute-

fois, les départs vers les usines et les chantiers se sont multipliés dans les deux après-guerre, car la fin des conflits s'accompagne volontiers de bouleversements de perspectives et d'espoirs propices au déracinement. Les causes de cet abandon des terres sont nombreuses mais la plus forte est sans doute le caractère non rentable de la petite propriété qui n'assure pas à la famille des ressources suffisantes. Aussi les fils se refusent-ils à reprendre le train de campagne à la mort de leur père. Derrière les vieux qui restent attachés, peut-être par nécessité, à ce qui fut leur vie, il n'y a personne. Les fils et les filles sont ailleurs, postiers, gendarmes, employés, ouvriers. Les libertés paysannes ne sont plus guère célébrées que dans les chansons alors que, dans la réalité, les enfants entendent souvent, dès leur jeune âge, la condamnation brutale du métier de paysan. Et c'est là le plus grave. Les hommes se détachent de la terre, de ses rites, de ses horaires et les paysans se sentent, sinon en opposition avec le monde moderne et ses tendances, tout au moins en harmonie incomplète avec eux. Faudra-t-il se résigner, en parlant d'eux qui lui ont si durablement échappé, à employer le mot fâcheux de complexe d'infériorité? Tout se passe comme si l'homme des campagnes se croyait en quelque sorte inférieur au citadin. Erreur bien sûr, mais n'est-elle pas irréversible? Si les paysans doivent reprendre un jour conscience de la dignité de leur travail, cela tiendra à l'amélioration du niveau de leurs ressources mais aussi, à un niveau plus profond, à la certitude qu'ils sont au moins les égaux de ceux qui travaillent ailleurs qu'aux champs.

Le paysan-ouvrier et l'autodéfense valaisanne

A un esprit pressé de conclure, le Valais apparaîtrait plus menacé par cet exode, par cette saignée, que d'autres cantons agricoles. Mais si la haute montagne en effet lentement se dépeuple, la petite paysannerie, dans son ensemble, y a résisté avec une vigueur enviable aux agents tendant à la détruire. Le Valais est le seul canton où la petite exploitation agricole se soit défendue avec un certain succès. On y comptait en 1955, 21 549 exploitations d'une surface moyenne de 11 ares contre 15 312 exploita-

tions vaudoises d'une surface moyenne de 98 ares par parcelle. Les domaines de plus de 5 hectares constituent le 8,2% du total en Valais et le 55,7% dans le canton de Vaud. Si ce morcellement n'a pas conduit à une désintégration définitive des forces campagnardes, c'est parce que le remède s'est trouvé, comme il arrive, à côté du mal. L'énergie électrique, exploitée sur place, a donné naissance à des industries puissantes capables d'absorber une main-d'œuvre nombreuse à laquelle était laissée toutefois la possibilité de conserver, parallèlement au travail d'usine, une activité paysanne. Aussi le Valais est-il le seul canton où la masse des ouvriers-paysans, ou vigneron, de plaine et de montagne, n'a pas été sérieusement entamée jusqu'à ces dernières années. A l'usine de Chippis, beaucoup des ouvriers sont aussi des paysans ou des vignerons. Partout ailleurs, un mouvement en apparence irrésistible emporte la petite propriété et les ouvriers-paysans, dans tous les cantons sauf en Valais jusqu'aujourd'hui, sont devenus ouvriers tout court. L'amour d'une maison, d'une forme de travail où l'on crée au lieu de fabriquer, la peur du chômage qu'on a cru fatal et cyclique — et qui l'est peut-être malgré tout — ont servi de frein et retenu à la terre ceux qu'elle endettait. Mais la séduction de la ville opère et la partie, partout en Suisse, sauf en Valais, mais pour combien de temps? semble jouée. Les grands chantiers des barrages eux-mêmes n'ont cependant pas contribué irrémédiablement à cette évolution et je connais plus d'un jeune habitant des hautes vallées dont les gains rapportés des mines, des bétonnières ou des fouilles du Mauvoisin ou de la Grande Dixence ont contribué à assainir, à motoriser ou arrondir le fonds terrien.

Il est peu probable cependant que cet attachement du Valaisan à la terre résiste longtemps aux forces qui tendent à le désagréger. Les générations neuves sont de plus en plus sollicitées par l'industrialisation irradiante. Les conditions d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Le confort des salariés s'est assuré et amélioré en cinquante ans à un point tel que les hommes des usines ou des chantiers, gagnant assez pour vivre à l'aise, refusent de s'astreindre tôt le matin ou tard le soir à travailler des terres ingrates et à engranger des récoltes dont ils n'ont plus l'emploi. D'autre part, les efforts imposés à l'ouvrier moderne ne sont plus les mêmes que

ceux que l'on attendait de lui en 1901. Capitaux à amortir, concurrence, machines tournant jour et nuit, taylorisation, contrôle incessant, tous ces facteurs ont imposé à l'ouvrier moderne une tension si soutenue et si intense qu'en dehors de l'usine force lui est bien de se reposer, de récupérer plutôt que de retourner le sol. Cette incompatibilité entre l'usine et un travail accessoire sera de plus en plus décisive. Et pourtant... Si l'industrie pouvait se marier à l'agriculture, comme la vigne à l'ormeau ? Toute usine serait campagnarde, dit Alain quelque part, tout ouvrier d'usine serait propriétaire d'un bien au soleil et cultiverait lui-même. Mais c'était un propos sur le bonheur... Je rêve de ces gardes-barrières arrosant des géraniums sur les rives des chemins de fer.

Un coup d'œil en arrière

Jusqu'au début du XIX^e siècle, la vie valaisanne était uniquement pastorale. En 1806, la vallée comptait deux établissements industriels. Puis les choses ont changé, au rythme lent du chemin de fer qui péniblement remontait la vallée, atteignait Martigny en 1859, Sion en 1860, Sierre en 1868, Brigue en 1878 où il attendit vingt-huit ans la percée vers l'Italie. Dans cette première moitié du XIX^e siècle, on vit s'établir des fonderies et des forges près des mines déficitaires ; on fabriqua des piques pour l'armée à Bagnes, des cloches à Reckingen, du drap à Bagnes encore. Dès la fin du siècle, l'emploi des forces hydrauliques imprima au développement industriel valaisan un élan que traduisent ces chiffres : 640 ouvriers en 1895, 8050 en 1956.

L'après-dernière guerre imprima à ce mouvement l'allure d'une progression géométrique. La nouvelle crise agricole de 1948 à 1950, accentuant l'exode rural, rendit nécessaires les essais d'industrialisation. Deux tentatives pilotes, la fabrique des accessoires d'autos Scintilla à Saint-Nicolas, et celle des ébauches de montre à Vollèges sont bien connues. Les industriels acceptant de tenter leur chance en Valais disposaient de deux atouts non négligeables : l'énergie à portée immédiate et une main-d'œuvre disponible et adroite. A l'exemple de Colbert appelant les faïen-

ciers, les verriers et les tapissiers d'Italie, les tisserands de Hollande et d'Angleterre, les spécialistes du fer de Suède, on eut recours à des forces étrangères pour constituer les cadres et en former sur place de nouveaux.

Dès 1950, ce fut la floraison irrépensible. A Granges, les plastiques ; à Evionnaz, Orgamol et ses produits pharmaceutiques de base ; à Saxon, le savon ; à Brigue, les piles ; à Rarogne, l'appareillage électrique ; à Ardon, l'atelier mécanique ; à Vétroz, la poudre de bronze ; à Sion, la zinguerie, les souliers ; à Monthey, réalésage, chromage et feutre ; à Salvan, des montres ; à Liddes, le polissage ; à Conthey, les produits de beauté ; à Aproz, les eaux minérales. Et j'en passe. On comptait 460 apprentis valaisans en 1936, il y en avait 2071 en 1955, 1040 certificats d'apprentissage ont été délivrés en 1968. On voit bien que cette industrialisation entraînera une adaptation au genre d'existence des salariés d'industrie et accentuera le déséquilibre, déjà flagrant aujourd'hui, entre la population citadine industrielle et la population rurale. On voit bien aussi que l'équilibre familial ancien, fondé sur une hiérarchie, devra être remplacé par un autre qui d'ailleurs le vaudra peut-être. Car jusqu'ici le principal garant de l'autorité paternelle était la dépendance matérielle du fils. Le temps des barrages et de l'industrialisation qui en a été la conséquence nécessaire, mettant les jeunes en mesure de gagner leur vie où ils voulaient, les a du même coup libérés des hiérarchies familiales ancestrales.

Cette industrialisation ne s'est pas faite sans à-coups ni sans échecs. Le contraire serait étonnant car l'un des traits les plus constants du caractère valaisan est l'audace, un esprit d'entreprise qui confine à la témérité. Il n'entre pas dans mes vues de faire le bilan des faillites, il est connu.

La grosse et la petite industrie

En revanche, il est important de mesurer avec exactitude aujourd'hui l'importance relative de la grande et de la petite industrie. Le 50% des personnes travaillant dans l'industrie sont au

service de quatre grandes entreprises seulement, dont deux ont plus de 2000 ouvriers employés, une plus de 1000 et une plus de 500. Deux de ces quatre Grands occupent le 85 % des travailleurs de la chimie. Les deux autres occupent le 60 % du personnel de l'industrie métallurgique.

Viennent ensuite: 15 industries avec 150 à 200 ouvriers employés; 20 avec 50 à 100; 180 avec des effectifs inférieurs à 50.

Chimie et métallurgie occupent 8761 personnes sur un total de 14 394, le 61 %.

L'augmentation du nombre total des ouvriers employés a été de 461 de 1966 à 1968¹.

Ces chiffres prouvent que Lonza, Alusuisse, Ciba et Giovanola restent les pièces maîtresses du jeu industriel valaisan et Viège, Sierre, Monthey, les cases privilégiées de l'échiquier. Sans aller aussi loin que tel directeur de banque traitant les autres industries de «poussières», force est de reconnaître que le canton du Valais n'est pas le canton de Zurich, pas encore.

Le pétrole

Le Valais avait fondé de grands espoirs sur la création d'une raffinerie par l'animateur de l'ENI (Ente nazionale idrocarburi), l'ingénieur Enrico Mattei, et la société financière italo-suisse. Il fallut d'abord surmonter les difficultés internes, plus précisément l'opposition des Rhénans, ils envisageaient sans plaisir le détournement d'une partie du fret pétrolier, et celle de la compagnie du Lötschberg et des CFF. Les premiers oubliaient que, pour créer la navigation rhénane suisse, Gelpke avait dû lutter contre les voituriers de Bâle et de Strasbourg; et les seconds, qu'en maîtrisant le trafic du Gothard et du Simplon, ils y avaient fermé les écuries de Domo et de Brigue, d'Airolo et de Göschenen. La concurrence est un jeu vieux comme le monde et il n'y a pas de défense contre un progrès technique sur le plan des transports. La raffinerie, sortie de terre, paraissait capable de déclencher des réactions en chaîne semblables à celles de Nestlé dans le canton de Vaud: chocolats, plieuses, imprimeries, graphisme..., de provoquer un

essor économique dans tout le canton, et dans toute la Suisse romande. Les grands trusts pétroliers, emmenés par la très américaine Esso, eurent raison à coups de millions de tous ces concurrents qui prétendaient rester indépendants et l'assommèrent très proprement, quittes à rentrer dans leurs frais par la suite en rachetant au rabais. Les spéculateurs ont perdu quelque argent dans cet épisode modeste, mais illustrant bien l'invasion de l'Europe par le capitalisme yankee, acceptant que le robinet soit à Collombey pourvu qu'on puisse le fermer... à Washington.

En 1969, la raffinerie du Sud-Ouest SA Collombey a traité 2 258 828 tonnes de pétrole brut, et peut pour la première fois faire état d'un bénéfice minime qui compense les pertes antérieures². Elle occupe 194 personnes, ce qui ne lui confère pas encore une place aux côtés des Grands, bien que deux Valaisans aient, plus que quiconque au monde, contribué à la fortune du pétrole: Isaac de Rivaz en offrant aux Fischer à Berne, en 1802, sa machine à feu, le premier moteur à explosion du monde, et le Dr Guglielminetti, en inventant le goudronnage des routes.

CHAPITRE VII

LA RANÇON DU PROGRÈS

Du pétrole dans la plaine

Dans son bref rapport de 1969 à la Chambre valaisanne de commerce, la Raffinerie du Sud-Ouest écrit ceci : « En matière de pollution, aucune difficulté n'a été rencontrée, et la raffinerie a maintenu largement, tant pour la protection des eaux que pour la protection de l'air, les normes fixées¹. » Tant mieux. Car il fallait une solide confiance dans l'étanchéité des pipe-lines, des installations et des citernes pour établir une raffinerie sur une nappe phréatique. C'était s'assurer qu'il n'y aurait *jamais* de fuite car « les possibilités d'auto-épuration des eaux souterraines sont minimes. Il faut des années, parfois des dizaines d'années pour qu'une eau contaminée retrouve un équilibre à peu près normal². »

Ces bonnes nouvelles venues de Collombey sont d'autant plus appréciables qu'on pouvait lire dans le bulletin n° 3, mai 1960, de la Fédération européenne pour la protection des eaux, que les diverses fuites d'huile libre atteignent entre 0,1 et 2 % du brut, ce qui représenterait pour Collombey une fuite de 2000 tonnes par an. Je veux bien admettre, quant à moi, que la Fédération européenne pour la protection des eaux peint le diable sur la muraille et n'y connaît rien. Les oppositions violentes suscitées par le projet ont abouti en ce sens que Chavalon est à l'altitude et que Collombey est une raffinerie « propre ».

Ce qui ne signifie pas que l'éventualité d'un accident soit exclue à tout jamais, les vannes de certaines citernes en ont admi-

nistré la preuve, à Vétroz, en 1969, on s'en souvient. Quand ces choses-là arrivent, les enquêtes concluent en général à la fatalité, à qui manque la parole.

Le fluor et les plantes

Dans la *Tribune de Lausanne* du 27 mars 1970, sous le titre de *Fluor au Fricktal*³, je lis qu'un contrat a été passé entre les propriétaires agricoles du Fricktal et la Schweizerische Aluminium AG. La principale disposition prévoit une somme globale de 50 000 francs versée par l'Aluminium AG en réparation des dommages qu'ont subis le bétail, la forêt, les arbres fruitiers, les abeilles, les cultures agricoles et horticoles par suite des émanations de ladite usine.

Cet accord a été conclu grâce à l'intervention de la Confédération. Il a donc fallu qu'elle intervienne pour que ces indemnités, perdant leur caractère artisanal, passent au stade officiel. D'autres contrats de cette nature seront passés sans doute mais à la suite de quelles luttes? Il faudrait un livre pour raconter comment le jeu s'est joué mais il faudrait tout savoir. En Valais, les paysans se sont longtemps battus individuellement. L'un d'eux venait à pied de Salquenen à Chippis, déclarant que sa vache était morte empoisonnée par l'air, il discutait, il insistait, on lui donnait 300 francs et il rentrait content, en buvant un bon coup à Sierre au passage. Quand Oscar Weber, de Zurich, pour satisfaire aux exigences de l'économie de guerre, eut acheté et réorganisé le grand domaine de Finges et commencé à apprécier les effets du fluor, il prit ses dispositions pour lutter, sinon à armes égales, du moins avec des armes, contre le puissant voisin. J'ai vu la chambre où se trouvait une masse impressionnante de dossiers qu'on n'a pas ouverts pour moi parce que tous les résultats n'étaient pas acquis, parce que les tractations étaient en cours. Dès 1960, Finges a procédé à des mesurages mensuels du lait de toutes les vaches du domaine, constaté que les vaches venues d'ailleurs donnaient mille litres de plus que celles qui étaient nées sur place, fait contrôler par le Dr Leo

Gisiger, de la Station fédérale de chimie agricole à Liebefeld (Berne), la teneur en fluor des cendres des os des bêtes abattues, évalué le dépôt de fluor sur les prairies, en amont de Finges jusqu'à Brigue.

Les chiffres exacts de cette teneur en fluor, je ne les ai pas vus parce qu'on ne me les a pas montrés. A mon sens, ils devraient être officiellement publiés, ne fût-ce que pour démentir les bruits qui courent, insinuant que dans les os de vaches abattues à Niouc et à Finges, on a trouvé jusqu'à 1100 milligrammes de fluor dans 100 grammes de cendres alors que la moyenne du taux de fluor dans la cendre de bêtes abattues dans des régions où l'air n'est pas pollué est de 39 milligrammes. On serait heureux de voir ces données infirmées par la publication des résultats des analyses de laboratoire, car la fluorose humaine est une maladie qui existe.

En France, sans être sûr qu'elle était seule responsable, car les cheminées sont nombreuses dans la région du Béarn, on a incriminé l'usine d'aluminium de Noguères, fournie en courant par la centrale thermique d'Artix, alimentée elle-même par le gaz de Lacq.

Les agriculteurs, quoique incertains de l'origine exacte du nuage mortel, n'ont pas apprécié les effets de ces gaz délétères qui, en une journée de janvier 1961, anéantirent comme au chalumeau les récoltes de dix communes et firent tomber 320 personnes inanimées, en quelques secondes⁴. En France, la loi de 1932, comme en Valais celle de 1924, interdisait formellement aux établissements industriels de polluer le voisinage. Les Stations fédérales d'essais agricoles à Lausanne, par l'intermédiaire des Dr A. Bolay et E. Bovay, ont procédé à une analyse systématique serrée et prolongée des dégâts provoqués par les composés fluorés en Valais. Je ne donne ici leur conclusion que pour les abricotiers: « Dans les secteurs soumis année après année aux émissions de gaz fluoré, on constate un dépérissement plus ou moins rapide des abricotiers. La perte répétée d'une partie du feuillage entraîne une diminution du pouvoir assimilateur. Ces dégâts, même s'ils apparaissent bénins au début, affaiblissent l'arbre. [...] Les dommages augmentent alors d'année en année: l'arbre s'affaiblit d'autant plus que les brûlures sont plus fortes et vice versa. Ainsi s'amorce une sorte de « cercle vicieux » qui aboutit finalement à la mort de l'abricotier⁵. »

Les usines d'aluminium valaisannes ont déjà payé d'importantes indemnités, elles ont acheté aussi de nombreux vergers mortellement atteints. Le coût des appareils propres à supprimer le danger est élevé. Les décisions sont toujours dictées par la relation entre le coût des installations protectrices et celui des indemnités encourues. On choisit, en général, la solution la plus économique, j'entends celle qui ménage le mieux les intérêts du bilan.

On peut compter que ce sont de quelques dizaines à quelques centaines de kilos de fluor qui se dégagent journellement dans l'atmosphère pour une usine de moyenne importance. Tous ceux, et j'en suis, qui ont grimpé dans les pentes dominant Chippis pour photographier les arbres touchés à mort ont pu sans peine «remplir leurs objectifs».

Le quartz et les poumons

Les cas de fluorose humaine identifiés sont extrêmement rares. En revanche, la silicose pulmonaire est la plus fréquente des maladies professionnelles graves. De 1963 à 1967, le 6,2% des cas de maladies professionnelles étaient des cas de silicose, lesquels représentaient le 64,1% du coût desdites maladies professionnelles.

C'était en 1920, je crois, j'avais seize ans et, la curiosité aidant, j'avais pu pénétrer dans la galerie partant du barrage de Barberine en direction du château d'eau. C'est là que j'ai vu, pour la première et dernière fois, forer à la masse. Une panne ayant soudain réduit les perforatrices au silence, un mineur, empoignant une lourde masse, nous avait montré comment on creusait les trous de mine au temps du tunnel du Simplon où, tout jeune, il avait travaillé. Deux ouvriers tenaient deux fleurets et lui, dans un mouvement rythmé et puissant, envoyait sa masse à toute volée, tel un sonore battant de cloche, tour à tour sur l'une et l'autre broche d'acier. La vision m'est restée de ce démiurge, luttant contre la pierre à main nue, dans l'obscurité poussiéreuse percée par les feux des lampes.

Est-ce dans cette galerie ou dans une autre que tant de mineurs valaisans ont contracté la silicose qui les tuait plus tard? Leur

histoire? Celle de tant d'agriculteurs, de manœuvres saisonniers, d'employés d'hôtel trouvant soudain des possibilités de gain intéressantes grâce à la mise en œuvre, dans leur voisinage, dans leurs vallées, sur le territoire de leurs communes, des grandes centrales hydro-électriques, ou des constructions de fortifications dans ce qui est devenu plus tard notre réduit national. A dix-sept ans, ils entraient dans les premières galeries d'adduction percées dans la meurtrière roche valaisanne. A l'avancement, cinq ou six hommes travaillant dix heures par jour. On ne savait guère ce qu'était la silicose, ou plutôt tout se passait comme si on ne le savait pas. Il fallut longtemps pour admettre que la tuberculose, souvent ajoutée à la silicose, est une complication secondaire qui ne diminue en rien la responsabilité de la silice, selon la doctrine de la Caisse nationale suisse d'assurances, qui est juste. La tuberculose détruit ce qui reste du poumon et finalement contribue à accélérer l'échéance fatale mais elle n'aggrave pas les effets de la silicose considérée en tant que telle⁶. Aucun contrôle alors, pas d'assurances. Parfois, au gré de l'embauche, on quittait les galeries pour entrer dans des mines de charbon ou des ardoisières, et, huit ou dix ou quinze ans plus tard, à vingt-cinq, à trente, à trente-cinq ans, les premiers signes apparaissaient. Difficulté à respirer, on parlait d'asthme. Et on continuait avec les lampes à carbure, l'air comprimé et la poussière. Parce que le travail souterrain exerce une étrange attirance. Il offre des avantages réels: une température égale, quelles que soient la saison ou les intempéries, une situation privilégiée, les mineurs constituant une élite reconnue, en raison des risques quotidiennement courus. Et puis, la paye. Un manœuvre gagnait alors 45 centimes à l'extérieur et 1 franc à l'intérieur. Et le mineur, 2 francs à l'heure et, à plus ou moins longue échéance, mais presque à coup sûr, le souffle court, la toux sèche, l'irritation rebelle au traitement, le thorax comprimé et anxieux, la fatigue chaque jour plus irrésistible et laissant l'homme, dans les derniers mois de sa vie, assis jour et nuit à côté de la fenêtre ouverte, happant à grand effort les bouffées d'oxygène toujours trop petites, comme volées à l'air extérieur.

La vérité sur la silicose, c'est à la table d'autopsie qu'il faut la demander, où le même tableau se répète toujours, connu d'Hip-

pocrate déjà, les poumons indurés, glissant sous le couteau, ultime effet du mal qu'on appelait tantôt la maladie des mineurs, la cailoute, la maladie de saint Roch, la silicose enfin, le mot étant employé pour la première fois en 1870 par un médecin milanais. La plupart des faits cités sur lesquels s'appuient les pages qui suivent sont empruntés à l'étude du professeur Jean-Louis Nicod sur la silicose des mineurs valaisans parue en 1950⁷. Ce tableau n'a guère vieilli.

Nous vivons parmi des hommes que les soins ne peuvent pas guérir et qui sont malades pour avoir passé trop de mois, ou trop d'années à creuser les galeries. L'évolution peut être très rapide. Sur 22 mineurs ayant travaillé de 1940 à 1945 dans les forages des fortifications de Sargans, 12 étaient morts de silicose ou de silico-tuberculose en 1947, 9 étaient atteints de silicose et le dernier de silico-tuberculose. En 1900 déjà, un médecin signalait que, dans un moulin de l'Ouest américain, où l'on réduisait en fine poudre du quartz aurifère, les ouvriers mouraient en moyenne deux ans après leur entrée dans l'atelier. Si la marche de la maladie est en général beaucoup plus lente, elle est fatale. Les lésions sont irréversibles, l'évolution toujours progressive jusqu'à l'épuisement du cœur et des réserves respiratoires des poumons. Quelle que soit la durée de l'empoussiérage, la maladie tuera, presque nécessairement. L'âge n'influence en aucune mesure la vulnérabilité à la silicose; que l'empoussiérage commence à treize ans ou à quarante-deux ans, les lésions se retrouveront à l'autopsie, identiques.

Plus inquiétant encore ce fait que la durée de l'empoussiérage n'a pas non plus d'importance décisive sur le type et la gravité des lésions. M. L. vit sept mois entre 1917 et 1940 en milieu empoussiéré et meurt vingt-trois ans après son premier contact avec les poussières, à 47 ans. H. A., de 1908 à 1937, travaille pendant vingt-deux ans au contact des poussières et meurt de silicose à 45 ans. Il est donc illusoire de prétendre lutter contre la silicose en limitant le travail en galerie à deux ans par exemple car la cessation de l'empoussiérage n'arrête pas la progression de la lésion. K. R., paysan de Törbel, travaille pendant moins de quatre mois à l'avancement de la galerie Illsee-Augstwäng, du 21 juin 1924 au 18 octobre 1924. Il a 34 ans. Dès lors, il n'entre plus jamais en

galerie. En 1939, les symptômes apparaissent et il meurt en 1942. Quatre mois de mine ont suffi pour entraîner la mort, dix-sept ans et quatre mois plus tard. Ces silicozes à retardement ne sont pas rares, elles doivent intéresser le législateur car le temps qui s'écoule entre le début du travail professionnel et l'apparition des premiers symptômes de la maladie est en moyenne de quinze ou vingt ans.

Le prix du kilowatt

Le confort que nous demandons à l'électricité ne se paie pas sur les seuls bordereaux des services industriels. C'est sur la table d'autopsie que s'établit le compte ultime. Si la Caisse nationale reconnaissait bénévolement la silicose comme une maladie professionnelle dès 1932, elle n'y fut astreinte par la loi qu'en 1938. La silice est dès lors admise dans la liste des poisons dits « fédéraux ». En 1941, les frais totaux pour toutes les maladies professionnelles reconnues par la loi ont été de 1 372 000 dont 1 039 000 ont été versés pour les cas de silicose. En 1962, le 70 % des frais occasionnés par la maladie était dû à la silicose. Ces chiffres, une fois de plus, expriment des faits. En 1950, le professeur J.-L. Nicod écrivait : « Parmi les documents que je possède, j'ai relevé que pour 77 silicotiques mariés [...], il y avait 354 enfants vivants au moment de l'autopsie. » Et il cite des familles anéanties, décimées par le mal, et des équipes entières parties en même temps du même village pour gagner de l'argent d'abord et ensuite la maladie et la mort⁸.

« Il n'est pas un litre d'huile que vous brûlez qui n'ait coûté une goutte de sang humain », écrivait Melville.

Prévenir ?

La médecine ne peut rien contre la silicose qui est inguérissable et dont rien ne peut retarder l'échéance. Ni traitement thérapeutique, ni éducation respiratoire, ni cures n'en peuvent modifier l'évolution. Et pourtant, on continuera à travailler la roche

parce que rien, pas même la mort, ne peut s'opposer à la vie. Dès lors, tout doit être mis en œuvre pour que la prévention soit assurée, quel qu'en puisse être le prix. On dit: « Prévenir vaut mieux que guérir. » Ici, on n'a pas le choix, on ne peut pas guérir mais on peut prévenir à condition d'être disposé à faire l'impossible pour y parvenir. L'impossible, qu'est-ce que c'est ? C'est substituer l'effort des machines à la fatigue des muscles ; c'est percer à l'eau partout et toujours ; c'est ventiler, même à l'arrière ; c'est attendre le temps prescrit avant de revenir à l'avancement après une volée ; c'est arroser le marin ; c'est expliquer aux hommes, qui ont le droit de le savoir, ce que c'est que la silicose et le risque qu'ils courent ; c'est faire contrôler les hommes tous les six mois par des praticiens spécialisés ; c'est faire intervenir le risque de silicose dans les devis de construction établis par les entreprises, car l'application effective et rigoureuse des mesures de protection des hommes ralentira les travaux et en augmentera sensiblement le coût.

Prévenir, c'est ne jamais revenir aux primes à l'avancement. A quoi bon prescrire d'une main des mesures de prudence propres à ralentir le rythme du travail, à freiner l'ouvrier, si on le cravache de l'autre par la promesse de primes qui le ramèneront au front d'attaque avant que le pouilland soit absorbé par les bouchères, qui lui feront fermer l'arrivée d'eau dans l'espoir chimérique de gagner quelques dérisoires minutes sur le temps de forage, qui le pousseront, parce qu'il a du tempérament, à surmener ses poumons, malgré l'altitude qui à elle seule leur impose un dur travail ? Ceux qui ont donné des primes à l'avancement, entretenu des rivalités entre équipes venues souvent de vallées ou de villages différents, portent leur part de responsabilité. Et les gains qu'ils procurent à l'entreprise qu'ils servent coûtent cher à la communauté puisque, en 1954, la Caisse nationale a payé 6 496 532 francs pour des lésions provoquées par les poussières de quartz et 1 634 680 francs pour toutes les autres maladies professionnelles importantes réunies. Du rapport annuel de la Caisse nationale suisse d'assurances en cas d'accidents, de 1960, je cite trois lignes : « Le nombre de cas annoncés comme silicose a été de 448. Il est inférieur de 15 à celui de 1959. Dans 303 de ces cas, la silicose a été constatée⁹. »

La silicose est le type même de la maladie chronique, incurable et progressive. Mais cette progression s'étale sur de nombreuses années et l'affection ne provoque que tardivement des troubles fonctionnels imposant une diminution de l'activité. Le mot s'est lentement chargé, dans les hautes vallées, d'un pouvoir de terreur et le diagnostic de silicose, une fois porté, peut provoquer des chocs psychologiques et l'angoisse. Ce qui entraîne le malade dans un cercle vicieux, parce que l'angoisse s'accompagne de phénomènes respiratoires, de palpitations ou de vertiges, interprétés comme étant les signes de la gravité du mal. Et les contrôles, destinés à assurer à l'homme son droit aux prestations légales de la Caisse nationale, lui paraissent la preuve de l'importance de son mal. Aussi des dépressions psychologiques accompagnent-elles souvent ce mal cruel¹⁰.

CHAPITRE VIII

DES CROYANCES ET DES MŒURS

Dès qu'on s'attache, mis en face des faits, à distinguer les causes de leurs effets, le plus difficile est peut-être de ne pas se tromper dès l'abord sur la véritable identité des uns et des autres, de ne pas prendre les premières pour les seconds et vice versa. Gustave Le Bon pensait que les seuls événements importants découlent des changements d'opinions, de croyances, de conceptions dont ils ne sont que les effets visibles. Relativement au Valais — nous l'avons vu rejoindre en quelque trente ans les peuples d'Europe ayant perdu beaucoup de leurs croyances religieuses, politiques et sociales au profit d'un « idéalisme » si l'on peut dire économique — cette vue des choses de l'auteur de la *Psychologie des foules* demande à être examinée de près. S'il est vrai que l'énergie électrique, l'assainissement de la plaine et le tourisme sont trois événements importés en Valais à la suite de changements survenus dans les opinions et les conceptions du monde qui l'entourait, on ne peut nier que les barrages, la culture intensive et le ski ont constitué autant de faits capitaux qui ont déterminé, dans les mœurs et dans la mentalité des Valaisans, une évolution qui n'est pas négligeable. Dans cette perspective-là, l'effet est devenu la cause et les barrages ont modelé l'âme valaisanne; ils n'ont pas été construits parce que l'âme valaisanne avait changé.

Un esprit dépourvu de préjugés admettra, je crois, qu'en Valais les grandes réalisations industrielles, agricoles et touristiques ont rendu possible et inévitable ce lent passage — nous avons tenté d'en rendre sensibles les phases successives — du politique à l'économique, et de plus de religion à moins de religion. Considéré

comme un produit d'importation, le matérialisme actuel — relatif — est une cause; étudié dans son développement dans le pays même qui nous intéresse, il est un effet des événements importants survenus en Valais depuis un demi-siècle.

L'influence des prêtres a marqué profondément le Valais, il ne se dégagera pas de longtemps d'une emprise séculaire. Autant qu'on en peut juger, mais ce n'est pas facile, le clergé n'a pas essayé de jouer un rôle direct dans la politique, il n'a pas gouverné par personnes interposées; l'eût-il essayé, un mandement de Mgr Bieler lui eût rendu la chose impossible. Aussi bien disposait-il d'autres armes, plus subtiles. Et d'abord du collège de Saint-Maurice. Tous ceux, presque tous ceux qui ont fait carrière de médecins, de juristes, de politiques ont passé par les collèges de Saint-Maurice, de Brigue ou de Sion dont beaucoup des meilleurs maîtres sont des prêtres ou d'anciens élèves des prêtres. Dès 1848, l'école a été marquée par l'Eglise et la proportion est imposante des députés, des anciens députés et des instituteurs formés par les Frères de Marie. Cela explique le caractère spontané, naturel, aisé, des relations entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Prêtres et laïcs ont décliné ensemble *rosa*, la rose, et récité les principes d'une même philosophie. On peut appliquer très exactement au Valais cette phrase de Léon Savary parlant de Saint-Michel et de Fribourg: «Ce régime ne serait pas tout à fait ce qu'il est sans des chanoines qui disent *tu* à des membres du gouvernement, sans des juges et des curés qui ont chahuté d'un commun accord leur professeur de grec¹.»

L'intérêt de Saint-Maurice pour l'art et les lettres remonte loin. Dès 1920, Mgr Joseph Mariétan y faisait venir Maurice Denis, Henri Ghéon, Jacques Maritain et Jean-Pierre Altermann, qui y assura la renaissance du grégorien avec le chanoine Louis Broquet, élève lui-même d'Auguste Sérieyx, ancien professeur à la Schola Cantorum. Dès 1925, sous la présidence de l'abbé Ignace Mariétan, la Murithienne, fondée en 1861, allait éveiller et entretenir mainte curiosité scientifique et historique.

Il y a cela. Mais il y a plus. Saint-Maurice a eu la chance de compter, pendant les trente années cruciales de la mutation valaisanne, raison d'être de cet essai, deux maîtres au moins dont

l'influence sur les meilleurs de leurs élèves a été telle que leurs vies, quelles qu'aient été par la suite leurs activités, en portent la marque ineffaçable. Paul Saudan, maître de grec, et Norbert Viatte, maître de littérature française, les ont menés à la culture, leur ont appris à croire « aux grands hommes de la Grèce comme on doit croire à sa propre âme² », les ont conduits d'Eschyle à Claudel, les aidant patiemment à délivrer leurs propres dons avec intransigeance, perspicacité, avec une impitoyable franchise. Ces deux religieux savaient voir le présent dans le passé et dans le présent l'amorce du futur. Pas de divorce, dans leur enseignement, entre la culture et le catéchisme, l'un et l'autre ayant pour ultime objet de rassurer la panique humaine devant les portes du mystère. Ils ont, à proprement parler, greffé la branche des écrivains de Saint-Maurice. Les plus connus sont le très Parisien Georges Borgeaud, le Jurassien Jean Cuttat et le Valaisan Maurice Chappaz dont les violences, elles vont aujourd'hui jusqu'au blasphème et inquiètent quelques curés, sont fondamentalement religieuses. Celui-là seul peut blasphémer qui a la foi. Longtemps, avec les *Grandes Journées de Printemps*, les *Verdures de la Nuit*, le *Testament du Haut Rhône*, Chappaz ne fut que poète. La haine de certains excès de l'affairisme contemporain a fait de lui un polémiste... poète, cependant que sa femme, Corinna Bille, conteuse née, va son chemin qui suit la trace de *Théoda*, les empreintes du *Sabot de Vénus*. Leur aîné, Maurice Zermatten, poursuit une carrière multiple de journaliste, de professeur, d'officier, de président et surtout d'écrivain, à bien des égards brillante. L'accueil de son canton à son œuvre lui confère un caractère d'officialité avec ce que cela comporte d'avantages et peut-être de dangers.

Les plus jeunes élèves de Viatte et de Saudan témoignent à leur manière de la vitalité de la foi tout court, celle qui s'accompagne souvent de doute et d'angoisse. Ces deux maîtres, par leur enseignement irradiant, leur ont donné leur impulsion majeure et ont laissé « un pur sillage de lumière »³. Je n'ai donné que deux noms, ceux de deux chanoines aimés et qui sont morts, mais ils n'étaient pas seuls et le libéralisme de l'accueil joint à un thomisme de doctrine rigoureux, a été l'une des constantes de l'enseignement de l'Abbaye.

Sur ce terrain, plus que sur aucun autre, je sais à quel point étaient justifiées, nécessaires, les précautions dont font état les premières pages de ma préface. Parler du Valais, c'est paraître oublier que le canton n'est pas un : autant de régions, autant de vallées, de villes, de villages, autant de Valais divers qui n'ont pas de dénominateur commun. Cela, qui vaut pour tout mon essai, vaut surtout ici où je tente non pas de juger certes, mais de prendre conscience de certains effets de la « mutation » valaisanne sur la mentalité même d'une population. Or, les mouvements de l'âme restent irréductibles à toute prétention généralisatrice. Ils sont, par excellence, le domaine de l'individuel.

Si le clergé séculier conserve, dans plus d'une vallée, une part importante de l'autorité qui a été si longtemps la sienne, indiscutée, si le curé reste le « pape » de certaines communes dont le président est le « roi », l'ouverture du canton vers le monde extérieur et le passage du politique à l'économique se sont accompagnés, du moins il me semble, d'une altération et d'une diminution de l'emprise de la foi. Le nombre même des engagements au grand séminaire et au noviciat en sont les témoins.

Je dis : il me semble, car l'importance, récente relativement, et croissante, de certains mouvements me rappelle qu'en ces matières rien n'est jamais gagné, ni perdu définitivement. Le dernier mot n'est jamais dit. Les retraites à Chabeuil constituent l'un de ces mouvements. Depuis bien des années, les pères de Chabeuil, dans la Drôme, appellent les croyants à des retraites qui durent huit jours, parfois davantage. Sans être jésuites, ils appliquent les exercices et les méthodes de saint Ignace et tendent à former, face au monde communiste et athée, un noyau solide d'« intégristes » disposés à défendre la permanence des méthodes traditionnelles de l'Eglise. Plus que des exercices religieux et de la prédication, ils attendent du silence, observé absolument pendant toute la durée de la retraite, une intensité de la concentration, de la méditation, propre à opérer sur les âmes, et secondairement sur la conduite de la vie, un effet puissant. Les thèmes proposés à cette silencieuse méditation mettent l'accent sur les fins dernières, la mort, le *quid post* ? le spectre de l'enfer, assortis d'une extrême réserve face au progrès scientifique et technique. Les pères de Cha-

beuil envoient des prédicateurs en Bretagne, en Suisse. Le tempérament valaisan, dont la violence s'accompagne de timidité, s'est montré extrêmement ouvert à ces sollicitations et ceux qui font, ou refont le voyage de Chabeuil sont très nombreux, on a articulé devant moi le chiffre de 3000 retraitants, porteurs de la croix violette. Et Mgr Adam a créé à Sion une maison de retraite, la « Maison du silence », inspirée des principes du centre de la Drôme. Est-ce là le signe d'une nouvelle Pentecôte, comme me le disait un catholique ? L'esprit souffle et descend où il veut. Un fait est constant : l'appartenance à Chabeuil s'accompagne d'une très exacte, très scrupuleuse honnêteté en affaires. Car, et c'est là le point, un grand nombre de ces « pèlerins de Chabeuil » occupent des situations importantes et manient beaucoup d'argent. Aussi peut-on se demander jusqu'à quel point ils n'éprouvent pas le besoin de justifier à leurs propres yeux leur activité lucrative — on éprouve toujours un sentiment d'inquiétude quand on gagne de l'argent — par l'extrême honnêteté avec laquelle ils l'exercent. On sait à quel point les meuniers darbystes, maîtres du commerce du blé et des moulins en Suisse, poussent la rigueur de leurs scrupules moraux et religieux appliqués aux affaires. S'il y a quelque chose de cela, si peu que ce soit, dans l'insolite phénomène Chabeuil, le fait tendrait à prouver qu'une société passant du religieux à l'économique, tout imprégnée d'une tradition chrétienne plus que millénaire, s'y rattache fortement encore, avec une tendance à substituer la morale à la foi. Le christianisme, après avoir si longtemps rendu les pauvres heureux en leur enseignant à accepter leur condition, rassure-t-il aujourd'hui la conscience de ceux qui s'enrichissent ?

Dans quelle mesure cela est vrai, ou faux, je ne le sais pas, j'observe et je réfléchis, n'étant juge ni de l'expérience intime de chaque chrétien, ni des exigences des âmes. Mais il n'est pas surprenant que, résistant à une économie matérialiste de plus en plus tentaculaire, la foi chrétienne trouve des positions de repli où mener ses combats. Sont-ils d'arrière-garde ? sont-ils l'ébauche du retour offensif d'une spiritualité bafouée ? Il ne m'appartient pas d'en décider, mais une chose est certaine : le matérialisme trouve ses limites dans l'insatisfaction qu'il provoque.

Si j'en juge par les procès-verbaux de l'administration de telle commune auxquels j'ai eu accès, il ne fait pas de doute que le conseil doit s'occuper aujourd'hui de plus de réclamations, de doléances, que ce n'était le cas naguère. L'exception d'il y a quelque quarante ans est devenue la monnaie courante. La prospérité matérielle s'accompagne volontiers de mécontentement, surtout quand le voisin, par chance, habileté ou même talent, est plus prospère que soi. Comme le dit je ne sais quel personnage de Dostoïevsky, l'humanité a brisé les images des dieux et éteint les cierges. Après quoi, elle a remplacé les images des dieux par la notion d'égalité... et rallumé les cierges ! Or, dans notre société occidentale moderne, l'égalité juridique se double d'une inégalité de condition dont l'une des marques les plus flagrantes, l'une des manifestations les plus bruyantes est la puissance de la voiture dont on dispose. Entre la 2 CV et la grosse Mercedes, il y a plus de distance qu'entre le moujik et le boyard. A cette différence près que le boyard, ou le seigneur, était, si je puis dire, « de fondation » et considéré comme tel. La distance de l'un à l'autre était à vues humaines infranchissable tandis qu'aujourd'hui tous les désirs de promotion sociale, au niveau de l'argent, sont permis et possibles, l'histoire des familles en administre la preuve. Rien n'empêche un subordonné de rêver, et souvent de réaliser, l'espoir d'être patron à son tour, l'employé d'un télésiège de faire les beaux soirs du Palace à Saint-Moritz. Pourquoi lui ? pourquoi pas moi ? cette volonté d'accéder au palier supérieur, de s'élever sur les barreaux de l'échelle sociale, sinon jusqu'aux conseils d'administration, du moins jusqu'à la Mercedes ou autres Jaguar, explique pourquoi les conseils de commune ont à trancher aujourd'hui tant de différends s'élevant entre leurs administrés. Certains pensent que le monde est de plus en plus triste parce qu'il accepte de moins en moins sa condition. Peut-être qu'au désir de gagner de l'argent succède, quand on en a, la peur de le perdre. Je ne sais. Il eût mieux valu sans doute, pour eux-mêmes et pour tout le monde, que les seigneurs et les boyards de jadis ne se soient pas comportés... comme ils l'ont fait.

Cette volonté et cette possibilité de réussite matérielle ne laissent pas de s'inscrire dans le Valais moderne avec une force d'autant plus pénétrante qu'elle est plus récente. Depuis le temps des barbares, depuis vingt ans environ, les jeunes ont pu, si elle leur pesait, échapper à l'emprise ancestrale de l'autorité paternelle fondée sur la nécessité d'obéir. La franchise dans les rapports humains a gagné quelque chose à cette liberté conquise par des adolescents, ou presque, ardents, actifs, intelligents. Ils usent moins que leurs ancêtres de faux-fuyants, leur langage est plus direct, leur exigence de loyauté, plus forte.

Aujourd'hui, les forces viriles, l'audace et l'esprit d'entreprise, entraînés par les défis de la nature auxquels les Valaisans depuis tant de siècles ont fait face, ces vertus sont là aujourd'hui, intactes, promptes à l'emploi et appliquées, dans tous les domaines de l'activité, à la réussite matérielle. Il n'est pas étonnant, dès lors, de découvrir, corollaire de cette indépendance plus précoce, le pouvoir d'attraction des études considérées comme l'un des atouts maîtres de cette volonté de promotion sociale. Les pouvoirs publics, en établissant à tous les paliers la gratuité de l'enseignement, ont favorisé dans une très large mesure cet « appel d'air » vers les secteurs secondaires et tertiaires. Il faudra bien sûr découvrir, ou créer, les débouchés pour tous ceux qui abandonnent non seulement la terre mais beaucoup de métiers. Cela n'ira pas sans peine, et l'on sait bien que la crise de mai 1968 en France a eu pour principale cause la crainte des jeunes étudiants qui, sollicités, aimantés par les universités, redoutent de se voir sans emploi. Mais cela, c'est le problème de l'Europe occidentale tout entière, et la « contestation » n'est pas le sujet de ce livre.

La générosité en matière de bourses et de prêts, la décentralisation, l'accès aux études ouvert à tous par la gratuité a déclenché une ruée vers l'enseignement secondaire. Les résultats de cette action entreprise il y a une dizaine d'années sont éloquentes. En 1968, l'effectif des étudiants du « vieux-pays » a augmenté de près de 15 %. Avec 1057 étudiants dans les universités et les écoles polytechniques suisses, le Valais s'inscrit au neuvième rang des cantons suisses pour le nombre d'étudiants. Après Bâle-Ville, Genève et Neuchâtel, le Valais est le canton qui compte le plus

haut pourcentage d'étudiants universitaires par rapport à sa population. S'ils sont nombreux surtout dans les facultés des sciences morales, cela tient au fait que le collège de Sion a été longtemps seul à délivrer un certificat de maturité scientifique. Ces résultats, obtenus dans un canton montagnard, financièrement faible encore, sans université, témoignent de cette vitalité qui est le trait dominant du caractère valaisan⁴.

Du silence à l'expression

On sait les merveilles de l'art valaisan de jadis, elles ont été recensées par d'autres, en particulier par André Donnet dans son *Guide artistique du Valais*, paru à Sion en 1954. Mais, au XIX^e siècle et pendant les premières décennies du XX^e, les pouvoirs créateurs indigènes se sont peu manifestés. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y avait pas de talents. Assurément, Alfred Besse des Larzes, né en 1848, mort en 1904, n'en manquait pas. Etonnant improvisateur, il gagnait à douze ans la vie de ses parents en renvoyant de volée, sous forme de quatrains, les rimes les plus saugrenues que lui proposait le public. « Tournebroche » lui lance un cuisinier pour le désarçonner. Et le quatrain fuse :

*Je n'adresse au sort nul reproche.
Je constate un fait seulement :
L'espérance est un tournebroche
Où le rôti manque souvent*⁵.

Il y a eu Besse, et d'autres. Cependant, le Valais se taisait. Un seul véritable talent de prosateur indigène en ces premières années du XX^e siècle, celui de Louis Courthion, le journaliste, le conteur, l'historien, le père aussi de Pierre Courthion, critique d'art. Il faudrait rééditer l'introuvable *Peuple du Valais* de Louis Courthion, publié en 1903.

Autour des poètes, le silence était sépulcral, et sidéral pour les *Quatrains valaisans* de Rilke. Aujourd'hui, tardive revanche, on mange l'entrecôte Rilke dans la Noble Contrée et la voix de certains agents immobiliers tremble en prononçant le nom de Musot.

Le nom de Ramuz qui signait *Le Village dans la Montagne* avec Edmond Bille en 1908 fut long à pénétrer en Valais.

Pourtant, dès le début du siècle, des forces sont à l'œuvre, étrangères au canton pour la plupart. Venus du dehors, des peintres surtout commencent à exprimer avec force le vieux pays, Vallet et Biéler à Savièse, Auberjonois et l'« académie » de Lens, Bille à Chandolin. Bientôt, la seconde génération prendra la relève : Monnier, Chavaz, Palézieux, tant d'autres... mais je ne m'attache pas à faire l'histoire de la peinture valaisanne, je cherche les relations, il y en a, entre l'évolution du pays et les manifestations actuelles de son art.

L'exemple et l'initiative, ici, vinrent de Fribourg dont le rôle, dans la renaissance d'un art sacré, authentique, est original et hardi. Grâce à un homme, bien sûr, au Gruérien Fernand Dumas et à ceux qu'il rassemble autour de lui. Alexandre Cingria, l'un d'eux l'a écrit : son art semble, par sa fraîcheur, « descendre en droite ligne, après un long sommeil, de celui que cultivaient les artistes paysans ou ambulants qui décoraient les grandes armoires, les murs et les plafonds des châteaux et des fermes⁶... » Aujourd'hui, l'on vient de loin pour étudier, à Semsales, l'église construite en 1926 par Dumas, ornée de vitraux par Cingria. C'est une belle église et ce fut une source. Deux ans plus tard, le chanoine Joseph Roduit confiait les plans et la décoration de l'église de Finhaut à Dumas et à Cingria dont la Vierge de Miséricorde et la rose du Christ-Roi justifient le jugement de Charles-Albert Cingria sur son frère : « parler vitrail moderne sans immédiatement penser à lui serait aussi incongru que de parler nicotine sans penser à Nicot⁷. »

Le clergé fut assez courageux pour heurter le mauvais goût de beaucoup de fidèles qui ne se laissaient convaincre que par l'ancienneté, les témoignages successifs, et ce qu'ils appelaient la « discrétion », comme si la cathédrale de Chartres était discrète. Alexandre Cingria osa le premier jouer avec tous les verres, les plus commerciaux, les plus dépolis, gaufrés, striés, et toutes les couleurs, tous les tons du spectre. Après Cingria, l'art religieux valaisan ne manqua plus jamais d'artisans : Bille, Monnier, Marcel Poncet, Chavaz, Severini, l'Italien qui devait se sentir chez lui dans tant de vallées où ses prédécesseurs, venus dès le XVI^e du

val Sesia, en route vers la France, après avoir franchi les hauts cols, s'arrêtaient pour construire une église.

Ce clergé du début du siècle n'avait pas la hardiesse du goût seulement, il voulait, sans ruiner une commune pauvre, avoir un lieu, si simple fût-il, où abriter les fidèles. Cette exigence d'économie fut pour quelque chose dans la naissance des formes choisies pour l'église de Lourtier par l'architecte Sartoris en 1932. Elles allaient singulièrement s'accorder avec les tendances les plus avancées de l'architecture moderne en gestation et déclenchèrent une polémique violente, opposant les défenseurs du passé à... Paul Budry qui signait, c'était en 1933, les lignes suivantes : « L'église de Lourtier doit être jugée en elle-même, et par rapport au site, et par rapport à l'ordre chrétien qui veut que jamais l'esprit ne se lasse d'inventer et de construire pour glorifier l'Esprit — et non point au nom d'une sentimentalité périmée de clubistes vétérans qui, deux bouteilles de Dézaley collées aux omoplates, s'en vont entre samedi et dimanche jouer aux chasseurs de chamois, et qui n'entendent pas « qu'on nous gâte nos villages valaisans, nom de nom, ou gare le Heimatschutz ! » ... Voilà jusqu'où le préjugé fossile peut égarer ces défenseurs professionnels de l'ordre, genre « bon vieux temps » — Dieu-de-nos-pères, Croix-de-ma-mère, etc. —, ... et la stupide méthode d'agiter l'éventail bolchévique au nez des gens dès que vous entendez changer un rien à notre ordre moisi⁸. » Aujourd'hui, il n'est guère possible de juger Lourtier car, si les lignes étaient justes et belles, le matériau et leur mise en œuvre furent médiocres. Il fallut restaurer et l'on altéra les lignes.

Le problème de Lourtier a repris, il y a peu, au sujet de l'église d'Hérémence, confiée à l'un des maîtres les plus incontestés de la jeune architecture suisse, Walter M. Förderer, qui a signé l'incomparable réussite de l'université de Saint-Gall. Lourtier ayant ouvert le sillon, Förderer a pu imposer de très beaux rythmes, et une sorte de musique des espaces et des volumes travaillés par la lumière comme une belle sculpture. Jugeant l'église d'Hérémence trop fastueuse, un habitant d'Euseigne disait, avec une pointe de méchanceté, peut-être jalouse : « Les taureaux d'Hérémence, par les vitres de l'église, regardent les enfants d'Euseigne aller dans l'écurie de l'école ! »

Portés par la vague de liberté presque révolutionnaire balayant les résistances conservatrices en matière d'art religieux, les architectes laïques ont signé et réalisé de nombreux projets qui témoignent de leur modernisme, qu'il s'agisse du matériau ou des formes. Et leurs dents se voudraient aussi dures que celles de Paul Budry quand ils s'en prennent aux gardiens assermentés du patrimoine folklorique. On connaît les idées de Chénier : Imiter les Anciens c'est faire comme eux ; or ils rompaient avec les traditions anciennes. Imitons-les, rompons à notre tour, faisons du neuf. La question des Anciens et des Modernes se pose à chaque génération et les jeunes l'emportent toujours, jusqu'au moment... où ils sont vieux. Et le Temps, arbitre goguenard, et suprême instance, juge en dernier ressort. Les jeunes architectes valaisans sont en pleine santé, ils viennent au monde libérés du faux vieux par les rares Paul Budry qui ont balayé pour eux. Et ils savent se servir du béton qui a fait ses preuves dans les incomparables courbes des barrages-voûtes dont les auteurs, cherchant la solidité et la durée, ont trouvé la beauté au bout de leur crayon qui ne voulait qu'exprimer et traduire des nombres. Ce n'était pas la première fois que pareille chose arrivait car la voûte gothique, symbole d'un pur élan de foi, fut d'abord la convergence d'un calcul juste et de la volonté de dresser vers le ciel, le plus haut possible, en hommage à Dieu, un volume vide et de lui assurer un équilibre.

La jeune école des architectes valaisans a compris cette leçon et connaît son métier. Ils sont aptes à résoudre les problèmes posés par les exigences de la fonction, de l'argent, du calibrage unifié des poutres dont ils ont à se servir. Sont-ils aussi libres qu'ils le disent, aussi dégagés d'influences qui, pour n'être pas folkloriques, sont des influences aussi, importées de France, d'Allemagne ou d'Extrême-Orient ? Il reste qu'ils prennent le risque d'une architecture contemporaine où les petits nains, privés de leur rocaïlle, se sentiront si dépaysés qu'ils devront, il en est temps, réintégrer leurs grottes et n'en plus sortir. Leur refus de toute concession au pittoresque, leur respect du matériau brut, bois ou béton, force la sympathie. Si j'ai une question à leur poser, elle relève d'un ordre

d'idées très différent. Je me souviens. J'arrivais chez Aalto, en banlieue d'Helsinki, dans la pénombre d'un glacial après-midi brumeux et, découvrant son atelier, je m'étonnais du doux infléchissement du faite de sa longue maison blanche, semblable à la courbe légère d'un arc débandé. Pourquoi cette courbe si peu « fonctionnelle » ? Au-delà, émergeant de la brume, je discernai la ligne dessinée dans le ciel plombé par les sommets des pins d'une forêt proche. Cette ligne était parallèle à celle du toit dont la « fonction » me saisit soudain : épouser une forme naturelle.

Aalto avait trente-huit ans quand on lui demanda les plans de l'immense usine de pâte à sulfate de Sunila. Pour pouvoir se conformer au schéma ordinaire de l'ordre des opérations — il exigeait le départ de la « chaîne » à un niveau donné — les ingénieurs avaient décidé de raser à coups de mines le puissant socle de granit où devait s'élever l'usine. Aalto regarde, demande quelques jours de réflexion, à l'issue desquels il propose un plan qui imposait quelques changements importants dans la distribution traditionnelle du travail mais sauvait le granit. On essaya et, l'ordre nouveau s'étant révélé à l'usage préférable à l'ancien, on adopta dès lors, dans les nouvelles usines, un schéma qu'Aalto avait inventé par amour du socle de pierre fauve. Cette histoire me paraît très propre à illustrer la relation décisive qui doit exister entre l'architecte et la nature. Voici ma question : « Les jeunes architectes du Valais sont-ils disposés à respecter toujours cette loi fondamentale, plus immuable qu'une règle d'or ? » En arrivant aux Haudères, quand je vois la ligne horizontale et découpée des toits du hameau de la Grande Dixence, surprenante lame de scie que rien ne rappelle ni ne suggère dans le paysage, je me le demande. Et je constate que la vieille et haute architecture des anciennes maisons d'Hérens, fonctionnelles aussi, mi-bois mi-pierre, trouve un rappel émouvant dans les lignes de tout ce qui les entoure.

L'Œuvre a attribué l'un de ses trois labels 1969 à la construction dont je parle. A-t-elle tenu compte de ce critère, primordial à mes yeux ? Il n'est pas sans intérêt de connaître l'opinion des gens du pays. Je ne les ai pas tous interrogés, n'étant pas statisticien, mais j'en ai interrogé plusieurs, aucun n'aimait cette réalisation primée. Je sais : « Il faut former leur goût ». Je sais aussi

que les habitants des Haudères n'auraient pas volontiers élevé eux-mêmes ce « hameau » comme ceux de Chartres ont travaillé de leurs mains, pendant des années, à la construction d'une cathédrale dont l'audace verticale était pourtant insolite et neuve elle aussi.

Bien que la confrontation des jugements puisse être le sel de la vie, je voudrais que les jeunes Valaisans reconnaissent dans ces lignes une question et non pas une vue polémique. Car l'essentiel à mes yeux est de savoir qu'ils gardent le plus précieux de l'héritage ancestral, le goût de se battre et une hardiesse parfois téméraire. Je pense au bisse de Savièse. Qu'ils n'oublient pas cependant que la rigidité géométrique érigée en dogme semble parfois un mauvais rêve, cabré en forme d'architecture !

Conclure?

Au temps biblique, Caïn l'agriculteur a tué Abel le berger. L'offrande de son frère, un agneau, avait eu, aux yeux de Dieu, plus de prix que la sienne, des fruits de la terre. Symboles. Le sédentaire a fatalement raison du nomade que le monde moderne achève d'extirper et d'anéantir. A son tour aujourd'hui, l'agriculteur défend difficilement la terre contre l'industrie qui lui enlève des bras et tend à faire de lui un industriel de la culture, contre le tourisme aussi qui achète le sol et spéculé.

Mais, en 1970, la civilisation occidentale se sent mal dans sa peau. Il semble que l'activité humaine, parvenue au faite de la technique, découvre en soi le germe de sa propre destruction, semblable en cela au grand cerf d'Irlande qui disparut en raison même de son armure, devenue monstrueuse. Rousseau a dénoncé les méfaits de la civilisation, il n'était pas un sage, on le sait; fallait-il un maniaque pour diagnostiquer une folie? Les symptômes se sont accusés: on mourait jadis des maladies, on meurt aujourd'hui des remèdes, quand on ne se condamne pas à la vie à coups de médicaments; dans les grandes villes, on va plus vite à pied qu'en voiture; aux terreurs paniques d'autrefois, brutales et brèves, a succédé l'angoisse insidieuse et durable, la névrose collective; l'admiration du paroxysme technique actuel se teinte d'inquiétude et de doute. Le XX^e siècle a un avant-goût d'apocalypse; le capitalisme rejoint le marxisme et lui tend la main, seules diffèrent les modalités de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'appartenance au parti ou le compte en banque constituent les assises des deux modernes féodalités; la référence au spirituel a cessé d'être le rideau de fer entre les deux idéologies; d'un côté comme de l'autre, les pertes et les profits sont devenus des démons et des dieux; les actions et les dividendes, hosties d'argent, consacrent le sang des victimes; l'argent est le maître, sans limitation

ni mesure. La surproduction appelle la surconsommation, le devoir est de consommer beaucoup, la vertu change de signe, épargner est antisocial. La publicité assurant la vente d'un objet coûte plus cher que l'objet lui-même ; jadis, on construisait, on fabriquait dans l'espoir de faire durer la maison ou l'objet. L'éphémère aujourd'hui est devenu la condition, la loi. Les réserves de pétrole sont inépuisables, dit-on, mais l'oxygène manquera dans trois siècles à l'humanité asphyxiée au profit des réacteurs supersoniques.

Toutes les techniques se sont perfectionnées sauf une, elle semble bien perdue, qui permettait d'accepter sa condition et de vivre de peu. D'où il suit que nous nous débattons dans des contradictions inextricables. Le matérialisme est par définition pessimiste puisqu'il voue toutes choses au néant... et foncièrement optimiste puisqu'il croit au progrès matériel, scientifique, technique, certain, continu, sans trêve, sans fin. Portés au néant sur les ailes du progrès ! Progrès sans fin ? Qui dit sans fin dit sans terme, mais dit aussi sans but car le mot fin a deux sens. Ce dogme occidental, agnostique, d'une marche irréversible vers un âge d'or n'est-il que la transposition, ou la caricature, de l'espérance religieuse ? La foi se mourant, ses racines repoussent, mais les surgeons de l'espérance de salut sont une confiance inconditionnelle faite aux bénéfices de l'évolution technique, la certitude d'être placé sur une trajectoire dessinant une courbe indéfiniment ascendante. Pour accélérer cette escalade, certains pensent qu'on peut allégrement sacrifier l'homme vivant. Sa servitude est la condition de l'éclosion de l'homme futur. Ce que disait Pascal de l'individu est-il applicable à la race : se préparant toujours à être heureux, il est inévitable qu'il ne le soit jamais ?

Qu'on ne s'y méprenne pas toutefois. Si j'essaie de me retrouver dans les ténèbres où nous marchons, je suis bien loin de penser que l'idéalisme soit le monopole des porte-parole de la religion. L'Eglise aurait plus d'une leçon à recevoir de certains matérialistes déterminés. La société de production, tant admirée hier, contestée aujourd'hui, ne mérite pas d'être honnie pour la raison qu'elle serait uniquement orientée sur la consommation pour le bien-être matériel. Il suffit, pour prendre une vue plus mesurée et plus juste des choses, de connaître les idéologies qui se partagent les cer-

veaux des peuples sous-développés, de leurs leaders haineux, pour admettre que l'amélioration des conditions matérielles et la tolérance vont de pair. Sans doute, l'Europe porte une lourde responsabilité car elle n'a pas exporté les vertus de ses chercheurs mais des machines et l'art de gagner de l'argent. Il faut être libéré des besoins les plus urgents pour être capable de modération et de sagesse. Je pense aux paroles confiantes de Tchekhov : « Toute chose sur la terre doit se transformer, et déjà se transforme sous nos yeux. Dans deux ou trois cents ans, ou même dans mille ans — il ne s'agit pas de préciser — il y aura une vie nouvelle, heureuse. Nous n'aurons point de part à cette vie, bien sûr, mais c'est pour elle que nous vivons, que nous travaillons, et, quoique nous souffrions, nous la créons ; et c'est là le seul but de notre existence, et, si vous voulez, de notre bonheur. » (*Les Trois Sœurs*, acte II.)

Parce qu'il a parcouru en si peu d'années, moins d'un demi-siècle, les étapes qui l'ont conduit d'une civilisation pastorale autonome à l'état de partenaire solidaire de la société technicienne qui l'entoure, l'assimile et l'absorbe, les réactions du Valais aux agressions dont je viens de parler sont intéressantes à plus d'un titre, elles ont fait l'objet de la troisième partie de cet ouvrage. La pression extrême exercée par les éléments, trop forte pour permettre à la civilisation de la rompre, a longtemps maintenu ce petit pays immobilisé, car une partie importante de sa force était employée à résoudre le seul problème d'exister. Trop de facilité pourtant, on le sait, est nuisible à la civilisation : l'Attique squelettique, rocheuse, ingrate a donné Platon ; les terres plates et grasses du Danube moyen n'étaient qu'une « Béotie ». Plus le défi est sévère, plus la riposte sera créatrice, l'aveugle deviendra poète. Encore faut-il que la pression n'excède pas les ressources vitales de la parade. Il a suffi que la pression se relâche un peu et que les circonstances jouent en sa faveur, pour que le Valais soit projeté dans le monde moderne. Le temps d'une génération. Mais les circonstances ne sont pas tout, il a fallu dans le même temps un homme au cœur aussi tumultueux que les sources du Rhône, opiniâtre, vif, rusé, intelligent, connaissant le prix de l'amitié, n'oubliant aucune offense, connaissant aussi le prix de l'or. Comme

elle s'était incarnée jadis dans le cardinal Mathieu Schiner, l'âme du Valais, dans un temps qui n'appartient plus aux cardinaux légats, s'est incarnée en Maurice Troillet dans son effort pour échapper à sa misère séculaire, pour opérer sa mue et devenir, en trente ans, un membre à part entière de la communauté neuve qui se forgeait autour de lui depuis un siècle. Le Valais a eu la chance d'avoir un homme d'une trempe exceptionnelle à l'instant précis où il en avait le plus besoin. La réciproque est vraie aussi, car il y a toujours une part de chance dans la carrière d'un homme d'Etat; quels que soient ses dons et sa force, il faut que les circonstances lui permettent de les libérer. Maurice Troillet a eu cette chance. Il a eu celle aussi d'être entouré de partenaires remarquables et parfois, ma chronique en fait foi, je pense à Karl Dellberg, d'adversaires politiques qui ont été, paradoxalement, de précieux auxiliaires.

Qu'il s'agisse de la création de l'Ecole d'agriculture, de la Fédération laitière, des Caves coopératives, de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, de la Chambre de commerce, de l'OPAV, de l'Union valaisanne du tourisme, des mines de charbon pendant les deux guerres, de l'appui à la Grande Dixence ou du percement du tunnel du Saint-Bernard, il a été le maître de l'œuvre. Si on la juge sur la base de ses prolongements, cette œuvre apparaît immense d'une part, et nécessaire dans le temps où elle a été menée à bien, mais d'autre part dépassée en ce sens que ses réalisations sont une étape et non pas un aboutissement. L'avenir détenait dans son jeu des cartes imprévisibles, Marché commun, condamnation peut-être sans appel de l'agriculture artisanale, industrialisation irréversible de l'Occident. Les règles du jeu ne sont plus ce qu'elles étaient il y a trente ans, aussi n'est-il pas surprenant de constater que, de toutes les entreprises qu'il a conduites à leur terme, la dernière, le tunnel du Saint-Bernard, soit la plus exactement accordée aux exigences de la fin du XX^e siècle. Châteauneuf est devenu l'un des nombreux laboratoires où s'élaborent les techniques de la culture du sol; les Caves coopératives, la paix une fois signée avec le commerce du vin — il avait fait de leur naissance une affaire de vie ou de mort pour les vignerons — sont aujourd'hui l'une des forces de ce même com-

merce; les routes, qui voulaient relier les villages à la plaine, relient la ville à la montagne. Mais un politique digne de ce nom sait bien qu'il travaille jusqu'à un certain point dans l'éphémère, et que son point final à lui sera un point de départ pour ses descendants. Quoi qu'il en soit, le bilan matériel reste largement positif car la plaine, son testament comme il l'a dit, la plaine du Rhône mise en cultures est aujourd'hui devenue un instrument assez puissant et assez souple pour justifier son droit à l'existence, quels que soient les aléas de la politique européenne en devenir.

Il y a le bilan matériel d'une action, il y a aussi son esprit. Quelles sont, à cet égard, les options de l'homme qui a réussi à s'identifier à son pays au point qu'on ne puisse parler de l'un sans prononcer le nom de l'autre? Cherchant à tirer le peuple d'une dure condition qui paraissait sans issue, il a réussi, parce que leurs besoins étaient les mêmes: vigneron, il a étendu le vignoble, agriculteur, il lui a donné des champs. Il a voulu que le paysan puisse vivre. Le progrès? oui, mais en fonction de l'homme. Son action est sous le signe de la terre. Il a tout fait pour qu'elle assure à ceux qui la cultivent une vie aussi digne que celle des bureaucrates, des comptables, des commerçants, des ouvriers. Peut-être a-t-il rêvé qu'un jour les fils des industriels seraient jaloux des rythmes de l'existence paysanne. Peut-être prévoyait-il que la question paysanne primerait un jour la question ouvrière. Parce que, malgré la lune, nous sommes des terriens et qu'il faudra bien, pour vivre, renouveler le contrat que l'homme avait jadis signé avec la nature. Pourquoi la production agricole ne serait-elle pas rentable alors que les deux tiers des hommes ont faim et que beaucoup en meurent?

Il a donc voulu la terre, et son progrès, entendant ce mot dans un sens précis. Il ne disait pas: « Vous allez gagner de l'argent » mais: « Nous allons faire de la plaine un jardin ». Il a cru que les forces de l'argent ne seraient pas à coup sûr les plus fortes et qu'il y avait à cueillir d'autres fruits que ceux de la ploutocratie. Semblable à tant de mots français, le mot de technique a deux acceptions qui s'éclairent mutuellement. Spengler le dit quelque part: Il y a la technique du fabricant de violons et celle du vio-

loniste, celle du fabricant d'arcs et celle de l'archer, celle du constructeur de navires et celle du marin. Ces deux formes de l'activité des hommes peuvent être l'une et l'autre assujetties à l'argent, elles ne le sont pas au même degré. Cela est vrai aussi pour l'agriculteur. Maurice Troillet pensait que le rendement financier importe moins à celui qui plante, arrose, greffe, repique et cueille qu'à celui qui fait métier de vendre.

Encore faut-il vivre. Devant les difficultés s'accumulant sous les pas de qui voulait cultiver le sol et sous ceux de tous les artisans, l'étude des marchés, la statistique, l'analyse de la conjoncture, la planification, sont devenues les maîtresses de l'heure. Entre les mains des spécialistes, ces abstractions sont devenues les souverains, économiques d'abord, politiques ensuite, par la force des choses, de la conduite des affaires humaines.

Plus heureux ? Moins heureux ? Qui oserait répondre ? Töpffer peut-être, mais avec quelle réserve : « Je n'entends point dire qu'en-sevelis durant de longs mois dans des cabanes chargées de neige, plus que d'autres, plus que nous-mêmes, les obscurs colons de ces âpres climats y vivent attristés, souffrants ou dépourvus. »

Devant certains phénomènes propres à notre temps, on se défend mal contre l'intuition d'une ressemblance profonde entre eux et les processus mortels du cancer. La pullulation des voitures paralysant le trafic, la construction forcée d'immeubles quelquefois inutiles mais toujours rentables, la spéculation qui en découle et asphyxie l'économie, l'aménagement du territoire obéissant à d'autres lois que celles de l'intérêt général, le tourisme considéré comme le seul produit de remplacement de toutes les activités d'autrefois, toutes ces manifestations ressemblent à cette prolifération anarchique des cellules qui s'appelle cancer. L'analogie ne s'arrête pas là. De même que les cellules cancéreuses sont plus vigoureuses que les cellules normales et, jouissant d'une sorte de monstrueuse santé, les tuent pour prendre leur place, de même la spéculation tue l'épargne cependant que la publicité se paie aux dépens de la qualité. Dans le monde moderne, certains individus, d'ailleurs vigoureux, actifs, très intelligents souvent, sont des agents efficaces de cette cancérisation des tissus mêmes de la société.

Ils sont la seringue qui injecte le mal. Au nom du progrès matériel et de l'urgence sociale, ils justifient la démesure et refusent d'ouvrir les yeux sur l'excès. Pourvu qu'ils créent des emplois, bâtissent des murs et ouvrent des hôtels, ils se sentent absous. Ils savent bien d'ailleurs que la boulimie humaine créera les appétits et les besoins nouveaux aptes à engloutir les produits de leur activité à courte vue. Ils savent que la surchauffe économique a elle aussi ses métastases et peut gagner toutes les parties du corps.

D'autres hommes, plus rares, plus précieux parce que leur regard porte plus loin, au lieu de s'attacher à ces réalisations immédiates, s'efforcent de faire l'office, plus difficile, de régulateurs de ces besoins. Ils représentent la force qui, dans un organisme humain, impose aux cellules saines un développement harmonieux, hiérarchique, réglé. Fondant son action sur ce qui dure : un fleuve, des arbres, une montagne, Maurice Troillet fut peut-être l'un d'eux.

Appliquant sans relâche les forces de sa volonté et les ressources de son intelligence à l'amélioration de la vie paysanne, obéissait-il au sentiment obscur que le sort de l'humanité était en jeu dans cette lutte entre la terre et la technique ? Redoutait-il pour l'homme moderne la prophétie de la vieille apocalypse hindoue, dont celle de saint Jean est un écho, annonçant le dernier âge de l'humanité et achevant par ces mots : « Il n'y aura plus sur la terre qu'une seule classe de gens ; les campagnes deviendront de véritables déserts et les hommes détruiront sans pitié, partout, les jardins et les arbres ? »

Lausanne, août 1965-juin 1970.

NOTES ET RÉFÉRENCES

Abréviations

AV	Sion, Archives cantonales.
BC	Banque cantonale du Valais, rapport annuel.
Bull. GC	<i>Bulletin des séances du Grand Conseil du canton du Valais.</i>
Bull. sténogr. AF	<i>Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale.</i>
ChVC	Chambre valaisanne du commerce (puis : Fédération économique du Valais), rapport annuel, trimestriel depuis 1967.
FAV	<i>Journal et Feuille d'Avis du Valais</i> , journal désigné communément, au cours de l'exposé, sous le nom de <i>Feuille d'Avis</i> .
Prot. CE	Protocole des séances du Conseil d'Etat, aux AV.
Prot. GC	Protocole des séances du Grand Conseil, aux AV.
RG	<i>Rapport [annuel] du Conseil d'Etat sur sa gestion.</i>
T	Fonds Maurice Troillet, aux AV.
UVFL	Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, rapport annuel.
UVT	Union valaisanne du tourisme, rapport annuel.

PREMIÈRE PARTIE

1913

(t. I, pp. 17-26)

- ¹ FAV, n° du 4 janvier 1913, p. 2: « La votation cantonale du 12 janvier ».
- ² *Gazette du Valais*, n° du 8 février 1913, p. 2: « Les élections à Monthey ».
- ³ *Le Confédéré*, n° du 15 février 1913, p. 2: « La fureur ».
- ⁴ *Nouvelliste valaisan*, n° du 1^{er} mars 1913, p. 1: « J'accuse », signé « Un catholique conservateur ».
- ⁵ *Gazette du Valais*, n° du 4 mars 1913, p. 2: « Les élections au Grand Conseil. La défaite du parti radical ».
- ⁶ *Le Confédéré*, n° du 8 mars 1913, p. 1, art. intitulé précisément: « Les organisateurs de la victoire ».
- ⁷ Prot. GC, session constitutive de mars 1913, message du Conseil d'Etat, du 14 mars, p. 2.
- ⁸ *Le Confédéré*, n° du 10 mai 1913, p. 1: « Une grosse émotion », signé « C. ».
- ⁹ Bull. GC, session de mai 1913, séance du 12 mai, pp. 12-13.
- ¹⁰ *Ibidem*, séance du 13 mai, pp. 28-29.
- ¹¹ *Ibidem*, séance du 16 mai, p. 81.
- ¹² *Ibidem*, séance du 19 mai, p. 107.
- ¹³ *Ibidem*, p. 116.
- ¹⁴ *Ibidem*, p. 121.
- ¹⁵ *Nouvelliste valaisan*, n° du 6 mai 1913, p. 1: « Autour d'une retraite », par Ch. Saint-Maurice, pseudonyme de Charles Haegler, fondateur et rédacteur en chef du *Nouvelliste valaisan*.
- ¹⁶ *Nouvelliste valaisan*, n° du 13 mai 1913, p. 1: « La candidature », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁷ Bull. GC, session de novembre 1913, séance du 10 novembre, p. 16.
- ¹⁸ *Ibidem*, séance du 11 novembre, pp. 52-53.
- ¹⁹ *Ibidem*, séance du 13 novembre, p. 67.
- ²⁰ *Ibidem*, pp. 69-70.

²¹ *Ibidem*, p. 70.

²² *Ibidem*, séance du 14 novembre, p. 82.

²³ Prot. GC, session ordinaire de novembre 1913, annexe n° 19: « Mes-
sage concernant la convention entre le Conseil d'Etat et la Maison du
Grand Saint-Bernard relative à l'Ecole d'agriculture d'Ecône », 5 p.

²⁴ Bull. GC, session de novembre 1913, séance du 17 novembre, pp. 91-92.

²⁵ *Ibidem*, pp. 93-99. - Le texte complet est publié par G. Crettol, *Ecône, première école valaisanne d'agriculture*, Sion, Edition valaisanne de vulgarisation agricole, 1967, pp. 44-47.

²⁶ *Ibidem*, p. 105.

²⁷ *Ibidem*, séance du 21 novembre, pp. 170-175.

²⁸ *Ibidem*, séance du 22 novembre, pp. 225-226.

1914

(t. 1, pp. 27-32)

¹ *Le Confédéré*, n° du 13 février 1914, p. 1: « Propos d'un Valaisan ».

² *Nouvelliste valaisan*, n° du 10 mars 1914, p. 1: « Trop ne vaut rien ».

³ *Nouvelliste*, n° du 12 mars 1914, p. 1: « Défendons-nous ».

⁴ Bull. GC, session ordinaire de mai 1914, séance du 15 mai, pp. 38-39.

⁵ A. Bolay et E. Bovay, *Observations sur les dégâts provoqués par les composés fluorés en Valais*, dans *Agriculture romande*, vol. 4, 1965, n° 6, série A, p. 45. (Stations fédérales d'essais agricoles, Lausanne, Publ. 744.)

⁶ Bull. GC, séance du 19 mai, p. 56.

⁷ *Gazette du Valais*, n° du 19 mai 1914, p. 1: « La Session ».

⁸ Bull. GC, séance du 23 mai, p. 90.

⁹ *Ibidem*, séance du 22 mai, pp. 68-69.

¹⁰ *Ibidem*, séance de relevée du 22 mai, p. 75.

¹¹ *La Nation*, Lausanne, n° 739, du 22 avril 1966, p. 4: « La vache du Simmenthal ».

1915

(t. I, pp. 33-45)

¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 16 janvier 1915, p. 3: « La poule officielle du Valais », signé « D. ».

² *Ibidem*, n° du 19 janvier 1915, p. 1: « La lutte contre les Assommoirs », par Ch. Saint-Maurice. - Une malice du typographe imprime « prescrivait » pour « proscrivait ».

³ *Nouvelliste valaisan*, n° du 21 janvier 1915, p. 3: « Pour le vin, contre l'alcool ».

⁴ *Ibidem*, n° du 6 mars 1915, p. 3, art. annonçant l'« Assemblée générale des cafetiers valaisans » pour le 7 mars, à Brigue.

- ⁶ Paul de Rivaz, *Vingt-cinq ans de la vie politique du Valais contemporain (1906-1932)*, pages inédites présentées par Michel Salamin, dans *Annales Valaisannes*, 1965, pp. 428-429.
- ⁷ *Nowvelliste*, n° du 6 mars 1915, p. 3, où est reproduit intégralement le discours de Maurice Troillet, vice-président du Conseil d'Etat.
- ⁸ Lettre du 12 février 1915, citée dans *Bull. GC*, session de mai 1915, p. 219. - Le passage transcrit en italique l'est déjà dans le compte rendu de la séance.
- ⁹ *Bull. GC*, session de mai 1915, pp. 30-40 pour le discours d'A. Imboden, et pp. 80-89 pour le discours de M. Troillet.
- ¹⁰ Edouard Jacky, *L'élevage des espèces bovine, chevaline et mulassière en Valais, avec un aperçu sur le régime des alpages*, Sion, Stations agricoles de Châteauneuf, [1943], pp. 241 et suivantes.
- ¹¹ *Ibidem*, pp. 314 et suivantes.
- ¹² *Bull. GC*, session de mai 1915, séance du 18, pp. 190 et 200.
- ¹³ *Nowvelliste*, n° du 6 février 1915, p. 3.
- ¹⁴ *Bull. GC*, session de mai 1915, pp. 260-263.
- ¹⁵ *Le Confédéré*, n° du 29 septembre 1915, p. 1: «La houille blanche et le Valais».
- ¹⁶ *Le Confédéré*, n° du 10 juillet 1915, p. 2: «Chemins de fer secondaires en Valais», signé «X.».
- ¹⁷ *Ibidem*, n° du 24 juillet 1915, p. 2, art. intitulé comme le précédent, mais signé «M. T.».
- ¹⁸ F. Ruchenstein, *Le développement du Valais depuis le début du siècle*, dans *Le Valais agricole*, n° du 1^{er} juillet 1961, p. 1.
- ¹⁹ *Bull. GC*, session de novembre 1915, séance du 10, p. 51.
- ²⁰ *Le Valais agricole*, n° du 15 juillet 1915, p. 208.
- ²¹ *Ibidem*, n° du 15 août 1915, p. 228: «Gâcheurs!».
- ²² *Ibidem*, n° du 31 mai 1915, p. 149.
- ²³ *Bull. GC*, session de novembre 1915, séance du 9, pp. 39-40.

1916

(t. I, pp. 46-53)

- ¹ *Le Confédéré*, n° du 15 janvier 1916, pp. 1-2: «La dépopulation villageoise», reproduit de la *Tribune de Genève*.
- ² *Ibidem*, n° du 8 novembre 1916, p. 3: «Le chemin de fer de la Furka et l'avenir économique de la vallée de Conches», art. publié dans *l'Almanach du Valais* pour 1917, pp. 45-49, et reproduit dans *Le Confédéré*, nos du 8 et du 22 novembre 1916.
- ³ Louis Courthion, *Le sol du Valais. Son importance économique présente et à venir*, dans *Le Confédéré*, nos du 1^{er} avril 1916, p. 3; du 5 avril, p. 3, et du 8 avril, p. 3.
- ⁴ *Le Confédéré*, n° du 22 novembre 1916, p. 3. - Voir note 2 ci-dessus.

- ⁵ *Ibidem*, n° du 3 juin 1916, p. 2 : « Chronique bagnarde », signé « J. L. », c'est-à-dire Jean Lourtier, pseudonyme sous lequel se dissimule sans doute Maurice Gabbud, futur rédacteur du *Confédéré*.
- ⁶ *Bull. GC*, session de mai 1916, séance du 8, pp. 10-14.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 17 mai 1916, pp. 167-168.
- ⁸ H. Wuilloud, *La question du sulfate de cuivre*, dans *Le Valais agricole*, n° du 16 janvier 1916, pp. 3-5.
- ⁹ *Prot. GC*, session de novembre 1916, annexe n° 5 : « Message accompagnant le projet de loi concernant les subventions pour améliorations foncières », du 24 octobre 1916, 10 fol. dactylogr.
- ¹⁰ *Bull. GC*, session de novembre 1916, séance du 15, pp. 32-41.
- ¹¹ *Ibidem*, séance du 16 novembre 1916, p. 49.
- ¹² *op. cit.*, pp. 35-37.
- ¹³ *Bull. GC*, session de mai 1916, séance du 12, pp. 51-58.
- ¹⁴ *Ibidem*, session de novembre 1916, séance du 25, p. 147.
- ¹⁵ *op. cit.*, pp. 83-84 : « L'utilisation du temps ».

1917

(t. I, pp. 54-71)

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 22 février 1917, p. 3.
- ² *Ibidem*, n° du 31 mai 1917, p. 3 : « Aux usines de Chippis ».
- ³ *Bull. GC*, session de mai 1917, séance du 15, pp. 28-29.
- ⁴ *Nouvelliste*, n° du 14 juin 1917, pp. 2-3 : « Le conflit à l'usine de Chippis ».
- ⁵ *Ibidem*, n° du 16 juin 1917, p. 3 : art. intitulé comme le précédent.
- ⁶ *Ibidem*, n° du 29 juin 1917, p. 1 : « La grève de Chippis ».
- ⁷ *Le Confédéré*, n° du 7 juillet 1917, p. 1 : « Après la grève ».
- ⁸ *L'Arbalète*, n° du 1^{er} mai 1917, p. 205.
- ⁹ *Almanach du Valais* pour 1918, p. 69.
- ¹⁰ *Bull. GC*, session de novembre 1916, séance du 24, p. 133.
- ¹¹ *Ibidem*, session de mai 1917, séance du 14, pp. 7-18.
- ¹² *Ibidem*, séance du 15 mai 1917, pp. 33-34.
- ¹³ *Ibidem*, pp. 38-39.
- ¹⁴ *Ibidem*, séance du 21 mai 1917, pp. 119-122.
- ¹⁵ *Ibidem*, pp. 122-139.
- ¹⁶ *Ibidem*, pp. 139-142.
- ¹⁷ Voir plus haut, pp. 23-25.
- ¹⁸ *Bull. GC*, session de novembre 1917, séance du 14, pp. 60-61.
- ¹⁹ *Ibidem*, pp. 63-64.
- ²⁰ *Ibidem*, séance du 21 novembre 1917, pp. 219-220.
- ²¹ *Ibidem*, session de mai 1917, séance du 21, p. 110.
- ²² *Ibidem*, séance du 23 mai 1917, pp. 159-166.
- ²³ *Ibidem*, session de novembre 1917, séance du 13, pp. 39-47.

- ²⁴ H. Wuilloud, *Une plaie du Valais: le morcellement*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 décembre 1917, pp. 359-360.
- ²⁵ *Bull. GC*, session de novembre 1917, séance du 13, pp. 50-54.
- ²⁶ *Ibidem*, session de mai 1917, séance du 24, pp. 209-216.
- ²⁷ *Ibidem*, session de novembre 1917, séance du 22, pp. 238-245.
- ²⁸ *Nouvelliste*, n° du 16 octobre 1917, p. 1: « Un discours de M. Troillet », dans le compte rendu de la réunion conservatrice de Martigny, du 13 octobre.
- ²⁹ H. Wuilloud, *La coopération en viticulture*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 septembre 1917, pp. 283-286.

1918

(t. I, pp. 72-85)

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 15 janvier 1918, p. 1: « Le Valais en danger ». - Le poète, correspondant sédunois de la *Gazette de Lausanne*, est Albert Duruz, plus connu sous son pseudonyme de Solandieu.
- ² *Ibidem*, n° du 28 août 1919, p. 3: « Alpinisme et aviation », art. reproduit de la *Tribune de Lausanne*.
- ³ *Nouvelliste*, n° du 15 janvier 1918, p. 2: « Les barques qui disparaissent », signé « L. E. F. ».
- ⁴ *Bull. GC*, session extraordinaire de janvier 1918, séance de relevée du 14, p. 377.
- ⁵ *Le Confédéré*, n° du 6 février 1918, p. 1: « L'art. 90 de la Constitution du Valais ».
- ⁶ *Bull. GC*, session extraordinaire de janvier 1918, séance du 14, pp. 347-376.
- ⁷ *Ibidem*, session de mai 1918, séance du 15, pp. 46-49.
- ⁸ *Le Confédéré*, n° du 27 mars 1918, p. 1: « Politique cantonale », signé « K. ».
- ⁹ *Bull. GC*, session de mai 1918, séance du 22, p. 175.
- ¹⁰ P. de Rivaz, *op. cit.*, pp. 427-428.
- ¹¹ *Ibidem*, pp. 442-445.
- ¹² *Le Confédéré*, n° du 12 octobre 1918, p. 2: « Aux agriculteurs valaisans ».
- ¹³ *Bull. GC*, session de novembre 1918, séance du 11, pp. 26-27.
- ¹⁴ *Ibidem*, séance du 12 novembre 1918, p. 42.
- ¹⁵ *Nouvelliste*, n° du 14 mars 1918, p. 3: « Tracteurs agricoles dans la plaine de Vouvry ».
- ¹⁶ *Ibidem*, n° du 19 avril 1917, p. 3: « Labourage avec tracteur ».
- ¹⁷ *Le Confédéré*, n° du 16 mars 1918, p. 3: « Que devons-nous faire? »
- ¹⁸ *Ibidem*, n° du 6 mars 1918, p. 1: « La tâche de demain », signé « K. ».
- ¹⁹ *Ibidem*, n° du 16 mars 1918, p. 2: « A M. X de la *Gazette* », signé « K. ».

- ²⁰ *Ibidem*, n°s du 25, p. 1, et du 28 décembre 1918, pp. 1-2 : « Nos mines de charbon », et dans le n° du 28 également, p. 2 : « A propos de l'Apaval », signé « B », c'est-à-dire Jules-Bernard Bertrand.
- ²¹ *Ibidem*, n° du 28 décembre 1918, p. 3 : « Chronique bagnarde 1918 ».
- ²² Bull. GC, session de mai 1918, séance du 17, pp. 83-118.
- ²³ *Ibidem*, séance du 23 mai 1918, p. 187.
- ²⁴ *Ibidem*, séance du 16 mai 1918, p. 77.
- ²⁵ Voir *Discours de M. Jules Tissières au Conseil national*, publiés par J.-Ch. de Courten, Lausanne, 1919, 94 p.
- ²⁶ On trouvera le détail des discussions autour de cette question au Grand Conseil dans le Bull. GC, session prorogée de novembre 1918, séance du 22 février 1919, pp. 149-163.

1919

(t. I, pp. 86-104)

- ¹ *Nowvelliste valaisan*, n° du 18 janvier 1919, p. 1 : « Le rajeunissement ».
- ² *Ibidem*, n° du 13 février 1919, p. 2 : « Les chefs de l'Association agricole et le département de l'Intérieur ».
- ³ *Ibidem*, n° du 15 février 1919, p. 1 : « Les responsabilités du pouvoir ».
- ⁴ *Ibidem*, n° du 27 mai 1919, p. 2 : « Le festival de Fully », soit la réunion de la fédération conservatrice des fanfares et chorales du Centre, le 25 mai, à Fully.
- ⁵ Bull. GC, session de mai 1919, séance du 22, p. 176.
- ⁶ *Ibidem*, séance de relevée du 22 mai 1919, pp. 192-193.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 13 mai 1919, pp. 8-19.
- ⁸ *Ibidem*, séance du 15 mai 1919, pp. 52-57.
- ⁹ *Nowvelliste*, n° du 5 avril 1919, pp. 1-2 : « De quelle façon doit-on envisager l'enseignement professionnel agricole ? »
- ¹⁰ *Ibidem*, n° du 19 avril 1919, p. 2 : « Ecole d'agriculture ».
- ¹¹ Bull. GC, session de mai 1919, séance du 17, pp. 76-95.
- ¹² *Ibidem*, session de mai 1918, séance du 16, p. 82.
- ¹³ *Ibidem*, session de mai 1919, séance du 23, pp. 232-241.
- ¹⁴ H. Wuilloud, *Le Phylloxéra*, dans *Le Valais agricole*, n°s du 30 juillet, pp. 211-212, et du 30 août 1919, pp. 248-250.
- ¹⁵ H. Wuilloud, *Prix des dernières vendanges*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 novembre 1919, p. 336.
- ¹⁶ Bull. GC, session de mai 1919, séance du 23, pp. 241-252.
- ¹⁷ *Nowvelliste*, n° du 1^{er} juillet 1919, p. 2 : « Fondation de la Fédération valaisanne des producteurs de lait ». - Voir Cyrille Michelet, *L'Economie valaisanne en trois quarts de siècle*, édité à l'occasion du cinquantième de la Fédération valaisanne des producteurs de lait, Sion, 1969, 280 p.
- ¹⁸ Bull. GC, session de novembre 1919, séance du 11, pp. 28-31.

- ¹⁹ F. Badoux, *Cours d'économie alpestre Val d'Entremont - Val Ferret*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 novembre 1919, pp. 314-317.
- ²⁰ *Bull. GC*, session de novembre 1919, séance du 10, p. 11.
- ²¹ *Ibidem*, séance de relevée du 21 novembre 1919, pp. 215-216.
- ²² *Nouvelliste*, n° du 23 janvier 1919, p. 1, sous le titre: «Echos de par-tout».
- ²³ *Ibidem*, n° du 9 août 1919, p. 2: «Grave accident d'automobile près de Rolle».
- ²⁴ *Nouvelliste*, n° du 21 août 1919, p. 2: «La circulation des automobiles interdite le dimanche dans le canton de Vaud».
- ²⁵ *Le Confédéré*, n° du 27 avril 1919, supplément, p. 1: «Le chevreuil en Valais», par le Dr H. Vernet, président de la Société suisse de chasseurs «Diana».
- ²⁶ *Nouvelliste*, n° du 14 juin 1919, p. 1: «Catherine», signé «X.», qui est un critique d'art «entendu» d'après Ch. Saint-Maurice. - Voir aussi n° du 10 juin 1919, pp. 2-3: «La fête d'inauguration du monument du Centenaire».
- ²⁷ *Ibidem*, n° du 10 mai 1919, p. 1: «Le 23^e canton», par Ch. Saint-Maurice.

1920

(t. I, pp. 105-116)

- ¹ *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1918, séance du 18 février 1919, p. 41.
- ² *Ibidem*, session de novembre 1919, séance du 22, pp. 222-229.
- ³ *Nouvelliste valaisan*, n° du 11 mars 1920, p. 2: «Le discours de M. le conseiller d'Etat Troillet aux funérailles de M. Alexandre Seiler».
- ⁴ *Ibidem*, n° du 4 mai 1920, p. 2: «A propos de cousinage», signé «Luc.».
- ⁵ *Ibidem*, n° du 6 mai 1920, p. 1: «Les candidatures».
- ⁶ *Ibidem*, n° du 13 mai 1920, p. 2: «Grand Conseil [...]. La démission de notre grand argentier».
- ⁷ *Gazette du Valais*, n° du 1^{er} mai 1920, p. 2: «Nouveau conseiller d'Etat», signé «R.».
- ⁸ P. de Rivaz, *op. cit.*, pp. 445-446.
- ⁹ *FAV*, n° du 29 mai 1920, p. 2: «Autour d'un incident politique». - Voir aussi *ibidem*, n° du 26 mai, p. 2: «Un signe des temps».
- ¹⁰ *Nouvelliste*, n° du 20 mai 1920, p. 3: «Elections au Grand Conseil».
- ¹¹ *Gazette du Valais*, n° du 22 mai 1920, pp. 2-3: «Sierre. Le nouveau conseiller d'Etat», signé «XX.».
- ¹² *Bull. GC*, session de mai 1920, séance du 12, pp. 39-40.
- ¹³ *Ibidem*, séance du 18 mai 1920, pp. 92-93.
- ¹⁴ *Ibidem*, séance du 21 mai 1920, p. 176.
- ¹⁵ *Ibidem*, séance du 22 mai 1920, pp. 204-205.

- ¹⁶ *Ibidem*, session prorogée de mai 1920, séance du 2 septembre, pp. 82 et 95-100.
- ¹⁷ *Ibidem*, séance du 4 septembre 1920, pp. 155-157.
- ¹⁸ *Ibidem*, séance du 3 septembre 1920, p. 114.
- ¹⁹ *Ibidem*, séance du 4 septembre 1920, pp. 138-150.
- ²⁰ *Ibidem*, session de novembre 1920, séance du 8, pp. 7-14.
- ²¹ *Ibidem*, séance du 12 novembre 1920, pp. 93-112.
- ²² *Ibidem*, session prorogée de novembre 1920, séance du 15 janvier 1921, pp. 82-89.
- ²³ *Ibidem*, session de novembre 1920, séance du 18, pp. 191-196 et 198-201.

1921

(t. I, pp. 117-140)

- ¹ Paul de Rivaz, *op. cit.*, p. 448.
- ² FAV, n° du 24 mars 1921, p. 2 : compte rendu du Grand Conseil.
- ³ *Nouvelliste valaisan*, n° du 3 février 1921, pp. 1-2 : « Discours de M. le conseiller d'Etat Troillet ».
- ⁴ *Gazette du Valais*, n° du 1^{er} mars 1921, p. 1.
- ⁵ *Nouvelliste*, n° du 20 novembre 1920, p. 3 : « Un incident... diplomatique », dans le compte rendu du Grand Conseil.
- ⁶ *Ibidem*, année 1921, *passim*, notamment n° du 25 juin, p. 1 : « Le berceau de l'œuvre », n° du 5 juillet, p. 1 : « Panache au vent », par Ch. Saint-Maurice, et numéros suivants.
- ⁷ *Gazette du Valais*, n° du 15 février 1921, pp. 1-2 : « Le Réseau », par Charles In-Albon (St[ick]).
- ⁸ *Ibidem*, n° du 19 juillet 1921, p. 1 : « Constatations ».
- ⁹ Bull. GC, session de novembre 1921, séance du 26, pp. 278 et suiv.
- ¹⁰ *Ibidem*, pp. 287-289.
- ¹¹ *Le Confédéré*, n° du 12 décembre 1921, p. 3 : « Qui a raison... Dellberg ou Schwar ? », par B. Schwar.
- ¹² *Nouvelliste*, n° du 8 octobre 1921, p. 1 : « Interview de M. le conseiller d'Etat Troillet », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹³ *Ibidem*, n° du 19 avril 1921, pp. 2-3 : « Votation du 17 avril. Quelques résultats », suivis de « Commentaires ».
- ¹⁴ Bull. GC, session de mai 1921, séance du 9, pp. 10-14.
- ¹⁵ *Ibidem*, séance du 10 mai 1921, p. 33.
- ¹⁶ *Ibidem*, session de novembre 1921, séance du 15, p. 25.
- ¹⁷ *Ibidem*, p. 27.
- ¹⁸ *Ibidem*, session de mai 1921, séance du 18, pp. 175-176.
- ¹⁹ *Le Confédéré*, n° du 10 janvier 1921, p. 1 : « Traitements scolaires », signé « A. ».
- ²⁰ *Ibidem*, n° du 31 janvier 1921, p. 1 : « Cercles vicieux », par Louis Courthion (L. C.).

- ²¹ *Le Valais agricole*, n° du 15 août 1921, pp. 279-280 : « Arboriculture ».
- ²² *Ibidem*, n° du 30 septembre 1921, pp. 331-332 : « Plaine du Rhône ».
- ²³ *Bull. GC*, session de novembre 1921, séance du 22, pp. 161-162.
- ²⁴ *Ibidem*, séance du 17 novembre 1921, pp. 83-84.
- ²⁵ *Ibidem*, session de mai 1921, séance de relevée du 20, pp. 240-245.
- ²⁶ *Ibidem*, session prorogée de novembre 1921, séance du 18 février 1922, pp. 223-226.
- ²⁷ *Ibidem*, session prorogée de mai 1921, séance du 1^{er} juin, pp. 4-8.
- ²⁸ *Ibidem*, pp. 14-15.
- ²⁹ *Le Confédéré*, n° du 22 mars 1921, p. 1 : « Un film valaisan : *Le pauvre village* », signé « D. ».
- ³⁰ *Nouvelliste*, n° du 3 février 1921, p. 2 : « Poignée de petits faits ».
- ³¹ *Bull. GC*, session de novembre 1921, séance du 18, pp. 91-93.
- ³² Les dossiers conservés dans le fonds Troillet, aux Archives cantonales, à Sion, prouveront à quiconque les consultera (quand le délai réservé sera écoulé) que la Banque Troillet a rapporté à son propriétaire plus de soucis que de bénéfices.
- ³³ *Bull. GC*, session de novembre 1921, séance du 18, pp. 91-105.

1922

(t. I, pp. 141-154)

- ¹ *Bull. GC*, session de mai 1922, séance du 8, p. XV.
- ² *Le Confédéré*, n° du 22 juillet 1921, p. 1 : « Le Valais à Berne », par Louis Courthion.
- ³ *Ibidem*, n° du 6 février 1922, p. 1, et n° du 8 février, p. 1 : « L'affaire du Tolléron ».
- ⁴ *Ibidem*, n° du 24 avril 1922, p. 1 : « Le silence ».
- ⁵ *Ibidem*, n° du 3 mai 1922, p. 1 : « La cause, le mal, le remède ».
- ⁶ *Gazette du Valais*, n° du 20 avril 1922, p. 1 : « Chanson triste », par Ch. In-Albon.
- ⁷ *Nouvelliste valaisan*, n° du 11 mai 1922, p. 1 : « Le discours de M. le conseiller d'Etat Troillet au festival de Saxon ».
- ⁸ *Gazette du Valais*, n° du 11 mai 1922, p. 1 : « Le fiasco de Saxon ».
- ⁹ *Bull. GC*, session de mai 1922, séance du 16, pp. 58-65.
- ¹⁰ *Ibidem*, pp. 65-92.
- ¹¹ *Ibidem*, pp. 92-100.
- ¹² *Ibidem*, session de novembre 1922, séance du 17, pp. 75-92.
- ¹³ *Ibidem*, session prorogée de février 1922, séance du 17, pp. 129-138.
- ¹⁴ *Le Confédéré*, n° du 18 octobre 1922, p. 2 : « Simple question au département de l'Intérieur », signé « Phy-Phy ».
- ¹⁵ *Exposé fait par le président du Conseil d'Etat* (Joseph Kuntschen) à la séance du 7 octobre 1922, dans *Le Valais*, nos du 9 novembre 1922, pp. 1-2; du 11 novembre, pp. 1-2; du 14 novembre, pp. 1-2; du

- 16 novembre, p. 2; du 18 novembre, p. 2, sous le titre: « Phylloxéra ».
- ¹⁶ Le rapport de la commission cantonale est publié sous le titre: « La question phylloxérique », dans la *FAV*, nos du 14 novembre 1922, pp. 2-3; du 16 novembre, p. 4; du 18 novembre, p. 4; du 21 novembre, p. 4.
- ¹⁷ *Prot. CE*, séance du 31 octobre 1922, pp. 315-316.
- ¹⁸ Cette « commission consultative chargée d'examiner les mesures d'ordre général à prendre en vue de la lutte contre le phylloxéra » était composée de Maurice Bujard, conseiller d'Etat, à Lausanne; John Rochaix, conseiller national, à Genève, et du Dr Charles Godet, directeur de la Station viticole, à Auvernier. - Voir *Prot. CE*, séance du 31 octobre 1922, p. 315. - Son *Rapport sur la question phylloxérique en Valais...*, daté de décembre 1922, est publié (Sion, 1923, 12 p.).
- ¹⁹ *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1922 tenue en février et mars 1923, séance du 5 mars, pp. 128-142.
- ²⁰ Albert Luisier, *Rapport du comité de la Fédération des syndicats d'élevage de la race d'Hérens*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 novembre 1922, pp. 369-370.
- ²¹ A. Pitteloud, *L'arboriculture fruitière en Valais*, dans *Le Valais agricole*, nos du 20 novembre 1922, pp. 372-373, et du 15 décembre, pp. 383-385.
- ²² *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1922, séance du 6 mars 1923, p. 152.
- ²³ *Ibidem*, session de novembre 1922, séance du 15, p. 50.

1923

(t. I, pp. 155-169)

- ¹ *Le Confédéré*, n° du 21 janvier 1923, p. 2: « Les doléances de Jacques Bonhomme », signé « Grattaterre ».
- ² *Nouvelliste valaisan*, n° du 25 septembre 1923, p. 1: « Le budget sacré », par Ch. Saint-Maurice.
- ³ *Bull. GC*, session de mai 1923, séance du 15, pp. 30-32.
- ⁴ *Ibidem*, séance du 17 mai 1923, p. 82.
- ⁵ *Ibidem*, p. 85.
- ⁶ *Ibidem*, p. 86.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 25 mai 1923, pp. 235-236.
- ⁸ *Ibidem*, pp. 236-240.
- ⁹ *Ibidem*, p. 244 et suivantes.
- ¹⁰ *Ibidem*, séance du 23 mai 1923, pp. 169-171.
- ¹¹ *Le Confédéré*, n° du 10 octobre 1923, p. 1: « Compétences », signé « P. ».
- ¹² *Bull. GC*, session de mai 1923, séance du 25, pp. 224-227.

- ¹³ *Nouvelliste*, n° du 27 janvier 1923, p. 2: « L'autre phylloxéra?... », signé « V. ».
- ¹⁴ *FAV*, n° du 10 février 1923, p. 2: « Ce progrès! ».
- ¹⁵ *Le Confédéré*, n° du 10 août 1923, p. 1: « La percée du Vélan? », par Maurice Gabbud (G.).
- ¹⁶ *Ibidem*, n° du 31 janvier 1923, p. 1: « Martigny-Turin ».
- ¹⁷ Dr Franz Seiler, *La Société fiduciaire suisse pour l'hôtellerie*. Conférence à l'assemblée générale de l'Association pour le développement et la sauvegarde de l'industrie hôtelière du Valais, réunie à Sion, le 23 février 1923, dans *Le Valais*, n°s du 17 mars 1923, pp. 2-3; du 20 mars, pp. 2-3; du 24 mars, p. 3; du 27 mars, p. 3, et du 3 avril, p. 2.
- ¹⁸ *Le Confédéré*, n° du 17 décembre 1924, p. 1: « Le sort de la Furka-bahn ».
- ¹⁹ *Nouvelliste*, n° du 11 août 1923, p. 2: correspondance de Bagnes, signée « E. Filons ».
- ²⁰ Extrait du discours inaugural de Maurice Troillet, dans *Nouvelliste*, n° du 16 octobre 1923, p. 2.
- ²¹ *Le Confédéré*, n° du 19 septembre 1923, p. 1: « Agriculture cléricale », par Maurice Gabbud.
- ²² *Nouvelliste*, n° du 22 septembre 1923, p. 1: « Vieilles terreurs », par Ch. Saint-Maurice.
- ²³ *FAV*, n° du 2 octobre 1923, p. 2: « Lettre ouverte à M. l'avocat Leuzinger ».
- ²⁴ *Le Confédéré*, n° du 19 octobre 1923, p. 1: « Pour le vin du Valais », par Maurice Gabbud.
- ²⁵ *Ibidem*, p. 2: « Une étrange circulaire ».
- ²⁶ *Nouvelliste*, n° du 3 janvier 1923, p. 1: « Démarcations », par Ch. Saint-Maurice.
- ²⁷ A. Nanchen, *L'emballage et l'utilisation des fruits*, dans *Le Valais agricole*, n°s du 15 mars 1923, pp. 67-68; du 31 mars, pp. 84-85, et du 15 avril, pp. 102-105.
- ²⁸ H. Wuilloud, *Pommes suisses et oranges italiennes*, dans *Le Valais agricole*, n° du 29 février 1924, p. 58.
- ²⁹ H. Wuilloud, *A propos de fraises*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 juin 1924, pp. 186-187.
- ³⁰ *Bull. GC*, session de novembre 1923, séance du 15, pp. 86-101 et 104-105.
- ³¹ *Ibidem*, séance du 19 novembre 1923, pp. 137-142.

1924

(t. I, pp. 170-184)

- ¹ *Bull. GC*, session de mai 1924, séance du 23, pp. 86-103.
- ² Cité par *Le Confédéré*, n° du 9 juin 1924, p. 2: « La décadence des mines ».

- ³ Bull. GC, session de mai 1924, séances du 14, du 17 et du 23 (relevée), pp. 16-32.
- ⁴ *Ibidem*, session de novembre 1924, séance du 13, pp. 7-30.
- ⁵ *Ibidem*, session de mai 1924, séance du 20, pp. 63-74, notamment pp. 73-74.
- ⁶ *Ibidem*, séance du 21 mai 1924, pp. 79-81.
- ⁷ *Le Confédéré*, n° du 24 novembre 1924, p. 1 : « La sécurité de la route. Guerre aux chauffards ! »
- ⁸ *Ibidem*, n° du 10 novembre 1924, p. 1 : « Solidarité industrielle et paysanne », par Maurice Gabbud.
- ⁹ *Le Valais*, n° du 22 janvier 1924, p. 1 : « Dans la plaine valaisanne. Paysages de jadis », par Alpinus, pseudonyme de Philippe Farquet.
- ¹⁰ Théo Schnyder, *A propos de la mise en valeur de la plaine du Rhône*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 janvier 1924, pp. 3-7.
- ¹¹ Bull. sténogr. AF, Conseil national, 1924, pp. 496-497.
- ¹² *Ibidem*, 1923, pp. 255-257.
- ¹³ *Ibidem*, pp. 281-282.
- ¹⁴ *Ibidem*, 1924, pp. 721-749.
- ¹⁵ Bull. GC, session de novembre 1923, séance du 20, pp. 172-179.
- ¹⁶ Charles Dellberg, *La concession des forces motrices du Rhône (d'Oberwald à Fiesch et de la Massa au Mundbach)*, devant le Grand Conseil..., Lausanne, 1923, 16 p.
- ¹⁷ *Nouvelliste valaisan*, n° du 24 mai 1924, p. 3, dans le compte rendu de la session du Grand Conseil : « Séance du 22 mai. L'affaire des forces motrices du Haut-Rhône ».
- ¹⁸ *La concession Evéquoz et consorts devant le Grand Conseil*, dans *Le Confédéré*, n°s du 6 juin 1924, p. 2; du 11 juin, p. 2; du 20 juin, pp. 2-3; du 25 juin, p. 2, et du 4 juillet, p. 2. - La citation est tirée du n° du 6 juin.
- ¹⁹ *Ibidem*, n° du 11 juin 1924, p. 2.
- ²⁰ *Ibidem*, n° du 20 juin 1924, pp. 2-3.
- ²¹ *Ibidem*, n°s du 25 juin, p. 2, et du 4 juillet 1924, p. 2.

1925

(t. I, pp. 185-197)

- ¹ P. de Rivaz, *op. cit.*, pp. 450-454.
- ² *Nouvelliste valaisan*, n° du 3 février 1925, p. 1 : « La pensée gouvernementale », extraits du discours prononcé par M. Troillet à Martigny, le 1^{er} février.
- ³ *Le Confédéré*, n° du 4 février 1925, p. 2 : « En lisant... », signé « Le Liseur ».
- ⁴ *Ibidem*, n° du 16 janvier 1925, p. 1 : « Exclusivisme ».
- ⁵ Cité par le *Nouvelliste*, n° du 21 février 1925, p. 3 : « La lettre pastorale ».

- ⁶ *Le Confédéré*, n° du 22 mai 1925, p. 1.
- ⁷ *Nouvelliste*, n° du 20 octobre 1925, pp. 2-3 : « L'assemblée d'Ardon », du 18 octobre.
- ⁸ *op. cit.*, p. 454.
- ⁹ *Le Confédéré*, n° du 29 décembre 1925, p. 1 : « L'effectif électoral de Törbel ».
- ¹⁰ M. Charvoz, *Libéralisme et Evolution*, discours prononcé au festival des fanfares libérales d'Entremont, le 17 mai 1925, à Bagnes, publié dans *Le Confédéré*, n° du 3 juillet, p. 1, et du 6 juillet, p. 1.
- ¹¹ *Prot. GC*, session de novembre 1925, annexe n° 3 : « Message concernant la réorganisation des services de l'Etat », du 26 octobre 1925, 11 fol. dactylographiés.
- ¹² *Le Confédéré*, n° du 20 novembre 1925, p. 1 : « Réorganisation administrative de l'Etat ».
- ¹³ *Ibidem*, n° du 23 novembre 1925, p. 2 : « Coquille ».
- ¹⁴ *Bull. GC*, session de mai 1925, séance du 12, p. 10.
- ¹⁵ *Ibidem*, séance du 15 mai 1925, pp. 28-30.
- ¹⁶ *Ibidem*, session de novembre 1925, séance du 11, pp. 8-11.
- ¹⁷ *Nouvelliste*, n° du 12 novembre 1925, p. 2 : compte rendu de la séance du Grand Conseil du 10 novembre, signé « P. M. ».
- ¹⁸ *Prot. GC*, session de novembre 1925 prorogée au 25 janvier 1926, annexe n° 3 : « Message concernant le projet de révision de la procédure pénale... », 23 fol. multigraphiés.
- ¹⁹ *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1925, séance du 30 janvier 1926, pp. 207-211 et p. 213.
- ²⁰ *Le Confédéré*, n° du 16 novembre 1925, p. 1 : compte rendu de la séance du Grand Conseil du 13 novembre.
- ²¹ *Nouvelliste*, n° du 10 septembre 1925, p. 3 : « Le premier avion qui atterrit à Châteauneuf ».
- ²² *Ibidem*, n° du 22 octobre 1925, p. 3 : « La ligne Furka-Oberalp ».
- ²³ *Le Confédéré*, n° du 11 novembre 1925, p. 1 : compte rendu de la séance d'ouverture, le 9 novembre, au Grand Conseil.

1926

(t. I, pp. 198-209)

- ¹ *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1925, *passim*; session de mai 1926, *passim*; session de novembre 1926, *passim*. La citation se trouve à la séance du 11 novembre 1926, p. 86.
- ² *Nouvelliste valaisan*, n° du 27 mars 1926, p. 1 : « La campagne contre Châteauneuf. Comment certains clans comprennent la politique et comment l'on truque les comptes de l'Etat », signé « Agricola ».
- ³ *Ibidem*, n° du 13 avril 1926, p. 1 : « Les chiffres exacts de Châteauneuf », par Ch. Saint-Maurice.

- ⁴ *Le Confédéré*, n° du 24 mai 1926, pp. 1-2 : compte rendu de la séance de relevée du 20 mai, au Grand Conseil.
- ⁵ Publié dans *Le Valais agricole*, n° du 30 avril 1926, pp. 119-122.
- ⁶ *Nouvelliste*, n° du 25 mai 1926, p. 1 : compte rendu de la séance du Grand Conseil du 21 mai.
- ⁷ *Le Confédéré*, n° du 24 mai 1926, p. 2 : compte rendu de la séance de relevée du 20 mai.
- ⁸ *Courrier de Sion*, n° du 28 août 1926, p. 3.
- ⁹ Prot. GC, session de novembre 1926, annexe n° 15 : « Message concernant la construction des routes et chemins dans les régions montagneuses, reliant les villages de la montagne à la plaine », du 17 novembre 1926, 9 fol. multigr.
- ¹⁰ Prot. GC, session de novembre 1926 prorogée en mars 1927, annexe n° 3 : « Message concernant la construction des routes et chemins reliant les villages de la montagne à la plaine », du 11 février 1927, fol. 3-4.
- ¹¹ *Nouvelliste*, n° du 20 mai 1926, p. 2 : compte rendu de la séance du Grand Conseil du 18 mai.
- ¹² *Ibidem*, n° du 6 novembre 1926, p. 2 : « Autocars, camions et chemins de fer de montagne », signé « T. ».
- ¹³ FAV, n° du 29 mai 1926, p. 2 : « Une route alpestre Sion-Gsteig ou la Lenk ? », art. reproduit de la *Revue automobile*.
- ¹⁴ *Courrier de Sion*, n° du 22 mai 1926, p. 1 : « Propos d'un Valaisan ».
- ¹⁵ *Nouvelliste*, n° du 23 novembre 1926, p. 2 : compte rendu de la séance du Grand Conseil du 19 novembre.
- ¹⁶ Cette affaire a suscité de nombreux rapports et contre-rapports imprimés : J. Dubuis, *Rapports d'expertises concernant le département des Travaux publics...*, datés du 3 avril 1926, Sion, 38 p. - H. de Preux, *Rapports et réponses du département des Travaux publics aux rapports de M. Dubuis...*, Sion, [1926], 40 p. - Jos. Dubuis, *Réponse aux observations de M. de Preux*, du 11 mai 1926, Sion, 7 p. - H. de Preux, *Aux membres du Grand Conseil. Seconde réponse aux observations de l'expert J. Dubuis*, [Sion, 1926], 12 p. - Jos. Dubuis, *Rapport complémentaire d'expertise concernant le département des Travaux publics, demandé par le Grand Conseil en sa session de mai 1926*, [Sion], octobre 1926, 30 p.
- ¹⁷ Bull. GC, session de novembre 1926, séance du 9, pp. 11-17.
- ¹⁸ *Le Valais*, n° du 22 juin 1926, pp. 1-2 : « Une nouvelle maladie : la Fluorose », et n° du 26 juin 1926, p. 3 : « Mise au point », par H. Detraz.
- ¹⁹ Bull. GC, session de mai 1926, séance du 15, pp. 36-40.
- ²⁰ *Le Valais*, n° du 30 avril 1927, p. 2 : « La faune valaisanne disparaît. Vers l'introduction du bouquetin », signé « R. T. ».
- ²¹ Prot. GC, session de mai 1926, annexe n° 7 : « Modifications du 4 mai 1926 au règlement d'exécution de la loi sur la pêche du 5 mai 1914 ».

- ¹ Bull. GC, session prorogée de novembre 1926, séance du 9 mars 1927, pp. 47-52.
- ² *Ibidem*, pp. 52-54.
- ³ *Ibidem*, session de novembre 1927, séance du 19, pp. 139-144.
- ⁴ *Ibidem*, session de mai 1927, séance du 9, pp. 11-15.
- ⁵ Le texte du discours de Zurich est publié dans le *Nowvelliste valaisan*, n° du 22 octobre 1927, pp. 2-3 : « L'ouverture à Zurich de la Semaine valaisanne... »
- ⁶ *Nowvelliste*, n° du 17 mai 1927, p. 1 : « Les assises conservatrices à Saillon », où le discours est reproduit.
- ⁷ M. Gabbud, *Le développement agricole de Saxon*, dans *Le Confédéré*, n°s du 7 et du 9 novembre 1927.
- ⁸ Bull. GC, session de novembre 1927, séance du 14, p. 13.
- ⁹ Discours publié dans le *Nowvelliste*, n° du 19 avril 1927, pp. 1-2.
- ¹⁰ Bull. GC, session de novembre 1927, séance du 18, pp. 114-115.
- ¹¹ FAV, n° du 21 juillet 1927, p. 2 : « Un lac artificiel en Valais ».
- ¹² *Le Confédéré*, n° du 29 août 1927, p. 1 : « Les Valaisans ne sont pas autophobes ! », par Maurice Gabbud.
- ¹³ Bull. GC, session prorogée de mars 1927, séance du 9, p. 56.
- ¹⁴ *Nowvelliste*, n° du 11 mars 1926, pp. 2-3 : « Comment fut tourné le film du Valais romantique », signé « A.H. », art. reproduit de la *Tribune de Genève*.
- ¹⁵ *Le Confédéré*, n° du 18 août 1926, p. 2 : « Des gens qui ne sont pas à la page ».
- ¹⁶ Bull. GC, session prorogée de novembre 1926, séance du 7 mars 1927, p. 11.
- ¹⁷ *Ibidem*, séance du 9 mars 1927, p. 64.
- ¹⁸ *Ibidem*, session de mai 1927, séance du 13, pp. 101-102.
- ¹⁹ *Ibidem*, session de novembre 1927, séance du 22, pp. 176 et 178.
- ²⁰ *Ibidem*, pp. 181-185.
- ²¹ *Ibidem*, séance du 23 novembre 1927, pp. 205-225.
- ²² *Ibidem*, séance du 25 novembre 1927, pp. 308-309.
- ²³ *Ibidem*, séance du 18 novembre 1927, p. 129.
- ²⁴ *Ibidem*, séance du 25 novembre 1927, pp. 321-322.
- ²⁵ *Ibidem*, séance du 17 novembre 1927, pp. 102 et 105-106.
- ²⁶ AV, fonds Troillet, cart. 22, dossier du procès Troillet/*Feuille d'Avis du Valais*, orig., autographe, du 17 décembre 1927.

- ¹ FAV, n° du 6 décembre 1928, p. 2 : « Les élections de dimanche », par André Marcel, et « Un décès mystérieux ».
- ² *Ibidem*, n° du 29 mai 1928, p. 2 : « Une joute amicale. Le duel Pitte-loud-Germanier », par A. Marcel.
- ³ *Ibidem*, n° du 23 octobre 1928, p. 2 : « La lutte électorale », par A. Marcel.
- ⁴ *Ibidem*, n° du 27 octobre 1928, p. 2 : « Les gaietés de la politique », par A. Marcel.
- ⁵ *Aluminium-Industrie-Aktien-Gesellschaft Neuhausen*, Geschäftsjahr 1927, p. 13.
- ⁶ FAV, n° du 20 novembre 1930, p. 3 : « Choses vues. Des hommes dans leur prison », par A. Marcel.
- ⁷ Bull. GC, session de mai 1928, séance du 14, pp. 17-23.
- ⁸ *Ibidem*, séance du 15 mai 1928, pp. 29-31.
- ⁹ *Ibidem*, séance du 18 mai 1928, pp. 122-125.
- ¹⁰ Publié dans le *Nouvelliste valaisan*, n° du 22 mai 1928, p. 1.
- ¹¹ Publié *ibidem*, n° du 15 août 1928, pp. 1-2.
- ¹² Bull. GC, session de mai 1928, séance du 26, pp. 287-295.
- ¹³ Prot. GC, session de mai 1928, annexe n° 7 : « Message concernant le subventionnement d'un projet de remaniement parcellaire, d'irrigation, d'assainissement et de lotissement de la plaine de Vétroz », du 1^{er} mai 1928, 4 fol. dactylogr.
- ¹⁴ Bull. GC, session de mai 1928, séance du 18, pp. 128-130.
- ¹⁵ *Nouvelliste*, n° du 8 septembre 1928, p. 2 : « La marche des paysans sur Berne ».
- ¹⁶ *Le Valais agricole*, n° du 29 février 1928, pp. 55-59 : « Les idées de Ford au sujet du travail agricole ».
- ¹⁷ Bull. GC, session de mai 1928, séance du 15, p. 44.
- ¹⁸ Publié dans le *Nouvelliste*, n° du 2 juin 1928, p. 3.
- ¹⁹ Bull. GC, session de mai 1928, séance du 16, pp. 54-62.
- ²⁰ *Nouvelliste*, n° du 27 novembre 1928, p. 3 : compte rendu de la séance de relevée du Grand Conseil, le 23 novembre.
- ²¹ *Ibidem*, n° du 25 décembre 1928, p. 3 : « La station d'hiver de Zermatt ».
- ²² Bull. GC, session de mai 1928, séance du 17, pp. 97-98.
- ²³ *Ibidem*, p. 87.
- ²⁴ *Ibidem*, p. 89.
- ²⁵ *Le Valais agricole*, n° du 15 janvier 1928, pp. 3-4 : « Notre chaussée », par H. Wuilloud.
- ²⁶ Bull. GC, session de mai 1928, séance du 16, pp. 64-65.
- ²⁷ *Le Confédéré*, n° du 27 février 1928, p. 2 : « Val d'Hérens » (d'après la *Feuille d'Avis de Lausanne*).

- ²⁸ *Courrier de Sion*, n° du 25 février 1928, p. 3, sous « Chronique locale » : « Acte inqualifiable ».
- ²⁹ *Le Confédéré*, n° du 13 février 1928, p. 2 : « Evolène contre la Dixence S. A. ».
- ³⁰ *Bull. GC*, session de mai 1928, séance du 15, pp. 37-42.
- ³¹ *Le Confédéré*, n° du 15 mai 1928, p. 2 : « Le procès Evéquoze-Gabbud ».
- ³² *Nowvelliste*, n° du 12 novembre 1929, p. 1 : « Le procès Evéquoze-Dellberg, devant le Tribunal fédéral », signé « -ld. ».

1929

(t. I, pp. 241-255)

- ¹ *Bull. GC*, session de mai 1929, séance du 17, pp. 119-122.
- ² *Ibidem*, session de novembre 1929, séance du 13, pp. 72 et 75.
- ³ *Ibidem*, séance du 19 novembre 1929, p. 218.
- ⁴ *Ibidem*, session de mai 1929, séance du 16, pp. 81-82.
- ⁵ *FAV*, n° du 18 mai 1929, pp. 2-3 : compte rendu de la séance du Grand Conseil, du jeudi 16 mai ; « En marge des séances. Réflexions et potins », par André Marcel.
- ⁶ *Bull. GC*, session de mai 1929, séance du 16, pp. 83-97.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 15 mai 1929, p. 46.
- ⁸ *Ibidem*, séance du 22 mai 1929, pp. 219-239.
- ⁹ *Nowvelliste valaisan*, n° du 28 juin 1930, p. 1 : « Chronique parlementaire », par F. d'Ernst.
- ¹⁰ *Prot. GC*, session de mai 1929, annexe n° 11 : « Message concernant la loi sur l'amélioration des moyens d'irrigation dans le canton du Valais », du 10 mai 1929, 17 p. imprimées.
- ¹¹ *Bull. GC*, session de mai 1929, séance du 21, pp. 188-200, et session de novembre 1929, séance du 14, pp. 84-108.
- ¹² *Ibidem*, session de mai 1929, séance du 23, pp. 275-294.
- ¹³ *Ibidem*, session de novembre 1929, séance du 21, pp. 265-270.
- ¹⁴ *Nowvelliste*, n° du 16 juillet 1929, p. 3 : « Les Mayens de Verbier-Bagnes », signé « Tr. », c'est-à-dire Edmond Troillet, futur président du tribunal d'Entremont.
- ¹⁵ *Prot. GC*, session de mai 1929, annexe n° 29 : « Message [...] concernant les moyens propres à améliorer les conditions de la viticulture valaisanne », 16 fol. dactylogr.
- ¹⁶ *Bull. GC*, session de mai 1929, séance du 23, pp. 315-319.
- ¹⁷ *Ibidem*, session de novembre 1929, séance du 15, pp. 122-124.
- ¹⁸ *Ibidem*, séance du 13 novembre 1929, pp. 66-67.
- ¹⁹ *Nowvelliste*, n° du 13 août 1929, p. 1 : « Série noire ».

- ¹ Bull. GC, session de mai 1930, séance du 12, pp. 13-15.
- ² FAV, n° du 15 novembre 1930, p. 2: «En suivant les débats» (du Grand Conseil), par André Marcel.
- ³ Ibidem, n° du 6 mai 1930, p. 2: «Le festival de Vétroz», par A. Marcel.
- ⁴ Ibidem, n° du 13 mai 1930, p. 2: «Le festival de Fully» (du 11 mai), par A. Marcel.
- ⁵ Bull. GC, session de novembre 1930, séance du 22, pp. 482-486.
- ⁶ Cité par la FAV, n° du 4 novembre 1930, p. 2: «M. Edm. Bille et l'affaire de Preux».
- ⁷ Ibidem, n° du 26 novembre 1930, p. 2: «En suivant les débats» (du Grand Conseil), par A. Marcel.
- ⁸ Courrier de Sion, n° du 25 janvier 1930, p. 1: «Propos d'un Valaisan».
- ⁹ Ibidem, n° du 8 mars 1930, p. 3: «Chronique locale. Autour d'une publication», signé «Des pères de famille».
- ¹⁰ Bull. GC, session de novembre 1930, séance du 15, pp. 244-247 et 254-257.
- ¹¹ Prot. GC, session de mai 1930, annexe n° 10: «Message (concernant le projet de loi) sur l'assurance obligatoire contre l'incendie et les sinistres naturels», du 24 mars 1930, 48 p. imprimées.
- ¹² Bull. GC, session de mai 1930, séance du 15, pp. 120-123 et 127-128.
- ¹³ Ibidem, pp. 133-137.
- ¹⁴ Ibidem, p. 181.
- ¹⁵ Ibidem, session de novembre 1930, séance du 12, pp. 100-101.
- ¹⁶ Ibidem, séance du 12 novembre 1930, pp. 76-120; du 13, pp. 121-166; du 19, pp. 352-386; du 20, pp. 387-389.
- ¹⁷ Courrier de Sion, n° du 17 décembre 1930, p. 3: «Loi d'assurance cantonale contre l'incendie. Etatisme. Fonctionnarisme.»
- ¹⁸ Nouvelliste valaisan, n° du 23 décembre 1930, p. 1: «Gloria victis», par Ch. Saint-Maurice, et n° du 27 décembre 1930, p. 2: «A propos d'assurance-incendie», signé «A. T.» (= Aloys Theytaz?).
- ¹⁹ Le Confédéré, n° du 23 décembre 1930, p. 1: «Crise de confiance».
- ²⁰ Discours de clôture publié dans Le Valais agricole, n° du 15 juin 1930, pp. 167-171, et n° du 30 juin, pp. 184-186.
- ²¹ Dr M. Ritzenthaler, De l'importance de l'élevage du cheval et de la traction hippomobile pour la prospérité de l'agriculture, dans Le Valais agricole, n° du 31 janvier 1930, pp. 24-26 (reproduit du journal Le Paysan jurassien).
- ²² H. Wuilloud, Une commune progressiste, dans Le Valais agricole, n° du 15 février 1930, pp. 35-36, et, du même, Candide et l'agriculture, ibidem, n° du 31 août 1930, pp. 244-245.
- ²³ Bull. GC, session de mai 1930, séance du 19, pp. 233-239.

- ²⁴ *Ibidem*, séance du 23 mai 1930, pp. 396-397.
- ²⁵ *Ibidem*, pp. 398-400.
- ²⁶ *Ibidem*, pp. 405-406.
- ²⁷ *Courrier de Sion*, n° du 1^{er} mars 1930, p. 1: «A propos de la crise agricole».
- ²⁸ *Bull. GC*, session de mai 1930, séance du 17, pp. 186, 208, 194-195 et 209.
- ²⁹ *Ibidem*, pp. 214 et 216.
- ³⁰ *Ibidem*, session de novembre 1930, séance du 11, pp. 56-57 et 60.
- ³¹ *Ibidem*, séance du 21 novembre 1930, pp. 436-437 et 440.
- ³² FAV, n° du 22 avril 1930, p. 2: «En marge d'un débat. Un article de M. Edmond Bille», par A. Marcel.
- ³³ *Bull. GC*, session de mai 1930, séance du 20, pp. 272-273.
- ³⁴ FAV, n° du 7 novembre 1929, p. 2: «La galerie des hommes politiques: M. Charles Dellberg», par A. Marcel.
- ³⁵ *Bull. GC*, session de mai 1930, séance du 20, pp. 273-275.
- ³⁶ *Ibidem*, session de novembre 1930, séance du 22, pp. 488-491.
- ³⁷ *Nouvelliste*, n° du 30/31 mars 1930, p. 1: «Le schnaps en Suisse».
- ³⁸ *Bull. GC*, session de mai 1930, séance du 23, pp. 414-423.
- ³⁹ *Ibidem*, session de novembre 1930, séance du 17, pp. 291, 296, 298.
- ⁴⁰ *Ibidem*, pp. 299-302.
- ⁴¹ H. Wuilloud, *Les lapins*, dans *Le Valais agricole*, n° du 16 mars 1929, pp. 68-70.
- ⁴² *Bull. GC*, session de mai 1930, séance du 17, pp. 187-188 et 209-210.
- ⁴³ *Ibidem*, séance du 14 mai 1930, p. 78.
- ⁴⁴ *Ibidem*, session de novembre 1930, séance du 21, pp. 456-458.
- ⁴⁵ *Ibidem*, séance du 18 novembre 1930, pp. 340-348.
- ⁴⁶ *Nouvelliste*, n° du 5 juin 1930, p. 1: «Dans les nuages», par Ch. Saint-Maurice.
- ⁴⁷ *Le Confédéré*, n° du 14 août 1930, p. 1: «La Fédération valaisanne des producteurs de lait. Ce que l'on doit savoir», signé «X.».

1931

(t. I, pp. 276-297)

- ¹ FAV, n° du 5 novembre 1929, p. 2: «La galerie des hommes politiques: M. Maurice Troillet», par André Marcel.
- ² *Ibidem*, n° du 1^{er} décembre 1931, p. 2: «La fin d'une dictature».
- ³ *Ibidem*, n° du 28 juillet 1931, p. 2: «Chronique valaisanne».
- ⁴ Article paru dans le *Briger Anzeiger*, n° du 24 décembre 1930, et reproduit partiellement dans *Le Confédéré*, n° du 2 janvier 1931, p. 1, sous le titre: «Vote de confiance!»
- ⁵ H. Wuilloud, *La crise*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 novembre 1931, pp. 339-341.

- ⁶ H. Wuilloud, *La vente des fruits* (conférence..., 3^e partie), dans *Le Valais agricole*, n° du 31 juillet 1931, p. 212.
- ⁷ *Le Valais agricole*, n° du 15 janvier 1931, pp. 7-8 : « Nos exploitations agricoles diminuent » (d'après le recensement de 1929).
- ⁸ *Bull. GC*, session de mai 1931, séance du 29, pp. 316-319.
- ⁹ *Ibidem*, séance du 11 mai 1931, pp. 11, 14-17.
- ¹⁰ *Nowvelliste valaisan*, n° du 19 mai 1931, p. 1 : « Brillante manifestation politique ».
- ¹¹ *FAV*, n° du 5 mai 1931, p. 2 : « Le 1^{er} mai à Sion. Une journée avec les damnés de la terre », par A. Marcel.
- ¹² *Ibidem*, n° du 14 mai 1931, p. 2 : « En marge des séances (du Grand Conseil). Réflexions et potins », par A. Marcel.
- ¹³ *Bull. GC*, session de mai 1931, séance du 11, pp. 11-12.
- ¹⁴ Voir *Nowvelliste*, n° du 9 juin 1931, p. 3 : « L'inauguration des caves coopératives » et n° du 21/22 juin 1931, p. 1 : « Réflexions rétrospectives sur l'inauguration des caves coopératives », par Charles Godet.
- ¹⁵ *FAV*, n° du 3 septembre 1931, p. 4 : « Les caves coopératives et le commerce des vins en Valais », réponse, datée d'août 1931, de l'Union des négociants en vins du Valais à M. Troillet.
- ¹⁶ *Le Confédéré*, n° du 17 juin 1931, p. 2 : « Le protectionnisme en 1802 ».
- ¹⁷ *Bull. GC*, session de novembre 1931, séance du 10, pp. 62-63.
- ¹⁸ *Ibidem*, pp. 69-70.
- ¹⁹ *Ibidem*, pp. 73, 76-78.
- ²⁰ *Ibidem*, pp. 80-81.
- ²¹ *Ibidem*, séance du 11 novembre 1931, pp. 128-129.
- ²² *Le Courrier de Sion*, n° du 11 novembre 1931, p. 1 : « Un démagogue valaisan », et n° du 13 novembre 1931, p. 1 : « Le Courrier au Grand Conseil ».
- ²³ *Bull. GC*, session de novembre 1931, reprise en janvier 1932, séance du 29, pp. 387-393, 399-400, 403, 406, 411.
- ²⁴ *Ibidem*, séance du 14 novembre 1931, pp. 220-223.
- ²⁵ *Ibidem*, séance du 27 janvier 1932, pp. 314-315.
- ²⁶ *Ibidem*, pp. 321-327.
- ²⁷ *Ibidem*, p. 338.
- ²⁸ *Ibidem*, séance du 28 janvier 1932, pp. 346-350.
- ²⁹ Voir *ibidem*, session de mai 1931, séance du 13, pp. 78-82.
- ³⁰ *Ibidem*, séance du 27 mai 1931, pp. 199-204.
- ³¹ *Ibidem*, session de novembre 1931, séance du 11, pp. 131-135.
- ³² *Ibidem*, session de mai 1931, séance du 15, pp. 106-119 et 141-142.
- ³³ *Ibidem*, séance du 28 mai 1931, pp. 274-280 ; séance du 29 mai, pp. 283-312.
- ³⁴ *RG*, département de l'Intérieur, 1931, pp. 13-14.
- ³⁵ *Bull. GC*, session de novembre 1931, pp. 154-160.
- ³⁶ *Ibidem*, séance du 25 janvier 1932, pp. 245-278 ; du 26 janvier, pp. 281-303 ; du 30 janvier, pp. 415-425.

- ³⁷ *Ibidem*, session prorogée de janvier 1931, séance du 29, p. 137.
- ³⁸ *Ibidem*, session de novembre 1931, séance du 26 janvier 1932, pp. 311-313.
- ³⁹ *Bull. officiel du canton du Valais*, n° du 18 décembre 1931, pp. 1845-1846.
- ⁴⁰ *Nouvelliste*, n° du 4 décembre 1931, p. 1 : « Contre la loi Schulthess », par Raymond Evéquoz, député au Conseil des Etats.
- ⁴¹ *Bull. GC*, session de mai 1931, séance du 29, pp. 322-338.
- ⁴² *Nouvelliste*, n° du 20 août 1931, p. 2 : « L'affaire Walpen-Desfayes ».
- ⁴³ *FAV*, n° du 18 juin 1931, p. 2 : « M. Walpen vu par un peintre », extraits d'un article d'Edm. Bille dans la *Tribune de Genève*.
- ⁴⁴ *Bull. GC*, session prorogée de janvier 1931, séance du 28, pp. 85-87.
- ⁴⁵ *Ibidem*, pp. 88-91.
- ⁴⁶ *FAV*, n° du 9 novembre 1929, p. 2 : « La galerie des hommes politiques : M. Raymond Evéquoz », par A. Marcel.
- ⁴⁷ *Nouvelliste*, n° du 4 mai 1932, p. 1 : « L'épilogue d'un long procès », signé « W. O. ».

1932

(t. II, pp. 9-30)

- ¹ *Bull. GC*, session de novembre 1931, séance du 9, pp. 19-26.
- ² *Ibidem*, session de mai-juin 1932, séance du 9 mai, pp. 15-17.
- ³ *Le Peuple valaisan*, n° du 8 avril 1932, p. 3 : « Pendant que M. Musy et les chrétiens-sociaux réclament la baisse des salaires... Les bénéfices scandaleux de la Nestlé ». - Les chiffres correspondent au bilan imprimé.
- ⁴ *Bull. GC*, session de mai-juin 1932, séance du 9 mai, p. 38 ; séance du 10 mai, pp. 57-58.
- ⁵ *Ibidem*, séance du 12 mai 1932, p. 111.
- ⁶ *Ibidem*, session de novembre 1932, séance du 14, pp. 21-47 ; du 15, pp. 70-71.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 19 [erreur pour 18] novembre 1932, pp. 157-166.
- ⁸ *Ibidem*, pp. 176-177.
- ⁹ *Ibidem*, séance du 19 novembre 1932, pp. 201-210.
- ¹⁰ *Ibidem*, pp. 210-217.
- ¹¹ *Ibidem*, session de mai-juin 1932, séance du 31 mai, pp. 244-277.
- ¹² *Bull. officiel*, n° du 29 juillet 1932, pp. 1074-1081.
- ¹³ *Bull. GC*, session de novembre 1932 reprise en janvier 1933, séance du 16 janvier, pp. 26-32.
- ¹⁴ *Bull. sténogr. AF*, Conseil national, 1932, séance du 14 décembre, pp. 856-858.
- ¹⁵ *Ibidem*, p. 864.
- ¹⁶ *Bull. GC*, session de mai-juin 1932, séance du 1^{er} juin, pp. 281-297.
- ¹⁷ *Ibidem*, séance du 3 juin 1932, pp. 364-371.

- ¹⁸ *Ibidem*, séance du 14 mai 1932, pp. 178-182.
¹⁹ *Ibidem*, séance du 1^{er} juin 1932, pp. 303-309 et 311-312.
²⁰ *Ibidem*, session de novembre 1932 reprise en janvier 1933, séance du 18 janvier, pp. 97-104 et 107-108.
²¹ *Ibidem*, p. 134.
²² *Ibidem*, session de novembre 1932, séance du 19, pp. 229-234.
²³ *Ibidem*, session de novembre 1932 reprise en janvier 1933, séance du 17, pp. 57-96.
²⁴ *Le Courrier de Sion*, n° du 20 juin 1932, p. 1: «L'antisémitisme», par Adolphe Sauthier.
²⁵ FAV, n° du 9 août 1932, p. 2: «La série continue...», par André Marcel.
²⁶ *Ibidem*, n° du 13 août 1932, p. 1: «Pas encore!», par A. Marcel.
²⁷ *Ibidem*, n° du 23 juin 1932, p. 2: «Le petit jeu des épitaphes», par A. Marcel.
²⁸ *Le Confédéré*, n° du 9 mars 1932, p. 1: «Maurice Gabbud, rédacteur», par Ernest Défago, suivi d'un article nécrologique par Henri Laeser paru dans *La Revue* (de Lausanne).
²⁹ *Ibidem*, n° du 25 mars 1932, p. 1: «Maurice Gabbud comme collaborateur du *Glossaire*», par Louis Gauchat.

1933

(t. II, pp. 31-49)

- ¹ Publié dans le *Nouvelliste valaisan*, n° du 21 février 1933, p. 1.
² Publié *ibidem*, n° du 28 février 1933, p. 1.
³ FAV, n° du 7 mars 1933, p. 2: «Les élections au Conseil d'Etat», par André Marcel.
⁴ *Nouvelliste*, n° du 9/10 avril 1933, p. 1: «Ni énigme ni mystère», par Ch. Saint-Maurice.
⁵ FAV, n° du 19 janvier 1933, p. 1: «Chronique valaisanne», par A. Marcel.
⁶ *Nouvelliste*, n° du 12 janvier 1933, p. 3: «La route Sion-Montana».
⁷ *Ibidem*, n° du 21 mars 1933, p. 2: compte rendu de la séance du Grand Conseil.
⁸ Georges Rambert, *La crise économique et ses remèdes*, Lausanne, [1932], 109 p.
⁹ *Nouvelliste*, n° du 1^{er} avril 1933, p. 2: «Le postulat de M. Petrig».
¹⁰ Prot. GC, session de mai 1933, annexe n° 12: «Message relatif à la constitution d'un fonds cantonal de secours destiné à venir en aide aux agriculteurs dans la gêne», du 2 mai 1933, 7 fol. dactylogr.
¹¹ *Nouvelliste*, n° du 4 octobre 1933, p. 2: «Après le désastre», et n° du 5 octobre 1933, p. 1: «Le retour à l'assurance obligatoire», par Ch. Saint-Maurice.

- ¹² H. Wuilloud, *Les désastres des 23 et 24 avril*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 avril 1933, pp. 115-116.
- ¹³ *Le Valais agricole*, n° du 15 juin 1933, pp. 169-173 : « Troisième manifeste du comité de l'Union suisse des paysans concernant la lutte contre la crise agricole », du 25 avril 1933.
- ¹⁴ *Nouvelliste*, n° du 21 mars 1933, p. 1 : « Le travail d'Hercule », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁵ *Rapport de la commission de gestion* (8 fol., dactylogr.), inséré en tête du Prot. GC, session de mai 1933.
- ¹⁶ *Nouvelliste*, n° du 9 mai 1933, pp. 2-3 : compte rendu du Grand Conseil, séance du 8 mai.
- ¹⁷ *Ibidem*, n° du 2 décembre 1933, p. 3 : « L'initiative pour les routes alpestres ».
- ¹⁸ *Bull. sténogr. AF*, Conseil national, 1933, pp. 427-431 et 602-603.
- ¹⁹ Cité par la FAV, n° du 16 novembre 1933, p. 2, et confirmé par le *Nouvelliste*, n° du 23 novembre 1933, pp. 1-2.
- ²⁰ Prot. GC, session de novembre 1933, séance du 13, p. 2.
- ²¹ *Ibidem*, session prorogée de février 1934, séance du 8, pp. 44-48, et du 9, pp. 55-57.
- ²² *Nouvelliste*, n° du 12 mai 1933, pp. 2-3 : compte rendu du Grand Conseil, séance du 11 mai.
- ²³ Prot. GC, session de novembre 1933 - février 1934, annexe n° 17 : message du Conseil d'Etat du 19 janvier 1934, fol. 3.
- ²⁴ Pseudonyme du correspondant romain du *Nouvelliste*, Mgr Edouard Devoghel, dès 1929 conseiller ecclésiastique à l'ambassade royale de Belgique près le Saint-Siège, nommé camérier secret en 1932, auteur de *La Question romaine sous Pie XI et Mussolini*, Paris, Bloud et Gay, [1929], IV-339 p.
- ²⁵ *La Patrie valaisanne*, n° du 29 avril 1933, p. 1 : « Aspirations nouvelles », par Charles Allet (C. A.).
- ²⁶ *Ibidem*, n° du 3 août 1933, p. 1 : « Pourquoi ce nouveau Front? », signé « S. M. », c'est-à-dire Sylvain Maquignaz, le futur rédacteur de *La Patrie valaisanne*.
- ²⁷ *Ibidem*, n° du 23 janvier 1934, p. 1 : « Ici... et là... », par Charles Allet.
- ²⁸ FAV, n° du 8 juin 1933, p. 1 : « Le ver dans le fruit », par A. Marcel.
- ²⁹ *Ibidem*, n° du 24 octobre 1933, p. 2 : « Les chartreux et le Valais. Pourquoi n'y reviendraient-ils pas? », par A. Marcel.
- ³⁰ *Ibidem*, n° du 30 décembre 1933, p. 1 : « Réflexions sur l'heure présente... », par Alexandre Ghika.
- ³¹ *Ibidem*, n° du 6 juillet 1933, p. 2 : « Des fronts nationaux au Front valaisan », par A. Marcel.
- ³² *Ibidem*, n° du 8 juillet 1933, p. 2 : « Une imprudence », par A. Marcel.
- ³³ *Le Courrier de Sion*, n° du 17 avril 1933, p. 1 : « Célébrités », par Adolphe Sauthier.

- ³⁴ *Nouvelliste*, n° du 8 mai 1934, p. 1: «Les grandes assises du parti conservateur du Valais romand, à Fully», le 6 mai 1934.
- ³⁵ *Le Peuple valaisan*, n° du 26 janvier 1934, p. 4: «A propos d'une décapitation. Où le chef du Front valaisan se compare à Léon Nicole».
- ³⁶ *Le Confédéré*, n° du 25 septembre 1933, p. 1: «Nos enquêtes en Allemagne. Au camp de concentration de Dachau», par Pierre Bise.
- ³⁷ *Ibidem*, n° du 18 décembre 1933, p. 1: «Le fascisme et les chiffres», par Georges Rambert.
- ³⁸ *Le Peuple valaisan*, n° du 27 avril 1934, p. 3: «Monthey. Corporatisme et étatisme».

1934

(t. II, pp. 50-68)

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 7 février 1934, pp. 2-3: compte rendu du Grand Conseil, séance du 6 février.
- ² *Le Confédéré*, n° du 16 avril 1934, p. 1: «Le départ de M. Musy», par Georges Rambert, art. reproduit du *Journal des cafetiers vaudois*.
- ³ *Bull. sténogr. AF*, Conseil national, 1934, pp. 516-518.
- ⁴ *FAV*, n° du 14 avril 1934, p. 1: «Ingratitude?», par André Marcel.
- ⁵ *Le Courrier de Sion*, n° du 20 mars 1934, p. 2: «Un bruit qui resuscite».
- ⁶ *Prot. GC*, session de mai 1934, annexe n° 9: «Rapport provisoire... sur l'assainissement des finances de l'Etat du Valais», du 26 avril 1934, par Emile Mäder et Adolf Seiler (8 fol. multigr.), fol. 4.
- ⁷ *Ibidem*, session de novembre 1934 et février-mars 1935, annexe n° 17: «Rapport d'expertise sur la situation financière du canton du Valais et propositions pour son amélioration», daté de «Saint-Gall et Liestal, début de septembre 1934», par E. Mäder et A. Seiler, conseillers d'Etat.
- ⁸ *Prot. CE*, 2^e séance du 26 octobre 1934, pp. 48-49.
- ⁹ *Ibidem*, séance du 30 octobre 1934, pp. 52-57.
- ¹⁰ *Ibidem*, 2^e séance du 2 novembre 1934, p. 67.
- ¹¹ *Prot. GC*, session de mai 1934, annexe n° 9: «Rapport sur l'encouragement donné à l'agriculture dans le canton du Valais», par O. Howald, s. d., 24 fol. multigr.
- ¹² *FAV*, n° du 17 novembre 1934, p. 1: compte rendu du Grand Conseil, séance du 15 novembre.
- ¹³ *Prot. GC*, session de novembre 1934, annexe n° 7: «Réorganisation des services de l'Etat», mémoire de Maurice Troillet (61 fol. multigr., daté de novembre 1934), fol. 32-33.
- ¹⁴ *FAV*, n° du 17 novembre 1934, p. 1: compte rendu du Grand Conseil, séance du 15 novembre.
- ¹⁵ Discours publié dans *Le Courrier de Sion*, n° du 6 juin 1934, p. 1: «Le cinquantenaire de la Cécilia».

- ¹⁶ *Nouvelliste*, n° du 7 novembre 1934, p. 3 : « Le gouvernement démissionnera-t-il ? »
- ¹⁷ *FAV*, n° du 1^{er} février 1934, p. 1 : « A propos de l'initiative routière. Réponse aux hésitants », signé « F. L. B. ».
- ¹⁸ *Le Confédéré*, n° du 17 décembre 1934, p. 2 : « Le *Nouvelliste* et la situation financière en Valais », signé « P. C. ».
- ¹⁹ *Nouvelliste*, n° du 8 mai 1934, p. 1 : « Les grandes assises du parti conservateur du Valais romand, à Fully », le 6 mai 1934.
- ²⁰ H. Wuilloud, *L'impôt fédéral sur le vin*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 août 1934, p. 228.
- ²¹ *Nouvelliste*, n° du 28 février 1934, p. 1 : « Une *Landsgemeinde* des arboriculteurs valaisans », signé « R. », où l'on trouve un compte rendu de la conférence du Dr Feisst, du 25 février, à Sion, à l'assemblée de la Société valaisanne de pomologie.
- ²² *Ibidem*, n° du 11 avril 1934, p. 1 : « La création d'une Fédération de producteurs de fruits et légumes du Valais », signé « M. R. ».
- ²³ H. Wuilloud, *Rapport pour 1932 présenté à l'assemblée générale de la Fédération romande des sociétés d'horticulture, le 21 mai (1933), à Fribourg*, dans *Le Valais agricole*, n° du 31 mai 1933, pp. 149-150.
- ²⁴ *La Patrie valaisanne*, n° du 15 décembre 1934, p. 2 : « A propos de la pelle mécanique », par Albert Luisier.
- ²⁵ *Le Courrier de Sion*, n° du 22 juin 1934, p. 1 : « L'âge de la veulerie », qui est, pour l'essentiel, la reproduction d'un article de Charles Du Mont, dans *L'Observateur*, de Genève.
- ²⁶ *Ibidem*, n° du 18 juillet 1934, p. 1 : « Le mouvement artistique en Suisse (1900-1930) », également reproduit de *L'Observateur*.
- ²⁷ *FAV*, n° du 27 décembre 1934, p. 3 : « Olsommer à l'hôtel de la Paix », par A. Marcel.
- ²⁸ *Ibidem*, n° du 20 novembre 1934, p. 1 : « Le folklore valaisan. La motion de M. Thomas ». - Un exemple, recueilli parmi tant d'autres, dans le *Nouvelliste*, n° du 30 juillet 1921, p. 2 : la mention d'un triptyque, daté de 1520 et provenant de l'église de Bourg-Saint-Pierre, acquis par le Musée gruérien, à Bulle.
- ²⁹ *Nouvelliste*, n° du 1/2 avril 1934, pp. 2-3 : « Les Mayens de Verbier », signé « XXX. ».
- ³⁰ Cité dans *Le Confédéré*, n° du 11 décembre 1933, p. 2 : « Verbier, la hantise des skieurs ! », par Eugène Moser, rédacteur du journal.
- ³¹ *Ibidem*, n° du 3 septembre 1934, p. 1 : « Un seul Valais », par E. Moser, réponse à un article du *Courrier de Sion*, n° du 17 août 1934, pp. 2-3 : « Un Kulot de Poméranie ».
- ³² Des « On-dit... », ou plus souvent, lors des sessions du Grand Conseil, les chroniques intitulées alors : « En marge des séances », dans la *FAV*.
- ³³ Lettre du 17 décembre 1927, citée à l'année 1927, note 26.
- ³⁴ *FAV*, n° du 30 juillet 1932, p. 2 : « La déclaration », par A. Marcel.
- ³⁵ Tous les faits, dates et citations rapportés dans les pages suivantes et

dont la source n'est pas indiquée, sont tirés des pièces originales, expéditions ou copies des divers procès, conservées aux AV, dans le fonds Troillet, cart. 22 (classement provisoire).

³⁶ FAV, n° du 9 février 1935, p. 3 : « L'Etat du Valais suspend ses paiements », information particulière reproduite en caractères gras.

³⁷ Du 9 février 1935, adressée à Jos. Escher, président du Conseil d'Etat, et signée par André Marcel.

³⁸ FAV, n° du 12 février 1935, p. 2.

³⁹ Prot. CE, séance du 22 février 1935, pp. 297-299.

⁴⁰ Ibidem, séance du 4 octobre 1935, p. 156.

⁴¹ M. Maurice Troillet vu par les chefs conservateurs. Extraits « in parte qua » du procès Troillet / Journal et Feuille d'Avis du Valais. Audition des témoins, dépositions authentifiées par A. Sidler et J. Calpini, président et greffier du tribunal de Sion, s. l. n. d. [1951], 1 fol. (21 × 30 cm.).

⁴² FAV, n° du 18 juillet 1933, p. 2 : « Le pardon des offenses », par André Marcel.

⁴³ Sur cette affaire, voir FAV, n° du 17 et du 19 mai 1934 ; *Nouvelliste*, n° du 17 et du 18 mai ; *Le Confédéré*, n° du 16 et du 18 mai 1934, etc.

1935

(t. II, pp. 69-81)

¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 23 mars 1935, p. 1 : « L'esprit public », par Ch. Saint-Maurice.

² Ibidem, n° du 23 mars 1935, pp. 2-3 : « M. le conseiller d'Etat Troillet à Saxon ».

³ Prot. CE, séance du 22 février 1935, p. 300.

⁴ Ibidem, séance du 25 juillet 1935, p. 66.

⁵ Ibidem, séance du 11 février 1935, pp. 240-241.

⁶ Ibidem, p. 242.

⁷ Ibidem, pp. 242-243.

⁸ Ibidem, séance du 12 février 1935, p. 248.

⁹ Ibidem, séance du 13 février 1935, p. 261.

¹⁰ Ibidem, séance du 18 février 1935, p. 275.

¹¹ Ibidem, [3^e] séance du 7 mai 1935, pp. 414-422.

¹² Ibidem, séance du 2 juillet 1935, pp. 5-9.

¹³ Ibidem, séance du 10 juillet 1935, pp. 31-32.

¹⁴ Ibidem, séance du 18 juillet 1935, pp. 44-45.

¹⁵ Ibidem, séance du 23 décembre 1935, pp. 322-336.

¹⁶ Ibidem, séance du 22 octobre 1935, p. 196.

¹⁷ FAV, n° du 19 novembre 1935, pp. 1 et 3 : « Discours de M. Escher, conseiller d'Etat, sur la situation financière du canton ».

- ¹⁸ Prot. GC, session de novembre 1935, annexe n° 1: «Déclaration de la commission des finances sur le projet de budget de 1936 faite à la séance du Grand Conseil du 11 novembre 1935», 13 fol. dactylogr.
- ¹⁹ Ibidem, séance du 11 novembre 1935, p. 5.
- ²⁰ RG, 1935, Travaux publics, pp. 28-31. - Edmond Giroud, *Le problème du Rhône. Problème vital*, dans le *Nouvelliste*, n° du 13 novembre 1935, pp. 1-2.
- ²¹ FAV, n° du 14 mai 1936, p. 2: compte rendu du Grand Conseil, séance du 13 mai 1936: «La motion Clavien concernant les forces hydrauliques».
- ²² RG, 1935, Travaux publics, pp. 34-35.
- ²³ Prot. GC, session de juillet 1936, annexe n° 15: Interpellations du 6 juillet 1936.
- ²⁴ *Nouvelliste*, n° du 24/25 mars 1935, p. 1: «L'équilibre dans les départements», signé «L. D.», probablement Lucien de Dardel.
- ²⁵ Prot. CE, séance du 25 juillet 1935, pp. 58-59.
- ²⁶ *La Patrie valaisanne*, n° du 2 avril 1935, p. 2: «Si Bébé est bien sage, le 5 mai (votation Rail-Route)».
- ²⁷ *Nouvelliste*, n° du 7 mai 1935, p. 1: «Formidable désaveu», par Ch. Saint-Maurice.
- ²⁸ Discours au Conseil des Etats, reproduit dans le *Nouvelliste*, n° du 25 mai 1935, p. 1.
- ²⁹ *Nouvelliste*, n° du 4 juin 1935, p. 1.
- ³⁰ Ibidem, n° du 10 septembre 1935, p. 1.
- ³¹ Ibidem, n° du 29 octobre 1935, pp. 1-3.
- ³² *Le Courrier du Valais*, n° du 1^{er} juillet 1935, p. 2.
- ³³ *Nouvelliste*, n° du 6 décembre 1935, p. 1: «Le vice-président», par Ch. Saint-Maurice.

1936
(t. II, pp. 82-98)

- ¹ Bull. sténogr. AF, Conseil national, 1936, *passim*, et notamment séance du 7 janvier, pp. 17-21.
- ² *Courrier du Valais*, n° du 17 août 1936, p. 1: «Chômeur et paysan», par B. Schwar, art. reproduit du *Pays vaudois*.
- ³ Notamment *Gazette de Lausanne*, n° du 28 septembre 1936, *passim*.
- ⁴ Richard König, *L'organisation corporative et l'agriculture*, conférence donnée... le 26 janvier 1935, à Lausanne, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 février 1935, pp. 38-42; n° du 1^{er} mars 1935, pp. 52-53.
- ⁵ *Courrier du Valais*, n° du 24 août 1936, p. 2: «Les juifs doivent payer», par Mathieu Degeilh.
- ⁶ Ibidem, n° du 2 septembre 1936, p. 1: «Page de l'Union nationale... Programme d'action».

- ⁷ *Ibidem*, n° du 18 septembre 1936, pp. 1-2 : « Le chef rexiste de Belgique à Genève ».
- ⁸ *Ibidem*, n° du 10 février 1936, pp. 1-2 : « Discours de M. le conseiller d'Etat Troillet à la session de février 1936 », le 3.
- ⁹ *Prot. CE*, séance du 3 janvier 1936, p. 385.
- ¹⁰ *Courrier du Valais*, n° du 5 février 1936, p. 1 : « Discours prononcé par M. Lorétan, président du Conseil d'Etat », le 3 février, au Grand Conseil.
- ¹¹ *Ibidem*, n° du 10 août 1936, p. 1 : « Le peuple valaisan a bien jugé », par Léopold Rey.
- ¹² *La Patrie valaisanne*, n° du 11 juillet 1936, pp. 1-2 : « Motion en faveur de l'aménagement du vignoble valaisan », par Edmond Giroud.
- ¹³ Voir aussi *Le Confédéré*, n° du 3 août 1936, p. 2 : « Sur la motion Ed. Giroud », par Marcel Boson.
- ¹⁴ *Prot. GC*, session de novembre 1936, annexe n° 6 : « Message concernant le projet de loi sur les remaniements parcellaires », du 27 octobre 1936, 9 fol. dactylogr.
- ¹⁵ *Courrier du Valais*, n° du 20 novembre 1936, p. 1 : « Contre la ruine de l'agriculture ».
- ¹⁶ *Gazette de Lausanne*, n° du 29 janvier 1936, p. 6 : « Lettres parlementaires : le Conseil fédéral et les vins », par Pierre Grellet.
- ¹⁷ *Le Valais agricole*, n° du 15 juin 1935, pp. 164-166 : « Les absurdités de l'étatisme », par Joseph Barthélemy, art. reproduit du journal *Le Matin*, n° du 29 avril 1935.
- ¹⁸ *Prot. GC*, session de novembre 1935, seconde partie tenue en février 1936, séance du 3 février, pp. 4-5.
- ¹⁹ *Ibidem*, session de juillet 1936, séance du 7, pp. 14-15.
- ²⁰ *Le Confédéré*, n° du 10 juillet 1936, pp. 2-3 : « M. de Cocatrix lâché par ses amis. Le parti conservateur s'est condamné lui-même ».
- ²¹ *Ibidem*, notamment n° du 11 septembre 1936, p. 1 : « Une entrevue avec M. le conseiller d'Etat de Cocatrix », par André Marcel.
- ²² *Ibidem*, n° du 11 septembre 1936, p. 2 : « Leurs remèdes de bonne femme... », par A. Marcel.
- ²³ *Ibidem*, n° du 4 novembre 1936, p. 2 : « M. Dellberg va poser sa candidature au Conseil d'Etat », par A. Marcel.
- ²⁴ *FAV*, n° du 8 septembre 1936, p. 2 : « La réunion du directoire du parti conservateur » ; *Le Confédéré*, n° du 7 septembre 1936, p. 2 : « Une réunion secrète du directoire », par A. Marcel.
- ²⁵ *Le Confédéré*, n° du 18 novembre 1936, p. 1 : « Opinion d'un chasseur. L'ouverture de la chasse au Montbrun », signé « Un chasseur ».
- ²⁶ *Ibidem*, n° du 23 novembre 1936, p. 2 : « La chasse au Montbrun ».
- ²⁷ *Prot. CE*, séance du 10 juillet 1936, pp. 216-217.
- ²⁸ *La Patrie valaisanne*, n° du 25 janvier 1936, p. 1 : « L'enseignement secondaire », signé « *** ».

- ¹ *Le Confédéré*, n° du 6 novembre 1936, p. 1 : « Un dur métier », par André Marcel.
- ² *Le Courrier du Valais*, n° du 12 janvier 1937, p. 1 : « La collaboration radicale », par Jean-Jérôme Roten (« R. »).
- ³ *Nouvelliste valaisan*, n° du 23 février 1937, p. 1 : « L'assemblée des délégués conservateurs du Bas-Valais à Saint-Maurice », le 21 février 1937, signé « M. G. » (Marcel Gross ?)
- ⁴ *Ibidem*, n° du 2 mars 1937, pp. 1-2 : « L'assemblée cantonale des délégués conservateurs. Sous le signe de l'union et de la paix. Vers un nouvel avenir », signé « M. G. » (Marcel Gross ?)
- ⁵ *Le Confédéré*, n° du 12 avril 1937, p. 1 : « La tâche ingrate de M. Fama », par A. Marcel.
- ⁶ *Nouvelliste*, n° du 22 mai 1937, p. 1 : « La direction du navire », par Ch. Saint-Maurice.
- ⁷ *Prot. GC*, session de mai 1937, annexe n° 13 : « Message... » et « Projet de loi sur les élections et votations », 4 + 16 fol. multigr.
- ⁸ *La Patrie valaisanne*, n° du 24 juillet 1937, p. 1 : « Le Conseil d'Etat à l'abri des importuns », par Aloys Theytaz.
- ⁹ *Prot. GC*, session de mai 1937, séance du 10, p. 2. - *Nouvelliste*, n° du 12 mai 1937, p. 1 : « Parole de gouvernement », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁰ *Le Confédéré*, n° du 12 mai 1937, p. 3 : « Les cocasseries de la politique », par A. Marcel.
- ¹¹ *Prot. GC*, session de novembre 1937, séance du 9, p. 4.
- ¹² *Nouvelliste*, n° du 6 janvier 1937, pp. 2-3 : « A propos de capitaux cachés ».
- ¹³ *Prot. GC*, session de novembre 1937, annexe n° 17 : « Message concernant la révision de la loi fiscale », du 5 novembre 1937, 5 fol. multigr.
- ¹⁴ *FAV*, n° du 28 avril 1937, p. 1 : « M. le professeur A. Favre parle de la dévaluation ».
- ¹⁵ *Prot. GC*, session de mai 1937, séance du 10, p. 3.
- ¹⁶ H. Wuilloud, *Une pomme de valeur*, dans *Le Valais agricole*, n° du 30 octobre 1937, pp. 259-260.
- ¹⁷ *Prot. CE*, séance du 23 mars 1937, fol. 78.
- ¹⁸ *FAV*, n° du 14 juillet 1937, p. 1 : « Toujours la question des vins. M. Troillet nous dit... », signé « Fr. ».
- ¹⁹ *Prot. GC*, session de mai 1937, annexe n° 8 : « Loi sur les remaniements parcellaires », du 13 mai 1937, 11 p. dactylogr.
- ²⁰ *Bull. sténogr. AF*, Conseil national, 1937, pp. 730-798.
- ²¹ *Prot. GC*, session de juillet 1937, annexe n° 17 : « Message concernant la création d'une Union valaisanne du tourisme et la perception de la taxe de séjour », du 7 mai 1937, 8 fol. dactylogr., et « Décret concernant l'organisation touristique du canton et la perception de la taxe

- de séjour », adopté en seconds débats, le 6 juillet 1937, 2 p. dactylogr.
- ²² *Prot. CE*, séance du 5 mars 1936, pp. 4-5.
- ²³ *Nowvelliste*, n° du 10 juillet 1937, pp. 3-4 : « Le glacier du Rhône et la famille Seiler », par Philippe Amiguet, art. reproduit du journal *Le Temps*.
- ²⁴ *Prot. CE*, séance du 13 mars 1937, fol. 70.
- ²⁵ *Ibidem*, séance du 14 janvier 1935, p. 179.
- ²⁶ *Prot. GC*, session de juillet 1937, annexe n° 12 : « Message concernant un projet d'emprunt de 7,5 millions », du 19 juin 1937, 5 fol. dactylogr.
- ²⁷ *Le Confédéré*, n° du 31 décembre 1936, suppl., 3^e feuille : « A la montagne. Seul au Cervin. »

1938

(t. II, pp. 112-124)

- ¹ *Nowvelliste valaisan*, n° du 16 mars 1938, p. 1 : « Le Saint-Siège et les événements de Vienne », signé « Mario ».
- ² *Ibidem*, n° du 5 mai 1938, p. 1 : « Face à face », par Ch. Saint-Maurice.
- ³ *Ibidem*, n° du 10 mai 1938, pp. 2-3 : « Les discours du Duce et du Führer ».
- ⁴ *Bull. GC*, session de février 1938 (fascicule multigr.), séance du 23, fol. 16 (de la séance).
- ⁵ *Ibidem*, séance du 24 février 1938, fol. 2-4 (de la séance).
- ⁶ *Ibidem*, fol. 5-9, 11, 13-15 et 21 (de la séance).
- ⁷ *Ibidem*, session de juin-juillet 1938 (fasc. multigr.), séance du 30 juin, fol. 78 (du fascicule).
- ⁸ *La Patrie valaisanne*, n° du 29 mars 1938, p. 1 : « Le parti conservateur devant le pays », par Aloys Theytaz, citant largement le discours d'O. de Chastonay, prononcé à Saxon, le 24 mars précédent.
- ⁹ *Nowvelliste*, n° du 14 mai 1938, p. 3 : « L'évolution économique et financière du Valais », exposé présenté au Grand Conseil lors de l'examen de la gestion.
- ¹⁰ *Prot. GC*, session de mai 1938, séance du 12, p. 18.
- ¹¹ *Ibidem*, session de novembre 1938, annexe n° 2 : « Message... » et « Projet de décret prévoyant les mesures provisoires destinées à assurer l'équilibre financier », 2 + 2 fol.
- ¹² *Nowvelliste*, n° du 16 novembre 1938, p. 6 ; n° du 17 novembre, p. 4 ; n° du 18 novembre, pp. 3-4 : compte rendu du Grand Conseil, séance des 15, 16 et 17.
- ¹³ *BC*, 22^e rapport, exercice 1938, *passim*.
- ¹⁴ *Le Peuple valaisan*, n° du 15 juin 1938, p. 2 : « Les 25 ans du gouvernement de M. Troillet », par Clovis Pignat.
- ¹⁵ *Nowvelliste*, n° du 12 mai 1938, p. 1 : « La grande détresse et les pouvoirs publics », par Ch. Saint-Maurice.

- ¹⁶ Prot. GC, session prorogée de mai 1938 en juin-juillet, annexe n° 2 : « Message relatif à l'aide à apporter aux agriculteurs éprouvés par le gel et la fièvre aphteuse », du 25 juin 1938, 4 fol. dactylogr.
- ¹⁷ Prot. CE, séance du 31 décembre 1938, fol. 202.
- ¹⁸ Prot. GC, session de mai 1938, séance du 12, pp. 15-16. - *La Patrie valaisanne*, n° du 10 et du 14 juin 1938, p. 1 : « Le problème de la colonisation intérieure », par Aloys Theytaz.
- ¹⁹ UVT, 1^{er} rapport, exercice 1937-1938, 11 fol. dactylogr.
- ²⁰ Prot. GC, session prorogée de mai 1938, séance du 27 juin, p. 7.
- ²¹ Cité dans le *Nouvelliste*, n° du 28 février 1938, p. 1 : « La motion de Rivaz », par Ch. Saint-Maurice.
- ²² Prot. GC, session prorogée de novembre 1937 en février 1938, annexe n° 13.
- ²³ *Le Confédéré*, n° du 7 janvier 1938, p. 1 : « Pour sauvegarder les beautés du Valais », par André Marcel, qui fait écho à la brochure que l'abbé I. Mariétan vient de publier par les soins du département de l'Instruction publique : *La protection de la nature dans le canton du Valais*, Sion, 1937, 47 p.
- ²⁴ Prot. CE, séance du 1^{er} février 1938, fol. 174.
- ²⁵ *Le Confédéré*, n° du 16 août 1938, p. 1 : « L'encouragement aux arts », par A. Marcel.
- ²⁶ *Ibidem*, n° du 20 mai 1938, p. 2 : « La faillite du *Journal et Feuille d'Avis du Valais S. A.* », par A. Marcel.

1939

(t. II, pp. 125-138)

- ¹ Cité dans *La Patrie valaisanne*, n° du 17 janvier 1939, p. 1 : « Un article odieux », art. reproduit de la *Tribune de Lausanne*.
- ² *Nouvelliste valaisan*, n° du 9 juillet 1939, pp. 1-2 : « Comment le public italien voit la crise internationale », par Guardia.
- ³ *Ibidem*, n° du 8 décembre 1939, p. 5 : « Le point de vue italien », par Guardia, qui cite un article de Renato Famea, rédacteur du *Popolo d'Italia*.
- ⁴ *Le Confédéré*, n° du 15 novembre 1939, p. 3 : compte rendu du Grand Conseil, séance du 14 novembre 1939.
- ⁵ Prot. GC, session de novembre 1939, pp. 7-11.
- ⁶ *Ibidem*, session de février-mars 1939, annexe n° 2 : « Message concernant le projet de loi sur les impôts cantonaux et communaux », du 10 novembre 1938, 19 fol. multigr.
- ⁷ *Ibidem*, session de mai 1939, *passim*, et, pour le sanatorium, annexe n° 23 : « Message... », du 23 mai 1939, 4 fol. dactylogr.
- ⁸ Prot. CE, séance du 13 janvier 1939, fol. 212-213.
- ⁹ *Ibidem*, séance du 13 juillet 1939, fol. 129.

- ¹⁰ *Prot. GC*, session de novembre 1939, annexe n° 1: «Rapport-message accompagnant le projet de décret concernant l'approbation des mesures prises par le Conseil d'Etat depuis la mobilisation générale et lui accordant pleins pouvoirs pour l'avenir», du 24 octobre 1939, 4 fol. multigr.
- ¹¹ Bojen Olsommer, *Banque cantonale du Valais 1858-1894, 1917-1967*, Sion, 1967, pp. 129-130.
- ¹² *La Patrie valaisanne*, n° du 10 janvier 1939, p. 1: «Sur une concentration vigneronne, paysanne et ouvrière», par Aloys Theytaz, rapportant les propos tenus lors de l'assemblée du 8 janvier, à Sion, par Daniel Carrard, d'Echallens.
- ¹³ *Le Confédéré*, n° du 10 mars 1939, p. 2: «Le secours aux vignerons dans la misère», par André Marcel.
- ¹⁴ *La Patrie valaisanne*, n° du 21 mars 1939, p. 1: «L'aide aux vignerons», signé «X.».
- ¹⁵ *Le Confédéré*, n° du 21 avril 1939, p. 1: «Le forçat de la faim a bon appétit», par A. Marcel.
- ¹⁶ *Nowvelliste*, n° du 18 janvier 1939, p. 3: «L'action de secours pour venir en aide aux vignerons»; n° du 28 janvier 1939, p. 6: «Le plan de la commission consultative».
- ¹⁷ *Ibidem*, n° du 18 mai 1939, p. 2: «La distribution des secours aux vignerons victimes du gel», communiqué du Fonds cantonal de secours.
- ¹⁸ H. Wuilloud, *Le Doryphore*, dans *Le Valais agricole*, n° du 31 juillet 1939, pp. 202-203.
- ¹⁹ *Le Confédéré*, n° du 31 mars 1939, supplément, p. 1: «La future politique agricole suisse», extraits d'une conférence du Dr Feisst, à Lausanne.
- ²⁰ *UVT*, 2^e rapport, exercice 1938-1939, *passim*.
- ²¹ *Nowvelliste*, n° du 19 janvier 1939, p. 1: «Le ski en Valais», par Rodolphe Taugwalder.
- ²² *Prot. GC*, session de février-mars 1939, séance du 4 mars, p. 44. (De larges extraits de cette motion sont publiés, sous le titre: «Pour le visage aimé de la patrie», dans les *Annales valaisannes*, 1939, pp. 488-490.)
- ²³ *Ibidem*, pp. 45-46.
- ²⁴ *Bull. sténogr. AF*, Conseil national, 1939, séance du 28 mars, pp. 189-193.
- ²⁵ *La Patrie valaisanne*, n° du 31 mars 1939, p. 1: «Pro Mamma Helvetia», par Aloys Theytaz.
- ²⁶ *Prot. CE*, séance du 31 octobre 1939, fol. 41.
- ²⁷ *Ibidem*, séance du 3 novembre 1939, fol. 42.
- ²⁸ *FAV*, n° du 3 avril 1939, p. 1: «A propos de la Faculté américaine de théologie», signé «***».
- ²⁹ *Le Confédéré*, n° du 22 février 1939, p. 2: «Autour du *Canisianum* de Sion. L'élégante solution», correspondance de Berne signée «X.».

- ¹ *Le Confédéré*, n° du 24 janvier 1940, p. 1: « La gaffe », par André Marcel.
- ² Citations *ibidem*, n° du 7 juin 1940, p. 1, dans: « L'appel au Nouveau Monde », par A. Marcel.
- ³ Cité dans le *Nouvelliste valaisan*, n° du 10 octobre 1940, p. 1: « Le nouvel exposé de M. Churchill ».
- ⁴ Cité dans *Le Confédéré*, n° du 23 octobre 1940, p. 1: « L'humour héroïque », par A. Marcel.
- ⁵ Cité *ibidem*, n° du 15 mai 1940, p. 1: « Un grand discours de M. Churchill ».
- ⁶ *Le Confédéré*, n° du 1^{er} avril 1940, p. 1: « Rupture ? », par A. Marcel.
- ⁷ FAV, n° du 30 août 1940, p. 1: « La famine, la ruine et la révolution aux portes de l'Europe », par Alexandre Ghika.
- ⁸ *Ibidem*, n° du 25 octobre 1940, p. 1: « La France partenaire de l'Axe », par Fernand Lomazzi.
- ⁹ *Nouvelliste*, n° du 11 octobre 1940, p. 1: « Paroles de chef ».
- ¹⁰ *Nouvelliste*, n° du 12 octobre 1940, p. 1: « Les grandes lignes de la révolution nationale française ».
- ¹¹ *La Patrie valaisanne*, n° du 22 octobre 1940, p. 1: « Où les nationaux reprennent leurs droits », par Aloys Theytaz.
- ¹² FAV, n° du 27 décembre 1940, p. 1: « M. H. G. Wells, optimiste impénitent ! ».
- ¹³ *Prot. CE*, séance du 7 mai 1940, fol. 186.
- ¹⁴ *Nouvelliste*, n° du 9 janvier 1940, p. 1: « Principe, slogan, formule », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁵ *Le Confédéré*, n° du 12 juin 1940, p. 1: « Pourquoi le Valais n'obligerait-il pas les fainéants à travailler ? », par A. Marcel.
- ¹⁶ UVT, 3^e rapport, exercice 1939-1940, *passim*.
- ¹⁷ *Le Confédéré*, n° du 18 mars 1940, p. 2: « L'assemblée de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes », à Sion, le 17 mars, par Joseph Reymondeulaz.
- ¹⁸ B. Olsommer, *25 ans de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes*, Martigny, 1959, pp. 12-13.
- ¹⁹ BC, 24^e rapport, exercice 1940, *passim*.
- ²⁰ RG, 1940, département de l'Intérieur, p. 32.
- ²¹ *Prot. GC*, session de novembre 1940, annexe n° 9: « Message... » et « Projet de loi sur le notariat », du 26 avril 1940, 8 + 8 fol. multigr.
- ²² RG, 1940, département des Travaux publics, pp. 18 et 22-23.
- ²³ Par exemple *Prot. CE*, séance du 30 mars 1940, fol. 161.
- ²⁴ Ed. Jacky, *Nos attelages*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 janvier 1940, pp. 7-8, suite et fin d'un article reproduit de *Terre vaudoise*.

- ²⁵ *Nouvelliste*, n° du 16 mars 1940, p. 5 : « Sierre, où le Midi commence », par Ch.-A. Cingria, art. reproduit de la *Gazette de Lausanne*.
- ²⁶ *Ibidem*, n° du 14 février 1940, p. 1 : « Le facteur canton et le facteur homme », par Ch. Saint-Maurice, qui reproduit des extraits d'articles de Pierre Grellet, dans la *Gazette de Lausanne*, et de Léon Savary, dans la *Tribune de Genève*.
- ²⁷ *FAV*, n° du 7 février 1940, p. 2 : « Canton du Valais. L'élection complémentaire au Conseil fédéral. Le choix des candidats ».
- ²⁸ *La Patrie valaisanne*, n° du 6 décembre 1940, p. 1 : « Pour une réforme suisse », par Oscar de Chastonay.
- ²⁹ *Le Confédéré*, n° du 28 février 1940, p. 1 : « Les enseignements de... l'enseignement », par A. Marcel.
- ³⁰ *Ibidem*, n° du 19 février 1940, pp. 1-2 : « M. Troillet sans auréole », par A. Marcel.
- ³¹ *Nouvelliste*, n° du 25 février 1940, pp. 2-3 : « Autour de l'élection du conseiller fédéral » (revue de la presse); n° du 27 février 1940, p. 1 : « Pamphlets et lettres anonymes », par Ch. Saint-Maurice.
- ³² *Prot. GC*, session de novembre 1940, séance du 11, p. 3.
- ³³ *Gazette de Lausanne*, n° du 10 décembre 1940, p. 4 : « Lettres parlementaires. Un coup tordu », par Pierre Grellet.

1941

(t. II, pp. 152-169)

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 31 janvier 1941, p. 1 : « Une voix de Paris ».
- ² *Ibidem*, n° du 12 février 1941, p. 1 : « Le Maréchal a désigné son successeur en la personne de l'amiral Darlan ».
- ³ *Gazette de Lausanne*, n° du 28 avril 1941, p. 2 : « Un discours de M. Churchill », le dimanche 27 avril.
- ⁴ *La Patrie valaisanne*, n° du 7 octobre 1941, p. 1 : « Liberté individuelle. Le cas du Dr Walther Michel », lettre d'Albert Gigon, ancien avocat à la Cour d'appel de Berne, à M. Stämpfli, procureur général de la Confédération.
- ⁵ *Ibidem*, n° du 21 février 1941, p. 1 : « Une politique de places... » par Aloys Theytaz.
- ⁶ *Nouvelliste*, n° du 9 mars 1941, pp. 3-4 : « Nos élections cantonales vues de dehors », art. de Léon Savary reproduit de la *Tribune de Genève*.
- ⁷ *Le Confédéré*, n° du 14 mars 1941, p. 2 : « Le nouveau Grand Conseil », par André Marcel.
- ⁸ André Marcel, *Première grande revue valaisanne: Scions... Sierre!*, en trois actes et dix tableaux (Sierre, 1941, 40 p.), p. 9.
- ⁹ *Le Confédéré*, n° du 19 mars 1941, p. 2 : « Une révolution au Grand Conseil », par A. Marcel.

- ¹⁰ Prot. CE, séance du 31 décembre 1941, fol. 130.
- ¹¹ *Le Valais agricole*, n° du 31 juillet 1941, pp. 196-199: « A la recherche des plantes officinales de chez nous ».
- ¹² Prot. CE, séance du 16 décembre 1941, fol. 112.
- ¹³ *Ibidem*, séance du 31 décembre 1941, fol. 130.
- ¹⁴ UVT, 5^e rapport, exercice 1941-1942, *passim*.
- ¹⁵ André Marcel, *Scions... Sierre!*, p. 9.
- ¹⁶ *La Patrie valaisanne*, n° du 30 septembre 1941, p. 3: « L'adaptation des salaires », par Aloys Theytaz.
- ¹⁷ *Ibidem*, n° du 21 novembre 1941, p. 1: « Une interpellation sur les salaires », par Aloys Theytaz.
- ¹⁸ Prot. GC, session de mai 1941, séance du 14, p. 17.
- ¹⁹ *Le Confédéré*, n° du 26 mai 1941, p. 1: « La session du Grand Conseil », par Camille Crittin.
- ²⁰ *La Patrie valaisanne*, n° du 24 juin 1941, p. 1: « L'Etat s'adresse aux industries. Les travailleurs attendent la réponse », par Aloys Theytaz.
- ²¹ *Ibidem*, n° du 8 février 1941, pp. 1-2: « Le salaire et les allocations familiales », exposé de René Jacquod, suivi des « Statuts de la caisse interprofessionnelle ». - *Ibidem*, p. 2, la décision du Conseil d'Etat, du 4 février.
- ²² *Ibidem*, n° du 31 octobre 1941, p. 1: « Exploitions la victoire! », par René Jacquod.
- ²³ FAV, n° du 13 octobre 1941, p. 1: « Le Conseil d'Etat donne l'exemple », par René Jacquod.
- ²⁴ *La Patrie valaisanne*, n° du 28 novembre 1941, p. 1.
- ²⁵ *Ibidem*, n° du 18 novembre 1941, p. 1: « Un appel au calme dans un pays qui se meurt », par Aloys Theytaz.
- ²⁶ André Marcel, *Scions... Sierre!*, p. 37.
- ²⁷ *Notre Terre*, organe de la Société des anciens élèves des Ecoles valaisannes d'agriculture et de l'Ecole ménagère rurale, n° de décembre 1941, pp. 6-7 n. ch.: « Le marché noir des terres », par Maurice Rong.
- ²⁸ Prot. GC, session de mai 1941, annexe n° 19: « Message... » et « Projet de décret concernant l'ouverture de crédits en faveur des améliorations foncières extraordinaires », du 29 avril 1941, 5 + 1 fol. dactylogr. et multigr.
- ²⁹ *Nowvelliste*, n° du 12 mars 1938, p. 3: « L'élevage bovin en Valais », par Albert Luisier.
- ³⁰ Publiée dans *Le Valais agricole*, n° du 15 juin 1941, pp. 171-173, sous le titre: « Réduction des troupeaux ».
- ³¹ André Marcel, *Scions... Sierre!*, p. 10.
- ³² *Le Confédéré*, n° du 29 janvier 1941, p. 1: « Le projet de téléferique d'Isérables », par Jos. Reymondeulaz.
- ³³ *Ibidem*, n° du 17 septembre 1941, p. 1: « Heimatschutz et projets de barrages gigantesques », par Jos. Reymondeulaz.
- ³⁴ Prot. GC, session de novembre 1941, séance du 12, pp. 18-19.

- ⁸⁵ *Le Confédéré*, n° du 13 octobre 1941, p. 2: « Aux mines de charbon de Dorénaz ».
- ⁸⁶ *Nouvelliste*, n° du 25 octobre 1941, p. 8: « De l'or en Suisse ».
- ⁸⁷ *Ibidem*, n° du 28 mai 1941, pp. 2-3: « Un vaste programme d'améliorations foncières »; n° du 29 mai 1941, p. 3: « La part du Valais au plan d'améliorations foncières ».
- ⁸⁸ *Ibidem*, n° du 25 janvier 1941, p. 2: « La conférence des chefs des départements de l'Agriculture », à Berne, le 23 janvier.
- ⁸⁹ *Ibidem*, n° du 13 mars 1941, pp. 3-4: « La mise en action de l'extension des cultures ».
- ⁴⁰ *Le Confédéré*, n° du 14 juillet 1941, p. 2: « Les racines du mal », par A. Marcel.
- ⁴¹ *Ibidem*, n° du 12 février 1941, p. 1: « Le feu, le toit et l'enfant », par Jules-L. Papon.
- ⁴² *Bull. sténogr. AF*, Conseil national, 1941, séance du 24 mars, pp. 2-3.
- ⁴³ *Le Confédéré*, n° du 20 mai 1941, p. 6: « La réalisation d'une belle œuvre sociale: le Sanatorium cantonal valaisan à Montana », par Jos. Reymondeulaz.
- ⁴⁴ *Ibidem*, n° du 11 avril 1941, p. 2: compte rendu du Grand Conseil, séance extraordinaire du 9 avril.
- ⁴⁵ *Prot. GC*, session de mai 1941, séance du 12, p. 4.
- ⁴⁶ *Le Confédéré*, n° du 25 mai 1942, pp. 1-2: « L'actualité valaisanne », par A. Marcel.

1942

(t. II, pp. 170-181)

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 6 janvier 1942, p. 1: « L'homme providentiel ». - *Le Confédéré*, n° du 9 mars 1942, p. 1: « Pétain », par André Marcel.
- ² *FAV*, n° du 18 septembre 1942, p. 1: « Pogroms en France », par Robert Sédunois.
- ³ *La Patrie valaisanne*, n° du 24 novembre 1942, p. 1: « Pourquoi le pape ne parle-t-il pas ? », par Sylvain Maquignaz.
- ⁴ Par exemple, *Déportation*, dans *Nova et Vetera*, 1942, pp. 225-231.
- ⁵ M. Besson, *Un mal plus alarmant que la guerre, la famine et le chômage*, allocution prononcée à la radio, le 21 décembre 1941 et reproduite dans *La Patrie valaisanne*, n° du 30 décembre 1941, supplément, p.1.
- ⁶ *Nouvelliste*, n° du 13 janvier 1942, p. 1: « Ce serait le Valais écarté », par Ch. Saint-Maurice, et n° du 27 janvier 1942, p. 1.
- ⁷ *Ibidem*, n° du 6 janvier 1942, p. 1: « Les excommunications », par Ch. Saint-Maurice.
- ⁸ *Ibidem*, n° du 16 janvier 1942, p. 1: « Gare à la liberté ! », par Ch. Saint-Maurice.

- ⁹ *Le Confédéré*, n° du 2 janvier 1942, p. 1 : « Les finances de Monsieur le chef », par A. Marcel.
- ¹⁰ *Nowvelliste*, n° du 18 février 1942, p. 1 : « Les épines du fauteuil », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹¹ *Ibidem*, n° du 1^{er} mars 1942, p. 3 : « La repourvue du siège », communiqué du président cantonal du parti conservateur [Ch. Haegler].
- ¹² *Ibidem*, n° du 14 avril 1942, pp. 1-2 : « La grande journée conservatrice », du 12 avril, à Sion.
- ¹³ *Ibidem*, n° du 28 juillet 1942, p. 1 : « Le ballottage prometteur », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁴ *Ibidem*, n° du 7 août 1942, p. 1 : « Conscience, cœur et esprit », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁵ *Ibidem*, n° du 1^{er} septembre 1942, p. 1 : « L'histoire d'une vacance. Le candidat de hier, celui d'aujourd'hui », par Ch. Haegler, président cantonal du parti conservateur ; n° du 29 septembre 1942, p. 1 : « La citadelle a résisté », par Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁶ *ChVC*, 26^e rapport, exercice 1942, *passim*.
- ¹⁷ *UVT*, 6^e rapport, exercice 1942-1943, *passim*.
- ¹⁸ *Le Confédéré*, n° du 12 janvier 1942, p. 1 : « Le coût de la vie il y a cent ans », par Jules-Bernard Bertrand.
- ¹⁹ *Nowvelliste*, n° du 1^{er} avril 1942, p. 1 : « Fadaïses », par Ch. Saint-Maurice.
- ²⁰ *Ibidem*, pp. 2-3 : « Hausse du prix du sucre ».
- ²¹ *Ibidem*, n° du 1^{er} janvier 1942, p. 1 : « Etrennes officielles et privées », par Ch. Saint-Maurice.
- ²² *BC*, 26^e rapport, exercice 1942, *passim*.
- ²³ *ChVC*, 26^e rapport, exercice 1942, fol. 10.
- ²⁴ *Nowvelliste*, n° du 28 janvier 1942, p. 4 : « Les scrutins de dimanche » ; n° du 18 janvier 1942, p. 1 : « Le décret sur la Banque cantonale », par Oscar de Chastonay.
- ²⁵ *ChVC*, 26^e rapport, exercice 1942, fol. 9. - *FAV*, n° du 7 septembre 1942, p. 1 : « Les géologues à Chandoline », par Robert Sédunois.
- ²⁶ *Prot. CE*, séance du 10 avril 1942, fol. 230.
- ²⁷ *Nowvelliste*, n° du 5 mars 1942, p. 1 : « Dans les mines d'anthracite », par René Jacquod.
- ²⁸ *Ibidem*, n° du 12 mars 1942, pp. 2-3 : « La belle assemblée des ouvriers de mines », par R. Jacquod.
- ²⁹ *Prot. CE*, séance du 14 décembre 1942, fol. 171.
- ³⁰ *Ibidem*, séance du 16 mars 1942, fol. 205.
- ³¹ *Nowvelliste*, n° du 10 janvier 1942, p. 3 : « La réduction de notre troupeau ».
- ³² *FAV*, n° du 24 août 1942, p. 4 : « La forêt suisse pendant la guerre ».
- ³³ *Notre Terre*, n° de juin 1942, pp. 1-2 n. ch. : « La formation professionnelle obligatoire à tout jeune homme, futur chef d'exploitation », par Georges Crettol.

- ⁸⁴ *La Patrie valaisanne*, n° du 23 juin 1942, p. 1: «Plaidoyer pour les ouvriers», par S. Maquignaz.
- ⁸⁵ *Ibidem*, n° du 10 juillet 1942, pp. 5-6: «Le conflit de salaire à Chippis à la lueur des faits».
- ⁸⁶ *Nowvelliste*, n° du 12 juillet 1942, pp. 2-3: «Avec Chippis!», signé «A. E.».
- ⁸⁷ *ChVC*, 26^e rapport, exercice 1942, fol. 15-16.
- ⁸⁸ *Nowvelliste*, n° du 11 février 1942, p. 3: «En faveur de l'instruction en Valais», par le Club valaisan de Zurich.
- ⁸⁹ *Le Confédéré*, n° du 18 mai 1942, p. 1: compte rendu du Grand Conseil, séance du 15 mai; n° du 8 mai 1942, p. 1: «La mission de l'école secondaire», par Denis Puippe.
- ⁴⁰ *Prot. CE*, séance du 6 août 1942, fol. 34.
- ⁴¹ *FAV*, n° du 13 février 1942, pp. 1 et 4: «Toits valaisans», par Daniel Baud-Bovy.

1943

(t. II, pp. 182-196)

- ¹ *Nowvelliste valaisan*, n° du 12 février 1943, p. 4: «Il faut que l'ennemi brûle et saigne, s'est écrié M. Churchill à la Chambre des communes, le 11 février».
- ² *Journal de Sierre*, n° du 5 février 1943, p. 3: «Camp de réfugiés civils à Sierre», art. reproduit de la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*.
- ³ Cité et jugé sévèrement par le *Nowvelliste valaisan*, n° du 1^{er} juillet 1943, p. 1, dans l'art. de Ch. Saint-Maurice: «Le revidage».
- ⁴ *Prot. CE*, séance du 25 juin 1943, fol. 88.
- ⁵ Voir notamment *Nowvelliste*, n° du 1^{er} avril 1943, p. 1: «Ce que le miroir reflète», par Ch. Saint-Maurice.
- ⁶ *Prot. GC*, session prorogée de novembre 1943 en février 1944, annexe n° 5: «Message concernant la demande d'initiative populaire déposée par le parti libéral-radical valaisan», du 4 février 1944, 6 fol. multigr.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 9 février 1944, pp. 15-18.
- ⁸ *Le Confédéré*, n° du 23 avril 1943, p. 1: «Mise au point concernant la cessation de la collaboration», par le comité directeur du parti libéral-radical.
- ⁹ *Prot. GC*, session de mai 1943, annexe n° 14: «Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les mesures prises par lui en 1942 en vertu de ses pouvoirs extraordinaires», du 10 mai 1943, 3 fol. dactylogr.
- ¹⁰ *Le Confédéré*, n° du 22 octobre 1943, p. 1: «Les aventuriers de la politique», par André Marcel, et p. 2: «Confiance», et «La voix du Valais en... échos», par A. Marcel.

- ¹¹ ChVC, 27^e rapport, exercice 1943, *passim*.
- ¹² UVT, 7^e rapport, exercice 1943-1944, *passim*.
- ¹³ BC, 27^e rapport, exercice 1943, *passim*.
- ¹⁴ Rapport présenté par Henri Chappaz et publié dans le *Nouvelliste*, n° du 11 novembre 1943, p. 3.
- ¹⁵ *Nouvelliste*, n° du 23 mai 1943, p. 3: «Extension des cultures dans la vallée du Rhône», signé «At.».
- ¹⁶ *Notre Terre*, n° de janvier 1943, p. 5 n. ch.: «Mise en culture des terrains neufs de la plaine du Rhône», par Albert Luisier.
- ¹⁷ UVFL, 10^e rapport, exercice 1943, pp. 3-5.
- ¹⁸ FAV, n° du 3 février 1943, p. 1: «Une politique d'équilibre et de sagesse», par Robert Sédunois.
- ¹⁹ *Nouvelliste*, n° du 13 mars 1943, p. 5: «La production agricole valaisanne en 1942», par Albert Luisier.
- ²⁰ Prot. GC, session de mai 1943, séance de relevée du 13, pp. 27-28.
- ²¹ Prot. CE, année 1943, *passim*.
- ²² *Ibidem*, séance du 22 juillet 1943, fol. 116; séance du 20 août 1943, fol. 134.
- ²³ *Journal de Sierre*, n° du 18 mai 1943, p. 4: «Mayens et alpages bagnards», par Eug. Monod, résumé d'une étude de Karl Suter parue dans les *Alpes*, revue du CAS.
- ²⁴ Jules Desfayes, *Aux agriculteurs valaisans et à leurs amis*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 février 1943, p. 1.
- ²⁵ *Nouvelliste*, n° du 18 mai 1943, p. 1: «Le postulat Troillet pour l'aide aux populations montagnardes».
- ²⁶ BC, 27^e rapport, exercice 1943, p. 3.
- ²⁷ ChVC, 27^e rapport, exercice 1943, pp. 12-13.
- ²⁸ Prot. CE, séances du 7 octobre 1943, fol. 180; du 12 octobre 1943, fol. 184, etc.
- ²⁹ AV, fonds Troillet, cart. 24 (classement provisoire), lettre du 21 juin 1943, en qualité de président de l'Association suisse des mines de charbon, 6 fol. multigr.
- ³⁰ Bull. sténogr. AF, Conseil national, séance du 9 décembre, pp. 291-300. - *Nouvelliste*, n° du 10 décembre 1943, p. 4.
- ³¹ Prot. GC, session de novembre 1943 prorogée en février 1944, séance du 8, p. 13.
- ³² *La Patrie valaisanne*, n° du 10 décembre 1943, p. 1: «Le gouvernement valaisan et la défense de la famille», par René Jacquod.
- ³³ Prot. CE, séance du 12 février 1943, fol. 261, et arrêté, de la même date, concernant la création d'un Office social.
- ³⁴ *Le Confédéré*, n° du 23 août 1943, p. 1: «Un cinquantenaire», par A. Marcel.

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 18 avril 1944, p. 1 : « Force et faiblesse des partis », par Ch. Saint-Maurice.
- ² *Ibidem*, n° du 15 juillet 1944, p. 4 : « Un village détruit par les Allemands : 800 morts ».
- ³ Si l'on en croit le *Nouvelliste*, n° du 28 janvier 1944, p. 2 : « Jusqu'où va la vengeance », qui cite le journal gaulliste *Bir Hakeim*.
- ⁴ *FAV*, n° du 12 juillet 1944, p. 1.
- ⁵ *Nouvelliste*, n° du 23 juillet 1944, p. 1 : « Où va le III^e Reich ? », par Marcel-W. Suès ; n° du 15 août 1944, p. 3 : « Un appel du maréchal von Paulus au peuple allemand ».
- ⁶ *Ibidem*, n° du 7 décembre 1944, p. 1 : « Enlevez, c'est pesé ! », par Ch. Saint-Maurice.
- ⁷ *La Terre valaisanne*, n° de février 1944, p. 1 : « Parasites ? », par Marcel Michelet ; *FAV*, n° du 26 décembre 1944, pp. 1 et 4 : « L'aide aux paysans de la montagne », par Alexandre Bourdin.
- ⁸ Ernst Feisst, *Problèmes relatifs à la sauvegarde de l'agriculture après la guerre*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 décembre 1943, p. 4, et n° du 15 février 1944, pp. 5-6.
- ⁹ *Bull. sténogr. AF*, Conseil des Etats, 1944, séance du 13 juin, pp. 109-112.
- ¹⁰ *BC*, 28^e rapport, exercice 1944, pp. 3-4.
- ¹¹ *Nouvelliste*, n° du 2 juillet 1944, pp. 1-2 : « Le discours de M. le conseiller d'Etat Troillet au jubilé de la Fédération des producteurs de lait », le 29 juin 1944, à Sion.
- ¹² *Ibidem*, n° du 7 novembre 1944, pp. 1-2 : « Les assises viticoles de Leytron. Les vigneron valaisans se défendent contre le bailli fédéral », signé « D. », et n° du 14 novembre 1944, pp. 5-6 : « Le grave conflit des vigneron. Une seconde assemblée de protestation ».
- ¹³ *La Patrie valaisanne*, n° du 14 novembre 1944, pp. 1-2 : « Pot de papier et... pot de vin », signé « aa. ».
- ¹⁴ *Prot. CE*, séance du 26 septembre 1944, fol. 240.
- ¹⁵ H. Wuilloud, *Monsieur le Baillif!*, dans *Le Valais agricole*, n° du 11 novembre 1944, p. 1 ; du 25 novembre, p. 1 ; du 9 décembre, p. 1, et du 23 décembre, p. 1.
- ¹⁶ *Le Confédéré*, n° du 15 janvier 1945, p. 2 : « Pour la conservation de la propriété foncière agricole », art. reproduit du *Paysan suisse* et signé « E. A. ».
- ¹⁷ *Prot. CE*, séance du 8 mars 1944, fol. 23.
- ¹⁸ *Nouvelliste*, n° du 26 août 1944, p. 3 : « Le contrat collectif de travail dans les mines », par René Jacquod.
- ¹⁹ *Ibidem*, n° du 29 avril 1944, p. 3 : « Vers une amélioration du charbon valaisan ».

- ²⁰ *Prot. CE*, séance du 14 avril 1944, fol. 69.
- ²¹ *Journal de Sierre*, n° du 29 février 1944, p. 2: «Barrage maçonné avec de la poix», par Eug. Monod.
- ²² *Nouvelliste*, n° du 28 janvier 1944, p. 4: «Horrible accident en montagne».
- ²³ *Ibidem*, n° du 23 avril 1944, pp. 1-2: «Pour sauver un beau coin de la patrie en terre de Bagnes», par Marcel Michellod.
- ²⁴ *La Voix du pays*, n° du 7 décembre 1944, p. 4: «Les nouvelles syndicales. Aux usines de Chippis».
- ²⁵ *Prot. CE*, séance du 15 décembre 1944, fol. 16-17.
- ²⁶ *BC*, 28^e rapport, exercice 1944, pp. 4-5; *CbVC*, 28^e rapport, exercice 1944, *passim*; *UVT*, 7^e rapport, exercice 1943-1944, *passim*.

1945

(t. II, pp. 212-225)

- ¹ *Le Confédéré*, n° du 15 janvier 1945, p. 1: «La roue tourne», par André Marcel.
- ² *Nouvelliste valaisan*, n° du 1^{er} mai 1945, pp. 1-2: «Comment Mussolini fut arrêté et exécuté».
- ³ André Guex et René Caloz, *Le sang et la peine. Italie 45*, Lausanne-Genève, 1946, p. 130.
- ⁴ *Nouvelliste*, n° du 29 septembre 1945, p. 2: «Le colonel Masson assure que Hitler voulait annexer la Suisse»; n° du 5 octobre 1945, p. 3: «Chambres fédérales. Les interpellations sur l'affaire du colonel Masson. La réponse de M. Kobelt, chef du Département militaire fédéral».
- ⁵ *Le Confédéré*, n° du 17 janvier 1945, p. 3: «La nouvelle loi sur les CFF». - *FAV*, n° du 12 janvier 1945, pp. 1 et 4: «Le milliard des chemins de fer fédéraux. Le peuple valaisan s'y opposera!», par Henri de Preux; n° du 17 janvier 1945, p. 4: «Le Valais et les CFF».
- ⁶ *Nouvelliste*, n° du 25 juillet 1945, p. 1: «La dangereuse farce des pleins pouvoirs», par C. Bodinier.
- ⁷ *Prot. GC*, session prorogée de novembre 1944 tenue en janvier 1945, annexe n° 2: «Rapport du Conseil d'Etat sur les pouvoirs spéciaux», du 24 octobre 1944, 2 fol. dactylogr.
- ⁸ *Le Confédéré*, n° du 20 juin 1945, p. 1: «Le Valais et l'épuration», et n° du 2 juillet 1945, p. 1: «La solution du bon sens», par A. Marcel.
- ⁹ *La Patrie valaisanne*, n° du 27 avril 1945, p. 1: «L'échec de M. Crittin. Le principal vaincu du 8 avril n'est pas M. Dellberg, c'est M. Crittin», par S. Maquignaz.
- ¹⁰ *Prot. GC*, session de novembre 1945, annexe n° 17: «Message concernant la demande d'initiative populaire déposée par le parti libéral-radical valaisan», du 6 novembre 1945, 6 fol. multigr.

- ¹¹ *Bull. GC*, session ordinaire de novembre 1945, séance du 17, p. 47.
- ¹² *Prot. GC*, session de mai 1946, séance du 17, p. 27.
- ¹³ *Le Confédéré*, n° du 3 décembre 1945, p. 2: «Les assises de notre parti, à Sion», par Jos. Reymondeulaz.
- ¹⁴ *Ibidem*, n° du 5 décembre 1945, p. 1: «La main d'Antoine», par A. Marcel.
- ¹⁵ *Ibidem*, n° du 28 juin 1945, p. 1: «L'avenir de l'agriculture», par A. Marcel.
- ¹⁶ *Nouvelliste*, n° du 11 octobre 1945, p. 1: «Espoir ou chimère?», correspondance particulière signée «fc.».
- ¹⁷ *UVFL*, 12^e rapport, exercice 1945, pp. 3-5.
- ¹⁸ *Journal de Sierre*, n° du 10 juillet 1945, p. 1: «Sous les fourches caudines», par Eug. Monod.
- ¹⁹ *Terre valaisanne*, n° du 8 décembre 1945, pp. 1-2: «Tâches de la politique agraire de l'après-guerre». Extraits d'une «plaquette» publiée par le Secrétariat des paysans suisses.
- ²⁰ *Prot. GC*, session prorogée de novembre 1944 tenue en janvier 1946, séance du 24, p. 7.
- ²¹ *Ibidem*, séance du 23 janvier 1946, pp. 1-3.
- ²² *Ibidem*, session de mai 1945, séance de relevée du 24, pp. 25-26.
- ²³ *ChVC*, 29^e rapport, exercice 1945, p. 25.
- ²⁴ H. Wuilloud, *Terrains à bâtir*, dans *Le Valais agricole*, n° du 20 janvier 1945, p. 1.
- ²⁵ A. Jacquier, *Place à bâtir*, dans *Le Valais agricole*, n° du 17 mars 1945, p. 2.
- ²⁶ *Prot. GC*, session de novembre 1945, annexe n° 3: «Message concernant la création d'une sous-station fédérale d'essais arboricoles», du 30 octobre 1945, 4 fol. dactylogr. - *Terre valaisanne*, n° du 22 décembre 1945, pp. 1-2: «Vers la réalisation d'un important projet», par Albert Luisier.
- ²⁷ *Terre valaisanne*, n° du 23 juin 1945, pp. 1-2: «La culture de l'abricotier menacée en Valais», par Charles Terrier.
- ²⁸ *Ibidem*, n° du 14 juillet 1945, p. 1: «Important arrêté du 8 juin 1945»; n° du 28 juillet 1945, pp. 1-2: «Tuerons-nous la... poule aux œufs d'or?», par Georges Crettol.
- ²⁹ *Nouvelliste*, n° du 15 septembre 1945, p. 3: «La correction du canal Stockalper et les améliorations foncières dans la plaine inférieure du Rhône», par Henri Forestier.
- ³⁰ *Prot. GC*, session de mai 1945, annexe n° 3: «Message concernant les travaux à Grünen Garten pour la protection du village de Randa contre les avalanches de pierres», du 4 mai 1945, 2 fol. dactylogr.
- ³¹ *ChVC*, 29^e rapport, exercice 1945, *passim*; *BC*, 29^e rapport, exercice 1945, *passim*.
- ³² Cité par *Le Confédéré*, n° du 24 janvier 1945, p. 1: «Regain d'activité dans les mines», par A. Marcel. - Pierre Grellet ajoutait: «Nous

citons ces chiffres d'après la presse socialiste sans en garantir l'exactitude».

- ³³ *Le Confédéré*, n° du 3 septembre 1945, p. 1 : « Des pipes-lines suisses seraient-elles [sic] rentables ? », signé « O. »
- ³⁴ *BC*, 29^e rapport, exercice 1945, p. 3.
- ³⁵ *Terre valaisanne*, n° du 23 juin 1945, p. 4 : « Les produits DDT Geigy ».
- ³⁶ *ChVC*, 29^e rapport, exercice 1945, *passim*.
- ³⁷ *La Patrie valaisanne*, n° du 12 octobre 1945, p. 1 : « Le cancer de la prolétarisation », par Alexandre Marc, art. reproduit du *Courrier français du Témoignage chrétien*.
- ³⁸ *Prot. GC*, session prorogée de novembre 1944 tenue en janvier 1945, séance du 25, pp. 13-16.
- ³⁹ *Ibidem*, session de mai 1945, annexe n° 17 : « Postulats de la commission des finances », 2 fol. multigr.
- ⁴⁰ *La Patrie valaisanne*, n° du 27 novembre 1945, p. 1.
- ⁴¹ *Prot. GC*, session de mai 1945, séance de relevée du 24, pp. 24-25.
- ⁴² *Journal de Sierre*, n° du 7 août 1945, p. 1 : « Route de luxe ou bisces utiles ? », par Eug. Monod.

1946

(t. II, pp. 226-240)

- ¹ *Nouvelliste valaisan*, n° du 6 avril 1946, p. 1 : « Vers une nouvelle guerre », signé « M. B. ».
- ² *Ibidem*, n° du 1^{er} janvier 1946, p. 2 : « Les pertes françaises de vies humaines dues à la guerre ».
- ³ *Ibidem*, n° du 15 septembre 1946, p. 1 : « La brillante conférence du grand écrivain chrétien Bernanos », à Genève, aux Rencontres internationales, signé « P. V. » (Pierre Vallette ?).
- ⁴ *Ibidem*, n° du 26 février 1946, p. 1, par Ch. Saint-Maurice.
- ⁵ *Ibidem*, n° du 2 mars 1946, pp. 1-2 : « Un des grands jours de la basilique vaticane... », par Guardia.
- ⁶ *Ibidem*, n° du 3 mars 1946, p. 1 : « La trahison des chrétiens », signé « B. ».
- ⁷ *Ibidem*, n° du 24 mars 1946, p. 1 : « Où va l'Italie ? », par Guardia.
- ⁸ *Ibidem*, n° du 2 octobre 1946, p. 3 : « Les verdicts à Nuremberg ».
- ⁹ *Ibidem*, n° du 21 mars 1946, p. 1 : « Le fait du jour ».
- ¹⁰ *Ibidem*, n° du 7 mars 1946, p. 1 : « Cri d'alarme ».
- ¹¹ *Ibidem*, n° du 2 juillet 1946, p. 1 : « A Bikini ».
- ¹² *Ibidem*, n° du 3 juillet 1946, p. 2 : « ...Echos de l'expérience atomique ».
- ¹³ *Ibidem*, n° du 10 juillet 1946, p. 1 : « Où les bâts blessent », par Ch. Saint-Maurice; n° du 11 juillet 1946, p. 1 : « Politique fédérale. La désorganisation de l'armée », par C. Bodinier.

- ¹⁴ Bull. sténogr. AF, Conseil des Etats, 1946, séance du 25 juin, pp. 131-135.
- ¹⁵ UVFL, 13^e rapport, exercice 1946, pp. 3-5.
- ¹⁶ Bull. GC, session de mai 1946, séance du 17, pp. 111-122.
- ¹⁷ H. Wuilloud, *La révision des taxes cadastrales*, dans *Le Valais agricole*, n° du 1^{er} avril 1946, pp. 1-2; n° du 13 avril, p. 1, et n° du 27 avril, pp. 2-3. - *Le Croquemort*, *ibidem*, n° du 25 mai 1946, p. 1. - *Un fléau valaisan*, *ibidem*, n° du 8 juin 1946, pp. 1-2.
- ¹⁸ *Nouvelliste*, n° du 14 mai 1946, p. 2: «A propos de la révision des taxes cadastrales», par Octave Giroud, président de la commission.
- ¹⁹ *Ibidem*, n° du 21 mai 1946, p. 1: «Le discours de M. le conseiller d'Etat Maurice Troillet au Festival conservateur de Bagnes».
- ²⁰ *Ibidem*, n° du 14 juillet 1946, p. 1: «Hochkonjunktur», correspondance particulière signée «X.».
- ²¹ *Terre valaisanne*, n° du 27 juillet 1946, p. 1: «La justice serait-elle aussi faite pour le paysan?», par G. Crettol.
- ²² *Nouvelliste*, n° du 9 mai 1946, p. 1: «Pourrons-nous protéger notre industrie horlogère?»
- ²³ *Le Confédéré*, n° du 28 juin 1946, p. 3: «Soucis d'après-guerre. De Brigue à Domodossola... avec une équipe de désinfection», par Pierre Champion.
- ²⁴ ChVC, 30^e rapport, exercice 1946, fol. 15.
- ²⁵ *Terre valaisanne*, n° du 22 juin 1946, p. 1: «La société et la personne», par Amédée Délèze.
- ²⁶ Discours prononcé au VI^e congrès des jeunesses conservatrices du Valais, à Chippis, le 8 septembre 1946, et publié dans le *Nouvelliste*, n° du 10 septembre 1946, pp. 1-2.
- ²⁷ BC, 30^e rapport, exercice 1946, p. 5.
- ²⁸ *Le Confédéré*, n° du 6 mai 1946, p. 1: «Un grand projet: la Dixence surélevée».
- ²⁹ *Ibidem*, n° du 10 mai 1946, supplément, p. 1: «A propos d'un deuxième grand projet de barrage. Celui de Mauvoisin avec usine à Saxon».
- ³⁰ *Le Rhône*, n° du 24 mai 1946, p. 1: «Concessions hydrauliques et irrigation», par Clément Bérard.
- ³¹ Bull. GC, session de mai 1946, séance du 18, pp. 148-163.
- ³² *Ibidem*, session de novembre 1946, séance du 15, pp. 75-96.
- ³³ *Nouvelliste*, n° du 11 juillet 1946, p. 3: «Qu'advient-il de la Pissevache?»
- ³⁴ *La Voix du pays*, n° du 31 janvier 1946, pp. 1 et 4: «Dans les mines de charbon»; n° du 21 février 1946, p. 4, second article sous le même titre.
- ³⁵ ChVC, 30^e rapport, exercice 1946, fol. 16-17.
- ³⁶ *Nouvelliste*, n° du 24 septembre 1946, pp. 3 et 5: «En survolant la région du Cervin», par M. Monnier.

- ³⁷ *Ibidem*, n° du 22 mars 1946, pp. 2-3 : « Le Grand Sion et son tourisme », signé « ... r ».
- ³⁸ *Tribune de Lausanne*, n° du 30 août 1946, p. 4 : « A la Chambre de commerce vaudoise. Vers le percement d'un tunnel italo-suisse », par Henri-F. Berchet.
- ³⁹ *Le Rhône*, n° du 15 février 1946, pp. 4-6 : « Le plan Meili et le Valais ».
- ⁴⁰ *Bull. GC*, session ordinaire de novembre 1945 et session prorogée de février 1946, séance du 18 février, pp. 68-73, et séance du 21, p. 141.
- ⁴¹ *Prot. CE*, séance du 25 juillet 1946, fol. 117-118.
- ⁴² *Prot. GC*, session de mai 1946, annexe n° 16 : « Message concernant l'agrandissement du sanatorium valaisan à Montana », du 30 avril 1946, 3 fol. multigr.
- ⁴³ *Ibidem*, session de novembre 1946, p. 9.
- ⁴⁴ *Bull. GC*, session de novembre 1946, séance du 13, pp. 48-52.
- ⁴⁵ *Le Confédéré*, n° du 3 mai 1946, p. 1 : « La peur des mots », par A. Marcel; n° du 6 mai 1946, p. 1 : « M. Haegler et la laïcité de l'Etat », par A. Marcel.
- ⁴⁶ *Prot. GC*, session de mai 1946, annexe n° 26 : « Message concernant l'octroi d'un crédit supplémentaire en vue de l'action de secours aux victimes du tremblement de terre du 25 janvier 1946 », du 7 mai 1946, 2 fol. multigr.
- ⁴⁷ *Le Confédéré*, n° du 18 décembre 1946, p. 2 : « A propos de Mayen. Faut-il reconstruire? », par Jules Desfayes; n° du 20 décembre 1946, p. 1 : « La voix du cœur et le langage de la raison », par A. Marcel.
- ⁴⁸ I. Mariétan, *Les fauves du Valais en 1946*, dans *Bull. de la Murithienne*, fasc. 63, 1945-1946, pp. 102-120; *Histoire des fauves du Valais en 1947*, *ibidem*, fasc. 64, 1946-1947, pp. 103-124.
- ⁴⁹ *Le Confédéré*, n° du 10 mai 1946, p. 1 : « Un nouvel impair de la commission de censure », par A. Marcel; n° du 17 mai, p. 1 : « A M. Cyrille Pitteloud, critique d'art dramatique au gouvernement valaisan », par A. Marcel.
- ⁵⁰ *Ibidem*, n° du 11 décembre 1946, p. 1 : « Les peintres valaisans et le nu », par A. Marcel.

1947

(t. II, pp. 241-256)

- ¹ *BC*, 31^e rapport, exercice 1947, pp. 1-5.
- ² *Nouvelliste valaisan*, n° du 2 février 1947, p. 1 : « Politique fédérale. Le nombre des fonctionnaires ne cesse d'augmenter », par C. Bodinier; n° du 9 février 1947, p. 1 : « Politique fédérale. Le problème des fonctionnaires », par C. Bodinier.

- ⁸ *Ibidem*, n° du 25 mai 1947, p. 1 : « Politique fédérale. Raisons tactiques », par C. Bodinier; n° du 8 juin 1947, p. 1 : « Comment nous devons voter le 6 juillet. - Les directives du parti conservateur valaisan ».
- ⁹ UVFL, 14^e rapport, exercice 1947, pp. 3-6 et 18-20.
- ¹⁰ *Terre valaisanne*, n° du 4 octobre 1947, p. 1 : « Triste exode ».
- ¹¹ Jules Desfayes, *Colonisation intérieure - Emigration*, dans *Le Valais agricole*, n° du 4 janvier 1947, p. 1.
- ¹² *Nowvelliste*, n° du 27 mars 1947, p. 5 : « Chambres fédérales. Interpellation Troillet ».
- ¹³ BC, 31^e rapport, exercice 1947, pp. 8-9.
- ¹⁴ H. Wuilloud, + Fene [sic] *l'agriculture suisse*, dans *Le Valais agricole*, n° du 15 mars 1947, p. 1.
- ¹⁵ Prot. GC, session de novembre 1947, annexe n° 7 : « Décret concernant l'aide extraordinaire aux agriculteurs des régions atteintes par la sécheresse », du 14 novembre 1947, 2 p.
- ¹⁶ *Ibidem*, session de mai 1947, annexe n° 10 : « Message et message complémentaire accompagnant les projets de décrets concernant l'allocation de subsides cantonaux à divers projets d'irrigation » du 31 janvier et du 13 mai 1947, 3 + 2 fol. multigr.
- ¹⁷ *Ibidem*, annexe, n° 9 : « Message accompagnant le projet de décret concernant l'allocation d'un subside cantonal en faveur d'une conduite d'eau sur l'alpage de Serin, commune d'Ayent », du 13 mai 1947, 3 fol. dactylogr.
- ¹⁸ *Terre valaisanne*, n° du 19 juillet 1947, pp. 1-3 : « Discours de M. le conseiller d'Etat Troillet à l'inauguration du tunnel du Mont-Lachaux ».
- ¹⁹ *Nowvelliste*, n° du 1^{er} février 1947, p. 3 : « La pénurie d'énergie électrique et le Valais. La Grande Dixence », signé « A. J., ing. ».
- ²⁰ *Le Rhône*, n° du 28 mars 1947, pp. 1 et 4 : « Un grand projet d'usine électrique : Mauvoisin », par Albert Maret.
- ²¹ *Nowvelliste*, n° du 25 mars 1947, p. 1 : « La session fédérale. Les forces hydrauliques... », par C. Bodinier. - *Le Confédéré*, n° du 26 février 1947, p. 1 : « Nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité? », signé « T. Ch. ».
- ²² *Nowvelliste*, n° du 21 octobre 1947, p. 1 : « L'appel du parti radical », signé « J. P. J. ».
- ²³ *Le Confédéré*, n° du 7 mars 1947, p. 1 : « L'énergie électrique suisse et le Valais », par C. Crittin.
- ²⁴ *Nowvelliste*, n° du 17 septembre 1947, p. 1 : « Politique fédérale. Pénurie d'électricité », par C. Bodinier; n° du 23 septembre 1947, p. 5 : « En quoi consistent les restrictions d'électricité dans les ménages et l'industrie », communiqué de l'Office de guerre de l'industrie...
- ²⁵ *Gazette de Lausanne*, n° du 17 mars 1905, p. 1 : « Les cancers », par Marguerite Burnat-Provins.

- ²¹ *Nouvelliste*, n° du 16 avril 1947, p. 1: «La votation cantonale du 18 mai», signé «XXX.».
- ²² *Ibidem*, et *Le Rhône*, n° du 13 mai 1947, p. 1: «Proportionnelle - Quorum», par Louis Perraudin.
- ²³ *Le Confédéré*, n° du 14 mai 1947, p. 1: «La R. P. remarquablement défendue par d'éminents conservateurs», textes choisis par Camille Crittin.
- ²⁴ *Ibidem*, p. 1: «Est-ce vrai? Est-ce faux?», par A. Marcel.
- ²⁵ *Ibidem*, n° du 21 mai 1947, p. 1, titre de l'article de C. Crittin.
- ²⁶ *Nouvelliste*, n° du 22 octobre 1947, p. 1: «Résister», par Ch. Saint-Maurice.
- ²⁷ *Ibidem*, n° du 10 octobre 1947, p. 1: «D'amis, ennemis», par Ch. Saint-Maurice.
- ²⁸ *Ibidem*, n° du 3 septembre 1947, pp. 1-2: «Le discours de M. Troillet au congrès des jeunes à Conthey».
- ²⁹ *Ibidem*, n° du 17 [erreur pour 18] septembre 1947, pp. 3-4: «Le discours de M. Troillet, conseiller aux États, à l'assemblée conservatrice de Martigny».
- ³⁰ *FAV*, n° du 2 juillet 1947, p. 1: «Aux grands mots, les grands remèdes», par A. Marcel.
- ³¹ *La Patrie valaisanne*, n° du 4 juillet 1947, pp. 1-2: «Une escroquerie au sentiment. Pourquoi je voterai non», par S. Maquignaz.
- ³² *Nouvelliste*, n° du 29 janvier 1947, p. 1: «La nouvelle loi des finances».
- ³³ *Le Confédéré*, n° du 19 février 1947, p. 2: «L'arme de notre défense», par A. Marcel.
- ³⁴ *Prot. GC*, session prorogée de novembre 1948 tenue en janvier 1949, séance du 18, p. 16.
- ³⁵ *Ibidem*, session de novembre 1948, séance du 9, p. 16.
- ³⁶ *Nouvelliste*, n° du 21 juin 1947, p. 3: «La loi sur l'enseignement primaire et le point de vue de M. Troillet», extrait du discours prononcé, à Chamoson, le 15 mai 1947, au festival des fanfares conservatrices du Centre.
- ³⁷ *FAV*, n° du 13 mai 1947, p. 1: «Jules Verne, le célèbre précurseur, ne serait-il pas plus qu'un aimable fantaisiste, en prévoyant des voyages dans la lune ou dans une autre planète plus habitable?»
- ³⁸ *Ibidem*, n° du 27 [erreur pour 30] juin 1947, p. 3: «L'aviation à voile», par Gérard Gessler.
- ³⁹ *Le Confédéré*, n° du 3 janvier 1947, p. 2: «Ça commence bien», par A. Marcel.
- ⁴⁰ *La Patrie valaisanne*, n° du 31 janvier 1947, pp. 1-2: «Bilan du tremblement de terre du 25 janvier 1946», par Ch. Meckert.
- ⁴¹ *Le Confédéré*, n° du 24 février 1947, p. 2: «Tunnel routier Martigny-Aoste».

- ⁴² *Ibidem*, n° du 26 février 1947, p. 2 : « Un projet grandiose », par A. Marcel.
- ⁴³ *Nowvelliste*, n° du 10 avril 1947, p. 3 : « Est-ce un chien, est-ce un fauve ? Est-ce l'un et l'autre ? »
- ⁴⁴ *Prot. GC*, session de novembre 1947, séance du 15, p. 39, et annexe n° 2.
- ⁴⁵ *Le Rhône*, n° du 20 février 1948, p. 1 : « Heurs et malheurs du Bois de Finges », par Clément Bérard.
- ⁴⁶ *Prot. CE*, séance du 5 mai 1948, fol. 252-254 : décision concernant la lettre à adresser au colonel Pierre de Muralt, qui énumère les conditions.

1948

(t. II, pp. 257-269)

- ¹ *Nowvelliste valaisan*, n° du 10 février 1948, pp. 1-2 : « L'usage de l'énergie atomique ».
- ² *BC*, 32^e rapport, exercice 1948, pp. 1-6.
- ³ *Le Confédéré*, n° du 19 juillet 1948, p. 1 : « Une révélation sensationnelle », par André Marcel; p. 2 : « Le parti conservateur jugé par les siens ».
- ⁴ *Nowvelliste*, n° du 15 juillet 1948, p. 1 : « Déversoir de bile », par Ch. Saint-Maurice.
- ⁵ *Ibidem*, n° du 23 juillet 1948, p. 1 : « Pas plus haut que la source », par Ch. Saint-Maurice.
- ⁶ *Le Confédéré*, n° du 2 août 1948, p. 2 : « La chaise épineuse », par André Marcel.
- ⁷ *Ibidem*, n° du 13 décembre 1948, p. 1 : « Choses vues à Brigue », par A. Marcel.
- ⁸ Cité dans *Le Confédéré*, n° du 4 juillet 1948, p. 1 : « Comment une éminente personnalité du Haut-Valais conçoit la solidarité valaisanne ».
- ⁹ *Le Confédéré*, n° du 1^{er} octobre 1948, notamment p. 2 : « M. Peter von Roten au Conseil national ? », par A. Marcel.
- ¹⁰ *BC*, 32^e rapport, exercice 1948, pp. 9-12; *ChVC*, 32^e rapport, exercice 1948, pp. 14-16.
- ¹¹ *Nowvelliste*, n° du 26 juin 1948, p. 2 : « Chambres fédérales. La question de nos vins devant le Conseil national ».
- ¹² *Le Rhône*, n° du 10 février 1948, p. 1 : « Nos fruits et les traités de commerce », par Clément Bérard.
- ¹³ H. Wuilloud, *Un scandale : nos fruits sont invendables, mais ceux de l'étranger arrivent par milliers de tonnes*, dans *Le Valais agricole*, n° du 3 janvier 1948, p. 1.
- ¹⁴ *Nowvelliste*, n° du 14 mars 1948, p. 4.

- ¹⁵ *Ibidem*, n° du 19 octobre 1948, p. 3: «Le discours de M. Albert Luisier, directeur, au jubilé de Châteauneuf», célébré le 13 octobre.
- ¹⁶ *Politique terrienne*, dans *25^e anniversaire de l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf 1923/1948*, Châteauneuf, 1948, pp. 9-11. - Voir également le discours prononcé en cette circonstance, publié dans le *Nouvelliste*, n° du 16 octobre 1948, p. 5.
- ¹⁷ *Bull. sténogr. AF*, Conseil des Etats, 1948, séance du 16 juin, pp. 113-115.
- ¹⁸ *Ibidem*, séance du 18 juin 1948, pp. 178-181.
- ¹⁹ *Prot. GC*, session de novembre 1948, annexe n° 9: «Message concernant les travaux de correction à exécuter au Rhône par suite des hautes eaux du 4 septembre 1948», du 2 novembre 1948, 4 fol. dactylogr.
- ²⁰ *Le Confédéré*, n° du 17 novembre 1948, p. 2, dans le compte rendu du Grand Conseil: «Les débordements du Rhône. Responsabilités et réparation des dégâts».
- ²¹ *Prot. CE*, séance du 8 octobre 1948, fol. 478.
- ²² *Prot. GC*, session de novembre 1948, annexe n° 21: «Décret concernant l'octroi d'une subvention cantonale en faveur de la restauration des terrains dévastés...», du 13 novembre 1948, 2 p.
- ²³ *Ibidem*, session de novembre 1949, annexe n° 3: «Message concernant la correction du Rhône de Chalais à Vernayaz (3^e étape)», du 21 septembre 1949, 3 fol. dactylogr.
- ²⁴ *Le Rhône*, n° du 27 février 1948, p. 1: «Le projet d'aménagement de la Grande Dixence», article reproduit du *Journal de Genève* et signé «Dx.».
- ²⁵ *Ibidem*, n° du 30 janvier 1948, p. 1: «La construction d'un barrage à Mauvoisin s'impose», par Cl. Bérard; n° du 3 février 1948, p. 1: «Réactions au sujet du Mauvoisin. Opinions», par Clément Bérard.
- ²⁶ *Ibidem*, n° du 27 février 1948, p. 1: «Politique des usines hydro-électriques en Suisse», traduction résumée d'un article du *Bund*.
- ²⁷ *Nouvelliste*, n° du 11 janvier 1948, p. 1: «Nos projets d'usines. A côté de celle de la Dixence, celle de Mauvoisin», signé «Un ingénieur».
- ²⁸ *Le Confédéré*, n° du 1^{er} mars 1948, p. 1: «Politique des usines hydro-électriques en Suisse», reprise du même article du *Bund* cité ci-dessus, note 26.
- ²⁹ *Prot. CE*, séance du 28 septembre 1948, fol. 462-464. - *Le Confédéré*, n° du 29 octobre 1948, p. 1: «Le barrage de Cleuson met-il notre sécurité en péril?», par A. Marcel, qui commente un article de la *Tribune de Genève*.
- ³⁰ *Le Confédéré*, n° du 17 novembre 1948, p. 2, dans le compte rendu du Grand Conseil: «Interpellation Moret sur les barrages hydro-électriques en construction».

- ⁸¹ R. Töpffer, *Premiers voyages en zigzag*, Paris, Garnier, s. d., t. I, p. 182.
⁸² *Le Rhône*, n° du 6 août 1948, p. 3: «L'autre des Cyclopes», par Albert Maret.

1949

(t. II, pp. 270-283)

- ¹ *BC*, 33^e rapport, exercice 1949, pp. 1-4; *ChVC*, 33^e rapport, exercice 1949, pp. 16-22.
² *Nouvelliste valaisan*, n° du 5 mai 1949, p. 1: «La situation réelle», par Cyrille Michelet.
³ *Bull. GC*, session ordinaire de novembre 1949 et session prorogée en février 1950, séance du 7 février 1950, p. 74.
⁴ *La Patrie valaisanne*, n° du 6 décembre 1949, p. 1: «Après l'échec de dimanche», par Sylvain Maquignaz.
⁵ *Le Confédéré*, n° du 6 décembre 1949, p. 1: «Une votation salu-taire», par Camille Crittin.
⁶ *Prot. GC*, session de novembre 1949, annexe n° 5: «Message concernant l'agrandissement de l'hôpital régional de Sion et environs», du 26 septembre 1949, 2 fol. dactylogr., et annexe n° 6: «Message concernant la création d'un préventorium à Finhaut», du 26 septembre 1949, 2 fol. dactylogr.
⁷ *Bull. GC*, session de mai 1949, séance du 11, pp. 4-9.
⁸ *FAV*, n° 21 janvier 1949, p. 1: «Débat sur la pomme canada», par Bojen Olsommer.
⁹ *Le Confédéré*, n° du 5 août 1949, p. 1: «L'inconnu dans la maison», par André Marcel.
¹⁰ *Bull. GC*, session du 1^{er} octobre 1949, session extraordinaire concernant l'action en faveur de l'écoulement des vins, 67 p.
¹¹ *Bull. sténogr. AF*, Conseil des Etats, 1949, séance du 15 juin, pp. 303-309.
¹² *Ibidem*, pp. 325-326.
¹³ *Ibidem*, séance du 16 juin 1949, p. 347.
¹⁴ *Ibidem*, séance du 21 septembre 1949, p. 424.
¹⁵ *BC*, 33^e rapport, exercice 1949, pp. 7-8.
¹⁶ *Prot. GC*, session prorogée de novembre 1949 tenue en février 1950, séance du 11 février 1950, pp. 43-44.
¹⁷ *Nouvelliste*, n° du 14 janvier 1949, p. 3: «Le barrage de Saint-Barthélemy-Cleuson»; n° du 2 septembre 1949, p. 6: «Des journalistes au barrage de Cleuson».
¹⁸ *Ibidem*, n° du 20 mai 1949, p. 1: «Autour de la session du Grand Conseil. Les conséquences de la querelle des barrages», par Henri Forestier.

- ¹⁹ Maurice Paschoud, *La querelle des barrages*, dans *Bull. technique de la Suisse romande*, 1949, pp. 137-144.
- ²⁰ UVT, 12^e rapport, exercice 1948-1949, fol. 1-5.
- ²¹ FAV, n° du 19 août 1949, p. 1: «La route de la Forclaz», par B. Olsommer.
- ²² Prot. GC, session de mai 1949, annexe n° 1: «Motions et interpellations», in fine, celle d'O. Matter, 4 fol. multigr.
- ²³ *Nouvelliste*, n° du 11 novembre 1949, pp. 4 et 6: «...La commune de Bourg-Saint-Pierre est plusieurs fois millionnaire... sur le papier (!)», article reproduit de la *Feuille d'Avis de Lausanne*, n° du 10 novembre 1949, p. 6: «Le tunnel routier du Saint-Bernard est payé!», par Claude Jeanloz.
- ²⁴ *Le Confédéré*, n° du 31 octobre 1949, p. 1: «Adieu à un confrère», par A. Marcel.

1950

(t. II, pp. 284-299)

- ¹ Bull. GC, session de mai 1950, séance de relevée du 10, p. 75.
- ² H. Wuilloud, *Réorganisation et rationalisation des services de l'Etat*, rapport présenté à la session de février du Grand Conseil et publié dans *Le Valais agricole*, n° du 11 février 1950, pp. 1-2.
- ³ Bull. GC, session prorogée de juillet 1950, séance du 10, pp. 231-233, et séance du 12, p. 436.
- ⁴ *Ibidem*, session prorogée de septembre 1950, séance du 5, p. 523.
- ⁵ *Ibidem*, p. 522.
- ⁶ Prot. CE, séance du 31 octobre 1950, fol. 161.
- ⁷ *Nouvelliste valaisan*, n° du 3 juin 1950, p. 2: «Clairvoyance et objectivité. M. le conseiller d'Etat Troillet et la réforme des finances fédérales».
- ⁸ *Ibidem*, n° du 5 juin 1950, p. 2: «Un échec pour tous».
- ⁹ Werner Kämpfen, *Pourquoi la question du Haut-Valais est-elle devenue subitement actuelle? Problèmes et postulats de la minorité alémanique du Valais*, dans le *Nouvelliste*, n° du 25 janvier 1950, p. 3; du 27 janvier, p. 3, et du 28 janvier, p. 4.
- ¹⁰ *Nouvelliste*, n° du 4 février 1950, p. 1: «Problème de la minorité alémanique du Valais», par Cyr. Michelet.
- ¹¹ *Le Confédéré*, n° du 13 octobre 1950, p. 1: «Complément à un discours de cantine», par André Marcel.
- ¹² *Le Valais agricole*, n° du 28 janvier 1950, pp. 2-3: «Expériences acquises dans la lutte contre les hannetons», par J. R. Geigy S. A.
- ¹³ UVFL, 17^e rapport, exercice 1950, pp. 28-31.
- ¹⁴ Bull. GC, session prorogée de septembre 1950, séance du 4, pp. 439-443.

- ¹⁵ *Nouvelliste*, n° du 7 septembre 1950, p. 1: « Une colère légitime », par Henri Roh.
- ¹⁶ *Ibidem*, n° du 28 octobre 1950, p. 5: « Echos de presse. Quand un faux paysan prêche la révolte ».
- ¹⁷ Discours publié dans le *Nouvelliste*, n° du 10 octobre 1950, pp. 1-2.
- ¹⁸ *Nouvelliste*, n° du 6 octobre 1950, p. 1: « L'intervention... de M. Troillet au Conseil des Etats: Mesures de protection en faveur de l'écoulement des fruits et légumes... ». - *Bull. sténogr. AF*, Conseil des Etats, 1950, séance du 26 octobre, pp. 293-295.
- ¹⁹ *Nouvelliste*, n° du 24 septembre 1950, p. 4: « Echo d'une assemblée de vigneron où il est rappelé des promesses officielles toujours en promesses !... », signé « X. ».
- ²⁰ *Bull. sténogr. AF*, Conseil des Etats, 1950, séance du 21 mars, pp. 15-19.
- ²¹ *Nouvelliste*, n° du 12 février 1950, p. 4: compte rendu du Grand Conseil, séance du samedi 11 février.
- ²² *Ibidem*, n° du 15 juin 1950, p. 2: « M. le conseiller national Antoine Favre demande à la Confédération de plus justes indemnités pour l'utilisation de nos forces hydrauliques ».
- ²³ *FAV*, n° du 10 mars 1950, p. 1: « Comment créer de nouvelles industries ? », signé « A. Me. ».
- ²⁴ *Nouvelliste*, n° du 23 juillet 1950, p. 1: « Petite histoire de Zermatt », par Paul Budry.
- ²⁵ *Ibidem*, n° du 9 juillet 1950, p. 1: « La route à grand trafic par la vallée de Salvan-Finhaut », par André Luisier.
- ²⁶ *FAV*, n° du 5 avril 1950, p. 1: « La guerre des tunnels », par Abel Moine.
- ²⁷ *Le Confédéré*, n° du 8 mars 1950, p. 1: « En route pour le tunnel du Saint-Bernard », par Camille Crittin.

1951

(t. II, pp. 300-316)

- ¹ *Bull. GC*, session de mai 1951, séance du 14, pp. 7-8.
- ² *Ibidem*, session prorogée de mai en septembre 1951, séance du 3, pp. 35-36.
- ³ *Ibidem*, séance du 4 septembre 1951, pp. 101-102.
- ⁴ *Ibidem*, séance de relevée du 7 septembre 1951, p. 309.
- ⁵ *Ibidem*, séance du 8 septembre 1951, p. 384.
- ⁶ *Ibidem*, session prorogée de novembre 1951 en février 1952, séance du 18, pp. 4-7.
- ⁷ *Ibidem*, séance du 22 février 1952, pp. 274-275.
- ⁸ *Ibidem*, séance du 23 février 1952, p. 285.
- ⁹ *Ibidem*, session de mai 1949, séance du 13, p. 40.

- ¹⁰ *Ibidem*, session de novembre 1951, séance du 12, pp. 7-12.
- ¹¹ *Bull. sténogr. AF*, Conseil des Etats, 1951, séance du 29 mars, pp. 43-44.
- ¹² *Ibidem*, séance du 4 avril 1951, pp. 87-90.
- ¹³ *Ibidem*, pp. 105-106.
- ¹⁴ *Nouvelliste valaisan*, n° du 27 janvier 1951, p. 1: «L'épée dans les reins? Non, l'épée au côté», par Aloys Theytaz.
- ¹⁵ *Le Confédéré*, n° du 16 avril 1951, p. 1: «Le boxeur nègre», par André Marcel.
- ¹⁶ *Ibidem*, n° du 26 octobre 1951, p. 2: «De la lumière pour le falot de M. [André] Luisier», par Gérard Rudaz.
- ¹⁷ Discours prononcé au 36^e festival des fanfares conservatrices du Centre, à Saillon, le 20 mai 1951, et publié dans le *Nouvelliste*, n° du 22 mai 1951, p. 1.
- ¹⁸ Discours prononcé au congrès des jeunesses conservatrices du Valais romand, à Sion, le 7 octobre 1951, et publié dans le *Nouvelliste*, n° du 9 octobre 1951, pp. 1-2.
- ¹⁹ *Nouvelliste*, n° du 30 octobre 1951, p. 1.
- ²⁰ *Le Confédéré*, n° du 9 juillet 1951, p. 1: «Une page se tourne», par A. Marcel.
- ²¹ *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1951 tenue en février 1952, séance du 20, pp. 105-110.
- ²² *Ibidem*, session prorogée de mai tenue en septembre 1951, pp. 191-195, interpellation du député Jean-Maurice Gross.
- ²³ *Ibidem*, session prorogée de novembre 1951 tenue en février 1952, séance du 20, pp. 110-116.
- ²⁴ *Ibidem*, séance du 22 février 1952, pp. 223-229.
- ²⁵ *Ibidem*, pp. 230-232.
- ²⁶ *Ibidem*, pp. 232-236.
- ²⁷ *FAV*, n° du 2 janvier 1952, p. 1: «Comment développer l'industrie moyenne», par Henri Roh. - *Nouvelliste*, n° du 29 janvier 1952, p. 1: «Le Valaisan, la banque et l'industrie», par H. Roh.
- ²⁸ *Nouvelliste*, n° du 8 février 1951, p. 1: «L'aménagement de notre houille blanche», par Cyr. Michelet.

1952
(t. II, pp. 317-335)

- ¹ *Le Rhône*, n° du 23 mai 1952, p. 1: «La montagne se dépeuple», par Clément Bérard.
- ² *FAV*, n° du 7 mars 1952, p. 1: «Paradoxes», par Bojen Olsommer.
- ³ *UVFL*, 19^e rapport, exercice 1952, pp. 5-15.
- ⁴ *La Terre valaisanne*, n° du 15 février 1952, p. 4: «Une lettre qui doit nous faire réfléchir».

- ⁶ *ChVC*, 35^e/36^e rapports, exercices 1951-1952, pp. 40-42; *FAV*, n° du 15 février 1952, p. 1: « Carrefour dangereux », par B. Olsommer; *Le Valais agricole*, n° du 23 février 1952, p. 1: « Coup d'assommoir », par H. Wuilloud.
- ⁷ *Nouvelliste valaisan*, n° du 14 février 1952, p. 4: compte rendu de la conférence du conseiller fédéral R. Rubattel, donnée à Lausanne, le 9 février, en faveur de la loi sur l'agriculture, par Cyr. Michelet.
- ⁸ *La Terre valaisanne*, n° du 30 juin 1952, p. 1: « O loi, où est ton esprit? », par Edouard Morand; p. 3: « Deux mémoires adressés à M. le conseiller fédéral Rubattel ».
- ⁹ *Bull. GC*, session prorogée de mai tenue en juin 1952, séance du 27, pp. 253-273; *ibidem*, session de novembre 1952, séance du 12, pp. 107-121.
- ¹⁰ *Ibidem*, session prorogée de mai tenue en juin 1952, séance du 28, pp. 367-370.
- ¹¹ *Ibidem*, pp. 370-373.
- ¹² *Ibidem*, session de novembre 1952, séance du 11, pp. 47-57.
- ¹³ *Nouvelliste*, n° du 7 mai 1952, p. 6: « Résumé d'une enquête faite en 1951-1952 sur l'écoulement des produits du Valais en Suisse [par la] Chambre valaisanne de commerce.
- ¹⁴ *UVT*, 15^e rapport, exercice 1951-1952, fol. 1-7.
- ¹⁵ *FAV*, n° du 27 février 1952, p. 1: « L'enjeu de la votation de dimanche », par B. Olsommer, et n° du 3 mars 1952, p. 2.
- ¹⁶ *Bull. GC*, session prorogée de mai tenue en juin 1952, séance du 26, pp. 245-251; du 27 juin, pp. 251-253.
- ¹⁷ *Ibidem*, session de mai 1951, séance du 17, pp. 69-86; *ibidem*, session prorogée de novembre 1951 tenue en février 1952, séance du 21, pp. 191-195; *ibidem*, session de mai 1952, séance du 14, pp. 84-93.
- ¹⁸ Jacques Vodoz, *Le ski à travers les âges*, dans *Alpe, Neige, Roc*, n° 2, 1951, pp. 11-17; Marcel Kurz, *Alpinisme hivernal*, Paris, 1925, pp. 1-62.
- ¹⁹ *Bull. GC*, session prorogée de mai tenue en juin 1952, séance du 25 juin, pp. 188-202.
- ²⁰ *Le Rhône*, n° du 22 août 1952, p. 1: « Après la guerre, la paix », par Cl. Bérard.
- ²¹ *Ibidem*, n° du 10 octobre 1952, p. 1: « Redevances hydrauliques », par Cl. Bérard.
- ²² *Nouvelliste*, n° du 29 janvier 1952, p. 1: « Le Valaisan, la banque et l'industrie », par Henri Roh.
- ²³ O. Zipfel, *Créer du travail pour la population de nos montagnes*, exposé présenté à la Société valaisanne de recherches économiques et sociales, le 16 novembre 1952, et publié dans le *Nouvelliste*, n° du 20 novembre 1952, p. 6; du 22 novembre, p. 5, et du 25 novembre, p. 3.
- ²⁴ Voir ci-dessus, p. 315.

- ²⁴ *Le Rhône*, n° du 18 janvier 1952, p. 1 : « Peuple de manœuvres ? », par Cl. Bérard.
- ²⁵ *Ibidem*, n° du 4 janvier 1952, p. 1 : « Recherches économiques et sociales », par Cl. Bérard.
- ²⁶ *Bull. GC*, session prorogée de novembre 1952 tenue en janvier 1953, séance du 22, pp. 241-250.
- ²⁷ *Ibidem*, pp. 253-254 et 258-259.
- ²⁸ *Ibidem*, pp. 263-264.
- ²⁹ *La Patrie valaisanne*, n° du 29 août 1952, p. 1, sous le titre indiqué.
- ³⁰ *Le Rhône*, n° du 23 janvier 1951, p. 1 : « Cercles fermés », par Éd. Morand.
- ³¹ *Ibidem*, n° du 15 janvier 1952, p. 1 : « Juge et partie », par Éd. Morand.
- ³² *Bull. GC*, session de novembre 1952, séance du 10, pp. 13-15 et 17-19.
- ³³ *Le Rhône*, n° du 11 novembre 1952, p. 1 : « Notre ménage cantonal », par Éd. Morand.
- ³⁴ *L'Union*, n° du 20 mai 1952, pp. 3-4 : « Un scandale magistralement étouffé ».
- ³⁵ *Le Confédéré*, n° du 29 septembre 1952, p. 1 : « L'homme-orchestre », par A. Marcel.
- ³⁶ *Nowvelliste*, n° du 21 mars 1952, pp. 3-4 : compte rendu du congrès tenu à Martigny, le 19 mars, par Jean Pignat.
- ³⁷ *Le Confédéré*, n° du 24 mars 1952, p. 1 : « La maison et le balai », par A. Marcel.
- ³⁸ *Ibidem*, n° du 26 mars 1952, pp. 1-2 : « Poursuite du vent », par A. Marcel.
- ³⁹ *Ibidem*, n° du 2 avril 1952, p. 1 : « Préservez-moi de mes amis », par A. Marcel.
- ⁴⁰ *L'Union*, n° du 24 décembre 1952, p. 2 : « Le congrès UPV du 14 décembre », signé « Le chroniqueur ».
- ⁴¹ Discours prononcé à Sion, le 21 février 1953, et publié dans le *Nowvelliste*, n° du 25 février, p. 4.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre premier (t. III, pp. 9-23)

- ¹ Bull. GC, session prorogée de novembre 1953 (tenue en février 1954), séance du 2 février, pp. 103-105 et 107-109.
- ² *Ibidem*, séance constitutive du 18 mars 1957, pp. 4-6.
- ³ *Ibidem*, session de mai 1953, séance du 11, p. 10; session prorogée de novembre 1953 (tenue en février 1954), séance du 6 février, pp. 307-374.
- ⁴ André Guex, *Barrages*, Lausanne, 1956, 196 p. - *De l'eau, du vent, des pierres*, Lausanne, 1969, pp. 141-168. (*Cahiers de la Renaissance vaudoise*, 67).
- ⁵ Bull. GC, session prorogée de novembre 1953 (tenue en février 1954), séance du 5 février, pp. 295-298.
- ⁶ *Ibidem*, session de novembre 1955, séance du 16, pp. 87-94.
- ⁷ *Ibidem*, session de novembre 1953, séance du 9, pp. 6-10.
- ⁸ *Ibidem*, session de mai 1955, séance du 10, pp. 15-19.
- ⁹ *Ibidem*, séance de relevée du 11 mai 1955, pp. 76-78; session de novembre 1955, séance de relevée du 16, p. 109; session prorogée de novembre 1956 (tenue en février 1957), séance du 8 février, p. 177.
- ¹⁰ *Ibidem*, session de mai 1956, séance du 16, pp. 77-86.
- ¹¹ *Ibidem*, session prorogée de mai 1956 (tenue en juillet), séance du 12 juillet, pp. 174-185.
- ¹² *Ibidem*, session prorogée de novembre 1956 (tenue en février 1957), séance du 7 février, pp. 119-123.
- ¹³ *Ibidem*, session prorogée de mai 1957 (tenue en juillet), séances du 2 juillet, pp. 93-129; du 3 juillet, pp. 137-149 et 171-182.
- ¹⁴ AV, fonds Troillet, cart. 28 : *Procès verbal de la 47^e séance du conseil d'administration des Forces motrices de Mauvoisin S. A.*, du 3 février 1960, fol. 15.
- ¹⁵ BC, 37^e et 38^e rapports, exercices 1953 et 1954, *passim*.
- ¹⁶ Bull. GC, session de mai 1953, séance du 20, pp. 254-260.

- ¹⁷ *Ibidem*, session prorogée de mai 1954 (tenue en mai-juin), séance du 5 juin, p. 317.
- ¹⁸ *Ibidem*, session prorogée de mai 1953 (tenue en juin), séance du 24 juin, p. 183.
- ¹⁹ *Ibidem*, pp. 171-173.
- ²⁰ BC, 44^e rapport, exercice 1960, p. 13.
- ²¹ UVT, 21^e rapport, exercice 1957-1958, *passim*.
- ²² ChVC, 38^e rapport, exercice 1954, *passim*.
- ²³ UVFL, 22^e rapport, exercice 1955, pp. 6-7.
- ²⁴ Cité dans Bull. GC, session de novembre 1953, séance du 10, p. 49.
- ²⁵ ChVC, 43^e rapport, exercice 1959, *passim*.
- ²⁶ Bull. GC, session de mai 1958, séance du 21, p. 94.
- ²⁷ *Ibidem*, p. 225.
- ²⁸ *Ibidem*, pp. 244-291, notamment pp. 259, 271-272.
- ²⁹ *Ibidem*, session prorogée de mai 1958 (tenue en juin), séance du 23 juin, p. 4.
- ³⁰ *Ibidem*, session prorogée de mai 1960 (tenue en juillet), séance du 4 juillet, pp. 6-12.
- ³¹ *Ibidem*, session prorogée de novembre 1960 (tenue en janvier-février 1961), séance du 2 février, p. 204.
- ³² *Ibidem*, session prorogée de mai 1960 (tenue en juillet), séance du 4 juillet, *passim*, notamment pp. 40-42.
- ³³ AV, fonds Troillet, cart. 28, dossier de correspondance: lettre des Forces motrices de Mauvoisin S. A., du 10 juillet 1961, aux membres du conseil d'administration, circulaire multigr.

Chapitre II

(t. III, pp. 24-29)

- ¹ Discours prononcé à Saillon, le 11 septembre 1955 et publié dans le *Nouvelliste*, n° du 12 septembre, p. 4.
- ² *Gazette de Lausanne*, n° du 28 septembre 1955, p. 7: « En Valais: la retraite conditionnelle de M. Maurice Troillet semble condamner les conservateurs à l'écartèlement », par Emile Biollay.
- ³ *Nouvelliste*, n° du 26 septembre 1955, p. 6: « Dans le cadre de l'assemblée des délégués du Bas-Valais, les déclarations capitales de M. le conseiller aux Etats Maurice Troillet », à Martigny, le 24 septembre.
- ⁴ *Ibidem*, commentaire à la suite du discours.
- ⁵ *Nouvelle Revue de Lausanne*, n° du 8 octobre 1955, p. 3: « M. Maurice Troillet quitte la scène politique sur un coup d'éclat ! », par André Marcel.
- ⁶ *Ibidem*, et *Nouvelliste*, n° du 26 septembre 1955; *Gazette de Lausanne*, n° du 28 septembre; *Le Confédéré*, n° du 3 octobre 1955, p. 6: « Les candidats conservateurs au Conseil des Etats ».
- ⁷ *Nouvelle Revue de Lausanne*, n° du 8 octobre 1955, art. cité.

Chapitre III
(t. III, pp. 30-44)

- ¹ A. Donnet, *Saint Bernard et les origines de l'Hospice du Mont-Joux (Grand Saint-Bernard)*, Saint-Maurice, 1942, pp. 27-51.
- ² R. Töpffer, *Premiers voyages en zigzag*, Paris, Garnier, s. d., t. I, p. 305.
- ³ *Tunnel routier transalpin reliant Martigny à Aoste. Projet pour la construction de la voie de communication la plus courte Mer du Nord-Bâle-Méditerranée*, tiré à part de *Navigation et Trafic mondial*, mai 1947, 4 p. n. ch.
- ⁴ Tous les documents cités et mentionnés dans ce chapitre et dont la référence n'est pas précisée sont conservés (originaux, copies, traductions, etc.) aux AV, fonds Troillet (désigné ci-après : T), cartons 35, 36 et 37 (classement provisoire, sans cotes).
- ⁵ T, cart. 36 : orig. autographe.
- ⁶ *Ibidem*, lettre du département fédéral de l'Intérieur au département des Travaux publics du Valais, du 28 mai 1938, original.
- ⁷ *Prot. CE*, séance du 27 mars 1947, fol. 54.
- ⁸ T, cart. 36 : copie de l'original allemand (4. fol.) et traduction française (5 fol.).
- ⁹ *Ibidem*, cart. 36 : lettre à M. Troillet, du 2 mars 1949, 2 fol., original.
- ¹⁰ *Ibidem*, cart. 36 : lettre de Jean Belet, secrétaire de la « commission suisse pour le tunnel routier du Grand Saint-Bernard », à M. Troillet, de Lausanne, le 19 mai 1949, original.
- ¹¹ *Ibidem*, cart. 36 : lettre des Conseils d'Etat vaudois et valaisan au Conseil fédéral, du 23 juin 1949, copie authentifiée ; lettre du Conseil d'Etat vaudois à celui du Valais, du 12 juillet 1949, original.
- ¹² *Ibidem*, cart. 36 : lettre du 19 juillet 1949, 2 fol., original.
- ¹³ *Ibidem*, cart. 35 : procès-verbal du comité d'action, séance du 15 février 1950 (7 fol. dactylogr.), fol. 1.
- ¹⁴ *Tribune de Genève*, n° du 23 septembre 1950, p. 13 : « Tunnels routiers », par Frédéric Bates.
- ¹⁵ T, cart. 35 : procès-verbal du comité d'action, séance du 26 septembre 1950 (5 fol. dactylogr.), fol. 2.
- ¹⁶ *Ibidem*, cart. 36 : lettre de F. Cena à H. Chenaud, du 29 janvier 1951, copie et traduction française ; lettre d'Enrico Marone, président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Turin, du 17 novembre 1951, copie ; lettre de F. Cena à H. Chenaud, de Turin, le 18 novembre 1951, traduction française.
- ¹⁷ *Ibidem*, cart. 35 : « Exposé de M. W. Schurter... sur le projet d'un tunnel routier... lors de la conférence du 19 juin 1952, au département fédéral de l'Intérieur », 5 fol., photocopie.
- ¹⁸ *Ibidem*, cart. 36 : lettre du 9 avril 1952, copie.

- ¹⁹ *Ibidem*, cart. 36: lettre de M. Petitpierre à Maurice Troillet, du 11 mars 1953, original.
- ²⁰ *Ibidem*, cart. 36: lettre du 20 avril 1953, original, avec copie de la lettre, du même jour, adressée par le chef du Département politique à E. Celio, ministre de Suisse en Italie.
- ²¹ *Ibidem*, cart. 36: Notes sur l'entretien du 28 avril 1953, à Lausanne, avec le comte Marone, 3 fol. dactylogr. datés du 4 mai 1953.
- ²² *Tribune de Genève*, n° du 26 juin 1953, p. 1: «La saison avance... Tardera-t-on encore à percer le Mont-Blanc?», par Jean-Frédéric Rouiller.
- ²³ T, cart. 36: lettre du 12 juin 1953, copie.
- ²⁴ *Ibidem*, cart. 35: «Tunnel du Grand Saint-Bernard pour automobiles. Appel à MM. les députés au Grand Conseil du Haut-Valais et du Valais central», daté de Brigue, le 2 mai 1958, et signé par «Pro Sempione», la Société de développement de Brigue, l'Union des arts et métiers de Brigue et environs, l'Administration communale de Brigue, 4 p. multigr.
- ²⁵ *Ibidem*, cart. 36: lettre datée de Turin, le 21 septembre 1953, original.
- ²⁶ *Ibidem*, cart. 36: lettre datée de Berne, le 20 janvier 1954, original.
- ²⁷ *Ibidem*, cart. 36: lettre de M. Petitpierre à M. Troillet, de Berne, le 5 mars 1954, original.
- ²⁸ *Ibidem*, cart. 36: lettre du Petit Conseil des Grisons au Conseil d'Etat vaudois, du 2 août 1954, 2 fol., traduction.
- ²⁹ *Ibidem*, cart. 35: Syndicat pour la réalisation du tunnel routier... Résumé du rapport général d'octobre 1954, 14 fol. multigr.
- ³⁰ *Ibidem*, cart. 35: procès-verbal du comité du syndicat, séance du 8 juillet 1955, fol. 3.
- ³¹ *Ibidem*, cart. 36: de Turin, le 12 juillet 1955, original.
- ³² *Ibidem*, cart. 36: lettre personnelle, de Berne, le 11 juillet 1955, original.
- ³³ *Ibidem*, cart. 36: de Sion, le 27 juillet 1955, copie.
- ³⁴ *Ibidem*, cart. 35: «Procès-verbal concernant la visite rendue, le 2 décembre 1955, au président de la Confédération, M. M. Petitpierre, par les syndicats suisse et italien intéressés au percement du tunnel routier sous le Grand Saint-Bernard», daté du 6 décembre 1955, 4 fol. dactylogr.; «Extrait de l'exposé de M. Troillet lors de l'audience accordée par M. le conseiller fédéral Petitpierre, [le 2 décembre 1955], aux comités italien et suisse pour le percement d'un tunnel routier sous le Grand Saint-Bernard», 4 fol. dactylogr.
- ³⁵ *Ibidem*, cart. 36: de Sion et Lausanne, le 26 mai 1956, 2 fol., photocopie.
- ³⁶ *Ibidem*, cart. 36: «Interpellation Sollberger: Tunnel du Grand Saint-Bernard», du 5 juin 1956, 1 fol. dactylogr.
- ³⁷ *Ibidem*, cart. 36: lettre de Ph. Etter, chef du département fédéral de l'Intérieur, aux Conseils d'Etat de Vaud et de Valais, au conseil

municipal de Lausanne et au Syndicat... du Saint-Bernard, du 19 juillet 1956, 2 fol., photocopie.

³⁸ *Ibidem*, cart. 36 : lettre datée de Sion, le 30 août 1956, 2 fol., photocopie.

³⁹ *Tribune de Genève*, n° du 5/6 septembre 1956, p. 5 : « Le tunnel du Grand Saint-Bernard l'emportera-t-il sur celui du Mont-Blanc ? », par Jean-Frédéric Rouiller.

⁴⁰ T, cart. 36 : lettre du Conseil fédéral, du 30 novembre 1956, au Syndicat pour la réalisation du tunnel routier du Grand Saint-Bernard, 1 fol., photocopie.

⁴¹ *Ibidem*, cart. 36 : de Sion, le 3 février 1958, copie.

⁴² *Ibidem*, cart. 36 : lettre de M. Troillet au Conseil d'Etat du Valais, de Sion, le 20 février 1958, 1 fol., copie.

⁴³ *Combat*, journal d'action sociale et politique, n° du 4 juillet 1958, p. 3 : « Le Grand Conseil a finalement voté à l'unanimité la participation financière du canton au tunnel du Grand Saint-Bernard », suivi de : « Intervention de M. le député Gérard Perraudin ».

⁴⁴ *Bull. GC*, session prorogée de mai 1958 tenue en juin, séance du 25 juin, p. 171.

TROISIÈME PARTIE

Introduction (t. III, pp. 45-49)

¹ Marie Follonier-Quinodoz, *Relations entre citadins et paysans*, dans *Annales valaisannes*, 1970, p. 149.

² Ouvrage cité dans la I^{re} partie, année 1939, note 11, p. 168.

³ Ouvrage cité dans la I^{re} partie, année 1919, note 17, p. 142.

Chapitre premier (t. III, pp. 50-62)

¹ Marie Follonier-Quinodoz, *op. cit.*, p. 150.

² *Bulletin officiel du canton du Valais*, 1902, n° du 10 janvier, p. 41 (à Vétroz).

³ *Bull. GC*, session de mai 1968, séance de relevée du 15, p. 93.

⁴ M. Follonier-Quinodoz, *op. cit.*, p. 154.

Chapitre II (t. III, pp. 63-68)

¹ H. Schiner, *Description du département du Simplon*, Sion, 1812, p. 451.

² *Terre valaisanne*, n° du 15 mars 1966, p. 1 : « Au tour de la Boscoop », par Félix Carruzzo ; n° du 30 mars 1968, p. 1 : « La Golden, demain », par F. Carruzzo ; n° du 15 septembre 1969, p. 1 : « Gravenstein et autres pommes », par F. Carruzzo.

³ Les pommes sont un exemple. Ceux qui veulent pousser l'étude, l'appliquer à d'autres fruits, aux fraises ou aux légumes, disposent des analyses annuelles du rapport de l'UVFL.

⁴ *Terre valaisanne*, n° du 30 septembre 1968, p. 1 : « L'appui de nos députés », par F. Carruzzo.

⁵ Le texte de la Société pour le développement de l'économie suisse est publié dans *Terre valaisanne*, n° du 30 octobre 1968, pp. 1-2: «Revendications du Grand Conseil valaisan en matière agricole: un programme en sept points plus que discutable».

⁶ *Ibidem*, n° du 15 novembre 1968, p. 1: «Complément d'information», par F. Carruzzo.

⁷ *Ibidem*, n° du 29 février 1968, p. 1: «L'importation: une chance», par F. Carruzzo.

Chapitre III (t. III, pp. 69-73)

¹ Jean Nicollier, *La vigne valaisanne et les vins du Valais* (Martigny, 1960, 24 p. n. ch.), pp. 23-24.

² *Terre valaisanne*, n° du 15 mars 1970, p. 1: «L'unique problème: la survie du vignoble valaisan», par Jean Nicollier.

Chapitre IV (t. III, pp. 74-86)

¹ *Treize Etoiles*, n° de mars 1970, p. 52: «Du nouveau à Saas-Fee».

² Arnold Lunn, *Une expédition en skis au mois de mai*, dans *L'Echo des Alpes*, 1919, pp. 47-48.

³ Reproduit dans la *Feuille d'Avis de Lausanne*, n° du 19 janvier 1970, p. 7: «Une station en proie à des forces destructrices. Le journal anglais *Observer* enterre avec tristesse le Zermatt de Whympfer», par Roland Huntford.

⁴ *Valais demain*, n° du 27 mars 1970, p. 14: «Un garde-fou pour bâtisseurs», par René Berthod.

Chapitre V (t. III, pp. 87-95)

¹ André Guex, *Barrages*, Lausanne, 1956, 196 p.

Chapitre VI (t. III, pp. 96-102)

¹ ChVC (Fédération économique du Valais), 1969, 2^e rapport trimestriel, pp. 5-7.

² *Ibidem*, p. 10.

Chapitre VII
(t. III, pp. 103-111)

- ¹ ChVC (Fédération économique du Valais), 1969, 2^e rapport trimestriel, p. 10.
- ² Jola B. Schweizer, *Va-t-il de soi d'avoir de l'eau à discrétion?* dans *Eau, Air, Santé*, bulletin officiel de l'association « Protection Rhône-Léman », 1969, p. 85.
- ³ *Tribune de Lausanne*, n° du 27 mars 1970, p. 3: « Fluor au Fricktal. 50 000 francs par an pour les dégâts ».
- ⁴ *Journal Aux Écoutes*, n° du 4 août 1961 (n° 1933): « Un nuage qui menace les Pyrénées ».
- ⁵ Cité plus haut, I^{re} partie, année 1914, note 5, p. 29.
- ⁶ Dr Jean-Louis Nicod, *Tuberculose et silicose*, dans *Journal suisse de médecine*, 1961, pp. 11-16.
- ⁷ Dr Jean-Louis Nicod, *La silicose des mineurs valaisans*, dans *Mémoires de la Société vaudoise des Sciences naturelles*, vol. 10, 1950, pp. 41-136.
- ⁸ *Ibidem*, p. 119.
- ⁹ Caisse nationale suisse d'assurances en cas d'accidents, rapport annuel et comptes, 1960, p. 16.
- ¹⁰ Marc Lob, *Problèmes posés par les réactions anxieuses chez les silicotiques en Suisse*, tiré à part de: *Psychologie médicale*, [Paris, 1963], 8 p.

Chapitre VIII
(t. III, pp. 112-124)

- ¹ Léon Savary, *Le secret de Joachim Ascalles*, suivi de *Fribourg...*, Lausanne, 1970, pp. 127-128. (*Le livre du mois*, 12.)
- ² Témoignage de Maurice Chappaz: *Passants de Dieu*, dans P. Saudan et N. Viatte, *Lettres - Textes inédits précédés de Témoignages*, Martigny, 1968, p. 66 (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 6).
- ³ Expression du cardinal Journet, dans sa Lettre-préface, *ibidem*, p. 17.
- ⁴ *Tribune de Genève*, n° du 24 novembre 1969, p. 16: « Plus de mille Valaisans dans les universités suisses », par Lucien Rosset. - Voir aussi ChVC, 1969, 1^{er} rapport trimestriel, p. 43.
- ⁵ Cité par Louis Courthion, *Un Trouvère contemporain*, dans *La Patrie suisse*, journal illustré, Genève, n° 279, 11^e année, 1^{er} juin 1904, p. 124.
- ⁶ Alexandre Cingria, *Romandie*, Genève, 1942, p. 63.
- ⁷ Charles-Albert Cingria, *Propos*, Lausanne, éditions L'âge d'homme, [1968], pp. 101-102 (*Œuvres complètes*, t. VI).
- ⁸ Cité dans la *Gazette de Lausanne*, n° du 23/24 mars 1968, p. 29: « Renouveau de l'architecture religieuse en Suisse », par André Kuenzi.

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Remarques : Sont exclus les noms qui reviennent presque à chaque page : *Alpes, Berne* (ville fédérale), *Confédération* (et les départements de son administration), le *Rhône* (et plaine du Rhône), *Sion, Suisse, Valais* (et ses subdivisions : Bas-Valais, Centre, Haut-Valais).

De plus, ne sont pas identifiés les noms qui figurent dans les dictionnaires usuels.

Abréviations

c.	commune	rég.	région
dép.	département	riv.	rivière
fl.	fleuve	torr.	torrent
prov.	province	v.	voir

Districts du Valais

B	Brigue	Mo	Monthey
C	Conthey	Ro	Rarogne oriental
E	Entremont	Rw	Rarogne occidental
G	Conches (Goms)	Se	Sierre
H	Hérens	Sm	Saint-Maurice
L	Loèche	Sn	Sion
Ma	Martigny	V	Viège

Cantons suisses

AG	Argovie	SG	Saint-Gall
BE	Berne	SH	Schaffhouse
BL	Bâle-Campagne	SZ	Schwyz
FR	Fribourg	TI	Tessin
GE	Genève	UR	Uri
GL	Glaris	VD	Vaud
GR	Grisons	VS	Valais
LU	Lucerne	ZH	Zurich
NE	Neuchâtel		

A

Aboyeu (c. Collonges), torr. : I, 285.
 Abyssinie, v. Ethiopie.
 Addis-Abéba : II, 98.
 Adoua : II, 81.
 Afrique : I, 278 ; II, 153, 170 ; III, 19.
 Agaune, v. Saint-Maurice.
 Aigle (VD) : I, 23, 205 ; III, 40.
 Aiguille, fort de l'-, v. Dailly.
 Aiguille du Midi (départ. Haute-Savoie) : II, 255 ; III, 34.
 Aiguilles de la Lex (Se) : II, 165.
 Airolo (TI) : III, 101.
 Alamein (El-) : II, 170.
 Albanie : II, 125, 153.
 Aletsch (B), forêt, glacier et forces hydrauliques : II, 181, 190, 256, 279, 324.
 Alexandrie (Egypte) : II, 170.
 Alger, comité d' : II, 199.
 Algérie : I, 251 ; II, 59, 228, 295 ; III, 11, 71.
 Allalin (V), glacier : I, 132.
 Allesse (c. Dorénaz) : II, 165.
 Allemagne : I, 41, 47, 55, 72-73, 84, 216, 247, 254, 264 ; II, 46-47, 81, 112, 126, 134, 139-143, 152-154, 171, 174, 182-184, 193, 197-200, 211, 214-215, 225, 227, 229, 258, 270, 284, 289 ; III, 11, 32, 122, 176.
 Alsace : III, 92.
 Aluminium, v. Chippis.
 Alusuisse, v. Chippis.
 Amérique : I, 11, 42, 81, 103, 163, 216, 230, 252, 265 ; II, 105, 138-139, 152, 154, 170, 183-184, 199, 212, 219, 225, 229-230, 233, 241, 257, 259, 269, 281, 315, 324, 327 ; III, 60, 65, 70, 81, 108, 168.
 — plants américains : I, 60, 97-98, 150, 282.
 Aminona (c. Mollens, Se) : III, 76.
 Andermatt (UR) : II, 165.
 Angleterre, v. Grande-Bretagne.
 Ankara : II, 184.
 Anniviers (Se), vallée : I, 73, 174, 196, 208, 211, 236-237 ; II, 36, 165, 208, 244, 292 ; III, 79.

Antilles : II, 59.
 Anzeindaz (VD) : II, 255.
 Anzère (c. Ayent) : I, 223.
 Aoste, ville : I, 40, 163 ; II, 236 ; III, 30-31, 35-36, 183, 194.
 — vallée : I, 209, 273.
 Appenzell, canton : I, 34 ; II, 57, 225, 255.
 Aproz (c. Nendaz) : II, 266, 292 ; III, 100.
 Arbaz (Sn) : I, 186, 205, 223 ; II, 77.
 Ardon (C) : I, 42, 47, 188, 273, 285-288 ; II, 55, 190, 243 ; III, 100, 149.
 Argentine : II, 59, 219, 295.
 Argovie, canton : I, 178 ; II, 80, 144, 235.
 Arolla (c. Evolène) : I, 209, 238 ; II, 234, 296, 326.
 Arosa (GR) : II, 60, 108, 132, 324.
 Arpette (E), val d' : III, 94.
 Arpille (Ma) : III, 93.
 Artix (départ. Basses-Pyrénées), centrale thermique : III, 105.
 Artois : I, 43.
 Ascona (TI) : III, 84.
 Asie : II, 154, 226 ; III, 11.
 Athènes : I, 170 ; II, 85.
 Attique : III, 129.
 Atlantique : II, 105, 183.
 — charte de l' : II, 184.
 — mur de l' : II, 198.
 Aube : I, 165.
 Augstwäng (c. Oberems, L) : III, 108.
 Australie : I, 278 ; II, 153.
 Autriche : II, 112, 270, 322 ; III, 11.
 Auvergne : II, 170, 274.
 Auvernier (NE) : III, 146.
 Aven (c. Conthey) : I, 207, 273.
 Avignon : I, 142.
 Avranches (départ. de la Manche) : II, 198.
 Ayent (H) : I, 40 ; II, 34 ; III, 182.
 Ayer (Se) : I, 55, 236 ; II, 145, 208.
 Azov, mer : II, 183.

B

Bagnes (E), commune et vallée : I, 21, 39, 48, 82, 127, 132, 136, 157, 164,

- 214, 224, 266, 276 ; II, 60, 97, 149, 190, 203, 210, 232-236, 243, 247, 267-268, 280, 296, 325-326 ; III, 84, 99, 140, 142, 147, 149, 153, 175, 177, 180.
- Bâle-Campagne, demi-canton : II, 45.
- Bâle-Ville, demi-canton : I, 243-244, 246 ; II, 181, 184 ; III, 118.
- ville : II, 180, 209, 223, 282 ; III, 89, 101, 194.
- Geigy AG : II, 223, 292 ; III, 73, 179, 187.
- Balkans : II, 126.
- Baltes, pays : II, 197.
- Baltschieder (V) : III, 89.
- Barberine (c. Salvan), lac et forces hydrauliques : I, 19, 94, 212 ; II, 224, 279 ; III, 106.
- Barges (c. Vouvry), domaine : II, 189.
- Beauce : II, 235, 244.
- Beaujolais : III, 70.
- Béarn : III, 105.
- Belgique : I, 84, 216 ; II, 69, 88, 140, 184, 235, 281, 284 ; III, 159, 164.
- Bellini (c. Sion) : I, 129.
- Bérésina : II, 183.
- Berlin : II, 81-82, 154, 197, 212, 258.
- axe Rome-Berlin, v. Rome.
- Berne, canton : I, 37, 77, 104, 121, 131, 146-147, 178, 229, 237 ; II, 14, 82, 110, 172, 210, 235, 324 ; III, 11, 15, 32, 41, 170.
- ville : I, 43, 103, 106, 146, 166, 234 ; II, 66, 78-79, 138, 166, 180 ; II, 102, 172.
- *Berner Tagwacht* : II, 252.
- *Der Bund* : III, 185.
- Bernina (GR) : II, 157.
- Biafra : III, 79.
- Bienne (BE) : II, 165.
- Bieshorn (V) : II, 150.
- Bikini, île du Pacifique : II, 228 ; III, 179.
- Binn (G) : II, 145.
- Bitsch (Ro) : I, 248.
- Bizerte : II, 183.
- Blanc (départ. Isère), lac - : I, 218.
- Blatten (Rw) : I, 219.
- Blitzingen (G) : I, 46 ; II, 26.
- Boers : II, 196.
- Boimondau, petite usine de fabrication de boîtes de montres (*Boîtiers de montres du Dauphiné*), fondée en 1941, à Valence, par la communauté de travail Marcel Barbu : II, 269.
- Bois-Noir (Sm), torr., forêt, usine : I, 131 ; II, 76, 210, 246 ; III, 82.
- Bonne-Eau (Se), riv. : II, 164.
- Bonne-Espérance, cap (autrefois cap des Tempêtes) : I, 58 ; II, 59 ; III, 74.
- Borgne (H), riv. : I, 7, 135, 222 ; II, 224, 296.
- Bosnie : II, 197.
- Bourgogne : III, 81.
- Bourg-Saint-Pierre (E) : I, 77, 175 ; II, 282 ; III, 40, 161, 187.
- Bouveret (c. Port-Valais, Mo) : I, 40, 269 ; II, 88, 184, 190.
- Bovernier (Ma) : II, 36, 77, 110 ; III, 72.
- Bovine (Ma), alpage : I, 7.
- Bramois (act. c. Sion) : I, 147, 222 ; II, 241.
- Branche (c. Orsières) : II, 321.
- Branson (c. Fully) : I, 97 ; II, 266.
- Bratsch (L) : II, 244.
- Brenner (Tyrol), col : III, 30.
- Brésil : I, 278 ; II, 50, 156, 241.
- Bretagne : III, 116.
- Breuil (Cervinia) (rég. Aoste) : III, 34.
- Briey (c. Chippis) : I, 233.
- Brigerbad (B) : I, 113.
- Brigue, ville : I, 40, 57, 62, 79, 86, 106-107, 113, 123, 197, 219-220, 227 ; II, 10, 33, 82, 211, 233, 249, 260, 290-291, 324 ; III, 28, 37, 55, 89, 99-101, 105, 138, 180, 184, 195.
- collège : I, 111-112, 116, 124 ; II, 289 ; III, 113.
- Broc (FR) : II, 50.
- Brugg (AG) : II, 54.
- Bruson (c. Bagnes) : I, 47 ; III, 79.
- Budapest : III, 11.
- Bulgarie : II, 197.
- Bulle (FR) : III, 161.
- Byzance : I, 135.

C

- Calabre : II, 183.
 Californie : I, 278 ; II, 59, 165, 247.
 Camargue : I, 175 ; III, 87.
 Canada : I, 153, 271 ; III, 54, 61, 65.
 Cantal : II, 239.
 Cantine-de-Proz (c. Bourg-Saint-Pierre) : I, 101 ; II, 236.
 Cap, Le - : I, 278.
 Capitole (Rome) : II, 112.
 Caraïbes : III, 76.
 Carélie : II, 140, 198.
 Cassino (Latium) : II, 197.
 Caucase : II, 182.
 Cerdère (départ. Pyrénées-Orientales) : II, 223.
 Cervin (V) : I, 40, 219 ; II, 111, 150, 157, 324 ; III, 34, 78, 166, 180.
 Chabeuil (départ. Drôme), maison « Nazareth » des pères coopérateurs paroissiaux du Christ-Roi : III, 115-116.
 Châble, Le- (c. Bagnes) : I, 164 ; II, 30.
 Chalais (Se) : II, 145, 210 ; III, 185.
 Chamonix (départ. Haute-Savoie) : II, 60, 132, 255.
 Chamoson (C) : I, 40, 42, 169, 269 ; II, 65, 76, 93, 145, 207-208, 243 ; III, 183.
 Champagne : I, 165.
 Champéry (Mo) : I, 41, 82, 219 ; II, 19, 208, 300.
 — chemin de fer Monthey-Champéry, v. Monthey.
 Champex (c. Orsières) : II, 181, 266 ; III, 94.
 Champsec (c. Bagnes) : I, 215.
 Chandolin (Se) : II, 145, 244 ; III, 120.
 Chandoline (c. Sion), mine de charbon, usine électrique : I, 147, 218 ; II, 23, 77, 177, 194, 241, 313 ; III, 173.
 Chandonne (c. Liddes) : I, 43.
 Chardonnay (E), aiguille du - : I, 7.
 Charrat (Ma) : I, 264-265 ; II, 120, 166, 210, 266, 293.
 Chartres : III, 120, 124.
 Châteauneuf (c. Sion), Ecole d'agriculture et stations agricoles : I, 24, 30-33, 37, 52, 64, 91-94, 109, 112, 116, 124, 160, 164, 186, 192, 197, 200-202, 208, 216, 229, 232, 243, 264, 273 ; II, 12, 38, 55, 59, 70, 75-76, 88, 100, 104, 118, 179, 203, 220-221, 263, 282 ; III, 19, 130, 149, 185.
 Châtelard (c. Finhaut), chemin de fer Martigny-Châtelard, v. Martigny.
 Chauffisse (c. Leytron), clos de - : I, 201.
 Chaux-de-Fonds, La - (NE) : II, 225.
 Chavalard, Grand- (Ma) : II, 167.
 Chavalon (c. Vouvry), centrale thermique : III, 93, 95, 103.
 Cheillon (E-H), tunnel : II, 314.
 Chemin (c. Vollèges) : II, 324.
 Cherbourg : II, 183.
 Chermignon (Se) : II, 129, 196, 245.
 Chermotane (E) : II, 30.
 Chili : II, 241.
 Chine : II, 99, 258, 270, 284, 300 ; III, 76.
 Chippis (Se), commune et village : I, 9, 54-55, 83, 133, 218 ; II, 36, 76, 145, 233 ; III, 14, 92, 106, 180.
 — usine d'aluminium : I, 21, 28, 47, 54-58, 66, 73, 87, 131-134, 138-139, 171, 207, 229, 237, 245, 271, 279 ; II, 9-12, 22, 79-80, 129, 158-159, 164, 180, 187, 209-211, 222-224, 256, 258, 271, 297, 313, 315, 318 ; III, 14-16, 22, 52, 73, 89, 92, 98, 101, 104, 140, 152, 174, 177.
 Ciba, v. Monthey.
 Clark University, à Worcester (Massachusetts, USA) : I, 135.
 Clavoz (Sn), bisse de - : I, 249.
 Cleuson (c. Nendaz), ou Saint-Barthélemy-Cleuson, barrage : II, 224, 246, 268, 279-280, 326 ; III, 185-186.
 Clou (c. Bagnes), mayen du - sur Verbier : II, 181, 208 ; III, 32.
 Cogne (rég. Aoste) : I, 209.
 Collombey-Muraz (Mo) : I, 261 ; II, 189, 221 ; III, 103.

— Raffinerie du Sud-Ouest : III, 101, 103.

Collonges (Sm) : I, 47, 285 ; III, 92.

Combe des Morts (c. Bourg-Saint-Pierre) : III, 32.

Combin (E), massif et bassin : II, 246-247, 296.

Conches, vallée et district : I, 46-48, 123, 157, 175, 275 ; II, 300 ; III, 28, 90, 139.

Concordia (Rw) : II, 324.

Conthey, district : I, 107, 226, 285, 287.

— commune : I, 40, 266 ; II, 114, 250 ; III, 100, 183.

Contrée, Noble- : I, 108 ; II, 190 ; III, 119.

Corail, mer : II, 183.

Corbassière (E) : II, 267.

Corée, guerre de - : II, 284, 300 ; III, 11.

Corin (c. Montana) : I, 271.

Corse : I, 258 ; II, 101 ; III, 19.

Costa Brava (Catalogne) : II, 281.

Côte d'Azur : III, 19.

Courmayeur (rég. Aoste) : II, 255 ; III, 33.

Coûta, La - (c. Evolène), mayen : I, 7.

Coux (Mo), col : II, 110.

Crans-sur-Sierre (Se) : I, 288 ; II, 196, 323 ; III, 93.

— v. aussi Montana-Vermala.

Crète : II, 153.

Crêtelongue (c. Granges), colonie pénitentiaire : II, 59, 88 ; III, 27.

Crêta, La - (c. Martigny-Combe) : II, 239.

Crimée : II, 212.

Croix, La -, v. Martigny-Croix.

Cully (VD) : III, 95.

D

Dachau : II, 47 ; III, 160.

Dailly (c. Lavey-Morcles, VD), forte-
resse : II, 238.

Danemark : I, 278 ; II, 140, 188.

Dantzig : II, 126-127.

Danube, fl. : III, 90, 129.

Daubensee (L) : II, 282.

Dauphiné : I, 218.

Davos (GR) : II, 108, 236, 324.

Dearborn (Michigan) : I, 235.

Dent d'Hérens (H) : II, 150.

Dents-du-Midi (Sm) : III, 82.

Dézaley (Lavaux, VD), vignoble : III, 121.

Diablerets (VD-VS), massif : II, 255.

Dieppe : II, 183.

Disentis (GR) : I, 163, 197.

Dix (H), val des -, lac : I, 238, 274 ;
II, 22, 77, 210, 267, 296, 326.

Dixence (H), riv., forces hydrauliques, premier barrage, route : I, 218, 238-239, 245-246 ; II, 22, 145 ;
III, 153.

— Dixence (Grande -), second barrage : II, 224, 234, 246, 267-268, 279, 296, 314, 325-326 ; III, 94, 98, 130, 180, 182, 185.

Dolent (E), mont : II, 150.

Domodossola : III, 101, 180.

Donetz : II, 183.

Dorénaz (Sm) : I, 47, 72, 176 ; II, 66, 76, 165 ; III, 88, 172.

Drance (E), riv. : I, 42, 48, 75, 82, 265 ; II, 76, 164, 210, 224, 234, 247, 254, 266-267, 280, 296 ; III, 76.

Drôme, dép. : III, 115-116.

Dunkerque : II, 140, 198.

E

Eau-Noire (Sm et Ma), riv. : II, 164.

Echallens (VD) : III, 168.

Ecône (c. Riddes), Ecole d'agriculture :
I, 24, 27, 31, 53, 61 ; III, 138.

Ecublens (VD), aérodrome : II, 255.

Eginental (G) : II, 234.

Egypte : II, 171.

Eiger (BE) : III, 78.

Einsiedeln (SZ) : II, 289.

Eischoll (Rw) : I, 47 ; II, 255.

Electrowatt, v. Zurich.

Emmental (BE) : II, 265.

Emosson (c. Finhaut) : II, 234 ; III, 93-94.

Ems (GR) : III, 16.
 Entremont, vallée et district : I, 21, 100, 136, 175 ; III, 30, 34, 40-41, 143, 149, 153.
 Entrèves (rég. Aoste) : III, 34.
 EOS (Energie de l'Ouest suisse), v. Lausanne.
 Epire : II, 153.
 Erbio (c. Vernamiège) : I, 222.
 Erde (c. Conthey) : I, 281.
 Erdesson (c. Grône) : I, 20.
 Ergisch (L) : II, 331.
 Ernen (G) : I, 46 ; II, 297.
 Erschmatt (L) : II, 244.
 Espagne : I, 251, 254, 269 ; II, 60, 97, 99, 112, 126, 148, 157, 189, 211, 219.
 Essen : II, 170.
 Esthonie : II, 198.
 Etats-Unis : I, 103, 135 ; II, 226, 228, 270, 324.
 — v. aussi Amérique.
 Ethiopie : II, 81, 99, 154.
 Etna : III, 82.
 Etroubles (rég. Aoste) : II, 236.
 Europe : I, 47, 59, 293 ; II, 14, 46, 48, 53, 69, 86, 97, 105, 112, 125-126, 135, 141, 145, 154, 156, 170, 182, 188, 197, 200, 212, 225-226, 233, 257-259, 270, 284, 291, 325, 334 ; III, 11, 20-21, 35, 79, 101, 112, 118, 129, 131, 169.
 Euseigne (c. Hérémenche) : I, 145, 186, 218, 260 ; III, 121.
 Evionnaz (Sm) : I, 82 ; II, 235 ; III, 100.
 Evolène (H) : I, 40, 133, 219, 225, 238-239 ; II, 19, 181 ; III, 153.
 Extrême-Orient : II, 126, 228, 284 ; III, 122.

F

Ferden (Rw) : II, 145.
 Ferpècle (H), glacier : I, 238 ; II, 234, 326.
 Ferret (E), col, val et village, projet de tunnel : I, 40, 101, 103 ; II, 60, 255, 321 ; III, 33, 37, 143.

Feschel (L) : I, 290 ; II, 244, 331.
 Fiesch (G) : I, 46, 181, 184 ; II, 210, III, 148.
 Findelen (c. Zermatt) : I, 203.
 Finges (L et Se), forêt : I, 29, 72 ; II, 76, 239, 255-257, 325 ; III, 88, 184.
 — domaine (c. Loèche) : II, 189 ; III, 104-105.
 Finhaut (Sm) : II, 272 ; III, 120, 186, 188.
 Finlande : II, 126, 140-141, 149, 154, 197-198, 215, 258 ; III, 22.
 Fionnay (c. Bagnes) : I, 215, 221 ; II, 37, 296, 326 ; III, 94.
 Flandres : II, 139.
 Follaterres (c. Fully) : II, 210, 266.
 Forclaz (Ma), route : I, 22 ; II, 281, 287, 298 ; III, 41, 187.
 Forêt Noire : I, 48.
 Formose : II, 284.
 Fouly, La- (E) : II, 110, 181.
 France : I, 33, 60, 71-72, 97, 131, 152, 188, 252, 254, 264-265, 269, 275, 278 ; II, 51, 81, 86, 98, 105, 112, 125, 140-141, 145, 152-153, 171, 182, 184, 189, 199, 212, 226, 228, 241, 256, 258, 269, 274, 281, 284, 289, 292, 295, 334 ; III, 11, 19, 32-38, 65, 68, 81, 105, 118, 121-122, 169, 172, 179.
 Fréjus : II, 199.
 Fribourg, canton et ville : I, 37, 54, 147, 211, 246-247 ; II, 33, 51, 53, 80, 87, 146, 181 ; III, 113, 120, 161.
 Fricktal (AG) : III, 104, 199.
 Fully (Ma), commune : I, 39, 53, 69, 75, 88, 97, 124, 128, 150, 176, 257 ; II, 47, 57, 66, 76, 266, 293 ; III, 68, 88, 142, 154, 160-161.
 — lac et forces hydrauliques : I, 20, 39, 47, 131 ; II, 165.
 Furka (UR-VS), col : I, 36, 219, 231, 257 ; II, 164.
 — chemin de fer : I, 163, 197, 212, 219, 231 ; II, 132, 158 ; III, 139, 147, 149.
 — route : I, 46 ; II, 12, 110.
 — tunnel : I, 40.

G

Gampel (L) : I, 234.
 Gamsen (c. Glis) : I, 129 ; II, 223, 258.
 Ganter (B), riv. : II, 164.
 Gascogne, golfe : II, 197.
 Gaule : III, 30.
 Gemmi (L), col, projet de route et de tunnel : II, 150, 282 ; III, 40.
 Gênes : I, 220 ; III, 32-33, 40.
 Genève, ville et canton : I, 23, 129, 146-147, 174, 176, 181, 254, 277 ; II, 25, 45, 61, 79, 87-88, 108, 143, 147, 180, 196, 202, 209, 227, 248, 265, 274, 281 ; III, 33, 39, 118, 146, 164, 179.
 — Société des Nations : II, 125.
 — *Courrier de Genève* : II, 259.
 — *Journal de Genève* : III, 185.
 — *L'Observateur* : III, 161.
 — *Tribune de Genève* : I, 258 ; III, 36, 39, 139, 151, 157, 170, 185, 194-196, 199.
 Germanie : III, 30.
 — v. aussi Allemagne.
 Géronde (c. Sierre) : I, 28-29, 134.
 Gévaudan : II, 239.
 Giétroz (E), glacier : I, 48.
 Glaris, canton et ville : I, 214, 243-244 ; II, 324.
 Gletsch (c. Oberwald, G) : I, 40, 163, 219, 239 ; II, 21-22, 110, 234 ; III, 91, 166.
 Glis (B) : I, 275 ; II, 33, 89 ; III, 89.
 Gondo (c. Zwischbergen, B) : I, 47, 229 ; II, 233.
 Goppenstein (c. Ferden, Rw) : III, 40.
 Gornergrat (V), chemin de fer Zermatt-Gornergrat, v. Zermatt.
 Göschenen (UR) : III, 101.
 Gothard, v. Saint-Gothard.
 Gougna (Se), riv., barrage : II, 209, 224, 279, 297 ; III, 94.
 Grächen (V) : II, 231.
 Grand-Brûlé (c. Leytron), vignoble : I, 150, 186, 200-201, 216, 282 ; II, 88.
 Grand-Gouille (Ma) : I, 175.

Grande-Bretagne : I, 174, 264, 278 ; II, 25, 94, 125, 131, 139, 141, 152-155, 170, 182, 198-199, 212-213, 219, 225, 228, 233, 254, 273, 281, 284, 295, 304-305 ; III, 11, 20, 77, 81, 83, 100.
 Grands Plans (c. Bagnes) : II, 279.
 Granges (Se) : I, 109, 288 ; III, 100.
 Grèce : I, 126, 269 ; II, 134, 140, 153-154, 197, 258, 270, 329 ; III, 76, 114.
 Greffe (Mo), torr. : II, 164.
 Grimontz (Se) : I, 55, 295 ; II, 145, 208.
 Grimsel (BE et VS) : I, 205, 214, 274 ; II, 110, 324.
 Grisons, canton : I, 80, 113, 163, 231, 289 ; II, 77, 108, 147, 150, 157, 319 ; III, 16, 37, 195.
 Groenland : I, 251 ; II, 324.
 Grône (Se) : I, 47 ; II, 241, 325.
 Grünen Garten (c. Randa, V) : III, 178.
 Gsteig (BE) : III, 150.
 Gueuroz (c. Vernayaz, Sm) : I, 222.
 Guttet (L) : I, 290 ; II, 244, 331.

H

Hambourg : I, 220, 229.
 Handeck (BE) : II, 246.
 Haudères, Les - (c. Evolène) : I, 7 ; II, 266 ; III, 123-124.
 Haut-de-Cry (C) : I, 47.
 Heidelberg : I, 106.
 Helsinki : II, 198 ; III, 123.
 Hérémence (H), commune : I, 132, 218, 238-239, 246, 291, 295 ; III, 121.
 Hérens, vallée : I, 12, 174-175 ; II, 203 ; III, 79, 123, 152.
 — district : I, 107, 226 ; II, 173.
 — race d' : I, 30-31, 37, 103, 152 ; II, 124, 148 ; III, 59, 146.
 Hespérides : II, 262.
 Hiroshima : II, 213, 228.
 Hollande : I, 278 ; II, 140, 184, 281 ; III, 100.
 Hollywood : II, 212.

Hongrie : I, 251-252, 269 ; II, 140, 189, 197, 212, 241, 270 ; III, 11, 71.
Hospental (UR) : II, 165.

I

Icogne (Se) : II, 245.
Iéna : II, 227.
Ile-à-Lapins (Ma) : I, 175.
Ile-à-Toré (Ma) : I, 175.
Ile-aux-Bœufs (Ma) : I, 175.
Illgraben (L) : II, 256, 325 ; III, 89.
Illiez (Mo), vallée : I, 205 ; II, 312 ; III, 57.
Illsee (L) : I, 72, 212 ; II, 209 ; III, 108.
Indes : I, 11 ; III, 19.
Indochine : II, 153, 228 ; III, 11.
Indonésie : II, 270.
Innsbruck : II, 137.
Iran : II, 228.
Irlande : III, 127.
Iselle (prov. Novare) : II, 79.
Isérables (Ma) : I, 47, 219, 260, 290 ; II, 77, 97, 164, 244 ; III, 171.
Isère-Arc (départ. Isère), tunnel : II, 314.
Israël : I, 90 ; II, 270.
Italie : I, 20, 23, 57, 71, 166, 170, 174, 188, 248, 252, 254, 264, 269, 275, 278, 285 ; II, 46-49, 59, 69, 87, 98, 111-112, 125-126, 140, 153-154, 174, 181, 183, 187, 189, 193, 198, 211, 213, 227, 233, 242, 254-258, 262, 281-284, 295-296, 329 ; III, 19, 30-41, 88, 99, 100-101, 120, 147, 167, 177, 179, 181, 195.

J

Japon : II, 99, 126, 140, 154, 199, 300 ; III, 51.
Jaune, fleuve - : III, 51.
Java : III, 54.
Jérusalem : II, 181.
Jeurs, Les - (c. Trient, Ma) : III, 57.
Jungfrau (BE-VS) : II, 157, 324.
Jura : I, 48, 104 ; II, 86, 150, 265, 288 ; III, 19.

K

Kanderfirn (BE), glacier : II, 324.
Kappel (ZH) : I, 120.
Katyn (près de Smolensk), forêt : II, 183.
Kremlin : II, 112.

L

Lacq (départ. Basses-Pyrénées), usine à gaz : III, 105.
Lalden (V) : I, 113 ; III, 89.
Lancey (départ. Isère) : I, 218.
Langenfluh (c. Saas-Fee) : I, 271-272 ; II, 22.
Laponie : II, 324.
Lauenen (BE) : I, 205.
Lausanne, ville : I, 28, 44, 131, 157, 166, 174, 176, 246-247, 274 ; II, 45, 111, 159, 194, 209-210, 236, 268, 280-281, 295, 319 ; III, 33, 36, 38-40, 92, 105, 146, 163-164, 188, 190, 194, 198.
— EOS : I, 132, 214, 218, 245-246, 274 ; II, 178, 210, 224, 235, 237, 246-247, 267-268, 280 ; III, 15, 92.
— *Feuille d'Avis de Lausanne* : III, 152, 187, 198.
— *Gazette de Lausanne* : I, 73, 297 ; II, 123, 149, 222 ; III, 27, 141, 163, 170, 182, 193, 199.
— *Revue et Nouvelle Revue de Lausanne* : II, 30 ; III, 158, 193.
— *Tribune de Lausanne* : I, 126 ; II, 125 ; III, 104, 141, 167, 181, 199.
Lavey-les-Bains (VD) : II, 254.
Lavey-Village (VD) : II, 210, 279 ; III, 91-92, 94.
Léman, lac : I, 19-20, 34, 36, 73, 257, 272 ; II, 89, 163, 221 ; III, 88-89, 91-92, 94, 199.
Lenk (BE) : I, 205 ; III, 150.
Lens (Se) : I, 40, 153 ; II, 129, 196, 245 ; III, 94, 120.
Lenzburg (AG) : I, 217.
Lettonie : II, 182, 185.
Levant : I, 73.
Levron (c. Vollèges) : I, 9 ; II, 244.

— bisse du - : I, 248-249.
 Leytron (Ma) : I, 97, 150, 200, 259,
 267-268, 282, 284-285 ; II, 76, 206,
 242, 293-294 ; III, 176.
 Lhassa : III, 76.
 Libye : II, 153, 270.
 Liddes (E) : I, 23, 175 ; II, 19, 97,
 208, 234 ; III, 30-31, 40, 94, 100.
 Liebefeld (BE) : III, 105.
 Lienne (Se-Sn-H), riv., barrage : I,
 42 ; II, 94.
 Liestal (BL) : III, 160.
 Limmatt, riv. : III, 68.
 Lion (V), col : III, 35.
 Lizerne (C), riv. : I, 42 ; II, 76 ; III,
 12.
 Locarno (TI) : III, 84.
 Loèche, district : I, 109.
 — Ville : I, 47, 110, 290 ; II, 89, 145,
 290, 292, 325 ; III, 70, 89.
 — chemin de fer : II, 132.
 Loèche-les-Bains (L) : I, 40 ; II, 150,
 181, 282.
 Lombardie : I, 70, 128.
 Londres : I, 102, 278 ; II, 82, 126,
 140 ; III, 49, 77.
 Lonza (Rw), riv., forces hydrauliques,
 usines : I, 47-48, 132, 181-184, 240,
 245, 279, 297 ; II, 9, 159, 164, 178,
 181, 211, 223-224, 247, 258, 271,
 290, 313, 315-316 ; III, 14-16, 22,
 90, 92, 101.
 Losentse (C et Ma), riv. : I, 201 ; II,
 76.
 Lötschberg, ligne de chemin de fer et
 tunnel : I, 20 ; III, 32, 37, 40, 101.
 Lötschental (Rw) : I, 219, 290 ; II,
 300.
 Lourtier (c. Bagnes) : I, 221, 255, 259-
 261, 282 ; II, 30, 239.
 — église : III, 121.
 Louvie (c. Bagnes), torr., : I, 48 ; II,
 210, 267.
 Louvre, musée : III, 86.
 Lozère : II, 239.
 Lucerne, ville : II, 108, 111.
 Luchet (c. Ayent), lac : II, 238.
 Lutry (VD) : III, 95.
 Luxembourg : II, 140, 284.

M

Macédoine : II, 153.
 Mâche (c. Héréence) : II, 37.
 Mâconnais : I, 252.
 Malévoz (c. Monthey), hôpital psy-
 chiatrique : I, 64, 229 ; II, 12, 88.
 Mandchourie : II, 154, 213.
 Maragnenaz (c. Sion) : II, 67, 194.
 Marais pontins, v. Pontins.
 Märjelen (G), lac : I, 219.
 Maroc : II, 59.
 Marseille : II, 60, 210, 223.
 Martigny (Octodure), district : I, 53,
 160.
 — ville : I, 40-41, 48, 113, 118, 126,
 137, 163, 186, 222, 233, 269,
 293, 296 ; II, 31, 149, 158, 166,
 250-251, 255-256, 266, 268, 287,
 324, 331 ; III, 27, 31, 33, 35-37,
 40, 55, 70, 92-93, 99, 141, 147-148,
 183, 191, 193-194.
 — chemin de fer Martigny-Châtellard :
 II, 132, 298.
 — chemin de fer Martigny-Orsières :
 I, 23 ; II, 118, 132.
 — plaine (route et canal) Riddes-
 Martigny, v. Riddes.
 — aluminium (usines) : I, 28, 47, 279 ;
 II, 187.
 Martigny-Croix (Ma) : I, 113.
 Martisberg (Ro) : I, 248.
 Mase (H) : II, 22.
 Massa (B et Ro), riv. : I, 181, 248 ;
 II, 234 ; III, 91, 148.
 Massongex (Sm) : I, 260.
 Mattmark (V) : I, 30, 132.
 Mauvoisin (c. Bagnes), torr., usine
 hydro-électrique, barrage : I, 48 ;
 II, 151, 210, 224, 234, 246, 267-268,
 279-280, 296, 311, 325-326, 330 ;
 III, 11-12, 15-16, 23, 28, 94, 98,
 180, 182, 185, 192-193.
 Mayen (c. Vionnaz) : II, 239 ; III,
 181.
 Mayen-de-l'Ours (c. Agettes, H) : II,
 37.
 Mayens-de-Riddes : II, 326.
 Médières (c. Bagnes) : II, 60.
 Méditerranée : II, 153, 293 ; III, 194.

Médran (c. Bagnes), combe : I, 39.
 Megève (départ. Haute-Savoie) : II, 143.
 Meillerie (départ. Haute-Savoie) : I, 73.
 Menouve (E), col, projet de tunnel :
 II, 236, 255, 282 ; III, 31, 34.
 Menziken (AG) : II, 80.
 Merdenson, v. Erdesson.
 Miéville (c. Vernayaz) : II, 279.
 Milan : I, 174, 229 ; II, 79, 150, 213-
 214, 299 ; III, 108.
 Mines (c. Bagnes), col des - : I, 47.
 Mischabel (V) : II, 246.
 Moiry (Se) : I, 72 ; II, 234.
 Mollignon (c. Sion) : II, 261.
 Mondzeu, Verbier- (c. Bagnes) : I,
 39 ; II, 236.
 Mongolie : II, 212.
 Montana-Vermala (Se), station (sur
 cinq communes : Lens, Icogne, Cher-
 mignon, Montana, Randogne) et
 village : I, 40, 73, 110, 191, 242, 267,
 271, 288-289 ; II, 34, 111, 122, 143,
 150-151, 163 ; III, 79, 81, 93, 158,
 181.
 — Sanatorium populaire : I, 110-112,
 124, 242 ; II, 128, 168, 237 ; III,
 172.
 — Sanatorium Beauregard : II, 196.
 Mont-Blanc : I, 135, 163.
 — tunnel routier : II, 255, 282, 299 ;
 III, 32-39, 195-196.
 Mont-Brun (E) : II, 97 ; III, 164.
 Mont-Cenis : II, 299 ; III, 32.
 Mont-Chemin (E et Ma) : I, 47, 265 ;
 II, 208 ; III, 17.
 Monte-Carlo : III, 76.
 Mont-Gelé (E) : I, 39.
 Monthey, commune : I, 18, 225, 271,
 291, 293 ; II, 49, 89, 163, 223, 297,
 329 ; III, 16, 55, 100-101, 137, 160.
 — chemin de fer Monthey-Champéry :
 I, 40, 205 ; II, 132.
 — Ciba, produits chimiques : I, 279 ;
 II, 187, 189, 211, 223, 258, 271,
 315 ; III, 14, 16, 22, 73, 92, 101.
 — Giovanola, usines : II, 271, 297 ;
 III, 16, 101.
 — Verrerie : I, 279.
 — Pierres scientifiques : III, 16.
 Montibeu (c. Leytron), clos : I, 201.

Mont-Joux, voir Saint-Bernard
 (Grand).
 Mont-Lachaux (Se), tunnel : II, 245 ;
 III, 182.
 Montpellier : II, 239 ; III, 63.
 Montreux : II, 111.
 Mont-Rose : II, 150.
 Mörel (Ro), Rhonewerk : II, 224.
 Morge (C et Sn), riv. : I, 42, 151 ; II,
 75-76, 224.
 Morges (VD) : I, 252.
 Morgins (c. Troistorrents, Mo) : II,
 110, 181, 282.
 Moscou : I, 216 ; II, 82, 126, 141, 154,
 182, 184-185, 197-198.
 Moubra (c. Montana), lac de la - : II,
 168.
 Mundbach (B), riv. : I, 181 ; II, 9 ;
 III, 148.
 Munich : II, 66, 112, 213.
 Münster (G) : I, 46 ; II, 163, 321.
 Muraz, La - (c. Sion) : I, 150.
 Mürren (BE) : III, 77.
 Musot (c. Veyras, Se) : III, 119.

N

Nagasaki : II, 213, 228.
 Naters (B) : I, 269 ; II, 33, 45 ; III,
 89.
 Navisence (Se), riv. : II, 165, 209, 224.
 Nax (H) : I, 259 ; II, 22.
 Nendaz (C), vallée : I, 39.
 — commune : I, 147, 266 ; II, 190 ;
 III, 79.
 Neuchâtel, ville et canton : I, 267 ; II,
 196, 214, 265 ; III, 118.
 — *Feuille d'Avis de Neuchâtel* : III,
 174.
 Neuf-Brisach (départ. Haut-Rhin) : III,
 89.
 Neuhausen (SH), Société pour l'indus-
 trie de l'Aluminium, v. Chippis.
 New York : II, 80, 82 ; III, 47.
 Niagara, chutes du - : II, 129.
 Nice : II, 196.
 Nidwald, demi-canton : II, 181.
 Nil, fl. : II, 170, 281.
 Niouc (c. Saint-Luc, Se) : III, 105.

Noës (c. Granges, Se) : I, 233 ; II, 266.
 Noguères (départ. Basses-Pyrénées), usine
 d'aluminium : III, 105.
 Nord, mer du - : III, 194.
 Norvège : II, 140, 197, 241, 324 ; III,
 22.
 Nouvelle-Guinée : II, 183.
 Nuremberg : II, 214, 227 ; III, 179.

O

Oberalp (UR et GR), chemin de fer :
 I, 212 ; III, 149.
 Obergesteln (G) : I, 260 ; II, 163.
 Oberland (BE) : I, 48 ; II, 111, 157,
 235 ; III, 41.
 Oberwald (G) : I, 181, 184 ; II, 21-22 ;
 III, 148.
 Obwald, demi-canton : II, 53, 172.
 Occident : II, 141, 257 ; III, 127-128,
 130.
 Octodure, v. Martigny.
 Oradour-sur-Glane : II, 198.
 Oran : II, 140.
 Orbe (VD) : II, 50.
 Orient : II, 70, 112, 293 ; III, 32.
 Orsières (E) : II, 77, 145, 208, 299 ;
 III, 33, 40.
 — chemin de fer Martigny-Orsières,
 v. Martigny.
 Otemma (E), glacier : II, 150, 267-268,
 325.
 Oural : II, 165, 257.
 Ours, v. Mayen-de-l'Ours.

P

Pacifique, océan : II, 154, 170, 183.
 Pakistan : III, 51.
 Palestine : II, 153, 258, 270.
 Paris : I, 60, 102, 218, 270 ; II, 82,
 126, 132, 152, 186, 196, 199, 299 ;
 III, 47, 49, 85, 170.
 Paterno (prov. Catane) : II, 59.
 Payerne (VD) : I, 81.
 Pearl Harbor : II, 154, 199, 213, 300.
 Péloponèse, guerres du - : II, 134.
 Petsamo : II, 198.

Peulaz (val Ferret, E) : I, 11.
 Philippines : II, 199.
 Pierre (c. Bourg-Saint-Pierre), pâtu-
 rage de la - : I, 101.
 Pierre-à-Voir (c. Bagnes) : II, 97.
 Pillon (VD), col : I, 205.
 Pissevache (Sm), cascade : I, 72 ; II,
 177, 181, 224, 248, 269 ; III, 180.
 Plaine-Morte (Se) : II, 150.
 Plan-Cerisier (c. Martigny-Combe) :
 III, 70.
 Planta (c. Sion), place publique : I,
 187, 231 ; II, 66-67 ; III, 55.
 Pô, fl. : III, 88.
 Pochet (Se), col : II, 150.
 Pola : II, 227.
 Pologne : II, 126, 140-141, 154, 183-
 184, 193, 197, 199-200, 212.
 Polynésie : III, 76.
 Poméranie : III, 161.
 Pontins, marais : II, 59.
 Pontis (c. Chandolin) : I, 236.
 Porkkala (Finlande), presqu'île : II,
 198.
 Porte du Sex (c. Vouvry) : III, 91.
 Portugal : II, 219.
 Prabé (c. Savièse), tunnel du - : II, 29.
 Pragel (GL et SZ), col : II, 324.
 Pra Gra (c. Evolène), alpage : I, 7.
 Prague : II, 212.
 Pralong (c. Hérémence) : I, 218.
 Praz-Pourris (C) : I, 52.
 Prilly (VD) : I, 131 ; III, 33.
 Printse (C), riv. : II, 224.
 Provence : III, 19.
 Prusse : II, 199.
 Pyrénées : II, 78, 99, 274 ; III, 199.

R

Raffinerie du Sud-Ouest, v. Collom-
 bey.
 Randa (V) : II, 221, 254 ; III, 178.
 Randogne (Se) : I, 267.
 Rappes (c. Martigny-Combe) : I, 150.
 Rarogne (Rw) : I, 233 ; II, 163, 255,
 260 ; III, 89, 100.
 — district : I, 111.
 — plaine Viège-Rarogne, v. Viège.
 Raspille (Se et L), riv. : I, 142 ; II,
 289.

Rasse (c. Evionnaz) : I, 274.
 Ravoire (c. Martigny-Combe) : II, 239.
 Rawyl (VS et BE), col, projet de route : I, 205, 229, 237 ; II, 110, 123, 238, 282 ; III, 41.
 Réchy (Se), val : II, 191.
 Reckingen (G) : II, 190 ; III, 99.
 Reich, v. Allemagne.
 Reuss, riv. : II, 165.
 Revereulaz (c. Vionnaz) : I, 221.
 Rheinwald (GR) : II, 210, 246.
 Rhin, fl. : II, 126, 212 ; III, 89, 92, 101.
 Rhône, glacier du -, v. Gletsch.
 Riddes (Ma) : I, 41-42, 69, 233, 267-268, 275, 290 ; II, 120, 164, 245 ; III, 63, 79, 88.
 — canal, plaine et route Riddes-Martigny : I, 41, 75, 90, 124, 153, 160, 162, 234 ; II, 89.
 — canal, plaine Sion-Riddes, v. Sion.
 Ried-Brig (B) : I, 290.
 Ried-Mörel (Ro) : I, 248 ; II, 190.
 Riom : II, 170.
 Riondaz (VD) : I, 35.
 Rogneuse (Sm), riv. : II, 164.
 Roh (Se), bisse de - : II, 245.
 Rolle (VD) : III, 143.
 Rome : I, 131, 169-170, 216 ; II, 82, 87, 112, 141, 154, 171, 227 ; III, 10, 30, 33, 37-38, 57, 76.
 — axe Rome-Berlin : II, 112, 125, 141.
 Rossens (FR) : II, 246.
 Rottensand (Bois de Finges) : II, 256.
 Roumanie : II, 140, 197, 212.
 Ruhr : II, 194.
 Russie (URSS) : II, 126, 140-141, 154, 182-184, 197-200, 212-215, 227-228, 241, 257-258, 270, 284, 318 ; III, 61.

S

Saas (V), vallée : I, 20 ; II, 181, 331.
 Saas-Almagell (V) : I, 132 ; II, 231.
 Saas-Fee (V) : I, 221, 271-272 ; II, 22, 231, 324 ; III, 79, 198.
 Saas-Grund (V) : I, 259 ; II, 231.

Sahara : I, 162.
 Saillon (Ma) : I, 69, 124, 215, 233 ; II, 76, 163, 190, 206, 221, 307, 312 ; III, 24, 26-27, 50, 151, 189, 193.
 Saint-Barthélemy (Sm), torr. : I, 274 ; II, 128.
 Saint-Barthélemy, v. aussi Cleuson.
 Saint-Bernard, Grand - (E) (Mont-Joux).
 — col : I, 19, 40 ; II, 165, 255 ; III, 30, 35.
 — hospice, maison : I, 24, 27, 61, 101, 219 ; III, 30-31, 138, 194.
 — route : I, 113 ; II, 110 ; III, 41.
 — tunnel routier : I, 220 ; II, 255, 282, 298-299 ; III, 9, 27-41, 130, 187-188, 194-196.
 Saint-Gall, ville et canton : I, 209 ; II, 45, 265 ; III, 121, 160.
 Saint-Germain-en-Laye, traité de - : II, 46.
 Saint-Gingolph (Mo) : I, 107, 220 ; II, 82 ; III, 95.
 Saint-Gothard (UR et TI), col, massif, route : I, 220 ; II, 329 ; III, 31, 35-36.
 — convention : I, 47.
 — chemin de fer : I, 47 ; II, 290 ; III, 31-32, 34, 101.
 Saint-Léonard (Se) : II, 254.
 Saint-Luc (Se) : I, 211, 259, 295 ; II, 36, 145, 318.
 Saint-Martin (H) : I, 222 ; II, 22, 244, 280.
 Saint-Maurice (d'Agaune) : I, 269, 274-275, 293 ; II, 123, 173, 185, 210, 227 ; III, 41, 55, 91-92, 165.
 — collège et abbaye : III, 113-114.
 Saint-Moritz (GR) : II, 108 ; III, 81, 117.
 Saint-Nicolas (V) : II, 231, 300 ; III, 99.
 Saint-Rhémy (rég. Aoste) : II, 255.
 Saint-Siège : I, 142 ; II, 112 ; III, 159, 166.
 Salanfe (Sm), pâturage, projet de barrage : I, 82 ; II, 210, 224, 234-235, 246, 279-280.
 Salantin (c. Evionnaz) : I, 47.

- Salentse (Ma), riv. : II, 164.
 Salins (Sn) : I, 147.
 Salomon, îles : II, 183.
 Salquenen (L) : II, 163 ; III, 89, 104.
 Salvan (Sm) : I, 72, 82, 222, 259 ; II, 181 ; III, 100, 188.
 Samaden (GR) : II, 225.
 San Bernardino (GR), projet de tunnel routier : III, 37-38.
 Sanetsch (c. Savièse), col, projet de route : I, 205, 229, 237 ; II, 120, 282 ; III, 41.
 San Francisco : II, 212-213.
 San José, pou de - : II, 293 ; III, 19.
 Sargans (SG) : III, 108.
 Sarrasins : III, 30.
 Sarre : II, 81.
 Sarreyer (c. Bagnes) : I, 215.
 Sarvaz (Ma), domaine : I, 175, 264.
 Sauterot (c. Hérémece), pont du - : II, 22.
 Savièse (Sn) : I, 225-226 ; III, 120.
 — bisse : I, 248 ; III, 124.
 Savoie : I, 73 ; II, 243, 274, 288, 318.
 Savone : III, 32.
 Saxé (c. Fully) : II, 167.
 Saxon (Ma) : I, 75, 142, 144, 160, 175-176, 216, 231, 291 ; II, 36, 70, 221, 275 ; III, 23, 100, 145, 151, 162, 166, 180.
 — bisse : I, 248.
 — fabrique de conserves : I, 160, 217 ; II, 101.
 Saxonnet (Ma), torr. : II, 164.
 Scheidegg, Petite- (BE) : III, 78.
 Schwyz, canton : I, 262 ; II, 53, 181.
 Sébastopol : II, 170.
 Sedan : II, 140.
 Sembrancher (E) : I, 40, 245 ; II, 97, 254, 280, 296 ; III, 30, 40.
 Semsales (FR) : III, 120.
 Sensine (c. Conthey) : I, 273.
 Séoul : II, 284.
 Serbie : II, 197.
 Serin (c. Ayent), alpage : II, 238, 245 ; III, 182.
 Sesia (prov. Piémont), val : III, 121.
 Severeu (c. Bagnes) : II, 267.
 Sibérie : II, 154.
 Sicile : II, 183.
 Sierre, district : I, 107-108, 232 ; II, 173.
 — v. aussi Noble Contrée.
 — ville : I, 40, 77, 107-109, 138, 208, 226, 229, 231, 236, 268, 271, 288 ; II, 111, 122, 145-146, 184, 196, 282, 299, 318 ; III, 15, 41, 88, 91-92, 99, 101, 104, 143, 170, 174.
 Signèse (c. Ayent), riv. : II, 164.
 Simmental (BE), race du - : I, 31-32 ; III, 138.
 Simplon (B), col : III, 35-36.
 — hospice : I, 229.
 — village : I, 124 ; II, 291.
 — route : I, 113, 174, 220, 229 ; II, 110, 266, 287, 290, 298 ; III, 12, 31-32, 39-40, 101, 106.
 — tunnel du chemin de fer : I, 57, 213 ; III, 12, 31-32, 39-40, 101, 106.
 — tunnel routier (projet) : II, 282.
 — usine hydro-électrique : II, 279.
 Sion, district : I, 207.
 — canal, plaine Sion-Riddes : I, 52, 105, 124 ; II, 75, 89.
 Sionne (Sn), riv. : II, 164.
 Sirius : II, 200 ; III, 51.
 Slovénie : II, 197.
 Smolensk : II, 183.
 Soie (c. Savièse), château de la - : I, 151.
 Soleure, ville et canton : I, 22 ; II, 168, 302.
 Souste, La - (L) : I, 21, 40, 55, 191 ; III, 88-89.
 Sparte : I, 188.
 Spiez (BE) : II, 109.
 Stalden (V) : I, 221 ; II, 37.
 Stalingrad : II, 170-171, 182.
 Stockalper (Mo), canal : I, 291 ; II, 145, 189, 221 ; III, 178.
 Strasbourg : III, 101.
 Suède : II, 188 ; III, 22, 100.
 Suez : II, 153, 170 ; III, 11, 41.
 Sunila (Finlande) : III, 123.
 Syrtes : II, 182.

T

- Tanay (c. Vouvry) : I, 40, 47, 131.
 Tchécoslovaquie : I, 216, 278 ; II, 112, 212, 258.

Tempêtes, cap. des -, v. Bonne-Espérance.

Tennessee : II, 315, 327.

Termen (B) : I, 290.

Tessin, canton : I, 28, 80, 84, 174, 176, 181 ; II, 108, 146-148, 235, 248, 265, 273, 290, 315, 319, 328 ; III, 36, 84.

Théodule (V), col : II, 324.

Thurgovie : II, 244.

Thyon (H), alpage : I, 77, 174, 218 ; II, 23, 184, 208, 236.

Tibet : II, 284 ; III, 76.

Tibre, fl. : I, 170.

Tignes (dép. Savoie) : II, 246.

Tobrouk : II, 153, 170-171.

Tokyo : II, 154.

Tolède : II, 247.

Tolléron (Ma), canal : I, 141 ; III, 145.

Törbel (V) : I, 124, 188 ; II, 37, 245 ; III, 14, 108, 149.

Torgon (c. Vionnaz) : I, 221, 233, 255, 259-261 ; II, 239.

Torrembey (c. Bagnes), alpage : I, 48.

Toulon : II, 243.

Tourtemagne (L) : I, 47 ; II, 89, 163, 190, 239 ; III, 89.

Tové (Mo), torr. : II, 164.

Trappistes (c. Vollèges et Sembrancher), pont des - et mines : I, 113 ; II, 110 ; III, 17.

Trient (Sm et Ma), riv. : I, 42 ; III, 93.

— commune (Ma) : III, 57.

Trieste : II, 227.

Triftbach (V), torr. : II, 298.

Troie : I, 73 ; III, 37.

Tsaté (c. Evolène), alpage : I, 7 ; II, 239.

Tseppes (c. Trient), alpage : I, 7.

Tubang (c. Icogne et Randogne, Se) : II, 150.

Tunis : II, 183.

Tunisie : II, 182.

Turin : I, 40 ; II, 79 ; III, 33, 36, 147, 194-195.

Turquie : I, 269 ; II, 153, 184, 197.

Tyrol : II, 232, 262, 274, 293.

U

Unterbach (Rw) : I, 295.

Unterwald, canton : I, 212.

Uri, canton : II, 147, 165.

Urseren (UR), vallée : II, 165, 246.

URSS, v. Russie.

V

Vacheret (Ma), alpe du - : I, 39.

Val-d'Illiez (Mo) : II, 321.

Valence (dép. Drôme) : II, 269.

Valpelline (rég. Aoste) : II, 150.

Varèse : I, 174.

Varone (L) : II, 145.

Varsovie : II, 199, 212.

Vatican : I, 131 ; II, 53, 171, 183 ; III, 179.

Vaud, canton : I, 32, 52, 71, 100, 102, 126, 131, 159, 174, 178, 211, 254, 277, 281 ; II, 35, 50, 94, 172, 214, 255, 265, 302 ; III, 33-34, 38-40, 70-71, 79, 91-92, 98, 101, 143, 181, 194-195.

Vaux (c. Bagnes), lac des - : I, 39.

Vélan (E) : I, 163 ; III, 147.

Vellaz (Ma), torr. : II, 164.

Vénétie : I, 248 ; II, 227.

Venise : II, 10.

Verbier (c. Bagnes), station : I, 9, 38-39, 127, 129, 164, 222, 251, 282 ; II, 37, 59-60, 181, 208, 236, 279, 323 ; III, 32, 79, 81, 93, 95, 153, 161.

Vercorin (c. Chalais) : I, 218, 271 ; II, 244.

Verdun : II, 152, 170, 213.

Vermala, v. Montana-Vermala.

Vernamiège (H) : II, 22, 321.

Vernayaz (Sm) : I, 47, 222, 245 ; II, 210, 224 ; III, 185.

Versailles, traité de - : II, 46.

Versegères (c. Bagnes) : I, 260.

Vétroz (C) : I, 233, 257 ; II, 75, 190 ; III, 88, 100, 103, 152, 154, 197.

Vevey (VD) : I, 22 ; II, 98 ; III, 95.

Vex (H) : I, 40, 174, 226, 249, 274 ; II, 19, 22.

Veyras (Se) : I, 9.

Vichères (c. Liddes) : III, 40.
 Vichy, gouvernement de - : II, 140, 152-153, 171.
 Viège, riv. : II, 224, 254, 267, 296, 298.
 — district : I, 109, 120 ; II, 148.
 — chemin de fer Viège-Zermatt : I, 40, 163.
 — commune : I, 35, 42, 69, 110, 113, 234, 237, 269, 290 ; II, 15, 76, 215-216, 255, 290 ; III, 92, 101.
 — Ecole d'agriculture : I, 109-112, 186, 229 ; II, 75, 88.
 — Plaine Viège-Rarogne : I, 42, 69, 75, 113, 124 ; II, 89.
 — vallée : I, 178.
 Vienne (Autriche) : II, 60 ; III, 89, 166.
 Viet-nam : II, 228.
 Vièze (Mo), riv. : II, 164.
 Villars-sur-Ollon (VD) : III, 79.
 Villeneuve (VD) : I, 23 ; III, 95.
 Vionnaz (Mo) : I, 42, II, 208, 239, 329.
 Visperterminen (V) : I, 248 ; III, 70.
 Vissoie (Se) : I, 237 ; II, 30, 36.
 Vollèges (E) : II, 329 ; III, 99.
 Vouilloz (Ma), bois de - : I, 175.
 Vouvry (Mo) : I, 40, 42 ; II, 30, 221 ; III, 95, 141.
 Vyborg : II, 140.

W

Washington : II, 154 ; III, 102.
 — accords de - : II, 229-230.
 Wassen (UR) : II, 246.
 Wildhorn (BE-VS-VD), massif : I, 205 ; II, 245.

Wildstrubel (BE et VS), massif : I, 21 ; II, 150 ; III, 40.
 Winterthur : II, 324.
 Wissigen (c. Sion) : I, 69.
 Witzwil (BE) : I, 52.

Y

Yalta : II, 212, 258.
 Yokohama : II, 80.
 Yougoslavie : II, 153-154, 258, 270, 302.

Z

Zeneggen (V) : I, 259, 290 ; II, 244 ; III, 14.
 Zermatt (V), vallée : I, 20 ; II, 267.
 — commune et station : I, 40-41, 106, 138 ; II, 19, 77, 104, 111, 122, 181, 234, 296, 298, 324, 326 ; III, 55, 80-81, 152, 188, 198.
 — route : I, 113, 237, 291 ; II, 15.
 — chemin de fer Viège-Zermatt, v. Viège.
 — chemin de fer Zermatt-Gornergrat : II, 158.
 Zinal (Se) : II, 151, 165, 181, 239.
 Zurich, canton : I, 147, 178, 292 ; II, 59, 172, 184 ; III, 16.
 — ville : I, 41, 165, 215, 218 ; II, 121, 132-133, 181, 189, 268, 281, 290, 319 ; III, 16, 84, 88, 92, 95, 101, 104, 151, 174.
 — Electrowatt : I, 132 ; III, 92.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Remarques : On ne trouvera, dans cet Index, que le nom, éventuellement avec le prénom ou la qualité, des personnages bien connus qui figurent dans les dictionnaires encyclopédiques usuels.

En revanche, nous avons identifié avec soin, autant que possible, les personnages valaisans, de manière à faire apparaître l'importance relative du rôle qu'ils ont joué ; à cet effet, nous avons largement mis à contribution, entre autres sources, les fiches biographiques établies par Walter Perrig († 1959), révisées et complétées par Jean-Marc Biner, en vue d'un *Etat des magistrats de 1848 à nos jours*, dont l'élaboration est en voie d'achèvement. De plus, nous avons signalé, entre parenthèses, leur appartenance politique.

Quelques sigles de journaux et d'associations sont repris des abréviations mentionnées en tête de *Notes et références* (t. III, p. 135).

Abréviations

*	naissance	prof.	professeur
†	décès	pseud.	pseudonyme
dép.	département	red.	rédacteur
dir.	directeur	v.	voir
ing.	ingénieur		

Sigles des partis politiques valaisans

C	Conservateur, conservateur-chrétien-social
CD	Conservateur dissident (Mouvement catholique ouvrier et paysan, Entente, Parti populaire indépendant, etc.)
CS	Chrétien-social
PPO	Parti paysan et ouvrier
R	Libéral-radical, radical
S	Socialiste
SP	Social-paysan
SPI	Mouvement social-paysan indépendant

A

- Aalto, Alvar (* 1898), architecte finlandais : III, 123.
 Abbet, Jules-Maurice (1845-1918), évêque de Sion depuis 1901 : I, 84-85.
 Abel : III, 127.
 Adam, Nestor (* 1903), évêque de Sion depuis 1952 : III, 116.
 Aeby, Pierre (1884-1957), conseiller national 1931-1947 (FR) : II, 146.
 Agricola, évêque de Sion au VI^e siècle : I, 48.
 Alain (pseud. d'Emile Chartier) : III, 99.
 Alexandre, roi de Yougoslavie : II, 60.
 Allet, Charles (* 1904), avocat et notaire, à Sion, réd. de la *Patrie valaisanne* de 1931 à 1935 : III, 159.
 Alpinus, pseud. de Philippe Farquet.
 Altermann, Jean-Pierre (1892-1959), prêtre, écrivain : III, 113.
 Amiel, Henri-Frédéric : I, 193.
 Amiguet, Frédéric (1869-1953), architecte, héraldiste, journaliste : I, 135.
 — Philippe (* 1891), journaliste : III, 166.
 Andreoli, Maurice (* 1918), maître serrurier, à Sion, pionnier du vol à voile : II, 254.
 Anthamatten, Karl (1897-1957), président de Viège 1929-1937, conseiller d'Etat (Travaux publics) 1937-1957 (C) : II, 96, 101-102, 155, 266, 268, 282, 313, 331 ; III, 10, 28.
 Antille, Louis (1852-1928), hôtelier, à Nice, puis à Crans : II, 196.
 Antoine (Marcus Antonius) : I, 135.
 Ariane : I, 69.
 Arlequin : I, 46.
 Arletty, Léonie Bathiat, dite -, actrice française : II, 199.
 Auberjonois, René (1872-1957), peintre : II, 59 ; III, 120.
 Aubert, Georges (1886-1961), peintre et sculpteur genevois : II, 59.

B

- Bacchus : II, 305.
 Bachelard, Gaston : III, 31.

- Badoux, Fernand (1879-1956), ing.-agronome, dir. de l'Ecole cantonale de fromagerie de Moudon : I, 100-101 ; III, 143.
 Bailby, Léon, journaliste français : II, 199.
 Bainville, Jacques : II, 126.
 Barbut, Marcel, fondateur (1941) de la communauté de travail Boimondau, à Valence : II, 269.
 Barraud, Maurice (1889-1954), peintre : II, 59.
 Barman, Maurice (1808-1878), conseiller d'Etat (Travaux publics) 1848-1850 et 1853-1857 (R) : I, 236.
 — Pierre (1880-1944), avocat et notaire, à Monthey, député au Grand Conseil 1909-1913 et 1921-1937, qu'il préside 1928-1929, conseiller aux Etats 1923-1943 (C) : I, 227 ; II, 186.
 Barthélemy, Joseph (1874-1945), membre de l'Institut, juriste et homme politique français : III, 164.
 Bates, Frédéric, banquier, réd. financier à la *Tribune de Genève* : III, 194.
 Baud-Bovy, Daniel (1870-1958), écrivain genevois : II, 181 ; III, 174.
 Baudouin I^{er}, roi des Belges : II, 258.
 Baudrillart, Alfred, cardinal : II, 152.
 Belet, Jean, secrétaire de la commission suisse pour le tunnel routier du Grand Saint-Bernard : III, 194.
 Bellwald, Joseph (1880-1941), vétérinaire, à Sion : I, 133.
 Benès, Edouard : II, 258.
 Benjamin, René : II, 99, 213.
 Benoît, Charles (1874-1947), prof. d'arboriculture à Châteauneuf 1929-1947 : I, 166 ; II, 318.
 Benvenuti, v. Losinger et B'
 Bérard, Clément (* 1892), instituteur, inspecteur scolaire, journaliste, collaborateur au *Rhône* : II, 325-326 ; III, 180, 184-185, 189-191.
 Béraud, Henri : II, 213.
 Berchet, Henri-F., journaliste : III, 181.
 Bergès, Aristide (1833-1904), ing. fran-

- çais, inventeur de l'expression « houille blanche » : I, 218.
- Bernanos, Georges : II, 227 ; III, 179.
- Bernard, saint, archidiacre d'Aoste, fondateur de l'Hospice du Mont-Joux : III, 30, 194.
- Bernoulli, Christophe (1782-1863), naturaliste et technologue bâlois : II, 177.
- Berthod, René (* 1939), prof. et journaliste : III, 82, 198.
- Bertrand, Jules-Bernard (1882-1943), pharmacien, auteur de travaux historiques : III, 142, 173.
- Besse, Louis (1889-1947), représentant des Caves coopératives à Leytron : II, 163.
- Besse des Larzes, Alfred (1848-1904), poète et improvisateur : III, 119.
- Besson, Marius (1876-1945), évêque de Lausanne, Genève et Fribourg : II, 132, 171 ; III, 172.
- Maurice (1897-1960), hôtelier, à Verbier : II, 60.
- Beytrison, Joseph (1891-1970), instituteur, député au Grand Conseil 1925-1933 (C) : I, 232.
- Bidault, Georges : II, 226.
- Bider, Oscar (1891-1919), aviateur : I, 21.
- Bieler, Ernest (1863-1948), peintre : III, 120.
- Victor (1881-1952), évêque de Sion depuis 1919 : I, 187, 219 ; II, 129, 133, 138, 207 ; III, 113.
- Bille, Edmond (1878-1959), peintre et écrivain : I, 57, 72-73 ; 258, 268, 296 ; II, 187 ; III, 120, 154-155, 157.
- Corinna (* 1912), écrivain : III, 114.
- Bioley, Henri (1841-1913), avocat, à Monthey, conseiller d'Etat 1871-1883 et 1904-1913, conseiller national 1895-1905 (C) : I, 20, 22.
- Biollay, Emile (* 1914), prof. et journaliste : III, 193.
- Bircher, Eugène (1882-1956), Dr méd., conseiller national 1942-1955 (AG) : II, 272, 277.
- Bise, Pierre (1892-1962), journaliste : II, 47 ; III, 160.
- Blanchet, Alexandre (1882-1961), peintre genevois : II, 59.
- Blum, Léon : II, 86, 170, 226, 228.
- Bock, Fedor von - : II, 170.
- Bodinier, Claude (* 1914), journaliste collaborateur au *Nowvelliste valaisan* : III, 177, 179, 181-182.
- Bolay, Adrien, ing.-agronome, de la Station fédérale d'essais agricoles à Lausanne : I, 29 ; III, 105, 138.
- Bolle, Georges, imprimeur et administrateur de la FAV, à Sion : II, 62, 99, 124.
- Bonaparte, v. Napoléon I^{er}.
- Bonvin, Célestin (1893-1962), instituteur, à Arbaz, député au Grand Conseil 1925-1929, 1933-1937 et 1941-1945 (C) : I, 223.
- Charles (1888-1937), négociant en vins, à Sion : III, 70.
- Maurice (1875-1939), avocat, président de Sierre 1917-1939, député au Grand Conseil 1917-1925 et 1929-1939 (R) : I, 108.
- Roger (* 1907), ingénieur, officier alpin, chef de l'Office social cantonal 1942-1949, collaborateur à l'Electrowatt (Mauvoisin) 1949-1955, conseiller national 1955-1962, président de Sion 1955-1962, député au Grand Conseil 1957-1962, conseiller fédéral depuis 1962, président de la Confédération 1967 (C) : II, 149-151, 196, 237, 269, 302, 311 ; III, 22, 28.
- Borgeaud, Georges (* 1914), écrivain : III, 114.
- Bormann, Martin : II, 227.
- Boson, Marcel (* 1910), Dr en droit, privat-docent à l'université de Lausanne : III, 164.
- Boucher, Anthelme (1856-1936), ingénieur, à Prilly : I, 131 ; II, 255 ; III, 33.
- Bourdin, Alexandre (* 1912), herboriste, à Euseigne : III, 176.
- Emile (1899-1963), instituteur, président d'Hérémence, député au

- Grand Conseil 1929-1953 et 1960-1961, qu'il préside 1942-1943 (C) : II, 191, 286.
- Bourgeois, Théophile (1855-1939), prévôt du Saint-Bernard depuis 1888 : I, 219.
- Bouvard, René-Marie (* 1884), prêtre français, vicaire de Gruyères 1916, collaborateur de l'abbé André Savoy : I, 54.
- Bovay, Ernest, Dr ès sciences, de la Station fédérale d'essais agricoles à Lausanne : I, 29 ; III, 105, 108.
- Branger, frères, de Davos : II, 324.
- Briand-Kellogg, pacte : I, 225.
- Broccard, Léon (* 1894), Dr médecin-oculiste, à Sierre, député au Grand Conseil 1941-1945 et 1953-1961 (C, puis SPI) : II, 63, 308, 312.
- Broquet, Louis (1888-1954), chanoine de Saint-Maurice, prof. et compositeur de musique : III, 113.
- Brown-Boveri, fabrique de machines à Baden : III, 68.
- Budry, Paul (1883-1949), écrivain et journaliste : II, 236, 298 ; III, 121-122, 188.
- Bührle, fabrique de machines à Oerlikon (ZH) : III, 68.
- Bujard, Maurice (1870-1953), conseiller d'Etat 1918-1942 (VD) : III, 146.
- Burckhardt, Walther (1871-1939), prof. à la Faculté de droit de l'Université de Berne : II, 138.
- Buré, Emile (1876-1952), journaliste français : II, 141.
- Burgener, Alexandre (1845-1910), de Eisten, guide : III, 35.
- Francis (1874-1953), avocat et notaire, député au Grand Conseil 1905-1921, président de Viège 1908-1924, juge-instructeur (C) : I, 120-121.
- Henri (1886-1951), entrepreneur, président de Saas-Balen, député au Grand Conseil 1925-1937 (C, puis PPO) : I, 211-212, 223.
- Joseph (1872-1964), de Viège, avocat et notaire, député au Grand Conseil 1901-1905, conseiller d'Etat (Instruction publique) 1905-1925 (C) : I, 20, 25, 81, 119-120, 134, 136, 142, 185 ; II, 64-65 ; III, 29.
- Burnat-Provins, Marguerite (1872-1952), écrivain et peintre : II, 123, 247 ; III, 182.
- Byrnes, James Francis : II, 241.

C

- Caïn : III, 127.
- Caloz, René (* 1918), journaliste, actuellement réd.-adjoint du *Courrier de l'Unesco* : II, 214 ; III, 177.
- Calpini, Jacques (1868-1938), greffier du tribunal de Sion (R) : III, 162.
- Cappi, René (* 1902), vétérinaire cantonal 1943-1970 : III, 55.
- Carlette, v. Grandchamp, Charles.
- Carrard, Daniel (1893-1961), d'Echalens (VD), meneur de l'Union romande des agriculteurs : III, 168.
- Carrel, Antoine (Jean-) (1828-1890), de Breuil, guide : III, 78.
- Carron, Henri (1886-1965), entrepreneur, propriétaire encaveur, président de Fully, député au Grand Conseil 1925-1953, qu'il préside 1949-1950, conseiller national 1943-1947 (C) : I, 286 ; II, 66, 186 ; III, 70.
- Carrupt, Robert (1889-1965), géomètre, député au Grand Conseil 1941-1949 et 1953-1961, qu'il préside 1959-1960 (R) : II, 225.
- Carruzzo, Félix (* 1925), ing.-agronome, dir. de l'UVFL depuis 1955, député au Grand Conseil 1963-1965, conseiller national depuis 1962 (C) : III, 68, 197-198.
- Casanova, Jean (1887-1968), sculpteur, à Monthey : I, 30.
- Cassandre : I, 160 ; II, 104, 333.
- Catherine II : I, 135.
- Cavour, Camillo Benso, comte de - : II, 48.
- Celio, Enrico (* 1889), conseiller fédéral 1940-1950, ministre de Suisse

- en Italie 1950-1954 : II, 146, 148, 297 ; III, 33, 37, 195.
- Cena, Ferdinando, ingénieur, à Turin, président de la Société Aoste-Martigny, secrétaire du comité d'initiative italien : III, 35, 37, 194.
- Cerutti, Jean, entrepreneur, à Sierre : I, 218.
- César : I, 135 ; II, 49.
- Champion, Pierre (* 1917), journaliste, réd. au *Confédéré* : III, 180.
- Chaperon, André (* 1904), avocat et notaire, président de Saint-Gingolph, député au Grand Conseil 1929-1937 et 1949-1953 (C) : I, 296.
- Chappaz, Henri (1888-1960), avocat et notaire, à Martigny, député au Grand Conseil 1937-1960 (C) : III, 175.
- Maurice (* 1916), écrivain : I, 14 ; II, 256 ; III, 114, 199.
- Charlemagne : II, 212.
- Charles III, duc de Savoie : I, 276.
- Charvoz, Maurice (1865-1954), négociant, à Villette (Bagnes), écrivain et journaliste, Dr ès sciences de la Sorbonne, député au Grand Conseil 1921-1933 (R, puis S, de nouveau R) : I, 134, 158, 188, 195, 224, 226-227, 281 ; II, 33 ; III, 149.
- de Chastonay, Jean-Marie (1845-1906), pharmacien, à Sierre, conseiller d'Etat 1893-1897, conseiller aux Etats 1901-1906 (C) : I, 138.
- Joseph (1880-1937), avocat et notaire, à Sierre, conseiller d'Etat (Finances) 1920-1925 (C) : I, 106-108, 112-114, 119-120, 124, 156, 173, 185, 260-261 ; II, 64-65, 216 ; III, 29.
- Oscar (1897-1965), avocat et notaire, à Sierre, journaliste, député au Grand Conseil 1933-1937, conseiller d'Etat (Finances) 1937-1942, dir. de la Banque cantonale 1943-1965 (C) : I, 227 ; II, 96, 101-103, 108, 116-118, 127, 147, 155-156, 169, 172, 216 ; III, 36, 166, 170, 173.
- Raphy (1907-1968), pharmacien, à Montana : II, 150.
- Chauvrie, E., ingénieur, à Turin : III, 33.
- Chavaz, Albert (* 1907), de Genève, peintre, à Saviese : III, 120.
- Chavez, Geo (1887-1910), aviateur péruvien : I, 20.
- Chenaud, Henri (1882-1953), ingénieur, à Prilly : III, 33-34, 194.
- Chénier, André : III, 122.
- Choisy, Eric (* 1897), dir. de l'EOS : II, 326.
- Churchill, Winston : II, 113, 139-140, 153, 172, 182, 184, 228 ; III, 169-170, 174.
- Ciano, Galeazzo : II, 183, 197.
- Cingria, Alexandre (1879-1945), peintre et écrivain : II, 59 ; III, 120, 199.
- Charles-Albert (1883-1954), écrivain : II, 146 ; III, 120, 170, 199.
- Citroën, André : I, 162.
- Clark, Mark : II, 197.
- Claudel, Paul : III, 114.
- Clausen, Alfred (1877-1957), avocat et notaire, président de Brigue 1912-1920, député au Grand Conseil 1913-1929, juge cantonal 1929-1947, conseiller aux Etats 1947-1955 (C) : I, 107, 156 ; II, 312.
- Clavien, Raymond (1899-1962), agriculteur, député au Grand Conseil 1933-1953, président de la bourgeoisie de Sion 1945-1962 (C) : II, 77 ; III, 163.
- Clémenceau, Georges : II, 139, 172, 213.
- Cléopâtre : I, 135.
- Closuit, Ribordy et Ducrey, bureau d'ingénieurs : I, 163.
- de Cocatrix, Eugène (1866-1938), Dr méd., à Saint-Maurice, préfet du district 1912-1933, député au Grand Conseil 1921-1933 (C) : I, 133-134, 193.
- Paul (1868-1937), agent de la Banque cantonale, à Martigny, député au Grand Conseil 1901-1905, préfet de Martigny 1909-1925, con-

- seiller d'Etat (Finances 1925-1927, Travaux publics 1928-1937) (C) : I, 186, 211, 224 ; II, 41, 64, 71, 92, 95-96, 109, 216 ; III, 164.
- Colbert, Jean-Baptiste : III, 99.
- Confucius : I, 273.
- Coquoz, Jean (1890-1948), agent de la Banque cantonale, à Saint-Maurice, major, vice-président de la ville 1941-1942, conseiller d'Etat (Finances 1942-1945, Département militaire et Police 1945-1948) (C) : I, 296 ; II, 173, 216, 259.
- Rémy (*1887), de Salvan, Dr méd., député au Grand Conseil 1917-1921, médecin cantonal 1921-1940 (C) : I, 111, 136 ; II, 168.
- Cordonier, Pierre-Paul, postillon de Chermignon : II, 196.
- Cot, Pierre : II, 170.
- Couchepin, Arthur (1869-1941), avocat et notaire, à Martigny, député au Grand Conseil 1893-1905, conseiller d'Etat (Justice et Police) 1905-1916, juge fédéral 1916-1936 (R) : I, 23, 29.
- Jules (1875-1939), ingénieur, à Martigny, député au Grand Conseil 1913-1939, qu'il préside 1930-1931, conseiller national 1920-1928 (R) : I, 52, 93, 99-100, 130-131, 202, 220, 227, 262, 290 ; II, 11, 55.
- Louis (1896-1952), avocat et notaire, à Martigny, juge fédéral 1937-1952 (R) : II, 208.
- Courteline, Georges : I, 270 ; II, 175.
- de Courten, Jean-Charles (1870-1934), notaire, à Sion, juge cantonal 1913-1921, bibliothécaire cantonal 1921-1925, président de la section valaisanne de la Nouvelle Société helvétique (C) : I, 138 ; III, 142.
- Paul (*1899), avocat et notaire, à Monthey, député au Grand Conseil 1938-1965, préfet de Monthey 1945-1970, conseiller national 1947-1963 et 1966-1967 (C) : II, 219, 327.
- Courthion, Louis (1858-1922), journaliste et écrivain, collaborateur et réd. au *Confédéré* 1911-1922 : I, 39-40, 46-47, 56-57 ; III, 119, 139, 144-145, 199.
- Pierre (*1902), fils de Louis, critique d'art, à Paris : III, 119.
- Crettol, Georges (*1912), recteur de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf depuis 1940, journaliste : III, 138, 173, 178, 180.
- Cristiani, Hector (1862-1940), prof. de bactériologie à l'université de Genève : I, 207.
- Crittin, Camille (*1888), avocat, à Martigny, député au Grand Conseil 1921-1945, conseiller national 1928-1955 (R) : I, 227, 256, 259-262, 277, 284, 296 ; II, 18-19, 26-29, 31, 51, 55, 94, 116, 127, 148-149, 159, 186, 216, 247, 249, 272-273, 275, 302 ; III, 171, 177, 182-183, 186, 188.
- Croz, Michel (1830-1865), guide, compagnon de Whymper : III, 78.
- Cuttat, Jean (*1916), écrivain : III, 114.
- Cybèle : II, 334.
- Cyclopes : III, 186.

D

- Daerwyler, Jean (*1907), compositeur de musique, à Sierre : II, 158, 162.
- Daladier, Edouard : II, 51, 170.
- Dallèves, Etienne (1873-1966), avocat et notaire, à Sion, député au Grand Conseil 1913-1925 (C), avocat-conseil de l'Alusuisse, à Chippis : I, 125, 134, 136-139.
- Dante : II, 26.
- Danton, Georges-Jacques : I, 121.
- Darbellay, Pierre (1903-1969), Dr en droit, secrétaire, puis dir. de la ChVC 1930-1945, dir. de l'UVT 1945-1962 : II, 122, 174, 187, 254, 281.
- Darby, John Nelson : III, 116.
- de Dardel, Lucien (1904-1964), journaliste : III, 163 (?).
- Darlan, François, amiral : II, 152 ; III, 170.

- Decourt, Raoul, ingénieur, à Bâle : II, 209.
- Défago, Ernest (1898-1934), collaborateur, puis réd. au *Confédéré* : III, 158.
- Degeilh, Mathieu : III, 163.
- Degrelle, Léon : II, 88 ; III, 164.
- Delacoste, Edmond (1854-1927), ingénieur-géomètre, président de Monthey 1893-1916, député au Grand Conseil 1895-1913, conseiller d'Etat (Justice et Police 1916-1917, Travaux publics 1917-1927) (R) : I, 119, 131, 139, 173, 185-186, 224 ; II, 64.
- Maurice (1889-1967), avocat et notaire, président de Monthey 1930-1964, député au Grand Conseil 1921-1945, qu'il préside 1934-1935 (R) : I, 146, 148, 227, 294 ; II, 11, 13-14, 114, 216.
- Delaloye, Abel (1881-1954), avocat et notaire, président d'Ardon 1915-1933, député au Grand Conseil 1906-1945, qu'il préside 1919-1920 (C) : I, 286.
- Albert (1890-1950), avocat et notaire, à Chamoson, député au Grand Conseil 1929-1936, qu'il préside 1933-1934, juge cantonal 1936-1950 (C) : II, 34, 45.
- Déléze, Amédée (* 1908), avocat et notaire, procureur du Bas-Valais (C) : III, 180.
- Dellberg, Karl (* 1886), fonctionnaire postal retraité en 1933, député au Grand Conseil 1921-1941, 1945-1949 et 1953-1965, qu'il préside 1962-1963, conseiller national 1935-1947 et depuis 1951 (S) : I, 118, 121-123, 129-130, 146, 181-183, 192-193, 207, 213-217, 226-230, 233, 240, 242-243, 246, 254, 261-262, 266-271, 280-281, 287, 293, 296-297 ; II, 10-11, 14-17, 23-25, 33, 45, 49, 80, 94-96, 102, 113-118, 130, 155, 173, 186-187, 195, 216, 248-250, 253, 260, 273, 302, 312, 332 ; III, 10, 13, 130, 144, 148, 153, 155, 164, 177.
- Démos, pseud. d'Aloys Theytaz correspondant au *Courrier de Genève*.
- Denis, Maurice : III, 113.
- Desfayes, Camille (1861-1947), avocat et notaire, à Martigny, député au Grand Conseil 1889-1921, qu'il préside 1912-1914, conseiller national 1896-1908 et 1919-1920, juge cantonal 1916-1941 (R) : I, 19, 58, 77-78, 94, 130, 156, 202, 244.
- Henri (* 1893), agriculteur, à Leytron, major, député au Grand Conseil 1925-1953, qu'il préside 1951-1952 (R) : I, 255, 290, 296 ; II, 18, 301 ; III, 157.
- Jules (1875-1948), vétérinaire, à Martigny, député au Grand Conseil 1921-1926 (R), vétérinaire cantonal 1938-1943, président de l'Association agricole du Valais 1931-1948 : I, 126, 133-134 ; III, 175, 181-182.
- Deslarzes, Albert (* 1908), commerçant, à Sion, pionnier du vol à voile : II, 254.
- Deslex, Gustave (1863-1946), de Lavey (VD), banquier, à Turin : III, 33.
- Detraz, Henri (1878-1959), ing.-chimiste, dir. de l'usine de Chippis 1911-1934 : I, 55-57, 73, 134, 207 ; III, 150.
- Devoghel, Edouard (1883-1959), Mgr, conseiller ecclésiastique à l'ambassade de Belgique près le Saint-Siège à Rome 1929-1956, correspondant romain du *Nouvelliste valaisan* sous le pseudonyme de « Guardia » : II, 45, 125, 141, 199, 227, 257 ; III, 159, 167, 179.
- Dicker, Jacques (1879-1943), avocat, à Genève, conseiller national 1922-1925 et 1928-1941 : I, 269.
- Dietl, Eduard (1890-1944), général allemand : II, 198.
- Dieudonné, Charles, pseud. de Georges Oltramare.
- Dionisotti, Joseph (1891-1970), industriel : II, 129, 165, 177, 194, 209, 222-223 ; III, 17.

- Dionisotti, Michel, et Saudan, entrepreneurs : I, 141.
- Dionysos : II, 206.
- Dolfuss, Engelbert : II, 60.
- Donnet, André : I, 13-14 ; III, 119, 194.
- Dorsaz, Juvénal (1809-1879), de Lides, conducteur des Ponts et Chaussées en France : III, 31.
- Dostoïevsky, Fédor : I, 10 ; III, 117.
- Doyle, Sir Arthur Conan : II, 324.
- Dreyfus, affaire : I, 41.
- Drieu La Rochelle, Pierre (1893-1945), écrivain : II, 199.
- Du Bois, Lucien (1875-1955), ingénieur, à Prilly : III, 33.
- Dubuis, Germain (1900-1967), à Savie, député au Grand Conseil 1937-1945 (CD) : II, 165.
- Joseph (1875-1955), ingénieur, à Sion : I, 205-206 ; III, 150.
- Duce, Il -, v. Mussolini.
- Ducrey, v. Closuit, Ribordy et D'.
- Dullin, Charles : II, 199.
- Dumas, Fernand (1892-1956), architecte fribourgeois : III, 120.
- Du Mont, Charles (1880-1952), peintre, réd. de *L'Observateur*, de Genève : III, 161.
- Duraffour, François (1888-1967), aviateur genevois : I, 135.
- Dürer, Albrecht : III, 86.
- Duruz, Albert (1860-1945), employé CFF, homme de lettres et journaliste, à Sion, sous le pseud. de Solandieu : III, 141.
- Duttweiler, Gottlieb (1885-1962), conseiller national 1935-1940, 1943-1949 et 1951-1962, conseiller aux Etats 1949-1951, fondateur de la Migros : II, 137.
- E
- Ebener, Wilhelm (* 1898), avocat et notaire, greffier au Tribunal cantonal 1927-1944, juge cantonal 1944-1963 (C), écrivain : II, 172-173, 332.
- Edison, Thomas : II, 316.
- Einstein, Albert : II, 47 ; III, 48.
- Eisenhower, Dwight David : II, 333.
- Epicure : II, 197.
- d'Ernst, Franz (1879-1957), journaliste : III, 153.
- Eschassériaux, Joseph (1753-1823), résident de France en Valais 1804-1806, auteur d'une *Lettre sur le Valais* (Paris, 1806, 136 p.) : I, 12.
- Escher, Alfred (* 1906), ministre de Suisse à Rome 1954-1958 : III, 38.
- Joseph (1885-1954), avocat et notaire, à Glis, député au Grand Conseil 1917-1931 et 1937-1950, qu'il préside 1923-1924, conseiller national 1925-1931 et 1936-1950, président 1948-1949, conseiller d'Etat (Instruction publique 1932-1933, Finances 1932-1937), conseiller fédéral 1950-1954 (C) : I, 62, 98, 109, 114-116, 124, 131, 146-148, 221, 227, 277, 296 ; II, 28-29, 41, 54-55, 61-64, 67, 71-75, 79, 92, 95-96, 101, 103, 109, 173, 186, 216-217, 252, 259-260, 273, 290-291 ; III, 29, 162.
- Eschyle : II, 232 ; III, 114.
- Esopo : I, 236.
- Etter, Philippe (* 1891), conseiller fédéral 1934-1959 : II, 53 ; III, 33-35, 195.
- Evéquo, Michel (* 1923), avocat et notaire, président des jeunesses conservatrices du Valais romand, dir. de Crêtelongue : III, 27.
- Raymond (1863-1945), avocat et notaire, à Sion, préfet du district de Conthey 1887-1927, député au Grand Conseil 1889-1941, qu'il préside 1895-1897, conseiller national 1902-1928, président 1923-1924, conseiller aux Etats 1928-1943, président du parti conservateur : I, 51, 89, 108, 114, 118, 125, 159, 167, 181-184, 188, 219, 221, 226-227, 239-240, 246, 259, 269, 272-273, 296-257 ; II, 16, 19-22, 33, 51, 61-62, 80, 95-96, 159, 186, 216, 247, 312 ; III, 148, 153, 157.

F

- Fama, Albano (1865-1945), dir. de la Fabrique de conserves de Saxon 1887-1920, député au Grand Conseil 1909-1937, conseiller d'Etat (Militaire, Police, Hygiène et Forêts) 1937-1945 (R) : I, 236, 262, 268, 285 ; II, 101-102, 116, 155, 161, 168, 216 ; III, 165.
- Famea, Renato, réd. du *Popolo d'Italia* : III, 167.
- Farge, Yves (1899-1953), journaliste et homme politique français : II, 227.
- Farquet, Joseph (1880-1959), de Volèges, instituteur, député au Grand Conseil 1921-1929 (C) : I, 232.
- Philippe (1883-1945), dit Alpinus, oblat du Saint-Bernard, botaniste, historien et publiciste : II, 216 ; III, 148.
- Fauquex, Frédéric (* 1898), conseiller national 1935-1945, conseiller aux Etats 1945-1963 (VD) : I, 79.
- Favrat, Louis, ingénieur, à Lausanne : II, 267.
- Favre, Antoine (* 1897), avocat et notaire, à Sion, prof. à l'université de Fribourg 1930-1952, conseiller national 1943-1952, député au Grand Conseil 1945-1952, juge fédéral 1952-1967 (C) : I, 275 ; II, 96, 104, 186, 217, 233-237, 262, 297, 309, 314, 323, 331 ; III, 165, 178, 188.
- Camille (1865-1928), vétérinaire cantonal 1917-1923 : I, 133, 157.
- René (* 1929), avocat et notaire, président de Vex 1953-1964, député au Grand Conseil 1957-1969 (S) : III, 40.
- Feisst, Ernst (1897-1968), ing.-agronome, de la Division fédérale de l'agriculture : II, 58 ; III, 161, 168, 176.
- Fellay, Alphonse (1878-1962), instituteur, secrétaire de la commune de Bagnes : II, 203.
- Ferdonnet, Paul-Joseph (1901-1945), journaliste français au service de la radio allemande, à Stuttgart : II, 213.
- Fischer, fermiers des postes, à Berne : III, 102.
- Follonier, famille : I, 7.
- Follonier-Quinodoz, Mme Marie, à La Sage : III, 45-46, 54, 197.
- Fonjallaz, Arthur (1875-1944), colonel et écrivain militaire, fondateur (1933) de la « Fédération fasciste suisse » : I, 34 ; II, 46, 155, 186.
- René (* 1907), polémiste d'extrême-droite : II, 213.
- Ford Henry : I, 235 ; III, 152.
- Förderer, Walter M. (* 1928), architecte : III, 121.
- Forestier, Henri (1892-1959), journaliste, correspondant à *La Suisse*, à la *Feuille d'Avis de Lausanne*, etc. : III, 178, 186.
- Forrer, Johann Ludwig (1845-1921), conseiller national 1875-1878 et 1881-1900 (ZH), conseiller fédéral 1903-1917 : I, 167.
- Fouquet, Nicolas : III, 74.
- François-Joseph I^{er}, empereur d'Autriche et roi de Hongrie : I, 209.
- Frank, Hans (1900-1946), homme politique allemand : II, 227.
- Freud, Sigmund : II, 180.
- Furrer, de Viège : II, 255.
- Otto (1903-1951), guide et skieur, de Zermatt : II, 132, 324 ; III, 77.
- Fux, Adolf (* 1901), forestier de triage, à Viège, député au Grand Conseil 1933-1937 et 1949-1961, secrétaire au dép. de Police 1937-1945, président de Viège 1945-1960 (R), écrivain : II, 63, 216.

G

- Gabbud, Maurice (1885-1932), journaliste, réd. du *Confédéré* 1920-1932, collaborateur au *Glossaire des patois de la Suisse romande* : I, 82, 174, 216, 240 ; II, 30 ; III, 140, 147-148, 151, 153, 158.

- Gafner, Robert (* 1895), réd. à la FAV sous le pseud. de Robert Sédunois : III, 172-173, 175.
- Gaillard, Louis (1884-1950), instituteur, à Bagnes, député au Grand Conseil 1925-1933 (C) : I, 239.
- Galletti, Henri (1890-1958), Dr méd., à Monthey, membre du directoire du parti conservateur : II, 96.
- Galli-Valerio, Bruno (1867-1943), prof. de bactériologie à l'université de Lausanne : I, 209.
- Gamelin, Maurice : II, 170.
- Gard, Louis (1881-1950), architecte, à Martigny, chef du service des constructions : I, 145-149.
- Marcel (* 1892), avocat et notaire, président de Sierre 1939-1945, député au Grand Conseil 1933-1945, qu'il préside 1938-1939, conseiller d'Etat (Finances) 1945-1965 (R) : II, 216, 232, 272, 330 ; III, 11.
- Gauchat, Louis (1866-1942), prof. à l'université de Zurich, réd. en chef du *Glossaire des patois de la Suisse romande* : II, 30 ; III, 158.
- Gaudard, Emile (1856-1941), conseiller national 1894-1928 (VD) : I, 83.
- de Gaulle, Charles : II, 140, 152, 199, 212, 226.
- Gavarni : I, 87.
- Gay-Crosier, Fernand (* 1906), président de Trient depuis 1958 : III, 57.
- Gehri, Alfred (* 1895), auteur dramatique : II, 239-240.
- Geiger, Hermann (1914-1966), aviateur, le « pilote des glaciers » : II, 236, 254, 324.
- Geigy, v. Bâle-Ville.
- Gelpke, Rudolf (1873-1940), ingénieur, à Bâle, promoteur de la navigation fluviale en Suisse : III, 101.
- George II, roi de Grèce : II, 153.
- Germanier, André (1896-1960), avocat et notaire, à Sierre, conseiller national 1928-1937, député au Grand Conseil 1929-1948, qu'il préside 1937-1938, juge cantonal 1948-1960 (C) : I, 226-227, 268, 287 ; III, 152.
- Francis (* 1909), viticulteur, député au Grand Conseil 1937-1941 et 1949-1965, conseiller national 1947-1951 et 1955-1967 (R) : II, 250, 324-325, 332.
- Gervasutti, Giusto (1909-1946), alpiniste : II, 111.
- Gessler, bailli d'Uri : I, 187.
- Gessler, Amélie (* 1882), administratrice de la FAV : II, 61-62.
- Gérard (* 1917), journaliste : III, 183.
- Ghéon, Henri (1875-1944), écrivain français : III, 113.
- Ghika, Alexandre (1867-1940), journaliste, correspondant à la FAV : II, 46, 141 ; III, 159, 169.
- Gide, Charles : I, 44.
- Gigon, Albert, ancien avocat à la Cour d'appel de Berne : III, 170.
- Giolitti, Giovanni (1842-1928), homme d'Etat italien : II, 48.
- Giovanola, famille : II, 297.
- usines, v. Monthey.
- Giroud, Edmond (* 1893), président de Chamoson 1937-1944, député au Grand Conseil 1937-1953 (C) : II, 93, 114, 181, 231 ; III, 70, 163-164.
- Octave (* 1892), agriculteur, à Charrat, député au Grand Conseil 1933-1941 et 1945-1953 (R) : II, 330 ; III, 180.
- Gisiger, Leo, dir. de la Station fédérale de chimie agricole à Liebefeld/Berne : III, 105.
- Goddard, Robert (1882-1945), ing. et physicien américain : I, 135.
- Godet, Charles (1883-1951), dir. de la Station viticole, à Auvignier : III, 146, 156.
- Goebbels, Joseph : II, 182, 199.
- Goering, Hermann : II, 227.
- Golay, Paul (1877-1951), conseiller national 1925-1942 (VD) : II, 187.
- Gos, Charles (1885-1949), homme de lettres genevois : II, 167.
- Gottwald, Klement : II, 258.

Gouin, Félix, homme politique français : II, 226.

Grabner, Paul (Ernest-) (1875-1956), conseiller national 1912-1943 (NE) : II, 21, 84, 185-186.

Grandchamp, Charles (1910-1940), dit Carlette, patrouilleur alpin : II, 150.

Graven, Alexis (1867-1933), avocat et notaire, député au Grand Conseil 1897-1899 et 1909-1921, président de Sion 1910-1918, juge cantonal 1909-1933 (C) : I, 60, 91.

— Jean (* 1899), avocat et notaire, prof. de droit pénal à l'université de Genève 1943-1969, juge à la Cour de cassation de Genève, écrivain : II, 256.

Graziani, Rodolfo : II, 153.

Grellet, Pierre (1882-1957), journaliste et homme de lettres : II, 149, 222, 269 ; III, 164, 170, 178.

Grimm, Robert (1881-1958), conseiller national 1911-1955 (ZH et BE) : II, 194.

Gross, Jean-Maurice (* 1916), avocat et notaire, député au Grand Conseil 1945-1953 (C), président du tribunal de Martigny - Saint-Maurice depuis 1953 : III, 189.

— Marcel (* 1903), avocat et notaire, à Saint-Maurice, président du tribunal de Martigny - Saint-Maurice 1939-1953, conseiller d'Etat (Instruction publique et Militaire) 1953-1969 (C) : II, 332 ; III, 165 (?)

Gualini, ingénieur sarde : III, 31.

Guardia, pseud. de Mgr Edouard Devoghel.

Guex, André : III, 177, 192, 198.

— Jules (1871-1948), professeur, auteur de *La montagne et ses noms* (1946), père de l'auteur : I, 7.

Guglielminetti, Ernest (1862-1942), dit Dr Goudron, Dr méd., inventeur du goudron : I, 163 ; III, 102.

Guisan, Henri (1874-1960), général en chef de l'armée suisse 1939 : II, 228-229.

— Louis (* 1911), major, conseiller d'Etat 1957-1966 (VD), conseiller national, conseiller aux Etats : II, 149.

Guntern, Leo (* 1894), fonctionnaire postal, président de Brigue 1929-1945, député au Grand Conseil 1929-1965, conseiller aux Etats 1959-1967 (CS) : III, 28.

Guyot, taille - : III, 70.

H

Haeberlin, Heinrich (1868-1947), conseiller fédéral 1920-1934 : II, 51.

Haegler, Charles (1875-1949), journaliste sous le pseud. de Ch. Saint-Maurice, fondateur (1903) et directeur du *Nouvelliste valaisan*, à Saint-Maurice, député au Grand Conseil 1921-1945, qu'il préside 1936-1937, préfet de Saint-Maurice 1928-1945, président du directoire du parti conservateur : I, 28, 56, 86-87, 107, 145, 222, 255 ; II, 30, 69, 78, 96 156, 185-186, 198-199, 216, 249, 259-260, 282-283, 312 ; III, 137-138, 143-144, 146-147, 149, 154-155, 158-159, 162-163, 165-167, 169-170, 172-174, 176, 179, 181, 183-184.

Hahn, Otto, prix Nobel de chimie : II, 213.

Haïlé Sélassié I^{er} : II, 98.

Haldi, Emile (1880-1940), hôtelier, à Sierre, député au Grand Conseil 1925-1940 (R) : I, 207, 292-293.

Hercule : III, 159.

Hertzen, Alexandre (1812-1870), écrivain révolutionnaire russe : II, 270.

Hervé, Jean, acteur français : I, 135.

Hippocrate : III, 107.

Hirzel-Escher, Hans Conrad (1792-1851), conseiller d'Etat (ZH), auteur de *Wanderungen in weniger besuchte Alpengegenden der Schweiz...* (1829) : II, 298.

Hitler, Adolf : II, 45-47, 97, 112, 115, 126, 140, 152, 154, 170, 183, 185, 199-200, 214 ; III, 166, 177.

Hodler, Ferdinand (1853-1918), peintre : II, 59.
 Hoover, Herbert : II, 226.
 Houriet, René-Albert (* 1920), conseiller national 1951 (VD) : II, 275, 293, 309.
 Howald, Oscar (* 1897), ing.-agronome, vice-dir. 1929-1939, puis dir. 1939-1945 de l'Union suisse des paysans, à Brugg : II, 54-55 ; III, 160.
 Huntford, Roland, journaliste anglais : III, 80, 198.
 Huxley, Aldous : III, 81.

I

Ignace de Loyola, saint : III, 115.
 Imboden, Adolf (1864-1935), avocat et notaire, à Viège, député au Grand Conseil 1893-1921, qu'il préside 1914-1915, préfet de Viège 1903-1921, juge cantonal 1921-1935 (C) : I, 11, 35 ; III, 139.
 Imesch, Léopold (1875-1936), négociant en vins, à Sierre : III, 70.
 Imsand, Anton (* 1908), avocat et notaire, à Münster, préfet de Conches depuis 1941, député au Grand Conseil depuis 1941 (C) : III, 28.
 Imseng, Joseph (* 1893), guide : II, 158.
 In-Albon, Charles (1870-1934), prof. au collège de Sion, écrivain, journaliste qui utilise le pseud. de St[ick] : I, 119, 121, 142-144 ; III, 144-145.
 Iselin, Christophe (1869-1949), de Glaris, un pionnier du ski alpin : II, 324.

J

Jacky, Edouard (1863-1945), ancien secrétaire à la division fédérale de l'Agriculture : II, 146 ; III, 139, 169.
 Jacquier, Adrien (1887-1970), agriculteur, à Sion : III, 178.
 Jacquod, René (* 1905), de Bramois, instituteur, secrétaire des syndicats

chrétiens, rédacteur, député au Grand Conseil 1937-1941 et 1950-1969, qu'il préside 1963-1964, conseiller national 1952-1967 (C) : III, 171, 173, 175-176.
 Jean, saint : III, 133.
 Jeanloz, Claude, journaliste : III, 187.
 Jeanneret-Minkine, Maurice (1886-1953), médecin-chirurgien, à Lausanne, conseiller national 1947-1952 (VD) : I, 269.
 Job : I, 73.
 Jodl, Alfred (1890-1946), général allemand : II, 227.
 Joffre, maréchal : II, 213.
 Joris, Edmond (* 1916), industriel, à Orsières, député au Grand Conseil 1950-1953 (C) : II, 327-328.
 Journet, Charles (* 1891), cardinal, fondateur de *Nova et Vetera* : II, 171 : III, 199.
 Judas : III, 13.
 Julen, Elias (* 1907), guide et skieur, de Zermatt : II, 132.

K

de Kalbermatten, François (1872-1954), notaire, à Sion, secrétaire de l'Association des sociétés d'agriculture du Centre et du Bas-Valais : I, 87.
 — Guillaume (1887-1961), avocat et notaire, banquier, à Sion, député au Grand Conseil 1920-1941, qu'il préside 1931-1932 (C) : I, 116, 237, 285.
 Kaltenbrunner, Ernst (1903-1946), homme politique allemand : II, 227.
 Kämpfen, Maurice (1907-1967), fonctionnaire postal, président de Brigue dès 1945, député au Grand Conseil 1941-1945 et 1949-1965, conseiller national 1951-1967 (C) : II, 173, 249, 327.
 — Werner (* 1914), frère de Maurice, Dr en droit, journaliste, depuis 1960 dir. de l'Office central suisse du tourisme à Zurich : II, 290-291 ; III, 187.
 Keitel, Wilhelm : II, 227.

- Kepler, Johannes, astronome : I, 135.
 de Kérillis, Henri, journaliste : II, 141.
 Kesselring, Albert : II, 197.
 Kleindienst et Schmid fils, imprimeurs de la *Gazette du Valais* : I, 144.
 Klöti, Emile (1877-1963), conseiller national 1919-1930, conseiller aux Etats 1930-1955 (ZH) : II, 264, 278.
 Kluser, Robert (1872-1949), hôtelier, à Martigny, conseiller municipal 1938-1945 (R) : II, 158.
 Kobelt, Karl (1891-1968), conseiller fédéral 1940-1955 : II, 149, 214 ; III, 177.
 Koestler, Arthur : III, 48.
 König, Richard (1890-1949), prof. à l'université de Berne, conseiller national 1919-1934 (BE) : III, 163.
 Krüger, Paul : II, 196.
 Kuenzi, André, critique d'art : III, 199.
 Kuntschen, François (1888-1957), de Sion, ingénieur au Service fédéral des eaux : II, 246.
 — Joseph (1849-1928), avocat et notaire, à Sion, député au Grand Conseil 1877-1905, qu'il préside 1889-1891, conseiller national 1890-1921, président 1910-1911, conseiller d'Etat (Travaux publics 1906-1917, Justice et Police 1917-1928) (C) : I, 23, 70, 118-119, 122, 151, 185-186, 193, 225-226 ; II, 64 ; III, 145.
 — Joseph (1883-1954), fils du précédent, avocat et notaire, à Sion, président de Sion 1920-1945, député au Grand Conseil 1921-1947, qu'il préside 1929-1930, conseiller national 1928-1935 et 1937-1947 (C) : I, 225, 227, 274.
 Kunz, Heinrich (1793-1859), dit le roi des filateurs : I, 292.
 Kurz, Marcel (1887-1967), topographe, écrivain et alpiniste : III, 190.
 L
 La Bruyère : I, 51.
 Lachenal, Paul (1884-1955), conseiller d'Etat 1930-1936 (GE) : II, 202.
 Lacordaire : I, 292.
 Laeser, Henri (1879-1944), journaliste : III, 158.
 de La Fouchardière, Georges (1874-1946), journaliste et écrivain : II, 199.
 Lampert, Marius (* 1902), d'Ardon, prof. au collège de Sion 1931-1953, président d'Ardon 1932-1953, président de la Fédération valaisanne des producteurs de lait depuis 1933, dir. de l'UVFL 1942-1954, député au Grand Conseil 1949-1953, conseiller d'Etat (Intérieur) 1953-1969, conseiller aux Etats depuis 1955 (C) : III, 28-29.
 Landry, Charles-François (* 1909), écrivain vaudois : III, 79.
 Laplace, Pierre-Simon : III, 48.
 de Lattre de Tassigny, maréchal : II, 199.
 Lauber, Joseph (1787-1868), rebouteur (« mége ») et hôtelier à Zermatt : II, 298.
 Laur, Ernst (1871-1964), ing.-agronome, 1^{er} secrétaire, puis dir. de l'Union suisse des paysans 1898-1933 : I, 234.
 Laval, Pierre : II, 170-171.
 de Lavallaz, Bernard (1899-1961), industriel, président de Collombey-Muraz, député au Grand Conseil 1933-1949, qu'il préside 1940-1942 (C) : II, 189.
 — Eugène (1868-1926), avocat, à Monthey, député au Grand Conseil 1897-1913 et 1917-1918, conseiller national 1908-1919 (R) : I, 77-78, 89.
 Lavoisier : I, 121, 135.
 Le Bon, Gustave (1841-1931), médecin et sociologue français : III, 112.
 Leclerc, général : II, 228.
 Le Corbusier : II, 59.
 Lefèvre, Henri (1825-1877), ing. civil, député à l'Assemblée nationale française : III, 31.
 Lénine : II, 46.
 Léopold III : II, 258.

Lépine, Louis, préfet de police de Paris : II, 196.

Leuthold, de Bienne : II, 165.

Leuzinger, Henri (1879-1956), avocat et notaire, à Sion, député au Grand Conseil 1909-1921, président de Sion 1918-1920 (C) : I, 76, 90 ; II, 61, 67 ; III, 147.

Linné : I, 135.

Livio, André, ing., à Lausanne : II, 267.

Lob, Marc (* 1915), Dr méd., privat-docent à l'université de Lausanne : III, 199.

Lomazzi, Fernand, journaliste, réd. à la FAV : II, 141 ; III, 169.

Lora Totino di Cervinia, comte Dino (* 1900), ing., à Turin : II, 255 ; III, 34, 37.

Lorétan, Georges (1870-1963), Dr en chimie, député au Grand Conseil 1926-1933 (R) : I, 47, 82, 185, 241-242 ; II, 168.

— Marc (1887-1951), ingénieur, dir. de l'Energie de l'Ouest suisse, à Lausanne : II, 267, 326.

— Raymond (1885-1963), Dr en droit, avocat et notaire, à Loèche, président du tribunal de Loèche 1916-1921, député au Grand Conseil 1913-1927, conseiller aux Etats 1920-1928, conseiller d'Etat (Finances 1927-1933, Instruction publique 1933-1937) (CS) : I, 68-69, 106, 224, 239, 242, 246, 255, 272 ; II, 9, 11, 18, 38, 41, 54, 62, 64, 66-68, 71-73, 92, 95, 101, 109, 207, 216 ; III, 164.

Losinger, entrepreneur : II, 76.

— et Benvenuti, entrepreneurs : II, 29.

Louis, saint, roi de France : I, 170.

Louis XVI : I, 12, 33.

Lourtier, Jean, pseud. de Maurice Gabbud.

Lugeon, Maurice (1870-1953), prof. de géologie à l'université de Lausanne : II, 246.

Luginbühl, Frédéric (1879-1961), entrepreneur, à Sion : I, 218.

Luisier, Albert (* 1893), ing.-agrono-

me, dir. de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf 1923-1959, premier président de la Fédération valaisanne des producteurs de lait : I, 14, 91, 99, 164, 200-201, 216, 264 ; II, 179, 203, 263 ; III, 19, 146, 161, 171, 175, 178, 185.

— André (* 1924), journaliste, réd. en chef du *Novvelliste* : II, 298, 332 ; III, 188-189.

— Jules (* 1894), agriculteur, à Fully, député au Grand Conseil 1939-1957 (R) : II, 237, 266, 275, 302.

Lunn, Arnold (* 1888), écrivain, alpiniste et pionnier du ski alpin : III, 77, 198.

Luther, Martin : II, 231.

Luyet, Clovis (* 1910), de Savièse, secrétaire cantonal de la FOBB, député au Grand Conseil 1949-1969 (S) : II, 314.

M

Machiavel : II, 65, 260.

Macognin de la Pierre, Maurice (1832-1907), conseiller d'Etat (Intérieur 1883-1893, Travaux publics 1893-1897) (C) : I, 138.

Mäder, Emile (1875-1936), conseiller d'Etat 1920-1936 (SG), conseiller national 1929-1936, expert chargé d'analyser la situation financière du Valais : II, 45, 53, 90, 92 ; III, 160.

de Maistre, Joseph : II, 135.

Maître, Jean (1853-1930), agriculteur, aux Haudères : I, 7.

Mammon : II, 210.

Mannerheim, maréchal : I, 155 ; II, 140.

Manuel, André, Dr en droit, avocat, à Lausanne, réd. de *La Nation* : I, 31.

Mao Tsé-Toung : II, 284.

Maquignaz, Sylvain (* 1906), journaliste, réd. de *La Patrie valaisanne* : II, 171, 180, 216, 252, 329 ; III, 159, 172, 174, 177, 183, 186.

- Marat, Jean-Paul : I, 121.
- Marc, Alexandre (* 1904), écrivain et journaliste : III, 179.
- Marcel, André (* 1903), journaliste à la *FAV*, au *Confédéré*, à la *Nouvelle Revue de Lausanne*, auteur de revues et de pièces de théâtre : I, 218, 224, 258-259, 268-269, 277, 297 ; II, 29, 33-34, 46, 61, 66, 96, 99-100, 137, 148, 156, 158, 162-163, 215-216, 240, 252, 260, 275, 282-283, 291, 306, 331-332 ; III, 28-29, 152-162, 164-165, 167-178, 181-189, 191, 193.
- Maret, Albert (* 1900), ingénieur, président de Bagnes, député au Grand Conseil 1957-1965 (C) : II, 234, 246, 267, 269, 280 ; III, 182, 186.
- Marguerat, Auguste (1880-1952), ingénieur, dir. du Viège-Zermatt et du Furka-Oberalp : I, 164, 197, 268.
- Mariétan, Ignace (1882-1971), prof. au collège de Sion, président de la Murithienne de 1925 à 1971 : II, 123, 167 ; III, 113, 167, 181.
- Joseph (1874-1943), abbé-évêque de Saint-Maurice 1914-1931 : III, 113.
- Maritain, Jacques : III, 113.
- Marone, comte Enrico, président de la Chambre de commerce de Turin, président du comité d'initiative italien pour le tunnel routier du Grand Saint-Bernard : III, 38, 194-195.
- Marshall, George : II, 257.
- plan : II, 258-259.
- Martino, Gaetano (* 1900), ministre des Affaires étrangères d'Italie 1954-1957 : III, 38.
- Marx, Karl : II, 49, 231.
- Masson, Roger (1894-1967), colonel, chef du service de renseignements de l'armée suisse : II, 214, 229 ; III, 177.
- Mathis, Charles (* 1896), instituteur, à Grimsuat, député au Grand Conseil 1929-1937 (C) : I, 262.
- Mattei, Enrico (1906-1962), homme d'affaires et homme politique italien, dir. de l'ENI : III, 101.
- Matter, Otto (* 1913), hôtelier, président de Loèche-Ville, député au Grand Conseil 1949-1969 (CD) : II, 282 ; III, 187.
- Mauclair, Camille : II, 199.
- Mauderli, Hans († 1969), médecin-dir. du Sanatorium valaisan, à Montana 1941-1954 : II, 168.
- Mauriac, François : II, 213.
- Maurras, Charles : II, 45, 213.
- Mazarin, cardinal : II, 70.
- Meckert, Charles (* 1896), professeur au collège de Sion : III, 183 (?).
- Meierhans, Paul (* 1895), conseiller national 1935-1951, conseiller d'Etat 1950-1963 (ZH) : III, 16.
- Meili, Armin (* 1892), architecte, à Zurich : II, 133, 236 ; III, 181.
- Meizoz, Benjamin (1876-1940), chef de gare, député au Grand Conseil 1929-1940 (R) : I, 268.
- Melville, Herman : III, 109.
- Mercier-de Molin, fondation : II, 128.
- Merdaille, capitaine, personnage de Rabelais : II, 126.
- Métroz, Adolphe (1873-1926), agriculteur, président de Liddes, député au Grand Conseil 1903-1925 (R) : I, 23.
- Metz, Rudolf (1885-1936), avocat et notaire, à Loèche-Ville, député au Grand Conseil 1921-1936, conseiller national 1932-1936 (C) : I, 193 ; II, 96.
- Meyer, Viktor, chimiste allemand : I, 135.
- Michaud, Joseph (* 1908), ing.-agronome, dir. de Provins : I, 14 ; II, 295.
- Michel, Walther (* 1899), Dr médecin : III, 170.
- Michelet, Marcel (* 1906), chanoine de Saint-Maurice, écrivain : III, 176.
- Cyrille (* 1897), instituteur, dir. de la Fédération valaisanne des producteurs de lait 1930-1965, député au Grand Conseil 1937-1953, qu'il préside 1950-1951 (C) : II, 306 ;

- III, 48, 142, 186-187, 189-190.
 Michellod, Marcel (* 1914), chanoine de Saint-Maurice : II, 210 ; III, 177.
 Mindszenty, cardinal : II, 270.
 Minger, Rudolf (1881-1955), conseiller national 1919-1929 (BE), conseiller fédéral 1929-1940 : I, 234 ; II, 149.
 Minotaure : I, 155.
 Moine, Abel, journaliste : III, 188.
 Molière : II, 175.
 Moloch : II, 210.
 Molotov : II, 208.
 Monnet, Jean (* 1888), économiste et financier français : II, 284.
 Monnier, M. : III, 180.
 — Paul (* 1907), peintre : III, 120.
 Monod, Eugène (1876-1947), instituteur, journaliste, réd. du *Journal de Sierre* : III, 175, 177-179.
 Montaigne : I, 245 ; II, 101 ; III, 56.
 Montesquieu : II, 116, 242, 285.
 Montgomery, maréchal : II, 183, 198.
 de Montmollin, Louis (* 1893), colonel cdt de corps, chef de l'état-major de l'armée suisse : III, 33.
 Morand, Edouard (* 1917), notaire, journaliste, président de Martigny depuis 1961, député au Grand Conseil 1953-1965 (R) : II, 327, 330-331 ; III, 17, 190-191.
 — Georges (1871-1918), pharmacien, président de Martigny 1905-1918, député au Grand Conseil 1905-1918, qu'il préside 1918 (R) : I, 55.
 — Marc (1888-1971), avocat et notaire, président de Martigny 1921-1960, député au Grand Conseil 1917-1945, qu'il préside 1926-1927, colonel brigadier (R) : I, 62, 195, 243-246, 257, 293 ; II, 23, 216.
 Moret, Eugène (* 1910), dir. de l'Office régional du tourisme de Martigny, député au Grand Conseil 1945-1949 (R) : II, 268 ; III, 185.
 Moser, Eugène (1890-1939), avocat, réd. du *Confédéré* 1932-1939 : II, 96-97 ; III, 161.
 Motta, Giuseppe (1871-1940), conseiller fédéral 1912-1940 : II, 63, 146, 248.
 Moulin, Joseph (1892-1966), instituteur, buraliste postal, à Vollèges, député au Grand Conseil 1929-1957, qu'il préside 1945-1946, conseiller national 1947-1955, conseiller aux Etats 1955-1959 (C) : III, 28.
 Mummery, Albert Frederick (1856-1895), alpiniste anglais : III, 35.
 de Muralt, Pierre (* 1897), colonel, chef d'armes des troupes légères : II, 256, 325 ; II, 184.
 Müssler, Edouard (1900-1962), libraire, à Sion, pionnier du vol à voile : II, 254.
 Mussolini, Benito : I, 166, 263 ; II, 30, 45-49, 87, 97, 112, 115, 140, 183, 197, 213-214 ; III, 33, 159, 166, 177.
 Musy, Jean-Marie (1876-1952), conseiller fédéral 1919-1934 : II, 10, 51-52, 79 ; III, 157, 160.

N

- Naboth : II, 220.
 Naef, Edouard (1866-1934), Dr en chimie, pionnier du ski alpin : II, 324.
 Nanchen, Albert (1889-1968), arboriculteur, à Icogne, puis à Saxon : III, 147.
 Nansen, Fridtjof : II, 324.
 Napoléon I^{er} : II, 198, 282.
 — code : II, 178, 188.
 Napoléon III : II, 98.
 Nappez, Marcel (* 1896), aviateur : I, 196.
 Nemrod : II, 255.
 Néron : II, 240.
 Nestlé, Société : II, 10, 50 ; III, 101, 157.
 Newton, Isaac : I, 135.
 Nicod, Jean-Louis (* 1895), prof. d'anatomie pathologique à l'université de Lausanne : III, 108-109, 199.
 Nicolas II : I, 33.

Nicole, Léon (1887-1965), conseiller national 1919-1941 et 1947-1953 (GE) : I, 226, 269, 281 ; II, 33, 185, 215, 248, 250 ; III, 160.

Nicollier, Jean (* 1922), ing.-agronome, chef de la Station viticole à Châteauneuf : III, 73, 198.

Nicot, Jean : III, 120.

Nietzsche, Friedrich : II, 45, 125.

Nitti, Francesco (1868-1953), homme politique italien : II, 48.

Nobel, prix : II, 213.

Nobs, Ernst (1886-1957), conseiller fédéral 1943-1951 : II, 214, 244.

O

Obrecht, Hermann (1882-1940), conseiller fédéral 1935-1940 : II, 94-95, 149, 186.

Oetiker, Julius, dir. de l'administration fédérale des Finances : II, 45.

Olsson, Bojen (* 1915), Dr en droit, dir. de la ChVC 1947-1959, publiciste : III, 48, 168-169, 186-187, 189-190.

— Charles-Clos (1883-1966), peintre : III, 161.

Oltramare, Georges (1894-1960), homme de lettres et polémiste, qui utilise à Paris sous l'occupation allemande le pseud. de Charles Dieudonné : I, 277 ; II, 46, 99, 186, 199, 213, 215.

Orléans, duc d' : II, 239.

Orsat, Alphonse (* 1880), négociant en vins, à Martigny : III, 70.

Oulianoff, Nicolas (* 1881), prof. de géologie à l'université de Lausanne : I, 47 ; II, 145 ; III, 37.

P

de Palézieux, Gérard (* 1919), peintre : II, 240 ; III, 120.

von Papen, Franz : II, 184, 227.

Papilloud, Camille (1888-1951), instituteur, président de Conthey 1921-1940, député au Grand Conseil 1929-1951 (C) : I, 265 ; II, 23.

Papon, Jules-Louis (1907-1956), avocat et notaire, juge de Sierre 1938-1956 (R) : II, 167 ; III, 172.

Paradin, Guillaume (ca 1510-1590), chroniqueur français : I, 175.

Parchet, Arthur (1876-1946), de Vouvry, compositeur de musique : II, 137.

Parkinson, Cyril Northcote (* 1919), humoriste anglais : II, 80.

Pascal : I, 135 ; III, 75, 128.

Paschoud, Maurice (1882-1955), ingénieur, prof. à l'université de Lausanne, conseiller national, conseiller d'Etat (VD) : III, 187.

Patton, George : II, 183.

Paulke, Wilhelm (1873-1949), géologue et pionnier du ski : II, 324.

von Paulus, Friedrich : II, 182, 199 ; III, 176.

Péguy, Charles : I, 43, 72.

Pellaud, Anatole (1877-1953), de Chemin (c. Vollèges), guide et hôtelier, pionnier du ski en Valais : II, 324.

Pellissier, Maurice (1851-1934), négociant, à Saint-Maurice, député au Grand Conseil 1895-1921, qu'il préside 1920-1921, conseiller national 1905-1911 et 1918-1921 (C) : I, 21, 76, 110, 113, 117-118.

Pénélope : III, 57.

Perraudin, Gérard (* 1921), avocat et notaire, député au Grand Conseil 1953-1961 et depuis 1965 (SP) : II, 293 ; III, 40, 196.

— Louis (1908-1955), avocat et notaire, à Sierre, écrivain, député au Grand Conseil 1937-1941 (SP) : 114-115 ; III, 183.

Perret, Paul (1880-1947), conseiller d'Etat 1931-1946 (VD) : II, 255.

Perrig, Adolf (1879-1940), avocat et notaire, président de Brigue, député au Grand Conseil 1909-1921 et 1929-1940, préfet de Brigue 1929-1940, membre du directoire du parti conservateur : II, 96.

— Charles-Albert (* 1896), forestier cantonal 1942-1962 : II, 256.

- Perrin, Louis, ing., à Genève : II, 209.
- Pescara, marquis Pateras -, d'origine argentine, pionnier de l'hélicoptère : I, 174.
- Pétain, maréchal : II, 141, 152-153, 157, 170-172, 199, 213 ; III, 170, 172.
- Peter, Charles (1874-1927), agronome, à La Bâtiaz, député au Grand Conseil 1917-1921 (R) : I, 61.
- Petitpierre, Max (* 1899), conseiller fédéral 1945-1961 : III, 35-39, 195.
- Petrig, Victor (* 1887), de Törbel, avocat et notaire, à Brigue, député au Grand Conseil 1913-1949, qu'il préside 1935-1936, conseiller national 1917-1943, conseiller aux Etats 1943-1947 (C, puis CS) : I, 38, 76, 79, 86-89, 107, 124, 183, 188, 195, 208, 227, 233, 237, 245-247, 263, 269 ; II, 35, 63, 117, 149, 181, 186, 215, 217, 249-250, 259-260, 312 ; III, 158.
- Pfammatter, Alfons (* 1913), secrétaire ouvrier, à Rarogne, député au Grand Conseil 1949-1953 et 1965-1969 (CD, puis CS) : II, 327.
- Franz (1885-1963), instituteur, puis agriculteur, député au Grand Conseil 1921-1923 (CS) : I, 128, 233.
- Hans (1898-1947), avocat et notaire, président de Loèche-Ville, député au Grand Conseil 1941-1947 (C) : II, 158-159, 195.
- Picasso : II, 59.
- Picrochole : II, 126.
- Pie XI : II, 171 ; III, 159.
- Pie XII : II, 171 ; III, 172.
- Pierre II, roi de Yougoslavie : II, 153.
- Pierre, de la -, v. Macognin de la Pierre.
- Pignat, Clovis (1884-1950), de Vouvy, secrétaire ouvrier, journaliste : II, 119-120 ; III, 166.
- Jean (* 1925), journaliste, réd. au *Nouvelliste* : III, 191.
- Piller, Joseph (1890-1954), juge fédéral 1926-1933, conseiller d'Etat (FR) : II, 33.
- Pilloud, Auguste (1883-1956), abbé, secrétaire romand de l'URTC et réd. de *L'Action sociale* 1913-1922 : I, 54, 56, 87-88.
- Pitteloud, Alfred (* 1895), chef de cultures à Ecône 1916-1922, puis à Châteauneuf 1923-1960, chef principal du domaine 1960-1965 : III, 146.
- Cyrille (1889-1971), de Vex, avocat et notaire, à Sion, président du tribunal d'Hérens 1913-1918, député au Grand Conseil 1917-1928, qu'il préside 1925-1926, conseiller national 1921-1928, conseiller d'Etat (Justice 1928-1949, Militaire 1949-1953, Instruction publique 1937-1953) (C) : I, 149, 173, 188, 226-227, 283-285, 294-295 ; II, 30, 33, 54, 56, 61-67, 71-74, 92, 95-97, 101, 155, 173, 208, 217, 238, 259-260, 325, 332 ; III, 29, 152, 181.
- Platon : III, 129.
- Poincaré, Henri : I, 251.
- Raymond : II, 213.
- Poncet, Marcel (1894-1953), peintre : III, 120.
- Porta, Maurice (1879-1941), journaliste, prof. et écrivain : I, 135.
- Pot, Alfred (1874-1945), agriculteur, président de Vouvy, député au Grand Conseil 1921-1945 (R) : II, 156.
- Pouget, Camille (1883-1964), d'Orsières, avocat et notaire, préfet d'Entremont 1913-1929, député au Grand Conseil 1913-1917 et 1921-1934, qu'il préside 1924-1925, juge cantonal 1934-1953 (C) : I, 23, 116, 202, 205 ; II, 21.
- Pralong, Louis (* 1907), instituteur, président de Saint-Martin, député au Grand Conseil 1933-1969, qu'il préside 1958-1959, préfet d'Hérens depuis 1955 (C) : II, 280, 301.
- Praz, Joseph (1877-1965), instituteur, président de Nendaz, député au Grand Conseil 1917-1937 (C) : I, 191-192, 232.

- de Preux Henri (1879-1963), ing. au
dép. des Travaux publics 1907-
1929 : I, 205-207, 257-258 ; III,
150, 154, 177.
Puipe, Denis (* 1904), instituteur, à
Martigny : III, 174.
Python, Louis (* 1893), juge fédéral
1933-1963 : II, 33.

Q

- Quisling, Vidkin : II, 213.

R

- Rabelais, François : I, 10 ; II, 142.
Raiffeisen, caisses : II, 242.
Raimu, acteur français : II, 199.
Ramazzini, Bernardino (1633-1714),
médecin italien : I, 170.
Rambert, Georges (1903-1936), Dr en
droit, économiste vaudois : II, 35,
47, 52 ; III, 158, 160.
Ramsès II : I, 135.
Ramuz, Charles-Ferdinand : III, 120.
Rauchenstein, v. Ruchenstein.
Remarque, Erich M. : II, 47.
Repond, Paul (1856-1919), Dr méd.,
fondateur de l'hôpital psychiatri-
que de Malévoz (Monthey) : II, 12.
Revaz, Ulrich, à Salvan : I, 72.
Rey, Laurent (1866-1955), de Vion-
naz, avocat et notaire, conseiller
d'Etat (Instruction publique) 1902-
1904, conseiller aux Etats 1903-
1906, député au Grand Conseil
1913-1917, qu'il préside 1916-1917,
dir. de la Banque cantonale 1917-
1942 (C) : II, 156.
— Léopold (* 1911), journaliste, réd.
du *Courrier du Valais*, puis anti-
quaire : II, 99 ; III, 164.
Reymondeulaz, Joseph (1859-1936),
de Chamoson, notaire, archiviste,
collaborateur à divers journaux :
I, 165.
— Joseph (* 1893), fils du précédent,
réd. au *Confédéré* et au *Rhône* :
III, 169, 171-172, 178.

- von Ribbentrop, Joachim : II, 227.
Ribordy, v. Closuit, R' et Ducrey.
— Joseph (1857-1923), avocat et no-
taire, député au Grand Conseil
1888-1923, qu'il préside 1915-1916,
président de Sion 1899-1907, juge
cantonal 1901-1907, conseiller aux
Etats 1906-1923, colonel brigadier
(C) : I, 34, 114.
de Riedmatten, Jacques (1862-1927),
agriculteur, à Sion, président de
l'Association des sociétés d'agricul-
ture du Centre et du Bas-Valais,
député au Grand Conseil 1905-
1921 (C) : I, 86-87.
— Pierre-Marie (1832-1906), prof. au
collège de Sion : I, 31.
Rilke, Rainer Maria : III, 119.
Rion, Chrétien (* 1806), agriculteur,
président de Saint-Jean 1845-1853
(et non vice-président d'Ayer) : I,
236.
Ritz, César (1850-1918), de Nieder-
wald, hôtelier : I, 11 ; II, 323.
Ritzenthaler, Martin, Dr méd.-vétéri-
naire : III, 154.
de Rivaz, Isaac (1752-1828), homme
d'Etat et inventeur : III, 102.
— Paul (1888-1959), médecin-dentis-
te, à Sion, auteur de publications
historiques, député au Grand Con-
seil 1937-1941 (C) : I, 11, 107,
188 ; II, 66, 123, 133 ; III, 139,
141, 143-144, 148, 167.
de Robespierre, Maximilien : I, 121.
Robyr, Jérémie (1870-1948), agricul-
teur, député suppléant au Grand
Conseil 1925-1929 (C) : I, 232.
Roch, saint : III, 108.
Rochaix, John (1879-1955), ing.-agro-
nome, conseiller national 1917-
1943 (GE) : III, 146.
Rocheftort, Henri : II, 60.
Roduit, Fritz (1884-1961), de Saillon,
employé de scierie, député sup-
pléant, puis député au Grand Con-
seil 1933-1937 (C) : I, 160-161.
— Joseph (1888-1965), chanoine de
Saint-Maurice, curé de Finhaut
1918-1931 : III, 120.

Roh, Henri (* 1917), Dr en droit, prof. au collège de Sion, fondateur et président de la Société de recherches économiques et sociales, sous-préfet de Conthey depuis 1969 (C) : II, 297, 315, 327 ; III, 188-190.

Rommel, Erwin : II, 170, 182-183.

Rong, Maurice (1901-1943), ing.-agronome, prof. à Châteauneuf : III, 171.

Roorda von Eysinga, Henri (1870-1925), prof. de mathématiques à Lausanne, écrivain : II, 189.

Roosevelt, Franklin : II, 95, 212.

Rosenberg, Alfred (1893-1946), théoricien nazi et homme politique allemand : II, 227.

Rosset, Lucien (* 1942), journaliste, correspondant à la *Tribune de Genève*, réd. du *Peuple valaisan* : III, 199.

Rossi, Tino (* 1907), chanteur français : II, 199.

Roten, Jean-Jérôme (1900-1958), avocat et notaire, à Sion, réd. du *Courrier du Valais*, député au Grand Conseil 1937-1941, sous-préfet de Sion 1934-1958 (C) : II, 99 ; III, 165.

— Peter von - (* 1916), de Rarogne, avocat et notaire, député au Grand Conseil 1941-1957, qu'il préside 1948-1949, réd. du *Walliser Bote*, conseiller national 1948-1951, préfet de Rarogne depuis 1953 (C) : II, 255, 260-261, 301-302, 323, 329 ; III, 184.

— Vincent (1894-1940), avocat et notaire, député au Grand Conseil 1925-1937 (C) : I, 196 ; II, 78.

Rouiller, Jean-Frédéric (* 1902), privat-docent à l'université de Genève, journaliste : III, 36, 39, 195-196.

Rousseau, Jean-Jacques : III, 127.

Rubattel, Rodolphe (1896-1961), conseiller fédéral 1947-1955 : II, 251, 262, 274 ; III, 190.

Ruchenstein, Fritz (1877-1966), ingé-

nieur, à Sion : I, 42 ; III, 10, 90, 139,

Rudaz, Géraud (* 1919), journaliste, réd. du *Confédéré* : III, 189.

Ruof, Johann, chef de section à l'administration fédérale des Contributions : I, 207.

S

Saint-Maurice, Charles, pseud. de Charles Haegler.

Salamin, Adelphe (* 1916), notaire, président des jeunesses conservatrices du Valais romand : II, 331-332.

— Michel (* 1929), prof. au collège de Sion, historien : III, 139.

Sartoris, Alberto (* 1901), architecte : III, 121.

Saukel, Fritz (1894-1946), homme politique allemand : II, 227.

Saudan, v. Dionisotti et S'.

— Paul (1897-1966), chanoine de Saint-Maurice, prof. au collège : III, 114.

— Sylvain (* 1936), « skieur de l'impossible » : III, 77-78.

Sauthier, Adolphe (1896-1962), journaliste, réd. au *Courrier de Sion* : I, 285 ; II, 47, 59 ; III, 158-159.

Savary, Léon (1895-1968), réd. à la *Tribune de Genève*, écrivain : II, 147 ; III, 113, 170, 199.

Savoy, André (1885-1940), prêtre, promoteur avec l'abbé Pilloud du mouvement chrétien-social romand : II, 49.

— Emile (1877-1935), conseiller d'Etat, conseiller aux Etats (FR) : II, 80.

Schacht, Hjalmar : II, 227.

Schellenberg, Walter (* 1910), chef du contre-espionnage nazi pendant la 2^e guerre mondiale : II, 214.

Schenk, Arnold (1883-1962), négociant en vins, à Rolle : II, 333.

Schiner, Hildebrand (1754-1819), Dr méd., avocat, célèbre gouverneur

- de Monthey 1789-1790, auteur d'une *Description du Département du Simplon* (Sion, 1812, 557 p.) : I, 12 ; III, 63, 197.
- Mathieu, cardinal, III, 130.
- Schmid fils, v. Kleindienst et Sch'.
- Schmidt, Othmar (1882-1929), colonel, commandant du régiment 6 : I, 296.
- Schnyder, Oscar (* 1896), de Gampel, avocat et notaire, à Brigue, député au Grand Conseil 1937-1941, conseiller national 1943-1948, conseiller d'Etat (Militaire 1948-1949, Justice et Police 1946-1965) (C) : II, 260.
- Theophil (1889-1959), ing.-agronome, président de Gampel 1917-1944, député au Grand Conseil 1929-1945, qu'il préside 1939-1940 (C) : I, 106, 175 ; II, 122, 133, 168, 216 ; III, 148.
- Schröter, Hans (1887-1939), avocat et notaire, à Viège, député au Grand Conseil 1913-1939, qu'il préside 1927-1928 (C) : I, 111, 250 ; II, 63.
- Schulthess, Edmond (1868-1944), conseiller fédéral 1912-1935 : I, 221, 282, 288, 295 ; II, 53, 78-79, 252 ; III, 69, 157.
- Schuman, Robert : II, 284.
- Schurter, Walter (1889-1965), inspecteur en chef fédéral des Travaux publics : III, 35, 194.
- von Schuschnigg, Kurt Eduard : II, 112.
- Schwar, Benjamin (1894-1943), inspecteur fédéral des laiteries, secrétaire de la Fédération valaisanne des producteurs de lait, dir. de la Fédération laitière du Léman, conseiller national (VD) : I, 99, 121-122, 144, 186 ; II, 85, 203-204 ; III, 144, 163.
- Schweizer, Jola B., journaliste : III, 199.
- Sédunois, Robert, pseud. de Robert Gafner.
- Seiler, Adolf (1875-1949), conseiller d'Etat (BL), conseiller national, expert chargé d'analyser la situation financière du Valais : II, 45, 53, 90, 92 ; III, 160.
- famille : III, 166.
- Alexandre (I) (1819-1891), fondateur de la station de Zermatt : I, 11, 106 ; II, 110.
- Alexandre (II) (1864-1920), fils du précédent, hôtelier, député au Grand Conseil 1891-1920, qu'il préside 1908-1910, conseiller national 1905-1920 (C) : I, 21-24, 51, 64, 66, 89, 93-94, 106, 129, 202 ; II, 289, 323 ; III, 143.
- Franz (1897-1966), Dr en droit, président de la Société suisse des hôteliers : III, 147.
- Hermann (1876-1961), fils d'Alexandre (I), avocat et notaire, hôtelier, député au Grand Conseil 1905-1910 et 1921-1929, conseiller d'Etat (Finances) 1910-1920, conseiller national 1920-1925 (C) : I, 52, 59, 76, 89-90, 105-108, 114, 125, 138, 154, 172-173, 187, 200, 202, 227 ; II, 64, 109, 216, 259.
- Joseph (1858-1929), fils d'Alexandre (I), hôtelier, député au Grand Conseil 1893-1909, préfet de Brigue 1903-1909 (C) : II, 110.
- Sérieux, Auguste (1865-1949), théoricien et compositeur français : III, 113.
- Sésostris : I, 135.
- Severini, Gino (1883-1966), peintre italien : III, 120.
- Seyss-Inquart, Arthur (1892-1946), homme politique autrichien : II, 227.
- Sidler, Alphonse (1878-1950), président du tribunal d'Hérens 1904-1913, puis de Sion 1913-1948 (C) : III, 162.
- Sierro, Camille (1909-1966), instituteur, président d'Héremence, député au Grand Conseil 1953-1966 (C) : III, 14.
- Sillig, Edouard (1886-1968), avocat, à La Tour-de-Peilz : I, 22.
- Simenon, Georges : II, 199.

- Simon, Henri (1868-1932), conseiller d'Etat (VD), conseiller aux Etats 1901-1928 : I, 174.
- Solandieu, pseud. d'Albert Duruz.
- Sollberger, Charles (* 1896), conseiller d'Etat (VD), conseiller national 1952-1967 : III, 39, 195.
- Solon : II, 85.
- Sonderegger, Emile (1868-1934), colonel divisionnaire : I, 34 ; II, 46, 186.
- Sophocle : II, 134.
- Sorel, Georges : II, 83.
- Spahr, Henri (1878-1950), banquier, hôtelier, député au Grand Conseil 1921-1939, conseiller national 1925-1928 (R) : I, 227, 284, 292.
- Joseph (* 1894), agronome, député au Grand Conseil 1949-1953 et 1957-1961 (R) : II, 301, 313.
- Jules (1861-1932), arboriculteur : I, 129.
- René (* 1905), avocat et notaire, à Sion, député au Grand Conseil 1933-1941, juge cantonal 1941-1970 (R) : II, 123.
- Spengler, Alexandre (1827-1901), de Mannheim, médecin, à Davos, fondateur de la station climatique : II, 324.
- Oswald : III, 131.
- Stähli, Hans (1889-1963), conseiller national 1919-1955 (BE) : I, 249.
- Staline : II, 112, 184, 212, 284.
- Stämpfli, Franz, procureur général de la Confédération : III, 170.
- Walter (1884-1965), conseiller fédéral 1940-1947 : II, 195.
- von Steiger, Eduard (1881-1962), conseiller fédéral 1940-1951 : II, 149, 295.
- Stendhal : I, 28.
- Stephani, Théodore (1868-1951), de Genève, Dr méd., un des fondateurs de la station de Montana : II, 196.
- Stevenson, Adlai Ewing (* 1900), homme politique américain : II, 333.
- St[ick], pseud. de Charles In-Albon.
- Stockalper, Gaspard (1609-1691), dit le Grand Sr' : II, 221.
- Gaspard (* 1900), avocat et notaire, à Brigue, député au Grand Conseil 1929-1942 et 1957-1961 (C) : I, 257, 263, 285, 293 ; II, 17, 26, 63, 66-68, 95.
- Joseph (1868-1955), avocat et notaire, à Brigue, député au Grand Conseil 1901-1921, préfet de Brigue 1909-1920 (C) : I, 79.
- Streicher, Julius (1885-1946), homme politique allemand : II, 227.
- Stumpf, Johann (1500-1577/78), chroniqueur suisse : I, 82.
- Suès, Marcel-W (* 1899), journaliste : III, 176.
- Sully Prudhomme, Armand : II, 253.
- Supersaxo, Oscar (1882-1944), guide et entrepreneur, à Saas-Fee, député au Grand Conseil 1917-1925 (C) : II, 22.
- Suter, Karl (* 1901), prof. de géographie à l'université de Zurich : III, 175.

T

- Tabin, Georges (1869-1938), administrateur postal, à Sierre, député au Grand Conseil 1902-1933, qu'il préside 1921-1922, préfet de Sierre 1923-1937 (C) : I, 236-237.
- Tartuffe : II, 103.
- Taugwalder, famille de Zermatt : II, 298.
- Pierre, père (1820-1888) et fils (1843-1923), guides, compagnons de Whymper lors de la première ascension du Cervin : III, 78.
- Rodolphe (* 1913), pharmacien, à Sion, guide : II, 132 ; III, 168.
- Tchang Kaï-Chek : II, 284.
- Tchékhov : III, 129.
- Tchitchérine, Boris (1828-1904), philosophe et sociologue russe : I, 142.
- Teilhard de Chardin, Pierre : III, 77.
- Tell, Guillaume : I, 187.
- Terrier, Charles (* 1912), chef de la

- sous-station fédérale d'arboriculture à Châteauneuf : II, 220-221 ; III, 178.
- Theodule, saint, premier évêque du Valais : I, 85.
- Theytaz, Alfred (1901-1970), agriculteur, député au Grand Conseil 1949-1953 (C) : II, 321.
- Aloys (1909-1968), avocat et notaire, à Sierre, journaliste et écrivain, réd. à *La Patrie valaisanne*, correspondant au *Courrier de Genève* sous le pseud. de « Démon », député au Grand Conseil 1945-1965, préfet de Sierre 1955-1968 (C) : II, 158, 160, 180, 259-260, 325 ; III, 154, 165-171, 189.
- Thibaudet, Albert : II, 181.
- Thomas, Prosper (1883-1949), instituteur, à Saxon, député au Grand Conseil 1917-1949, qu'il préside 1932-1933, préfet de Martigny 1925-1949 (C) : I, 216 ; II, 59 ; III, 161.
- Thorez, Maurice : II, 226.
- Thucydide : II, 134.
- Thudicum, Georges (1861-1941), prof. à l'université de Genève, auteur de : *Les skis norvégiens et nos montagnes*, dans l'*Echo des Alpes* (1896, pp. 47-64 et 88-96) : II, 324.
- Tiepolo : II, 227.
- Tigre, le -, v. Clémenceau.
- Tissières, Jules (1881-1918), avocat et notaire, à Martigny, député au Grand Conseil 1905-1909 et 1917-1918, conseiller national 1911-1918 (C) : I, 58, 83-84, 118 ; II, 248 ; III, 142.
- Rodolphe (* 1911), avocat et notaire, officier alpin, à Martigny, préfet de Martigny 1949-1957, conseiller national depuis 1967 (C) : II, 151, 332.
- Tito : II, 227, 258.
- Titzé, Otto (* 1908), horloger, à Sion, pionnier du vol à voile : II, 254.
- Tixier-Vignancour, Jean-Louis (1907-1969), avocat et homme politique français : II, 199.
- Töpffer, Rodolphe : I, 9 ; II, 123, 181, 269 ; III, 30-31, 132, 186, 194.
- de Torrenté, Henri (1845-1922), avocat et notaire, à Sion, député au Grand Conseil 1877-1881 et 1906-1917, conseiller d'Etat (Justice et Police 1881-1893, Finances 1893-1905), conseiller aux Etats 1888-1898 et 1902-1903, président 1894-1895, dir. de la Caisse hypothécaire et d'épargne 1905-1917 (C) : I, 66-67 ; II, 289.
- Maurice (* 1889), avocat et notaire, préfet de Sion 1927-1959, député au Grand Conseil 1929-1933 et 1937-1953, qu'il préside 1946-1947, membre du directoire, puis président du parti conservateur 1943-1950 : II, 96, 186.
- Totino, v. Lora Totino.
- Travelletti, Ferdinand (1879-1949), cafetier, à Vex, député au Grand Conseil 1921-1937 (R) : I, 237 ; II, 22-23.
- Troillet, Edmond (* 1904), avocat et notaire, à Bagnes, député au Grand Conseil 1933-1937 et 1945-1950, président du tribunal d'Entremont 1950-1969 (C) : III, 153.
- François-Narcisse (1850-1898), père de Maurice, procureur, à Bagnes, député au Grand Conseil 1889-1898 (C) : I, 276.
- Maurice (1880-1961), fils de François-Narcisse et de Célestine Filliez (1846-1936), études classiques aux collèges de Saint-Maurice, de Fribourg, de Brigue et d'Einsiedeln, de droit aux universités de Fribourg, de Munich et de Paris, avocat et notaire, banquier, à Bagnes, député au Grand Conseil 1905-1913, préfet d'Entremont 1909-1913, conseiller d'Etat (Intérieur) 1913-1953, conseiller national 1921-1925 et 1928-1943, président 1936-1937, conseiller aux Etats 1943-1955 (C) : *passim*.
- Pierre, notaire en 1404 : I, 276.

- Pierre-Antoine, anobli 1529 par le duc Charles III de Savoie : I, 276.
 Trotter, Maurice (1878-1930), avocat et notaire, président de Monthey 1917-1930, député au Grand Conseil 1917-1925, qu'il préside 1922-1923 (R) : I, 61.
 Trovaz, Jean (* 1897), négociant, aux Haudères : I, 7.
 Twain, Mark : II, 95 ; III, 75.

V

- Valéry, Paul : II, 15 ; III, 47.
 Vallès, Jules : II, 97, 329.
 Vallet, Edouard (1876-1929), peintre : III, 120.
 Vallette, Pierre (1904-1961), journaliste et écrivain genevois établi à Evolène et Sion : III, 179 (?).
 Vauthéleret, baron de -, ingénieur français : III, 31.
 Védrines, Jules (1881-1919), aviateur français : I, 102.
 Venetz, Ignace (1788-1859), ingénieur en Valais, puis dans le canton de Vaud : II, 236, 282.
 Verne, Jules : III, 183.
 Vernet, Henri (1847-1912), Dr phil., naturaliste vaudois, auteur de *Souvenirs et observations cynégétiques* (Genève 1908) : III, 143.
 Vésale, André : I, 135.
 Veuthey, Germain (* 1927), chef de l'Office social cantonal 1951-1962 : II, 311.
 Vianin, Frédéric (1868-1946), de Saint-Jean (Anniviers), député au Grand Conseil 1925-1929 (C) : I, 232.
 Viatte, Norbert (1904-1967), chanoine de Saint-Maurice, prof. au collège : III, 114.
 Vibert, James (1872-1942), sculpteur genevois : I, 30.
 Victor-Emmanuel II : II, 258.
 Vincent, Emmanuel, dit Vincent (1895-1951), journaliste, peintre et écrivain vaudois : II, 59.

- Virgile : II, 58, 93.
 Vodoz, Jacques (* 1924), assistant social, à Lausanne : III, 190.
 Voltaire : I, 271 ; II, 156, 170, 240 ; III, 77.

W

- Wahlen, Fritz Traugott (* 1899), chef de section à l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation : II, 146, 166, 178-179, 188-189.
 — plan : II, 143, 149, 166, 178-179, 188, 231, 243.
 Waldeck-Rousseau, René : I, 281.
 Walpen, Oscar (1883-1931), de Binn, avocat et notaire, à Brigue, député au Grand Conseil 1909-1921, conseiller d'Etat (Instruction publique et Militaire) 1925-1931 (C) : I, 106-107, 112-113, 120-121, 185, 296 ; II, 96 ; III, 157.
 Walther, Alexandre (* 1891), commerçant, à Sierre, député au Grand Conseil 1929-1933, 1937-1941 et 1945-1949 (S) : I, 227, 243-244, 261, 269.
 — Heinrich (1862-1954), conseiller national 1908-1943 (LU), président du parti conservateur suisse : II, 149.
 Wander, fondation : II, 128, 168.
 Weber, Jean, ing., à l'EOS : I, 218, 238.
 Weber-Bauler, Léon (1870-1956), médecin, prof. à l'université de Genève : II, 181.
 Weber, Oscar (1868-1952), industriel zuricois, créateur du domaine agricole de Finges : II, 189 ; III, 104.
 Weiss, J. A., employé au chemin de fer de la Furka : I, 46-48.
 Wells, Herbert George : II, 141 ; III, 169.
 de Werra, Léon (1822-1899), baron, député au Grand Conseil 1869-1881, préfet de Loèche 1871-1877 : II, 256.

- Meinrad (1873-1956), Dr méd., à Sierre, député au Grand Conseil 1921-1925, préfet de Sierre 1937-1955 (C) : I, 134.
- Weygand, général : II, 199.
- Whymper, Edward (1840-1911), vainqueur du Cervin 1865 : III, 78-80, 198.
- Wille, Ulrich (1848-1925), général en chef de l'armée suisse 1914-1918 : I, 34.
- Wuilloud, Henry (1884-1963), ing.-agronome, prof. à l'Ecole d'agriculture d'Ecône, puis à celle de Châteauneuf, adjoint, puis chef du service cantonal agricole (devenu de la viticulture) au dép. de l'Intérieur 1914-1922, réd. du *Valais agricole* de 1913 à sa mort, député suppléant 1949-1953 : I, 34, 43, 51, 53, 68, 71, 81, 91, 98, 127, 151, 165-166, 278 ; II, 37, 58, 105, 131, 204, 208, 220, 231-232, 244, 263, 286, 319 ; III, 140-142, 147, 152, 154-156, 159, 161, 165, 168, 176, 178, 180, 182, 184, 187, 190.

Z

- Zeiss, Carl (1816-1888), fondateur d'ateliers d'optique à Iéna : II, 227.
- Zen-Ruffinen, Jules (1847-1926), ingénieur, conseiller d'Etat (Travaux publics) 1897-1905, député au Grand Conseil 1905-1921, qu'il préside 1917-1918, conseiller aux Etats 1917-1920 (C) : I, 58.
- Zermatten, Maurice (* 1910), prof. au collège de Sion, écrivain, correspondant de nombreux journaux : II, 132, 137 ; III, 114.
- Zipfel, Otto (1888-1966), délégué fédéral aux possibilités de travail : II, 327 ; III, 190.
- Zogg, David (* 1902), guide et skieur, d'Arosa : II, 132 ; III, 77.
- Zufferey, Alexandre (1884-1940), avocat et notaire, président de Chippis 1913-1920, député au Grand Conseil 1917-1921 (C) : I, 55, 83.
- Léon (* 1895), avocat et notaire, à Sierre, chef du parti agraire, député au Grand Conseil 1925-1937 (C) : I, 210-211, 213, 243 ; II, 11, 23, 47, 240.
- Zumtaugwalder, Johann Joseph (1864-1949), chef de station, à Stalden, député au Grand Conseil 1907-1921 (C) : I, 108-109.
- Zuretti frères, entrepreneurs : I, 141.
- Zwicky, Fridolin (* 1915), chimiste, à Monthey, député au Grand Conseil depuis 1965 (R) : III, 59.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	I, 7
-------------------	------

PREMIÈRE PARTIE

Annales du « régime » Troillet. Aspects de la vie politique et économique valaisanne de 1913 à 1952

1913. <i>Les derniers jours du temps jadis</i>	I, 17
Référendum et élections 17. - La vie quotidienne 20. - Ecône et la formation agricole 23. - Le cinéma 25.	
1914. <i>L'immédiat avant-guerre</i>	I, 27
Encore Ecône 27. - Industrie et pollution 28. - Loi sur les auberges et centenaire 30. - Acquisition de Châteauneuf. Hommage à la race d'Hérens 30.	
1915. <i>Les soucis d'un pays neutre</i>	I, 33
Poules, alcool et auberges 33. - Joseph Ribordy et le général Wille 34. - Le centenaire 35. - L'élevage 37. - Tourisme embryonnaire 38. - Houille blanche et voies ferrées 39. - Assainissement Riddes-Martigny 41. - L'idée de coopératives 43.	
1916. <i>Pauvreté paysanne et richesse industrielle</i>	I, 46
Dépeuplement, morcellement et remèdes 46. - Parer au renchérissement 49. - Châteauneuf, colonie pénitentiaire ? 52. - L'industrie prime la terre 53.	
1917. <i>Troubles sociaux. Economie difficile</i>	I, 54
A Chippis, une bombe et un abbé 54. - Loi des auberges 58. - Prospérité industrielle et mesures sociales 58. - Loi sur l'enseignement professionnel de l'agriculture 61. - L'affaire de la Banque du Valais 66. - Vie chère 67. - Loi sur les améliorations foncières 68. - Le Rhône 69. - Emblavages 70.	

1918. *Luttes entre le prodigue et les économes* I, 72
 Prophéties touristiques 72. - Incompatibilités (entre fonctions ecclésiastiques et civiles) 74. - Emprunt 74. - Petites économies 77. - Tension au Conseil d'Etat et au Grand Conseil 78. - Sociétés de laiterie 79. - Espoirs d'un prodigue, réticences des économes 81. - La grippe. Mort de Jules Tissières 83.
1919. *L'aristocratie perd du terrain. L'heure de Châteauneuf* I, 86
 Lutte ouverte (entre l'aristocratie et Maurice Troillet) 86. - Préoccupations sociales 87. - Maurice Troillet n'aime pas rendre des comptes 89. - Châteauneuf 91. - Protection ouvrière 94. - Salaires et prix de la vie 96. - La vigne et le lait 97. - La Fédération des producteurs de lait 99. - Déficit et fin des pleins pouvoirs 101. - La petite histoire 102. - Chasse 103. - Inauguration de la statue du centenaire : la « Catherine » 103. - Séparatisme 104.
1920. *Un décret des finances provisoire... pour trente ans!* I, 105
 Pessimisme financier d'Hermann Seiler 105. - Mort d'Alexandre Seiler. Sa succession 106. - L'autorité de Maurice Troillet s'affirme 108. - Luttes pour et contre un sanatorium 110. - Gestion de Jos. de Chastonay 112. - Le Rhône (déborde) 113. - Décret des finances 114. - Le Rhône coûte cher 115.
1921. *L'année du lait* I, 117
 Tension préélectorale. Le fossé se creuse (entre conseillers d'Etat) 117. - L'opposition et la Fédération laitière 120. - Finances, économies et crises 124. - Assurance incendie 126. - Optimisme pourtant (touristique et agricole) 127. - Chômage et industrie 129. - Exportation d'énergie (électrique) 130. - Mattmark 132. - Pollution et... sages-femmes 133. - Enseignement scientifique 134. - Attaques (d'Etienne Dallèves) contre le Conseil d'Etat 136.
1922. *Les feux croisés de l'opposition* I, 141
 La lutte s'exaspère 141. - La politique des constructions 145. - Reconstitution du vignoble 149. - Le herd-book de la race d'Hérens 152. - Arboriculture 153. - Divergences de vues sur la politique économique 154.
1923. *Le rail, la route, le Rhône et des lois* I, 155
 Economies, donc impôts 155. - Assainissement (et dessèchement. Que faire de la plaine ?) 160. - Alcool 162. - La route (l'emportera-t-elle sur le rail ?) 162. - Inauguration de Châteauneuf 164. - Vignerons et marchands de vin 165. - Le Dr Wuilloud et les fruits 165. - Assurance maladie 166. - Pollution industrielle 168.
1924. *La route, la plaine et la Lonza* I, 170
 La pollution et la loi 170. - Conjoncture économique (divergences entre Jos. de Chastonay et Maurice Troillet) 171. - Routes (opposition aux routes larges et aux autoroutes. Vie précaire en altitude) 173.

- La plaine (des nénuphars aux moissons. Remaniements nécessaires) 175.
- La loi sur la chasse 177. - L'affaire de la Lonza 181.
- 1925. *Les élections affermissent l'autorité de Maurice Troillet* I, 185
Luttes électorales (Conseil d'Etat et Conseil national) 185. - Réorganisation des services de l'Etat 189. - Loi sur les successions 190. - Le mémorialiste 192. - Code de procédure pénale 194. - La chasse 196. - Tourisme 196. - Routes (relier la plaine à la montagne) 197.
- 1926. *La politique du progrès* I, 198
Assistance 198. - Dépassements (de crédits à Châteauneuf) 199. - Le blé de montagne 203. - Les routes (plaine-montagne... et les subventions) 204. - Dépassements aux Travaux publics 205. - Chippis et pollution 207. - Chasse et pollution 207.
- 1927. *La prospérité retrouvée* I, 210
Dépopulation et taxes cadastrales 210. - Main-d'œuvre étrangère 211. - Protection ouvrière 213. - La crise s'estompe 216. - Le vignoble en difficulté 217. - Houille blanche et progrès 218. - Les routes (et les subsides) 219. - Impôts (discutés) 223. - Election et procès en vue 224.
- 1928. *Symptômes de crise* I, 225
Elections encore (aux communes, au Conseil d'Etat, aux Chambres) 225. - Socialisme valaisan, ses atouts 228. - Optimisme officiel 230. - Agriculture, crise et remèdes 231. - Répartition du sol de la plaine 233. - La vigne (menacée) 235. - Problèmes routiers 236. - Forces hydrauliques, cultures et terrains incultes 238. - Procès (Lonza, le jugement) 239.
- 1929. *Naissance des caves coopératives* I, 241
Tuberculose 241. - Assurance vieillesse 242. - Protection ouvrière 243. - L'industrialisation (et l'énergie électrique) 245. - Irrigation 247. - Crise agricole (comment aider ?) 249. - Viticulture et coopératives 251. - Incendies 255.
- 1930. *Pas d'assurance incendie* I, 256
Tour de parole réduit au Grand Conseil 256. - Conflit Etat-de Preux 257. - Incompatibilités, instituteurs (et fonctions législatives) 259. - Loi assurance incendie 259. - Agriculture (marche ascendante) 264. - Mécanisation, lumière et ombre 264. - Morcellement et remaniement 265. - Morcellement des communes 266. - Les caves coopératives 267. - Protection ouvrière 269. - Monopole de l'alcool 271. - A qui les terres incultes ? 271. - Lapins de garenne 273. - Route et aviation militaire 274. - La Fédération laitière (sur la sellette) 275.
- 1931. *La crise et les subventions* I, 276
La crise 277. - Crise industrielle 279. - Problèmes économiques, les caves 281. - Routes (subventionnées) 288. - Défrichement et remaniement des îles de Saxon 291. - Les bisces 291. - Protection ouvrière 292. - Tuberculose et finances 293. - Justice (et Code pénal) 294. - Assurance vieillesse 295. - L'affaire Walpen 296. - Brouilles politiques 296.

1932. *Finances et vaches maigres* II, 9
 La crise et l'opposition 9. - Les routes (subventions fédérales. Les forces hydrauliques participeront-elles ?) 15. - Les biens sans maîtres 21. - Protection ouvrière 23. - Assurance incendie 26. - L'enseignement (développement de la motion Crittin) 26. - Journalisme 1932 29.
1933. *Incidences électorales et financières de la crise* II, 31
 Elections 31. - La crise au sein de l'opposition 34. - Finances. Les dettes, le gel et les routes 36. - Au National, Maurice Troillet attaque 39. - Au Grand Conseil. La bataille du budget 41. - Experts étrangers 45. - Les Fronts 45.
1934. *Procès et coups de poing* II, 50
 Encore le budget 50. - Départ de Musy. L'impôt sur le vin 51. - Le rapport des experts Mäder et Seiler (et ses suites) 53. Maurice Troillet et l'agriculture 57. - Tourisme (l'aube de Verbier) 59. - Les procès : Avant, pendant et après 1934 60.
1935. *Le Conseil d'Etat, à deux contre trois* II, 69
 La crise mondiale et ses effets 69. - Lutttes au Conseil d'Etat 71. - Le grand jeu des transferts 71. - Présentation du budget 74. - Le Rhône 75. - Les ressources de l'énergie 77. - Et celle du feu... 77. - Le Valais et la politique suisse en 1935 78. - La loi rail-route 79. - Initiatives, crise et révision de la Constitution 80. - Honneurs 80. - A l'étranger 81.
1936. *La dévaluation et ses incidences* II, 82
 Programme financier de la Confédération (les derniers jours de l'autarcie valaisanne) 82. - La dévaluation 85. - Le temps des corporations est-il revenu ? 86. - Février 1936. Bilan valaisan 88. - Géorgiques valaisannes 93. - Dans l'attente des élections de 1937 95. - Culture 97. - Politique étrangère 97.
1937. *La paix au Conseil d'Etat. L'Union valaisanne du tourisme* II, 99
 Préélections (vider l'abcès) 99. - Elections et collaboration 101. - Session de mai. Le budget 102. - Réforme de la loi fiscale 103. - Effets de la dévaluation 104. - Les arbres et la vigne 104. - Endettement agricole 106. - L'Union valaisanne du tourisme 108. - Routes alpestres et touristiques 110.
1938. *Finie la crise, bientôt la guerre* II, 112
 Le guépier politique européen 112. - Loi électorale et politique valaisanne 113. - Prophylaxie électorale 113. - Incidences politiques 114. - Le ménage valaisan en 1938 116. - Le mouvement de l'argent 118. - Jubilé Maurice Troillet 119. - Gel et surproduction 120. - Colonisation intérieure 121. - Tourisme 122. - Protection de la nature et des arts 123.

1939. *Economie de guerre. La matière et l'esprit* . . . II, 125
Et l'Europe ? 125. - Politique, finances et affaires cantonales 127. - Agriculture (aide financière aux victimes ou investissements à long terme ?) 129. - Doryphore 131. - Le tourisme (durement touché) 132. - Protection des sites 133. - Défense spirituelle du pays 133. - Affaires sédunoises (les jésuites) 137.
1940. *L'économie de guerre, une élection et un pamphlet* II, 139
De la guerre et de quelques réactions valaisannes 139. - Economie valaisanne. Maladie et remède 142. - Agriculture et spéculation foncière 143. - Phylloxéra (poursuivre la lutte ?) 144. - Travaux (et mines) 145. - Forêts 146. - Elections au Conseil fédéral 146. - Une autre succession 149.
1941. *La difficulté de vivre* II, 152
En Europe 152. - Autour de la Méditerranée 153. - Et ailleurs... 154. - Elections (calmes) 155. - Restrictions et interdictions 156. - Le marché du travail 158. - Et le marché noir 161. - Travaux de chômage 162. - Torrents 164. - Routes et téléphériques 164. - Et travail sans chômage 164. - Le plan Wahlen 166. - La nature et la chasse 167. - Sanatorium valaisan 168. - Encore le mémorialiste du Grand Conseil 168.
1942. *Le fédéralisme lâche du lest* II, 170
Europe 170. - Elections (au Conseil d'Etat) 172. - Raisons de craindre 173. - Hôtellerie 174. - Les prix 175. - La presse 175. - Raisons d'espérer 176. - Houille noire 176. - Houille blanche 177. - Le plan Wahlen et la terre 178. - Formation professionnelle 179. - Chippis 180. - Allocations familiales 180. - Ecoles secondaires 180. - Protection des sites 181.
1943. *L'année la plus dure* II, 182
La guerre 182. - Incidences de la guerre sur la politique suisse 184. - Politique intérieure valaisanne (fin du Directoire) 185. - Situation générale 187. - Agriculture de plaine (le contrôle des prix et les dettes ; effets positifs du plan Wahlen) 188. - Et de montagne (survivra-t-elle ?) 190. - Les mines (survivront-elles à la paix ?) 193. - Questions sociales (création de l'Office social) 195. - Cinquantenaire de Montana 196.
1944. *L'après-guerre à l'horizon* II, 197
Les mois de la guerre européenne 197. - Et le Valais ? Agriculture 200. - Le lait (les vingt-cinq ans de la Fédération ; son rôle, son efficacité) 203. - La vigne et la liberté (du papier timbré) 206. - Cadastre et liberté de spéculer 207. - Les mines (vains efforts de Joseph Dionisotti pour les sauver) 208. - Electricité. Industrie. Commerce 209.
1945. *Les paysans victimes de la paix ?* II, 212
Deux bombes et une certaine paix 212. - En Suisse (l'immédiat après-guerre) 214. - Valais. Pleins pouvoirs. Elections 215. - L'initiative

radicale (la proportionnelle ?) 217. - Agriculture (elle fait les frais des nécessités de l'exportation) 218. - Optimisme pourtant (évolution de l'activité paysanne) 220. - Mines (une reprise éphémère et la mort) 222. - Industrie (reprise et plein emploi) 223. - Electricité (réalisations et projets) 223. - Problèmes sociaux (assurance maladie, allocations familiales) 224. - Tourisme 225.

1946. *Retrouver l'Europe* II, 226
L'après-guerre européen (déjà des menaces nouvelles) 226. - En Suisse (le rapport du général Guisan) 228. - Accords de Washington 229. - Agriculture (la loi de l'offre et de la demande reprend ses droits et joue contre le paysan) 230. - Industries, électricité, mines, condition ouvrière (on attendait le marasme, c'est la reprise) 232. - Tourisme (projets du Dr Meili pour Verbier) 235. - Problèmes sociaux (allocations, contrats collectifs, sanatorium) 237. - Instruction (loi scolaire et laïcité) 237. - Tremblements de terre, explosions, incendies et monstre 238. - Et un drame au théâtre 239.
1947. *Soucis de toujours et nouveaux soucis* II, 241
Ombres et lumières sur la vie économique 241. - Agriculture (mauvaise année, l'aide est inefficace, l'industrialisation suscite des difficultés techniques et morales) 243. - L'heure de l'électricité (les hautes vallées deviendront-elles une Californie ?) 246. - L'initiative radicale pour la proportionnelle 248. - Elections aux Chambres 249. - Les actes législatifs de 1947 252. - Heurs et malheurs de la loi fiscale 252. - Lois scolaires 253. - Tourisme 254. - Et le monstre (menaces militaires sur Finges) 255.
1948. *Les barrages à la une* II, 257
Climat international 257. - L'économie suisse et l'étranger 258. - Une élection au Conseil d'Etat 259. - La vigne et la terre (paradoxe agressif de Peter von Roten et difficultés dues à l'importation) 260. - Les fruits (amertume des producteurs) 262. - Finances fédérales (impôt direct et impôt sur les boissons) 264. - L'eau, ennemie et complice. L'eau du Rhône 266. - L'eau des turbines (et affaires d'or) 267.
1949. *Industrie et agriculture, deux poids et deux mesures* II, 270
Politique étrangère 270. - Affaires suisses 270. - Finances valaisannes 271. - Agriculture (encore les conséquences de la loi de l'offre et de la demande jouant contre la paysannerie) 273. - Le sort de la propriété rurale aux Chambres fédérales 275. - L'électricité, l'industrie (fin de la lutte Grande Dixence-Mauvoisin. Barrages pleins, barrages évités ?) 279. - Tourisme (les étrangers se font attendre, rivalités régionales. Mort de Charles Haegler) 281.
1950. *Un premier conseiller fédéral valaisan* II, 284
Politique étrangère 284. - Politique intérieure suisse (le dirigisme s'accuse) 285. - L'argent (échec de la loi des finances ; un décret) 285. - Digression sur les relations entre le Haut et le Bas-Valais 288. - Agriculture (la population paysanne diminuée, la production aug-

mente) 291. - Des hannetons, du feu et du gel 292. - Du gel à la surproduction (l'Union des producteurs valaisans contre Maurice Troillet) 292. - Spéculation immobilière 295. - Le temps des grands barrages 296. - Hôtels (essor du tourisme) 298.

1951. *De la production à la surproduction* II, 300
 Le temps qu'il fait 300. - La loi valaisanne des finances, enfin 300. - La vigne (Maurice Troillet lutte aux Etats pour le statut du vin et contre les importateurs) 303. - Quand la réussite engendre l'opposition 306. - Office social 311. - Elections (aux Chambres) 311. - Electricité (répartition des ressources) et industrie 312. - La Société de recherches économiques et sociales 315.
1952. *Le tourisme sur orbite* II, 317
 Trois forces en présence 317. - Difficultés paysannes 317. - Trois remèdes : la loi sur l'agriculture... 320. - ... Le maintien de la propriété rurale et les remaniements parcellaires 320. - ... Et l'Office de propagande pour les produits de l'agriculture valaisanne (Opav) 322. - L'hôtellerie 322. - Tourisme et blindés 324. - L'ingénieur... et les financiers 325. - Electricité... politique (attaques des jeunes conservateurs) 329. - Dernier coup d'œil sur 1952 333.

DEUXIÈME PARTIE

L'adieu à la politique

- Chapitre I. - *L'avenir entre en scène* III, 9
 Primauté de l'économie 10. - Politique étrangère 11. - L'essor des grands travaux 12. - Ressources hydro-électriques et péréquation 13. - Société valaisanne des forces motrices 14. - Industrie 16. - Tourisme 18. - Agriculture 18.
- Chapitre II. — *Retraite conditionnelle* III, 24
- Chapitre III. — *Un Suez alpin : le tunnel du Grand Saint-Bernard* III, 30

TROISIÈME PARTIE

Le présent et l'avenir face à face

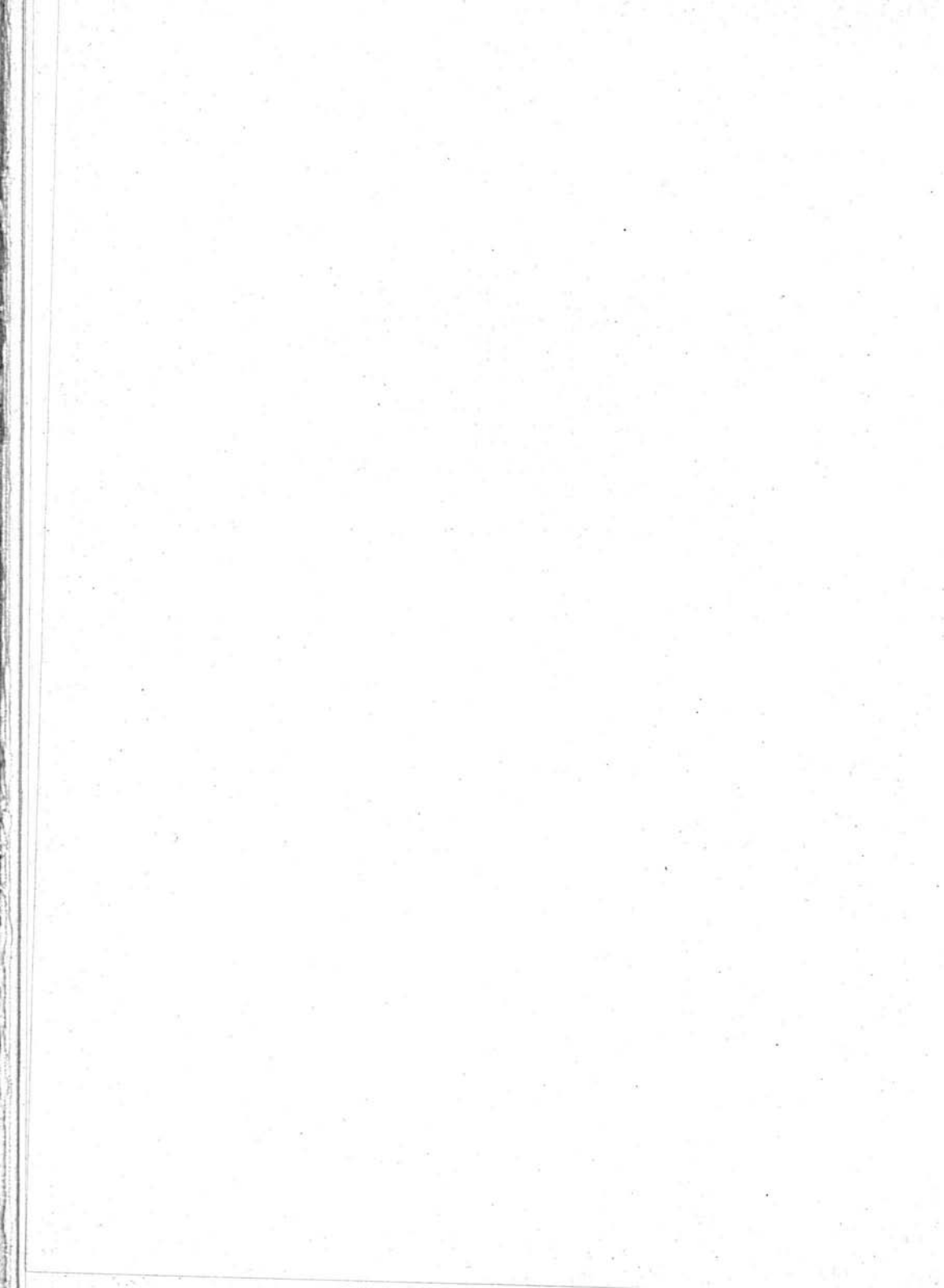
- Introduction. — *Un citoyen peut-il juger ?* III, 45
- Chapitre I. — *Sauver l'agriculture de montagne ?* III, 50
 Les moyens de sauvetage mis en œuvre 56.

Chapitre II. — <i>Les arbres et les fruits de la plaine</i>	III, 63
La mode 65. - L'importation 66.	
Chapitre III. — <i>La vigne</i>	III, 69
Chapitre IV. — <i>Tourisme</i>	III, 74
Loisirs et tourisme 75. - Un plaisir nouveau, la vitesse 76. - La bruyante exploitation du silence 79. - Spéculation 82. - Protection de la nature 85.	
Chapitre V. — <i>Le Rhône</i>	III, 87
Ultime adieu au passé 87. - Fini de jouer 88. - Entre La Souste et Sierre 88. - De Brigue à Loèche 89. - Et la nappe phréatique ? 90. - Le Rhône, fournisseur de courant électrique 91. - Les lacs de retenue, réservoirs d'eau douce ? 93.	
Chapitre VI. — <i>La relève des barrages. Le Valais s'in-</i> <i>dustrialise</i>	III, 96
Le paysan-ouvrier et l'autodéfense valaisanne 17. - Un coup d'œil en arrière 99. - La grosse et la petite industrie 100. - Le pétrole 101.	
Chapitre VII. — <i>La rançon du progrès</i>	III, 103
Du pétrole dans la plaine 103. - Le fluor et les plantes 104. - Le quartz et les poumons 106. - Le prix du kilowatt 109. - Prévenir ? 109.	
Chapitre VIII. — <i>Des croyances et des mœurs</i>	III, 112
Matérialisme et mauvaise humeur 117. - Du silence à l'expression 119. - Architecture civile 122.	
CONCLURE ?	III, 125
NOTES ET RÉFÉRENCES	III, 135
Index des noms de lieux	III, 201
Index des noms de personnes	III, 217
Table des matières	III, 243

FIN DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME

Ce volume, le dixième de la « Bibliotheca Vallesiana », collection dirigée par André Donnet, a été achevé d'imprimer le 31 août 1971 sur les presses de l'Imprimerie Pillet, à Martigny.

Il a été tiré de cet ouvrage :
cinquante exemplaires nominatifs H. C.
sur papier volumineux « Libris »
numérotés de I à L
réservés aux amis de la « Bibliotheca Vallesiana »
et aux collaborateurs du présent ouvrage
et
trois mille exemplaires ordinaires
sur papier « Voluma ».



dans leur action économique, politique, sociale, morale enfin, les forces mises en jeu par les circonstances et par les hommes, par l'un d'eux surtout, Maurice Troillet, mais il n'était pas seul, de démontrer les mécanismes de cette surprenante mutation qui a permis au Valais, brûlant les étapes, d'accéder d'un bond, en quelque trente ans, au palier atteint en un siècle et demi par les pays de l'Europe occidentale.

Dans l'espoir de fonder notre jugement sur des bases solides, nous avons écrit la chronique de chaque année, de 1913 à 1952. Etudiant les années suivantes, jusqu'à nos jours, nous avons tenté de définir les difficultés auxquelles le Valais doit faire face aujourd'hui, les problèmes qui se sont substitués à ceux qu'avait affrontés la première moitié du siècle et dont plusieurs sont issus de la réussite même de l'action entreprise.

Nous avons essayé de représenter, de remettre au présent, ce proche passé dans l'espoir, non pas de résoudre, mais de poser dans les termes les plus clairs possibles la question qui nous tenaille tous : « Qu'avons-nous gagné, qu'avons-nous perdu dans l'aventure du Progrès ? » Tel est l'objet de cet ouvrage.

André Guex.

